



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

MIAM NON PAR

JOHNSTON

O E U V R E S
. DE MONSIEUR
DE MONTESQUIEU.

TOME SECOND.

C O N T E N A N T

**La suite de l'Esprit des Loix , depuis le Livre
XII, jusques & compris le Livre XXII.**

CRIMINAL

RECORDS

INVESTIGATION

REPORT

STATE

OF THE DISTRICT OF COLUMBIA
AND THE DISTRICT OF MARYLAND

O E U V R E S
DE MONSIEUR

DE MONTESQUIEU.
NOUVELLE EDITION.

REVUE, CORRIGÉE, ET CONSIDÉRABLE-
MENT AUGMENTÉE PAR L'AUTEUR.

*Avec des Remarques Philosophiques & Politiques d'un
Anonyme, qui n'ont point encore été publiées.*

TOME SECOND.

..... *Prolem sine matre creatum.*
-OVID

Et se débite à LAUSANNE
Chez FRANÇOIS GRASSET.

M D C C L X I.

004,030



Handwritten signature

TELETYPE UNIT

Contenus en ce second volume.

Des loix qui forment la liberté politique dans son rapport avec le citoyen.

CHAPITRE I. <i>Idée de ce livre.</i>	pag. 1
CHAP. II. <i>De la liberté du citoyen.</i>	3
CHAP. III. <i>Continuation du même sujet.</i>	8
CHAP. IV. <i>Que la liberté est favorisée par la nature des peines , & leur proportion.</i>	9
CHAP. V. <i>De certaines accusations qui ont particulièrement besoin de modération & de prudence.</i>	14
CHAP. VI. <i>Du crime contre nature.</i>	16
CHAP. VII. <i>Du crime de lèse-majesté.</i>	18
CHAP. VIII. <i>De la mauvaise application du nom de crime de sacrilege & de lèse-majesté</i>	20
CHAP. IX. <i>Continuation du même sujet.</i>	22
CHAP. X. <i>Continuation du même sujet.</i>	24
CHAP. XI. <i>Des pensées.</i>	25
CHAP. XII. <i>Des paroles indiscrettes.</i>	26
CHAP. XIII. <i>Des écrits.</i>	29
CHAP. XIV. <i>Violation de la pudeur dans la punition des crimes.</i>	31
CHAP. XV. <i>De l'affranchissement de l'esclave, pour accuser le maître.</i>	32
Tom. II.	* CHA-

CHAPITRE XVI. <i>Calomnie dans le crime de lèse-majesté.</i>	33
CHAP. XVII. <i>De la révélation des conspirations.</i>	34
CHAP. XVIII. <i>Combien il est dangereux, dans les républiques, de trop punir le crime de lèse-majesté.</i>	35
CHAP. XIX. <i>Comment on suspend l'usage de la liberté dans la république.</i>	38
CHAP. XX. <i>Des loix favorables à la liberté du citoyen dans la république.</i>	40
CHAP. XXI. <i>De la cruauté des loix envers les débiteurs, dans la république.</i>	41
CHAP. XXII. <i>Des choses qui attaquent la liberté dans la monarchie.</i>	44
CHAP. XXIII. <i>Des espions dans la monarchie.</i>	45
CHAP. XXIV. <i>Des lettres anonymes.</i>	46
CHAP. XXV. <i>De la maniere de gouverner dans la monarchie.</i>	48
CHAP. XXVI. <i>Que, dans la monarchie, le prince doit être accessible.</i>	49
CHAP. XXVII. <i>Des mœurs du monarque.</i>	50
CHAP. XXVIII. <i>Des égards que les monarques doivent à leurs sujets.</i>	51
CHAP. XXIX. <i>Des loix civiles propres à mettre un peu de liberté dans le gouvernement despotique.</i>	52
CHAP. XXX. <i>Continuation du même sujet.</i>	54

LIVRE XIII.

Des rapports que la levée des tributs & la grandeur des revenus publics ont avec la liberté.

CHAPITRE I. *Des revenus de l'état.* 56

CHAP. II. *Que c'est mal raisonner, de dire que la grandeur des tributs soit bonne par elle-même.* 57

CHAP. III. *Des tributs, dans les pays où une partie du peuple est esclave de la glebe.* 59

CHAP. IV. *D'une république en cas pareil.* ib.

CHAP. V. *D'une monarchie en cas pareil.* 60

CHAP. VI. *D'un état despotique en cas pareil.* 61

CHAP. VII. *Des tributs dans les pays où l'esclavage de la glebe n'est point établi.* ibid.

CHAP. VIII. *Comment on conserve l'illusion.* 65

CHAP. IX. *D'une mauvaise sorte d'impôt.* 66

CHAP. X. *Que la grandeur des tributs dépend de la nature du gouvernement.* 67

CHAP. XI. *Des peines fiscales.* 68

CHAP. XII. *Rapport de la grandeur des tributs avec la liberté.* 69

CHAP. XIII. *Dans quels gouvernemens les tributs sont susceptibles d'augmentation.* 71

CHAP. XIV. *Que la nature des tributs est relative au gouvernement.* 72

CHAP. XV. *Abus de la liberté.* 74

CHAP. XVI. *Des conquêtes des Mahométans.* 76

CHAPITRE XVII. <i>De l'augmentation des trou-</i> <i>pes.</i>	76
CHAP. XVIII. <i>De la remise des tributs.</i>	78
CHAP. XIX. <i>Qu'est-ce qui est plus convenable</i> <i>au prince & au peuple, de la ferme ou de</i> <i>la régie des tributs ?</i>	80
CHAP. XX. <i>Des traitans.</i>	83

L I V R E XIV.

Des loix , dans le rapport qu'elles ont avec
la nature du climat.

CHAPITRE I. <i>Idée générale.</i>	84
CHAP. II. <i>Combien les hommes sont différens</i> <i>dans les divers climats.</i>	85
CHAP. III. <i>Contradiction dans les caractères</i> <i>de certains peuples du midi.</i>	92
CHAP. IV. <i>Cause de l'immutabilité de la reli-</i> <i>gion, des mœurs, des manières, des loix,</i> <i>dans les pays d'orient.</i>	94
CHAP. V. <i>Que les mauvais législateurs sont</i> <i>ceux qui ont favorisé les vices du climat, &</i> <i>les bons sont ceux qui s'y sont opposés.</i>	95
CHAP. VI. <i>De la culture des terres dans les</i> <i>climats chauds.</i>	96
CHAP. VII. <i>Du monachisme.</i>	97
CHAP. VIII. <i>Bonne coutume de la Chine.</i>	98
CHAP. IX. <i>Moyens d'encourager l'industrie.</i>	99
CHAP. X. <i>Des loix qui ont rapport à la so-</i> <i>briété des peuples.</i>	ibid.

CHA-

DES CHAPITRES.

v

- CHAPITRE XI. *Des loix qui ont du rapport
aux maladies du climat.* 103
- CHAP. XII. *Des loix contre ceux qui se tuent
eux-mêmes.* 106
- CHAP. XIII. *Effets qui résultent du climat
d'Angleterre.* 108
- CHAP. XIV. *Autres effets du climat.* 110
- CHAP. XV. *De la différente confiance que les
loix ont dans le peuple, selon les climats.* 112
-

L I V R E X V.

Comment les loix de l'esclavage civil ont
du rapport avec la nature du climat.

- CHAPITRE I. *De l'esclavage civil.* pag. 115
- CHAP. II. *Origine du droit de l'esclavage chez
les Jurisconsultes Romains.* 116
- CHAP. III. *Autre origine du droit de l'escla-
vage.* 121
- CHAP. IV. *Autre origine du droit de l'escla-
vage.* 122
- CHAP. V. *De l'esclavage des Negres.* 123
- CHAP. VI. *Véritable origine du droit de l'es-
clavage.* 125
- CHAP. VII. *Autre origine du droit de l'escla-
vage.* 126
- CHAP. VIII. *Inutilité de l'esclavage parmi
nous.* 128
- CHAP. IX. *Des nations chez lesquelles la liberté
civile est généralement établie.* 130

CHAPITRE X. <i>Diverses especes d'esclavages.</i>	131
CHAP. XI. <i>Ce que les loix doivent faire par rapport à l'esclavage.</i>	132
CHAP. XII. <i>Abus de l'esclavage.</i>	133
CHAP. XIII. <i>Danger du grand nombre d'esclaves.</i>	135
CHAP. XIV. <i>Des esclaves armés.</i>	136
CHAP. XV. <i>Continuation du même sujet.</i>	137
CHAP. XVI. <i>Précautions à prendre dans le gouvernement modéré.</i>	138
CHAP. XVII. <i>Réglemens à faire entre le maître & les esclaves.</i>	142
CHAP. XVIII. <i>Des affranchissemens.</i>	145
CHAP. XIX. <i>Des affranchis & des eunuques.</i>	148

L I V R E X V I.

Comment les loix de l'esclavage domestique ont du rapport avec la nature du climat.

CHAPITRE I. <i>De la servitude domestique.</i>	151
CHAP. II. <i>Que, dans les pays du midi, il y a dans les deux sexes une inégalité naturelle.</i>	152
CHAP. III. <i>Que la pluralité des femmes dépend beaucoup de leur entretien.</i>	155
CHAP. IV. <i>De la polygamie. Ses diverses circonstances.</i>	156
CHAP. V. <i>Raison d'une loi du Malabar.</i>	158
CHAP. VI. <i>De la polygamie en elle-même.</i>	159

CHA-

DES CHAPITRES. vi]

CHAPITRE VII. De l'égalité du traitement dans le cas de la pluralité des femmes.	161
CHAP. VIII. De la séparation des femmes d'avec les hommes.	162
CHAP. IX. Liaison du gouvernement domesti- que avec le politique.	163
CHAP. X. Principe de la morale de l'orient.	164
CHAP. XI. De la servitude domestique, indé- pendante de la polygamie.	167
CHAP. XII. De la pudeur naturelle.	169
CHAP. XIII. De la jalousie.	170
CHAP. XIV. Du gouvernement de la maison en orient.	171
CHAP. XV. Du divorce & de la répudiation.	ibid.
CHAP. XVI. De la répudiation & du divorce chez les Romains.	174

LIVRE XVII.

Comment les loix de la servitude politique
ont du rapport avec la nature du climat.

CHAPITRE I. De la servitude politique.	179
CHAP. II. Différences des peuples par rapport au courage.	180
CHAP. III. Du climat de l'Asie.	183
CHAP. IV. Conséquence de ceci.	188
CHAP. V. Que quand les peuples du nord de l'Asie, & ceux du nord de l'Europe ont conquis, les effets de la conquête n'étoient pas les mêmes.	189

CHAPITRE VI. *Nouvelle cause physique de la servitude de l'Asie & de la liberté de l'Europe.* 192

CHAP. VII. *De l'Afrique & de l'Amérique.* 194

CHAP. VIII. *De la capitale de l'empire.* *ibid.*

LIVRE XVIII.

Des loix, dans le rapport qu'elles ont avec la nature du terrain.

CHAPITRE I. *Comment la nature du terrain influe sur les loix.* 196

CHAP. II. *Continuation du même sujet.* 198

CHAP. III. *Quels sont les pays les plus cultivés.* 200

CHAP. IV. *Nouveaux effets de la fertilité & de la stérilité du pays.* 203

CHAP. V. *Des peuples des isles.* 204

CHAP. VI. *Des pays formés par l'industrie des hommes.* *ibid.*

CHAP. VII. *Des ouvrages des hommes.* 206

CHAP. VIII. *Rapport général des loix.* 207

CHAP. IX. *Du terrain de l'Amérique.* 208

CHAP. X. *Du nombre des hommes, dans le rapport avec la maniere dont ils se procurent la subsistance.* 209

CHAP. XI. *Des peuples sauvages, & des peuples barbares.* 210

CHAP. XII. *Du droit des gens chez les peuples qui ne cultivent point les terres.* 211

CHA-

DES CHAPITRES. ix

CHAPITRE XIII. <i>Des loix civiles chez les peuples qui ne cultivent point les terres.</i>	211
CHAP. XIV. <i>De l'état politique des peuples qui ne cultivent point des terres.</i>	213
CHAP. XV. <i>Des peuples qui connoissent l'usage de la monnoie.</i>	ibid.
CHAP. XIV. <i>Des loix civiles, chez les peuples qui ne connoissent point l'usage de la monnoie.</i>	214
CHAP. XVII. <i>Des loix politiques, chez les peuples qui n'ont point l'usage de la monnoie.</i>	215
CHAP. XVIII. <i>Force de la superstition.</i>	216
CHAP. XIX. <i>De la liberté des Arabes, & de la servitude des Tartares.</i>	217
CHAP. XX. <i>Du droit des gens des Tartares.</i>	219
CHAP. XXI. <i>Loi civile des Tartares.</i>	221
CHAP. XXII. <i>D'une loi civile des peuples Germains.</i>	222
CHAP. XXIII. <i>De la longue chevelure des rois Franks.</i>	232
CHAP. XXIV. <i>Des mariages des rois Franks.</i>	233
CHAP. XXV. <i>CHILDERIC.</i>	234
CHAP. XXVI. <i>De la majorité des rois Franks.</i>	235
CHAP. XXVII. <i>Continuation du même sujet.</i>	238
CHAP. XXVIII. <i>De l'adoption chez les Germains.</i>	239
* 4	CHA-

x T A B L E S

CHAPITRE XXIX. <i>Esprit sanguinaire des rois Francs.</i>	241
CHAP. XXX. <i>Des assemblées de la nation chez les Francs.</i>	242
CHAP. XXXI. <i>De l'autorité du clergé dans la première race.</i>	243

L I V R E X I X.

Des loix, dans le rapport qu'elles ont avec
les principes qui forment l'esprit gé-
néral, les mœurs & les manières
d'une nation.

CHAPITRE I. <i>Du sujet de ce livre.</i>	pag. 245
CHAP. II. <i>Combien, pour les meilleurs loix, il est nécessaire que les esprits soient préparés,</i>	246
CHAP. III. <i>De la tyrannie.</i>	247
CHAP. IV. <i>Ce que c'est que l'esprit général.</i>	249
CHAP. V. <i>Combien il faut être attentif à ne point changer l'esprit général d'une nation,</i>	250
CHAP. VI. <i>Qu'il ne faut pas tout corriger.</i>	251
CHAP. VII. <i>Des Athéniens & des Lacédémoniens.</i>	252
CHAP. VIII. <i>Effets de l'humeur sociable.</i>	ibid.
CHAP. IX. <i>De la vanité & de l'orgueil des nations.</i>	253
CHAP. X. <i>Du caractère des Espagnols, & de celui des Chinois.</i>	256
CHA-	

DES MATIERES. xj

CHAPITRE XI. Réflexion.	257
CHAP. XII. Des manieres & des mœurs dans l'état despotique.	258
CHAP. XIII. Des manieres chez les Chinois.	259
CHAP. XIV. Quels sont les moyens naturels de changer les mœurs & les manieres d'une nation.	260
CHAP. XV. Influence du gouvernement domestique sur le politique.	263
CHAP. XVI. Comment quelques législateurs ont confondu les principes qui gouvernent les hommes.	ibid.
CHAP. XVII. Propriété particuliere au gouvernement de la Chine.	266
CHAP. XVIII. Conséquence du chapitre précédent.	268
CHAP. XIX. Comment s'est faite cette union de la religion, des loix, des mœurs & des manieres, chez les Chinois.	269
CHAP. XX. Explication d'un paradoxe sur les Chinois.	272
CHAP. XXI. Comment les loix doivent être relatives aux mœurs & aux manieres.	273
CHAP. XXII. Continuation du même sujet.	274
CHAP. XXIII. Comment les loix suivent les mœurs.	275
CHAP. XXIV. Continuation du même sujet.	ib.
CHAP. XXV. Continuation du même sujet.	277
CHAP. XXVI. Continuation du même sujet.	278
CHA-	

CHAPITRE XXVII. <i>Comment les loix peuvent contribuer à former les mœurs, les manières & le caractère d'une nation.</i>	279
--	-----

L I V R E X X.

Des loix, dans le rapport qu'elles ont avec le commerce, considéré dans sa nature & ses distinctions.

CHAPITRE I. <i>Du commerce.</i>	298
CHAP. II. <i>De l'esprit du commerce.</i>	300
CHAP. III. <i>De la pauvreté des peuples.</i>	302
CHAP. IV. <i>Du commerce dans les divers gouvernemens.</i>	ibid.
CHAP. V. <i>Des peuples qui ont fait le commerce d'économie.</i>	306
CHAP. VI. <i>Quelques effets d'une grande navigation.</i>	307.
CHAP. VII. <i>Esprit de l'Angleterre sur le commerce.</i>	309
CHAP. VIII. <i>Comment on a gêné quelquefois le commerce d'économie.</i>	310
CHAP. IX. <i>De l'exclusion, en fait de commerce.</i>	311
CHAP. X. <i>Etablissement propre au commerce d'économie.</i>	312
CHAP. XI. <i>Continuation du même sujet.</i>	314
CHAP. XII. <i>De la liberté du commerce.</i>	315
CHAP. XIII. <i>Ce qui détruit cette liberté.</i>	316
CHAP. XIV. <i>Des loix du commerce qui emportent la confiscation des marchandises.</i>	317

DES CHAPITRES. xii.

CHAP. XV. <i>De la contrainte par corps.</i>	318
CHAP. XVI. <i>Belle loi.</i>	320
CHAP. XVII. <i>Loi de Rhodes.</i>	ibid.
CHAP. XVIII. <i>Des Juges pour le commerce.</i>	321
CHAP. XIX. <i>Que le prince ne doit point faire le commerce.</i>	322
CHAP. XX. <i>Continuation du même sujet.</i>	323
CHAP. XXI. <i>Du commerce de la noblesse dans la monarchie.</i>	324
CHAP. XXII. <i>Réflexion particulière.</i>	ibid.
CHAP. XXIII. <i>A quelles nations il est désavantageux de faire le commerce.</i>	328

L I V R E X X I.

Des loix , dans le rapport qu'elles ont avec le commerce considéré dans les révolutions qu'il a eues dans le monde.

CHAPITRE I. <i>Quelques considérations générales.</i>	332
CHAP. II. <i>Des peuples d'Afrique.</i>	334
CHAP. III. <i>Que les besoins des peuples du midi sont différens de ceux des peuples du nord.</i>	335
CHAP. IV. <i>Principale différence du commerce des anciens , d'avec celui d'aujourd'hui.</i>	336
CHAP. V. <i>Autres différences.</i>	337
CHAP. VI. <i>Du commerce des anciens.</i>	338
CHAP. VII. <i>Du commerce des Grecs.</i>	349
CHA-	

CHAPITRE VIII. <i>D'Alexandre. Sa conquête.</i>	354
CHAP. IX. <i>Du commerce des rois Grecs après Alexandre.</i>	360
CHAP. X. <i>Du tour de l'Afrique.</i>	370
CHAP. XI. <i>Carthage & Marseille.</i>	375
CHAP. XII. <i>Isle de Délos. Mithridate.</i>	384
CHAP. XIII. <i>Du génie des Romains pour la marine.</i>	387
CHAP. XIV. <i>Du génie des Romains pour le commerce.</i>	388
CHAP. XV. <i>Commerce des Romains avec les barbares.</i>	390
CHAP. XVI. <i>Du commerce des Romains avec l'Arabie & les Indes.</i>	392
CHAP. XVII. <i>Du commerce après la destruction des Romains en occident.</i>	399
CHAP. XVIII. <i>Règlement particulier.</i>	400
CHAP. XIX. <i>Du commerce, depuis l'affoiblissement des Romains en orient.</i>	401
CHAP. XX. <i>Comment le commerce se fit jour en Europe, à travers la barbarie.</i>	402
CHAP. XXI. <i>Découverte de deux nouveaux mondes : état de l'Europe à cet égard.</i>	407
CHAP. XXII. <i>Des richesses que l'Espagne tira de l'Amérique.</i>	414
CHAP. XXIII. <i>Problème.</i>	421

L I V R E X X I I.

Des loix, dans le rapport qu'elles ont avec
l'usage de la monnoie.

CHAPITRE I. *Raison de l'usage de la monnoie.* 423

CHAP. II. *De la nature de la monnoie.* 425

CHAP. III. *Des monnoies idéales.* 430

CHAP. IV. *De la quantité de l'or & l'ar-
gent.* 432

CHAP. V. *Continuation du même sujet.* 433

CHAP. VI. *Par quelle raison le prix de l'usure
diminua de la moitié, lors de la découverte
des Indes.* 434

CHAP. VII. *Comment le prix des choses se fixe
dans la variation des richesses de signe.* 437

CHAP. VIII. *Continuation du même sujet.* 440

CHAP. IX. *De la rareté relative de l'or & de
l'argent.* 442

CHAP. X. *Du change.* 443

CHAP. XI. *Des opérations que les Romains
firent sur les monnoies.* 460

CHAP. XII. *Circonstances dans lesquelles les
Romains firent leurs opérations sur la mon-
noie.* 463

CHAP. XIII. *Opérations sur les monnoies, du
temps des empereurs.* 465

CHAP. XIV. *Comment le change gêne les états
despotiques.* 407

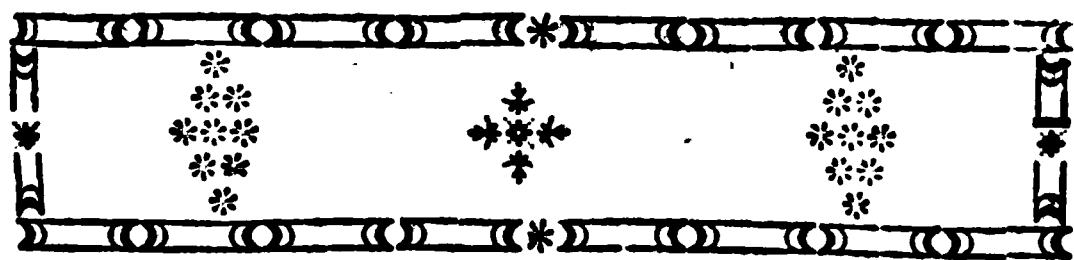
CHAP. XV. *Usage de quelques pays d'Italie.* 468

CHA-

xvi TABLE DES CHAPITRES.

CHAPITRE XVI. <i>Du secours que l'état peut tirer des banquiers.</i>	469
CHAP. XVII. <i>Des dattes publiques.</i>	ibid.
CHAP. XVIII. <i>Du paiement des dettes publiques.</i>	473
CHAP. XIX. <i>Des prêts à intérêt.</i>	475
CHAP. XX. <i>Des usures maritimes.</i>	476
CHAP. XXI. <i>Du prêt par contrat, & de l'usure chez des Romains.</i>	477
CHAP. XXII. <i>Continuation du même sujet.</i>	478

FIN DE LA TABLE DU TOME II.



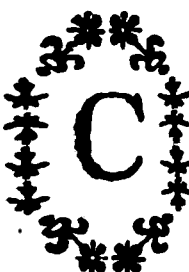
D E L' E S P R I T
D E S
L O I X.

L I V R E X I I .

DES LOIX QUI FORMENT
LA LIBERTE POLITIQUE
DANS SON RAPPORT
AVEC LE CITOYEN.

CHAPITRE PREMIER.

Idée de ce livre.

 C E n'est pas assez d'avoir traité de la
liberté politique dans son rapport
avec la constitution ; il faut la faire
voir dans le rapport qu'elle a avec le citoyen.

Tom. II.

A

J'ai

2 DE L'ESPRIT DES LOIX,

J'ai dit que, dans le premier cas, elle est formée par une certaine distribution des trois pouvoirs : mais, dans le second, il faut la considérer sous une autre idée. Elle consiste dans la sûreté, ou dans l'opinion que l'on a de sa sûreté.

Il pourra arriver que la constitution sera libre, & que le citoyen ne le fera point. Le citoyen pourra être libre, & la constitution ne l'être pas. Dans ces cas, la constitution sera libre de droit & non de fait : le citoyen sera libre de fait & non pas de droit.

Il n'y a que la disposition des loix & même des loix fondamentales, qui forme la liberté dans son rapport avec la constitution. Mais, dans le rapport avec le citoyen, des mœurs, des manières, des exemples reçus peuvent la faire naître ; & de certaines loix civiles la favoriser, comme nous allons voir dans ce livre-ci.

De plus, dans la plupart des états, la liberté étant plus gênée, choquée ou abattue, que leur constitution ne le demande, il est bon de parler des loix particulières, qui, dans chaque constitution, peuvent aider ou choquer le principe de la liberté dont chacun d'eux peut être susceptible (a).

CHA-

(a) Nous devons faire ici à l'auteur le même reproche que nous lui avons fait plusieurs fois.
Point

CHAPITRE II.

De la liberté du citoyen.

LA liberté philosophique consiste dans l'exercice de sa volonté, ou du moins (s'il faut parler dans tous les systèmes) dans l'opi-

Point de netteté, point de précision, nulle exactitude dans ce chapitre non plus que dans les suivans : il faut débrouiller ses idées pour en tirer le sens. Dans le Chap. III. du précéd nous a dit que la liberté politique ne *à faire, ce que l'on veut ; & il y ajoutement que, dans un état, la liberté n'est qu'à pouvoir faire ce que l'on doit à n'être point contraint de faire, ne doit pas vouloir.* Comme ceci est applicable à la liberté naturelle & aussi bien qu'à la politique, il convient ce passage pour jetter du jour sur ce que l'auteur nous dit dans la suite. Si la *à pouvoir faire ce que l'on doit vouloir, & à n'être point contraint de faire ce que l'on ne doit point vouloir,* il s'ensuit que la liberté dans l'état naturel consiste à pouvoir faire tout ce que les lois naturelles nous ordonnent, & à ne point être contraint de faire ce que ces lois n'ordonnent pas ; dans l'état civil, à pouvoir faire ce que les lois de la société civile ordonnent, & à n'être point contraint de faire

4 DE L'ESPRIT DES LOIX,

l'opinion où l'on est que l'on exerce sa volonté. La liberté politique consiste dans la

re ce que ces loix n'ordonnent pas : les loix de la société civile sont de deux sortes. Les unes sont des loix fondamentales, les autres sont appelées vulgairement civiles; ainsi la liberté sera distinguée relativement à l'état naturel, & relativement à l'état civil; & dans l'état civil on la distinguera relativement aux loix fondamentales & relativement aux loix civiles. On l'appelle au premier égard *naturelle*, au second égard *politique*, au troisieme égard *civile*. Voilà ce que l'auteur auroit dû nous enseigner; au lieu de confondre ces distinctions nécessaires, sans lesquelles il est le de l'entendre. Il auroit mieux fait de s'en tenir à la définition que les juristes romains ont donnée de la liberté, en tant (par rapport aux cas dont il s'agit ici) de faire ce que l'on veut, exception de ce qui est défendu par les loix: car cette loi qui contient précisément les trois espèces de liberté, que nous venons de marquer, est la plus juste.

Venons maintenant aux conséquences qui résultent de ce que nous venons de dire, relativement au sujet que Mr. de Montesquieu traite. Puisque dans un état, les loix fondamentales & les loix civiles excluent d'entre les objets de notre volonté ce qu'elles statuent, notre liberté naturelle s'y trouve limitée à deux égards; 1^o, par rapport aux loix fondamentales; 2^o par rapport aux loix civiles. C'est cette liberté, ainsi doublement limitée, que notre auteur appelle *politique*. Dans le livre précédent il l'a considérée relative-

la sûreté, ou du moins dans l'opinion que l'on a de sa sûreté.

Cette *sûreté* n'est jamais plus attaquée que dans les accusations publiques ou privées. C'est donc de la bonté des loix criminelles, que dépend principalement la liberté du citoyen (b).

Les

tivement à la constitution, c'est à-dire, relativement aux loix fondamentales; maintenant il va la considérer relativement aux loix civiles: & nous trouverons qu'il manque d'exactitude sur ce second point, comme il en a manqué sur le premier. (R. d'un A.)

(b) Nous avons vu que Mr. de MONTESQUIEU nous a dit que la liberté politique consiste à pouvoir faire ce que l'on doit vouloir, &c. maintenant il nous apprend qu'elle consiste dans la sûreté ou du moins dans l'opinion que l'on a de sa sûreté. A quoi bon ces différences? La liberté naturelle est la faculté de faire ce que l'on peut vouloir: lorsqu'elle est entière, elle exclut tout autre droit de nous en empêcher l'usage, ou de la restreindre: c'est cette situation relative que Mr. de MONTESQUIEU nomme *sûreté*; or les accusations publiques ou privées supposant le droit de nous attaquer sur l'usage de la liberté naturelle: il est donc vrai que cette sûreté n'est jamais plus attaquée que dans les accusations publiques ou privées; & puisque les loix criminelles sont celles qui limitent la liberté naturelle avec menace de quelque peine grave, il est encore vrai que c'est de la bonté des loix criminelles, que dépend principalement la liberté du citoyen. (R. d'un A.)



8 DE L'ESPRIT DES LOIX,

fatales à la liberté (*d*). La raison en exige deux ; parce qu'un témoin qui affirme, & un accusé qui nie, font un partage ; & il faut un tiers pour le vuider.

Les Grecs (*) & les Romains (†) exigeoient une voix de plus pour condamner. Nos loix Françoises en demandent deux. Les Grecs prétendoient que leur usage avoit été établi par les dieux (‡) ; mais c'est le nôtre (*e*).

CHA-

(*d*) Autre inadvertance. La loi porte punition de mort pour tel crime ; la forme judiciaire permet de juger sur la déposition d'un seul témoin ; ce n'est pas la loi, mais la maniere de procéder contre l'accusé qui attaque la liberté. Quelquefois, à la vérité, les loix qui statuent quelque peine, portent en même temps comment il sera jugé de la vérité du fait, & comment on procédera contre le criminel ; mais dans ces cas mêmes il faut distinguer la partie de la loi qui statue la peine, d'avec celle qui regle la façon dont un accusé peut être attaqué & défendu, & comment il faut procéder dans l'administration de la justice. (*R. d'un A.*)

(*) Voyez *Aristide*, orat. in *Minervam*.

(†) *Denys d'Halicarnasse*, sur le jugement de *Coriolan*, liv. VII.

(‡) *Minervæ calculus*.

(*e*) Tout cela regarde non pas les loix criminelles proprement dites ; mais la forme judiciaire, la maniere d'administrer la justice. (*R. d'un A.*)

CHAPITRE IV.

Que la liberté est favorisée par la nature des peines, & leur proportion.

C'EST le triomphe de la liberté, lorsque les loix criminelles tirent chaque peine de la nature particulière du crime (*f*). Tout l'arbitraire, la peine ne descend point du caprice du législateur, mais de la chose; & ce n'est point l'homme qui fait violence à l'homme.

Il y a quatre sortes de crimes. Ceux de la première espèce choquent la religion; ceux de la seconde, les mœurs; ceux de la troisième, la tranquillité; ceux de la quatrième, la sûreté des citoyens. Les peines que l'on inflige, doivent dériver de la nature de chacune de ces espèces.

Je ne mets dans la classe des crimes qui intéressent la religion, que ceux qui l'attaquent directement, comme sont tous les sacrilèges simples. Car les crimes qui en trou-

(*f*) C'est ici proprement que notre auteur commence à parler de l'effet des loix criminelles sur la liberté. Tout ce qu'il dit dans le reste de ce livre mérite la plus grande attention. (R. d'un A.)

10 DE L'ESPRIT DES LOIX,

troublent l'exercice, sont de la nature de ceux qui choquent la tranquillité des citoyens ou leur sûreté, & doivent être renvoyés à ces classes.

Pour que la peine des sacrilèges simples soit tirée de la nature (*) de la chose, elle doit consister dans la privation de tous les avantages que donne la religion; l'expulsion hors des temples; la privation de la société des fideles, pour un temps ou pour toujours; la fuite de leur présence, les exécutions, les détestations, les conjurations.

Dans les choses qui troublent la tranquillité ou la sûreté de l'état, les actions cachées sont du ressort de la justice humaine. Mais, dans celles qui blessent la divinité, là où il n'y a point d'action publique, il n'y a point de matière de crime: tout s'y passe entre l'homme & Dieu, qui fait la mesure & le temps de ses vengeances. Que si, confondant les choses, le magistrat recherche aussi le sacrilège caché, il porte une inquisition sur un genre d'action où elle n'est point nécessaire: il détruit la liberté des citoyens, en armant con-

(*) Saint Louis & des loix si outrées contre ceux qui juroient, que le pape se crut obligé de l'en avertir. Ce prince modéra son zèle, & adoucit ses loix. Voyez ses ordonnances.

contr'eux le zele des consciences timides, & celui des consciences hardies.

Le mal est venu de cette idée, qu'il faut venger la divinité. Mais il faut faire honorer la divinité, & ne la venger jamais. En effet, si l'on se conduisoit par cette derniere idée, quelle seroit la fin des supplices? Si les loix des hommes ont à venger un être infini, elles se régleront sur son infinité, & non pas sur les foiblesses, sur les ignorances, sur les caprices de la nature humaine.

Un historien (†) de Provence rapporte un fait, qui nous peint très-bien ce que peut produire sur des esprits foibles, cette idée de venger la divinité. Un Juif, accusé d'avoir blasphémé contre la sainte Vierge, fut condamné à être écorché. Des chevaliers masqués, le couteau à la main, monterent sur l'échafaud, & en chasserent l'exécuteur, pour venger eux-mêmes l'honneur de la sainte Vierge... Je ne veux point prévenir les réflexions du lecteur.

La seconde classe, est des crimes qui sont contre les mœurs. Telles sont la violation de la continence publique ou particuliere; c'est-à-dire, de la police sur la maniere dont on doit jouir des plaisirs attachés

(†) Le pere Bougeret.

12 DE L'ESPRIT DES LOIX,

tachés à l'usage des sens & à l'union des corps. Les peines de ces crimes doivent encore être tirées de la nature de la chose. La privation des avantages que la société a attachés à la pureté des mœurs, les amendes, la honte, la contrainte de se cacher, l'infamie publique, l'expulsion hors de la ville & de la société; enfin toutes les peines qui sont de la juridiction correctionnelle, suffisent pour réprimer la témérité des deux sexes. En effet, ces choses sont moins fondées sur la méchanceté que sur l'oubli ou le mépris de soi-même.

Il n'est ici question que des crimes qui intéressent uniquement les mœurs, non de ceux qui choquent aussi la sûreté publique, tels que l'enlèvement & le viol, qui sont de la quatrième espèce.

Les crimes de la troisième classe, sont ceux qui choquent la tranquillité des citoyens: & les peines en doivent être tirées de la nature de la chose, & se rapporter à cette tranquillité; comme la privation, l'exil, les corrections, & autres peines qui ramènent les esprits inquiets, & les font rentrer dans l'ordre établi.

Je restreins les crimes contre la tranquillité, aux choses qui contiennent une simple lésion de police: car celles qui, troublant la tranquillité, attaquent en même temps

temps la sûreté, doivent être mises dans la quatrième classe.

Les peines de ces derniers crimes, sont ce qu'on appelle des supplices. C'est une espèce de talion, qui fait que la société refuse la sûreté à un citoyen qui en a privé, ou qui a voulu en priver un autre. Cette peine est tirée de la nature de la chose, puisée dans la raison, & dans les sources du bien & du mal. Un citoyen mérite la mort, lorsqu'il a violé la sûreté au point qu'il a ôté la vie, ou qu'il a entrepris de l'ôter. Cette peine de mort est comme le remède de la société malade. Lorsqu'on viole la sûreté à l'égard des biens, il peut y avoir des raisons pour que la peine soit capitale : mais il vaudroit peut-être mieux, & il seroit plus de la nature que la peine des crimes contre la sûreté des biens, fût punie par la perte des biens ; & cela devroit être ainsi, si les fortunes étoient communes ou égales. Mais, comme ce sont ceux qui n'ont point de biens qui attaquent plus volontiers celui des autres, il a fallu que la peine corporelle suppléât à la pécuniaire.

Tout ce que je dis est puisé dans la nature, & est très-favorable à la liberté du citoyen.

C H A P I T R E V.

De certaines accusations qui ont particulièrement besoin de modération & de prudence.

MA X I M E importante : il faut être très-circonspect dans la poursuite de la magie & de l'hérésie. L'accusation de ces deux crimes peut extrêmement choquer la liberté, & être la source d'une infinité de tyrannies, si le législateur ne fait la borner. Car, comme elle ne porte pas directement sur les actions d'un citoyen, mais plutôt sur l'idée que l'on s'est faite de son caractère, elle devient dangereuse à proportion de l'ignorance du peuple ; & pour lors un citoyen est toujours en danger, parce que la meilleure conduite du monde, la morale la plus pure, la pratique de tous les devoirs, ne font pas des garans contre les soupçons de ces crimes.

Sous Manuel Comnene, le *protestator* (*) fut accusé d'avoir conspiré contre l'empereur, & de s'être servi pour cela de cer-

(*) *Nicetas*, vie de Manuel Comnene, liv. IV.

certaines secrets qui rendent les hommes invisibles. Il est dit dans la vie de cet empereur (†) que l'on surprit *Aaron* lisant un livre de Salomon, dont la lecture faisoit paroître des légions de démons. Or, en supposant dans la magie une puissance qui arme l'enfer, en partant de-là, on regarde celui que l'on appelle un magicien, comme l'homme du monde le plus propre à troubler & à renverser la société, & l'on est porté à le punir sans mesure.

L'indignation croît, lorsque l'on met dans la magie le pouvoir de détruire la religion. L'histoire de Constantinople (†) nous apprend que, sur une révélation qu'avoit eue un évêque, qu'un miracle avoit cessé à cause de la magie d'un particulier, lui & son fils furent condamnés à mort. De combien de choses prodigieuses ce crime ne dépendoit-il pas? Qu'il ne soit pas rare qu'il y ait des révélations; que l'évêque en ait eu une; qu'elle fût véritable; qu'il y eût eu un miracle; que ce miracle eût cessé; qu'il y eût de la magie; que la magie pût renverser la religion; que ce particulier fût magicien; qu'il eût fait enfin cet acte de magie.

L'em-

(†) *Ibid.*

(†) Histoire de l'empereur Maurice par *Théopbylaſte*, chap. XI.

16 DE L'ESPRIT DES LOIX,

L'empereur *Théodore Lascaris* attribuoit sa maladie à la magie. Ceux qui en étoient accusés n'avoient d'autre ressource, que de manier un fer chaud sans se brûler. Il auroit été bon chez les Grecs d'être magicien, pour se justifier de la magie. Tel étoit l'excès de leur idiotisme, qu'au crime du monde le plus incertain, ils joignoient les preuves les plus incertaines.

Sous le regne de *Philippe - le - Long*, les Juifs furent chassés de France, accusés d'avoir empoisonné les fontaines par le moyen des lépreux. Cette absurde accusation doit bien faire douter de toutes celles qui sont fondées sur la haine publique.

Je n'ai point dit ici qu'il ne falloit point punir l'hérésie; je dis qu'il faut être très-circonspect à la punir.

CHAPITRE VI.

Du crime contre nature.

A DIEU ne plaise que je veuille diminuer l'horreur que l'on a pour un crime que la religion, la morale & la politique condamnent tour à tour! Il faudroit le proscrire, quand il ne feroit que donner à un sexe les foiblesses de l'autre; & pré-

préparer à une vieillesse infame, par une jeunesse honteuse. Ce que j'en dirai lui laissera toutes ses flétrissures, & ne portera que contre la tyrannie qui peut abuser de l'horreur même que l'on en doit avoir.

Comme la nature de ce crime est d'être caché, il est souvent arrivé que des législateurs l'ont puni sur la déposition d'un enfant. C'étoit ouvrir une porte bien large à la calomnie. „ Justinien, *dit Procope* (*), „ publia une loi contre ce crime; il fit „ rechercher ceux qui en étoient coupables, non-seulement depuis la loi, mais „ avant. La déposition d'un témoin, quelquefois d'un enfant, quelquefois d'un esclave, suffisoit; sur-tout contre les „ riches, & contre ceux qui étoient de la „ faction des *verds* “.

Il est singulier que, parmi nous, trois crimes, la magie, l'hérésie, & le crime contre nature; dont on pourroit prouver du premier, qu'il n'existe pas; du second, qu'il est susceptible d'une infinité de distinctions, interprétations, limitations; du troisieme, qu'il est très-souvent obscur; aient été tous trois punis de la peine du feu.

Je dirai bien que le crime contre nature ne fera jamais dans une société de grands progrès, si le peuple ne s'y trouve porté
d'ail

(*) Hist. secrete.

18 DE L'ESPRIT DES LOIX ,

d'ailleurs par quelque coutume, comme chez les Grecs, où les jeunes gens faisoient tous les exercices nus ; comme chez nous, où l'éducation domestique est hors d'usage ; comme chez les Asiatiques, où des particuliers ont un grand nombre de femmes qu'ils méprisent, tandis que les autres n'en peuvent avoir. Que l'on ne prépare point ce crime ; qu'on le proscrive par une police exacte, comme toutes les violations des mœurs ; & l'on verra soudain la nature, ou défendre ses droits, ou les reprendre. Douce, aimable, charmante, elle a répandu les plaisirs d'une main libérale ; & en nous comblant de délices, elle nous prépare, par des enfans qui nous font, pour ainsi dire, renaître, à des satisfactions plus grandes que ces délices mêmes.

CHAPITRE VII.

Du crime de lèse-majesté.

LES loix de la Chine décident, que quiconque manque de respect à l'empereur doit être puni de mort. Comme elles ne définissent pas ce que c'est que ce manquement de respect, tout peut fournir un pré-

prétexte pour ôter la vie à qui l'on veut, & exterminer la famille que l'on veut.

Deux personnes chargées de faire la gazette de la cour, ayant mis dans quelque fait des circonstances qui ne se trouverent pas vraies : on dit que mentir dans une gazette de la cour, c'étoit manquer de respect à la cour ; & on les fit mourir (*). Un prince du sang ayant mis quelque note par mégarde sur un mémorial signé du pinceau rouge par l'empereur, on décida qu'il avoit manqué de respect à l'empereur ; ce qui causa, contre cette famille, une des terribles persécutions dont l'histoire ait jamais parlé (†).

C'est assez que le crime de lèse-majesté soit vague, pour que le gouvernement dégénere en despotisme. Je m'étendrai davantage là-dessus dans le livre, *de la composition des loix*.

(*) Le P. du Halde, tome I, pag. 43.

(†) Lettres du P. Parennin, dans les lettres édif.

CHAPITRE VIII.

De la mauvaise application du nom de crime de sacrilege & de lèse-majesté.

C'EST encore un violent abus, de donner le nom de crime de lèse-majesté à une action qui ne l'est pas. Une loi des empereurs (*) poursuivoit comme sacrilèges ceux qui mettoient en question le jugement du prince, & doutoient du mérite de ceux qu'il avoit choisis pour quelque emploi (†). Ce furent bien le cabinet & les favoris qui établirent ce crime. Une autre loi avoit déclaré que ceux qui attentent contre les ministres & les officiers du prince sont criminels de lèse-majesté, comme s'ils attentoient contre le prince même (‡). Nous devons cette loi à deux princes (§) dont la foiblesse est célébré dans
Phis-

(*) Gratien, Valentinien & Théodose. C'est la seconde au code de crimin. sacril.

(†) *Sacrilegii instar est dubitare an is dignus sit quem elegerit imperator*, *ibid.* Cette loi a servi de modele à celle de Roger, dans les constitutions de Naples, *tit. 4.*

(‡) La loi cinquieme, au code *ad leg. Jul. maj.*

(§) Arcadius & Honorius.

l'histoire ; deux princes qui furent menés par leurs ministres , comme les troupeaux sont conduits par les pasteurs ; deux princes esclaves dans le palais , enfans dans le conseil , étrangers aux armées ; qui ne conserverent l'empire , que parce qu'ils le donnerent tous les jours. Quelques - uns de ces favoris conspirerent contre leurs empereurs. Ils firent plus , ils conspirerent contre l'empire , ils y appellerent les barbares : & quand on voulut les arrêter , l'état étoit si foible , qu'il fallut violer leur loi & s'exposer au crime de lèse - majesté pour les punir.

C'est pourtant sur cette loi que se fondeoit le rapporteur de monsieur de Cinq-Mars (**), lorsque, voulant prouver qu'il étoit coupable du crime de lèse - majesté pour avoir voulu chasser le cardinal de Richelieu des affaires , il dit : „ Le crime „ qui touche la personne des ministres des „ princes , est réputé , par les constitutions „ des empereurs , de pareil poids que ce „ lui qui touche leur personne. Un mi- „ nistre sert bien son prince & son état ; „ on l'ôte à tous les deux ; c'est comme si „ l'on privoit le premier d'un bras (††), „ &

(**) Mémoires de Montrésor , tom. I.

(††) *Nam ipsi pars corporis nostri sunt.* Même loi au code *ad leg. Jul. maj.*

22 DE L'ESPRIT DES LOIX ,

„ & le second d'une partie de sa puissance.
„ ce. “ Quand la servitude elle-même viendrait sur la terre, elle ne parleroit pas autrement.

Une autre loi de Valentinien, Théodose & Arcadius (††), déclare les faux-monnayeurs coupables du crime de lèse-majesté. Mais n'étoit-ce pas confondre les idées des choses ? Porter sur un autre crime le nom de lèse-majesté, n'est-ce pas diminuer l'horreur du crime de lèse-majesté ?

CHAPITRE IX.

Continuation du même sujet.

PAULIN ayant mandé à l'empereur
„ Alexandre qu'il se préparoit à pour-
„ suivre comme criminel de lèse-majesté
„ un juge qui avoit prononcé contre ses
„ ordonnances ; l'empereur lui répondit,
„ que dans un siècle comme le sien, les
„ crimes de majesté indirects n'avoient
„ point de lieu (*).

Faus-

(††) C'est la neuvième au code Théod. de *falsa moneta*.

(*) *Etiam ex aliis causis majestatis crimina cessant meo saculo.* Leg. 1, cod. ad leg. Jul. maj.

Faustinien ayant écrit au même empereur, qu'ayant juré, par la vie du prince, qu'il ne pardonneroit jamais à son esclave; il se voyoit obligé de perpétuer sa colere, pour ne pas se rendre coupable du crime de lèse-majesté : „ Vous avez pris de vaines terreurs (†), *lui répondit l'empereur*; „ & vous ne connoissez pas mes maximes “.

Un sénatus-consulte (‡) ordonna que celui qui avoit fondu des statues de l'empereur, qui auroient été réprouvées, ne feroit point coupable de lèse-majesté. Les empereurs Sévere & Antonin écrivirent à Pontius (§) que celui qui vendroit des statues de l'empereur non consacrées, ne tomberoit point dans le crime de lèse-majesté. Les mêmes empereurs écrivirent à Julius Cassianus, que celui qui jetteroit, par hazard, une pierre contre une statue de l'empereur, ne devoit point être poursuivi comme criminel de lèse-majesté (**). La loi Julie demandoit ces sortes de modifications : car elle avoit rendu coupables de lèse-majesté, non-seulement ceux qui fon-

(†) *Alienam sectæ meæ sollicitudinem concepisti.*
Leg. 2, cod. ad leg. Jul. maj.

(‡) Voyez la loi 4, au ff. ad leg. Jul. maj.

(§) Voyez la loi 5, au ff. ad leg. Jul. maj.

(**) Ibid.

24 DE L'ESPRIT DES LOIX,

fondoient les statues des empereurs, mais ceux qui commettoient quelque action semblable (††); ce qui rendoit ce crime arbitraire. Quand on eut établi bien des crimes de lèse-majesté, il fallut nécessairement distinguer ces crimes. Aussi le jurisconsulte Ulpien, après avoir dit que l'accusation du crime de lèse-majesté ne s'étendait point par la mort du coupable, ajoute-t-il, que cela ne regarde pas tous (††) les crimes de lèse-majesté établis par la loi Julie; mais seulement celui qui contient un attentat contre l'empire, ou contre la vie de l'empereur.

C H A P I T R E X.

Continuation du même sujet.

UNE loi d'Angleterre passée sous Henri VIII, déclaroit coupable de haute trahison tous ceux qui prédiroient la mort du roi. Cette loi étoit bien vague. Le despotisme est si terrible, qu'il se tourne même

(††) *Aliudve quid simile admiserint. Leg. 6. ff. ad leg. Jul. maj.*

(††). Dans la loi dernière, au ff. *ad leg. Jul. maj.*

même contre ceux qui l'exercent. Dans la dernière maladie de ce roi, les médecins n'osèrent jamais dire qu'il fût en danger ; & ils agirent, sans doute, en conséquence (*).

CHAPITRE XI.

Des pensées.

UN *Marsias* songea qu'il coupoit la gorge à Denys (†). Celui-ci le fit mourir, disant qu'il n'y auroit pas songé la nuit, s'il n'y eût pensé le jour. C'étoit une grande tyrannie : car, quand même il y auroit pensé, il n'avoit pas attenté (‡). Les loix ne se chargent de punir que les actions extérieures.

CHA.

(*) Voyez l'histoire de la réformation par Mr. Burnet.

(†) *Plutarque*, vie de Denys.

(‡) Il faut que la pensée soit jointe à quelque sorte d'action.

CHAPITRE XII.

Des paroles indiscrettes.

RIEN ne rend encore le crime de lèse-majesté plus arbitraire, que quand des paroles indiscrettes en deviennent la matière. Les discours sont si sujets à interprétation, il y a tant de différence entre l'indiscrétion & la malice, & il y en a si peu dans les expressions qu'elles emploient, que la loi ne peut guere soumettre les paroles à une peine capitale, à moins qu'elle ne déclare expressément celles qu'elle y soumet (*).

Les paroles ne forment point un corps de délit; elles ne restent que dans l'idée. La plupart du temps elles ne signifient point par elles-mêmes, mais par le ton dont on les dit. Souvent, en redisant les mêmes paroles, on ne rend pas le même sens: ce sens dépend de la liaison qu'elles ont avec d'autres choses. Quelquefois le silence exprime plus que tous les discours.

II

(*) *Si non tale sit delictum, in quod vel scriptura legis descendit, vel ad exemplum legis vindicandum est*, dit Modestinus dans la loi 7, au ff. *ad leg. Jul. maj.*

Il n'y a rien de si équivoque que tout cela. Comment donc en faire un crime de lèse-majesté? Par-tout où cette loi est établie, non seulement la liberté n'est plus, mais son ombre même.

Dans le manifeste de la feue czarine donné contre la famille d'Olgourouki (†), un de ces princes est condamné à mort, pour avoir proféré des paroles indécentes qui avoient du rapport à sa personne; un autre pour avoir malignement interprété les sages dispositions pour l'empire, & offensé sa personne sacrée par des paroles peu respectueuses.

Je ne prétends point diminuer l'indignation que l'on doit avoir contre ceux qui veulent flétrir la gloire de leur prince : mais je dirai bien que, si l'on veut modérer le despotisme, une simple punition correctionnelle conviendra mieux dans ces occasions, qu'une accusation de lèse-majesté toujours terrible à l'innocence même (‡).

Les actions ne sont pas de tous les jours; bien des gens peuvent les remarquer; une
faulx

(†) En 1740.

(‡) *Nec lubricum lingua ad penam facile trahendum est*, Modestin dans la loi 7, au ff. ad leg. Jul. maj.

fausse accusation sur des faits peut être aisément éclaircie. Les paroles qui sont jointes à une action, prennent la nature de cette action. Ainsi un homme qui va dans la place publique exhorter les sujets à la révolte, devient coupable de lèse-majesté, parce que les paroles sont jointes à l'action, & y participent. Ce ne sont point les paroles que l'on punit; mais une action commise, dans laquelle on emploie les paroles. Elles ne deviennent des crimes que lorsqu'elles préparent, qu'elles accompagnent, ou qu'elles suivent une action criminelle. On renverse tout, si l'on fait des paroles un crime capital, au lieu de les regarder comme le signe d'un crime capital.

Les empereurs *Théodose*, *Arcadius*, & *Honorius*, écrivirent à Ruffin, préfet du prétoire: „ Si quelqu'un parle mal de notre
 „ personne ou de notre gouvernement,
 „ nous ne voulons point le punir (§):
 „ s'il a parlé par légèreté, il faut le mé-
 „ priser; si c'est par folie, il faut le plain-
 „ dre; si c'est une injure, il faut lui par-
 „ donner. Ainsi laissant les choses dans
 „ leur entier, vous nous en donnerez
 „ con-

(§) *Si id ex levitate processerit, contemnendum est; si ex insaniâ, miseratione dignissimum; si ab injuriâ, remittendum. Leg. unicâ, cod. si quis imperat. maled.*

„ connoissance ; afin que nous jugions des
 „ paroles par les personnes , & que nous
 „ pensions bien si nous devons les sou-
 „ mettre au jugement ou les négliger “.

CHAPITRE XIII.

Des écrits.

LES écrits contiennent quelque chose de plus permanent que les paroles : mais lorsqu'ils ne préparent pas au crime de lèse-majesté , ils ne sont point une matiere du crime de lèse - majesté.

Auguste & Tibere y attacherent pourtant la peine de ce crime (*); *Auguste* , à l'occasion de certains écrits faits contre des hommes & des femmes illustres ; *Tibere* , à cause de ceux qu'il crut faits contre lui. Rien ne fut plus fatal à la liberté Romaine. *Cremutius Cordus* fut accusé , parce que dans ses annales il avoit appelé *Cassius* le dernier des Romains (†).

Les

(*) *Tacite* , *Annales* , liv. I. Cela continua sous les regnes suivans. Voyez la loi premiere au code de *famos. libellis*.

(†) *Tacite* , *Annales* , liv. IV.

30 DE L'ESPRIT DES LOIX ,

Les écrits fatiriques ne sont guere connus dans les états despotiques , où l'abattement d'un côté , & l'ignorance de l'autre , ne donnent ni le talent ni la volonté d'en faire. Dans la démocratie , on ne les empêche pas , par la raison même qui , dans le gouvernement d'un seul , les fait défendre. Comme ils sont ordinairement composés contre des gens puissans , ils flattent dans la démocratie la malignité du peuple qui gouverne. Dans la monarchie , on les défend ; mais on en fait plutôt un sujet de police , que de crime. Ils peuvent amuser la malignité générale , consoler les mécontents , diminuer l'envie contre les places , donner au peuple la patience de souffrir , & le faire lire de ses souffrances.

L'aristocratie est le gouvernement qui proscriit le plus les ouvrages fatiriques. Les magistrats y sont de petits souverains , qui ne sont pas assez grands pour mépriser les injures. Si dans la monarchie quelque trait va contre le monarque , il est si haut , que le trait n'arrive point jusqu'à lui. Un seigneur aristocratique en est percé de part en part. Aussi les décemvirs , qui formoient une aristocratie , punirent-ils de mort les écrits fatiriques (†).

CHA-

(†) La loi des douze tables.

CHAPITRE XIV.

Violation de la pudeur dans la punition des crimes.

IL y a des regles de pudeur observées chez presque toutes les nations du monde : il seroit absurde de les violer dans la punition des crimes , qui doit toujours avoir pour objet le rétablissement de l'ordre.

Les orientaux , qui ont exposé des femmes à des éléphans dressés pour un abominable genre de supplice , ont-ils voulu faire violer la loi par la loi ?

Un ancien usage des Romains défendoit de faire mourir les filles qui n'étoient pas nubiles. Tibere trouva l'expédient de les faire violer par le bourreau , avant de les envoyer au supplice (*) : tiran subtil & cruel ; il détruisoit les mœurs pour conserver les coutumes.

Lorsque la magistrature Japonoise a fait exposer dans les places publiques les femmes nues , & les a obligées de marcher à la maniere des bêtes , elle a fait frémir la pudeur :

(*) Suetonius , in *Tiberio*.

pudeur (†) : mais lorsqu'elle a voulu contraindre une mère... lorsqu'elle a voulu contraindre un fils... je ne puis achever : elle a fait frémir la nature même (†).

CHAPITRE XV.

De l'affranchissement de l'esclave, pour accuser le maître.

AUGUSTE établit que les esclaves de ceux qui auroient conspiré contre lui, seroient vendus au public, afin qu'ils pussent déposer contre leur maître (*). On ne doit rien négliger de ce qui mène à la découverte d'un grand crime. Ainsi, dans un état où il y a des esclaves, il est naturel qu'ils puissent être indicateurs : mais ils ne sauroient être témoins.

Vindex indiqua la conspiration faite en faveur de Tarquin, mais il ne fut pas témoin contre les enfans de Brutus. Il étoit juste de donner la liberté à celui qui avoit rendu un si grand service à sa patrie, mais on

(†) Recueil des voyages qui ont servi à l'établissement de la compagnie des Indes, tom. V, part. II.

(†) *Ibid.* pag. 496.

(*) *Dion*, dans Xiphilin.

on ne la lui donna pas afin qu'il rendît ce service à sa patrie.

Aussi l'empereur *Tacite* ordonna-t-il que les esclaves ne seroient pas témoins contre leur maître, dans le crime même de lèse-majesté (†): loi qui n'a pas été mise dans la compilation de Justinien.

CHAPITRE XVI

Calomnie dans le crime de lèse-majesté.

IL faut rendre justice aux Césars; ils n'imaginèrent pas les premiers les tristes loix qu'ils firent. C'est *Sylla* (*) qui leur apprit qu'il ne falloit point punir les calomniateurs. Bientôt on alla jusqu'à les récompenser (†).

CHA

(†) *Flavius Vopiscus*, dans sa vie.

(*) *Sylla* fit une loi de majesté, dont il est parlé dans les oraisons de Cicéron, *pro Cluentio*, art. 3; *in Pisonem*, art. 21; deuxième contre *Verrès*, art. 5; épîtres familières, liv. III, lett. II. César & Auguste les inférèrent dans les loix Julies; d'autres y ajouterent.

(†) *Et quò quis distinctior accusator, eò magis honores assequeretur, ac veluti sacrosanctus erat.* Tacite.

CHAPITRE XVII.

De la révélation des conspirations.

„ Q U A N D ton frere, ou ton fils, ou
 „ ta fille, ou ta femme bien-aimée,
 „ ou ton ami qui est comme ton ame,
 „ te diront en secret, *Allons à d'autres*
 „ *dieux*, tu les lapideras: d'abord ta main
 „ fera sur lui, ensuite celle de tout le peu-
 „ ple “. Cette loi du Deutéronôme (*)
 ne peut être une loi civile chez la plupart
 des peuples que nous connoissons, parce
 qu'elle y ouvreroit la porte à tous les crimes.

La loi qui ordonne dans plusieurs états,
 sous peine de la vie, de révéler les con-
 spirations auxquelles même on n'a pas trem-
 pé, n'est guere moins dure. Lorsqu'on la
 porte dans le gouvernement monarchique,
 il est très-convenable de la restreindre.

Elle n'y doit être appliquée, dans toute
 sa sévérité, qu'au crime de lèse-majesté
 au premier chef. Dans ces états, il est
 très-important de ne point confondre les
 différens chefs de ce crime.

Au

(*) Chap. XIII, vers. 6, 7, 8 & 9.

Au Japon, où les loix renversent toutes les idées de la raison humaine, le crime de non-révélation s'applique aux cas les plus ordinaires.

Une relation (†) nous parle de deux demoiselles qui furent enfermées jusqu'à la mort dans un coffre hérissé de pointes ; l'une, pour avoir eu quelque intrigue de galanterie ; l'autre, pour ne l'avoir pas révélée.

CHAPITRE XVIII.

Combien il est dangereux, dans les républiques, de trop punir le crime de leze-majesté.

QUAND une république est parvenue à détruire ceux qui vouloient la renverser, il faut se hâter de mettre fin aux vengeances, aux peines, & aux récompenses mêmes.

On ne peut faire de grandes punitions, & par conséquent de grands changemens, fans

(†) Recueil des voyages qui ont servi à l'établissement de la compagnie des Indes, pag. 423, liv. V. part. 2.

fans mettre dans les mains de quelques citoyens un grand pouvoir. Il vaut donc mieux, dans ce cas, pardonner beaucoup, que punir beaucoup; exiler peu, qu'exiler beaucoup; laisser les biens, que multiplier les confiscations. Sous prétexte de la vengeance de la république, on établiroit la tyrannie des vengeurs. Il n'est pas question de détruire celui qui domine, mais la domination. Il faut rentrer, le plutôt que l'on peut, dans ce train ordinaire du gouvernement, où les loix protègent tout, & ne s'arment contre personne.

Les Grecs ne mirent point de bornes aux vengeances qu'ils prirent des tyrans ou de ceux qu'ils soupçonnerent de l'être. Ils firent mourir les enfans (*), quelquefois cinq des plus proches parens (†). Ils chasserent une infinité de familles. Leurs républiques en furent ébranlées; l'exil ou le retour des exilés furent toujours des époques qui marquerent le changement de la constitution.

Les Romains furent plus sages. Lorsque *Cassius* fut condamné pour avoir aspiré à la

(*) *Denys d'Halicarnasse*, Antiquités Romaines, liv. VIII.

(†) *Tyranno occiso, quinque ejus proximos cognatione magistratus necato*. Cicéron, de inventione, lib. II.

la tyrannie, on mit en question si l'on feroit mourir ses enfans : ils ne furent condamnés à aucune peine. „ Ceux qui ont „ voulu , *dit Denys d'Halicarnasse* (†), „ changer cette loi à la fin de la guerre „ des Marfes & de la guerre civile, & exclure des charges les enfans des proscrits „ par Sylla, font bien criminels “.

On voit, dans les guerres de Marius & de Sylla, jusqu'à quel point les ames, chez les Romains, s'étoient peu à peu dépravées. Des choses si funestes firent croire qu'on ne les reverroit plus. Mais sous les triumvirs, on voulut être plus cruel, & le paroître moins : on est désolé de voir les sophismes qu'employa la cruauté. On trouve dans Appien (§) la formule des proscriptions. Vous diriez qu'on n'y a d'autre objet que le bien de la république, tant on y parle de sang froid, tant on y montre d'avantages, tant les moyens que l'on prend sont préférables à d'autres, tant les riches seront en sûreté, tant le bas peuple sera tranquille, tant on craint de mettre en danger la vie des citoyens, tant on veut appaiser les soldats, tant enfin on fera heureux (**).

Rome

(†) Liv. VIII. pag. 547.

(§) Des guerres civiles, liv. IV.

(**) *Quod felix faustumque sit.*

Rome étoit inondée de sang, quand *Lepidus* triompha de l'Espagne : & par une absurdité fans exemple, sous peine d'être proscrit (††), il ordonna de se réjouir.

CHAPITRE XIX.

Comment on suspend l'usage de la liberté dans la république.

IL y a, dans les états où l'on fait le plus de cas de la liberté, des loix qui la violent contre un seul, pour la garder à tous. Tels sont, en Angleterre, les bills appelés d'*atteindre* (*). Ils se rapportent à ces loix

(††) *Sacris & epulis dent hunc diem : qui secus faxit, inter proscriptos esto.*

(*) Il ne suffit pas, dans les tribunaux du royaume, qu'il y ait une preuve telle que les juges soient convaincus : il faut encore que cette preuve soit formelle, c'est-à-dire, légale : & la loi demande qu'il y ait deux témoins contre l'accusé; une autre preuve ne suffiroit pas. Or si un homme présumé coupable de ce qu'on appelle haut crime, avoit trouvé le moyen d'écarter les témoins, de sorte qu'il fût impossible de le faire condamner par la loi, on pourroit porter contre lui un *bill* particulier d'*atteindre*, c'est-à-dire, faire une loi singulière sur la personne. On y procède comme pour tous les autres *bills* : il faut qu'il

loix d'Athenes, qui statuoient contre un particulier (†), pourvu qu'elles fussent faites par le suffrage de six mille citoyens. Ils se rapportent à ces loix qu'on faisoit à Rome contre des citoyens particuliers, & qu'on appelloit *privileges* (†). Elles ne se faisoient que dans les grands états du peuple. Mais, de quelque maniere que le peuple les donne, Cicéron veut qu'on les abolisse, parce que la force de la loi ne consiste qu'en ce qu'elle statue sur tout le monde (§). J'avoue pourtant que l'usage des peuples les plus libres qui aient jamais été sur la terre, me fait croire qu'il y a des cas où il faut mettre pour un moment un voile sur la liberté, comme l'on cache les statues des dieux.

CHA-

qu'il passe dans deux chambres, & que le roi y donne son consentement; sans quoi il n'y a point de *bill*, c'est à-dire, de jugement. L'accusé peut faire parler ses avocats contre le *bill*; & on peut parler dans la chambre pour le *bill*.

(†) *Legem de singulari aliquo ne rogato, nisi sex millibus ita visum. Ex Andocide de mysteriis*: c'est l'ostracisme.

(†) *De privis hominibus lata. Cicéron, de leg. liv. III.*

(§) *Scitum est jussum in omnes, Cicéron, ibid.*

CHAPITRE XX.

Des loix favorables à la liberté du citoyen dans la république.

IL arrive souvent, dans les états populaires, que les accusations sont publiques, & qu'il est permis à tout homme d'accuser qui il veut. Cela a fait établir des loix propres à défendre l'innocence des citoyens. A Athenes, l'accusateur qui n'avoit point pour lui la cinquieme partie des suffrages, payoit une amende de mille dragmes. *Eschine*, qui avoit accusé Ctésiphon, y fut condamné (*). A Rome, l'injuste accusateur étoit noté d'infamie (†), on lui imprimoit la lettre K sur le front. On donnoit des gardes à l'accusateur, pour qu'il fût hors d'état de corrompre les juges ou les témoins (‡).

J'ai déjà parlé de cette loi Athénienne & Romaine, qui permettoit à l'accusé de se retirer avant le jugement.

CHA-

(*) Voyez *Philostrate*, liv. I, vie des sophistes, vie d'*Eschine*. Voyez aussi *Plutarque* & *Pbocius*.

(†) Par la loi *Remia*.

(‡) *Plutarque*, au traité, comment on pourroit recevoir de l'utilité de ses ennemis.

CHAPITRE XXI.

De la cruauté des loix envers les débiteurs, dans la république.

UN citoyen s'est déjà donné une assez grande supériorité sur un citoyen, en lui prêtant un argent que celui-ci n'a emprunté que pour s'en défaire, & que par conséquent il n'a plus. Que fera-ce, dans une république, si les loix augmentent cette servitude encore davantage?

A Athenes & à Rome (*) il fut d'abord permis de vendre les débiteurs qui n'étoient pas en état de payer. *Solon* corrigea cet usage à Athenes (†): il ordonna que personne ne feroit obligé par corps pour dettes civiles. Mais les *décemvirs* (‡) ne réformèrent pas de même l'usage de Rome; & quoiqu'ils eussent devant les yeux le règlement de *Solon*, ils ne voulurent pas le suivre. Ce n'est pas le seul endroit de

(*) Plusieurs vendoient leurs enfans pour payer leurs dettes. *Plutarque*, vie de *Solon*.

(†) *Ibid.*

(‡) Il paroît, par l'histoire, que cet usage étoit établi chez les Romains avant la loi des douze tables. *Tite-Live*, première Décade, liv. II.

42 DE L'ESPRIT DES LOIX ;

de la loi des douze tables où l'on voit le dessein des décemvirs de choquer l'esprit de la démocratie.

Ces loix cruelles contre les débiteurs mirent bien des fois en danger la république Romaine. Un homme couvert de plaies s'échappa de la maison de son créancier, & parut dans la place (§). Le peuple s'émut à ce spectacle. D'autres citoyens, que leurs créanciers n'osoient plus retenir, sortirent de leurs cachots. On leur fit des promesses, on y manqua : le peuple se retira sur le Mont-sacré. Il n'obtint pas l'abrogation de ces loix, mais un magistrat pour le défendre. On sortoit de l'anarchie, on pensa tomber dans la tyrannie. Manlius, pour se rendre populaire, alloit retirer des mains des créanciers les citoyens qu'ils avoient réduits en esclavage (**). On prévint les desseins de Manlius, mais le mal restoit toujours. Des loix particulieres donnerent aux débiteurs des facilités de payer (††) : & l'an de Rome 428 ,

(§) *Denys d'Halicarnasse* . Antiquités Romaines, liv. VI.

(**) *Plutarque* , vie de *Furius Camillus*.

(††) Voyez , ci-dessous , le ch. XXIV. du liv. XXII.

428 , les consuls porterent une loi (++) qui ôta aux créanciers le droit de tenir les débiteurs en servitude dans leurs maisons (§§). Un usurier nommé *Papirius* avoit voulu corrompre la pudicité d'un jeune homme nommé *Publius*, qu'il tenoit dans les fers. Le crime de *Sextus* donna à Rome la liberté politique ; celui de *Papirius* y donna la liberté civile.

Ce fut le destin de cette ville, que des crimes nouveaux y confirmerent la liberté que des crimes anciens lui avoient procurée. L'attentat d'*Appius* sur *Virginie* remit le peuple dans cette horreur contre les tirans, que lui avoit donné le malheur de *Lucrece*. Trente-sept ans (***) après le crime de l'infame *Papirius*, un crime pareil (+++) fit que le peuple se retira sur le
Jani-

(++) Cent vingt ans après la loi des douze tables. *Eo anno plebi Romanae, velut aliud initium libertatis, factum est quod neçti desierunt.* Tite-Live, liv. VIII.

(§§) *Bona debitoris, non corpus obnoxium esset.* Ibid.

(***) L'an de Rome 465.

(+++) Celui de *Plautius*, qui attenta contre la pudicité de *Veturius*; *Valere Maxime*, liv. VI. art. IX. On ne doit point confondre ces deux événemens ; ce ne sont ni les mêmes personnes, ni les mêmes temps.

44 DE L'ESPRIT DES LOIX,
Janicule (+++), & que la loi faite pour la
fureté des débiteurs reprit une nouvelle
force.

Depuis ce temps, les créanciers furent
plutôt poursuivis par les débiteurs pour
avoir violé les loix faites contre les usu-
res, que ceux-ci ne le furent pour ne les
avoir pas payées.

CHAPITRE XXII.

*Des choses qui attaquent la liberté dans
la monarchie.*

LA chose du monde la plus inutile au
prince, a souvent affoibli la liberté
dans les monarchies : les commissaires nom-
més quelquefois pour juger un particulier.

Le prince tire si peu d'utilité des com-
missaires, qu'il ne vaut pas la peine qu'il
change l'ordre des choses pour cela. Il est
moralement sûr qu'il a plus l'esprit de pro-
bité & de justice que ses commissaires,
qui se croient toujours assez justifiés par
ses ordres, par un obscur intérêt de l'état,
par

(+++) Voyez un fragment de *Denys d'Halicar-
nasse*, dans l'extrait des *vertus & des vices* ; l'épito-
me de *Tite-Live*, liv. XI ; & *Freinshemius*, liv. XI.

par le choix qu'on a fait d'eux, & par leurs craintes mêmes.

Sous Henri VIII, lorsqu'on faisoit le procès à un pair, on le faisoit juger par des commissaires tirés de la chambre des pairs: avec cette méthode, on fit mourir tous les pairs qu'on voulut.

CHAPITRE XXIII.

Des espions dans la monarchie.

FAUT - IL des espions dans la monarchie? Ce n'est pas la pratique ordinaire des bons princes. Quand un homme est fidele aux loix, il a satisfait à ce qu'il doit au prince. Il faut au moins qu'il ait sa maison pour asyle, & le reste de sa conduite en sureté. L'espionnage seroit peut-être tolérable, s'il pouvoit être exercé par d'honnêtes-gens; mais l'infamie nécessaire de la personne peut faire juger de l'infamie de la chose. Un prince doit agir avec ses sujets avec candeur, avec franchise, avec confiance. Celui qui a tant d'inquiétudes, de soupçons & de craintes, est un acteur qui est embarrassé à jouer son rôle. Quand il voit qu'en général les loix sont dans leur

leur force , & qu'elles sont respectées , il peut se juger en sûreté. L'allure générale lui répond de celle de tous les particuliers. Qu'il n'ait aucune crainte , il ne sauroit croire combien on est porté à l'aimer. Eh! pourquoi ne l'aimeroit-on pas? Il est la source de presque tout le bien qui se fait; & quasi toutes les punitions sont sur le compte des loix. Il ne se montre jamais au peuple qu'avec un visage serein : sa gloire même se communique à nous , & sa puissance nous soutient. Une preuve qu'on l'aime , c'est que l'on a de la confiance en lui; & que lorsqu'un ministre refuse , on s'imagine toujours que le prince auroit accordé. Même dans les calamités publiques, on n'accuse point sa personne; on se plaint de ce qu'il ignore , ou de ce qu'il est obsédé par des gens corrompus. *Si le prince savoit* , dit le peuple. Ces paroles sont une espece d'invocation , & une preuve de la confiance qu'on a en lui.

CHAPITRE XXIV.

Des lettres anonymes.

LES Tartares sont obligés de mettre leur nom sur leurs fleches , afin que l'on con-

connoisse la main dont elles partent. Philippe de Macédoine ayant été blessé au siège d'une ville, on trouva sur le javelot, *Ajler a porté ce coup mortel à Philippe (*)*. Si ceux qui accusent un homme le faisoient en vue du bien public, ils ne l'accuseroient pas devant le prince, qui peut être aisément prévenu, mais devant les magistrats, qui ont des regles qui ne sont formidables qu'aux calomniateurs. Que s'ils ne veulent pas laisser les loix entr'eux & l'accusé, c'est une preuve qu'ils ont sujet de les craindre; & la moindre peine qu'on puisse leur infliger, c'est de ne les point croire. On ne peut y faire d'attention que dans les cas qui ne sauroient souffrir les lenteurs de la justice ordinaire, & où il s'agit du salut du prince. Pour lors, on peut croire que celui qui accuse a fait un effort qui a délié sa langue & l'a fait parler. Mais dans les autres cas, il faut dire avec l'empereur Constance : „ Nous ne saurions „ soupçonner celui à qui il a manqué un „ accusateur, lorsqu'il ne lui manquoit pas „ un ennemi (†) “.

C H A-

(*) *Plutarque*, Oeuvres morales, collat. de quelques hist. Romaines & Grecques, tom. II, pag. 487.

(†) *Leg. VI*, cod. Theod. de famos. libellis.

C H A P I T R E XXV.

De la maniere de gouverner dans la monarchie.

L'AUTORITE' royale est un grand res-
fort , qui doit se mouvoir aisément &
sans bruit. Les Chinois vantent un de
leurs empereurs , qui gouverna , disent-ils ,
comme le ciel , c'est-à-dire , par son exem-
ple.

Il y a des cas où la puissance doit agir
dans toute son étendue : il y en a où elle
doit agir par ses limites. Le sublime de
l'administration, est de bien connoître quel-
le est la partie du pouvoir, grande ou
petite , que l'on doit employer dans les
diverses circonstances.

Dans nos monarchies , toute la félicité
consiste dans l'opinion que le peuple a de
la douceur du gouvernement. Un minis-
tre mal-habile veut toujours vous avertir
que vous êtes esclaves. Mais, si cela étoit,
il devrait chercher à le faire ignorer. Il
ne fait vous dire ou vous écrire, si ce n'est
que le prince est fâché ; qu'il est surpris ;
qu'il y mettra ordre. Il y a une certaine
facilité dans le commandement : il faut que
le

le prince encourage, & que ce soient les loix, qui menacent (†).

CHAPITRE XXVI.

*Que , dans la monarchie , le prince
doit être accessible.*

CELA se sentira beaucoup mieux par les contrastes. „ Le czar Pierre premier, „ *dit le sieur Perry (*)*, a fait une nouvelle ordonnance, qui défend de lui présenter de requête, qu'après en avoir présenté deux à ses officiers. On peut, „ en cas de déni de justice, lui présenter la troisième: mais celui qui a tort, doit „ perdre la vie. Personne depuis n'a adressé de requête au czar “.

CHA-

[†] Nerva, *dit Tacite*, augmenta la facilité de l'empire.

(*) Etat de la Grande - Russie, pag. 173, *édit. de Paris*, 1717.

... C H A P I T R E XXVII.

Des mœurs du monarque.

LES mœurs du prince contribuent autant à la liberté que les loix : il peut, comme elles, faire des hommes des bêtes, & des bêtes faire des hommes. S'il aime les ames libres, il aura des fujets ; s'il aime les ames basses, il aura des esclaves. Veut-il savoir le grand art de regner ? qu'il approche de lui l'honneur & la vertu, qu'il appelle le mérite personnel. Il peut même jeter quelquefois les yeux sur les talens. Qu'il ne craigne point ces rivaux qu'on appelle les hommes de mérite ; il est leur égal, dès qu'il les aime. Qu'il gagne le cœur, mais qu'il ne captive point l'esprit. Qu'il se rende populaire. Il doit être flatté de l'amour du moindre de ses fujets ; ce sont toujours des hommes. Le peuple demande si peu d'égards, qu'il est juste de les lui accorder : l'infinie distance qui est entre le souverain & lui, empêche bien qu'il ne le gêne. Qu'exorable à la prière, il soit ferme contre les demandes : & qu'il sache que son peuple jouit de ses refus, & ses courtisans de ses graces.

CHA-

CHAPITRE XXVIII.

Des égards que les monarques doivent à leurs sujets.

IL faut qu'ils soient extrêmement retenus sur la raillerie. Elle flatte lorsqu'elle est modérée, parce qu'elle donne les moyens d'entrer dans la familiarité : mais une raillerie piquante leur est bien moins permise qu'au dernier de leurs sujets, parce qu'ils sont les seuls qui blessent toujours mortellement.

Encore moins doivent-ils faire à un de leurs sujets une insulte marquée : ils sont établis pour pardonner, pour punir ; jamais pour insulter.

Lorsqu'ils insultent leurs sujets, ils les traitent bien plus cruellement que ne traite les siens le Turc ou le Moscovite. Quand ces derniers insultent, ils humilient & ne deshonnorent point ; mais, pour eux, ils humilient & deshonnorent.

Tel est le préjugé des Asiatiques, qu'ils regardent un affront fait par le prince, comme l'effet d'une bonté paternelle ; & telle est notre manière de penser, que nous joignons au cruel sentiment de l'affront,

le désespoir de ne pouvoir nous en laver jamais.

Ils doivent être charmés d'avoir des sujets à qui l'honneur est plus cher que la vie, & n'est pas moins un motif de fidélité que de courage.

On peut se souvenir des malheurs arrivés aux princes pour avoir insulté leurs sujets; des vengeances de *Chéréas*, de l'eunuque *Narsès*, & du comte *Julien*; enfin, de la duchesse de *Montpensier*, qui, outrée contre Henri III. qui avoit révélé quelque'un de ses défauts secrets, le troubla pendant toute sa vie.

CHAPITRE XXIX.

Des loix civiles propres à mettre un peu de liberté dans le gouvernement despotique.

QUOIQUE le gouvernement despotique, dans sa nature, soit par-tout le même, cependant, des circonstances, une opinion de religion, un préjugé, des exemples reçus, un tour d'esprit, des manières, des mœurs, peuvent y mettre des différences considérables.

Il est bon que de certaines idées s'y soient établies. Ainsi, à la Chine, le prince est regardé comme le pere du peuple; & dans les commencemens de l'empire des Arabes, le prince en étoit le prédicateur (*).

Il convient qu'il y ait quelque livre sacré qui serve de regle, comme l'alcoran chez les Arabes, les livres de Zoroastre chez les Perses, le védam chez les Indiens, les livres classiques chez les Chinois. Le code religieux supplée au code civil, & fixe l'arbitraire.

Il n'est pas mal que, dans les cas douteux, les juges consultent les ministres de la religion (†). Aussi en Turquie les cadis interrogent-ils les mollahs. Que si le cas mérite la mort, il peut être convenable que le juge particulier, s'il y en a, prenne l'avis du gouverneur, afin que le pouvoir civil & l'ecclésiastique soient encore tempérés par l'autorité politique.

CHA-

[*] Les Caliphes.

[†] Histoire des Tartares, troisieme partie, pag. 277. dans les remarques.

CHAPITRE XXX.

Continuation du même sujet.

C'EST la fureur despotique qui a établi que la disgrâce du pere entraîneroit celle des enfans & des femmes. Ils sont déjà malheureux, sans être criminels : & d'ailleurs il faut que le prince laisse entre l'accusé & lui des supplians pour adoucir son courroux, ou pour éclairer sa justice.

C'est une bonne contume des Maldives (*), que lorsqu'un seigneur est disgracié, il va tous les jours faire sa cour au roi, jusqu'à ce qu'il rentre en grace ; sa présence désarme le courroux du prince.

Il y a des états despotiques (†) où l'on pense, que parler à un prince pour un disgracié, c'est manquer au respect qui lui est dû. Ces princes semblent faire tous leurs efforts pour se priver de la vertu de clémence.

Arca-

[*]. Voyez François Picard.

[†] Comme aujourd'hui en Perse, au rapport de Mr. Chardin : cet usage est bien ancien. „ On „ mit Cavade, dit Procope, dans le château de „ l'oubli ; il y a une loi qui défend de parler de „ ceux qui y sont enfermés, & même de pronon- „ cer leur nom “.

Arcadius & Honorius, dans la loi (†) dont j'ai tant parlé (§), déclarent qu'ils ne feront point de grace à ceux qui oseront les supplier pour les coupables (**). Cette loi étoit bien mauvaise, puisqu'elle est mauvaise dans le despotisme même.

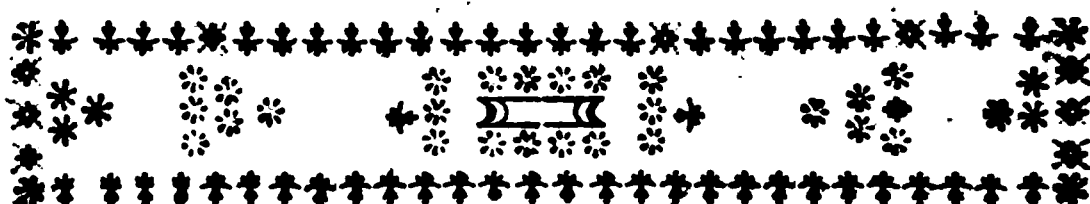
La coutume de Perse, qui permet à qui veut de sortir du royaume, est très-bonne; & quoique l'usage contraire ait tiré son origine du despotisme, où l'on a regardé les sujets comme des (††) esclaves fugitifs; cependant la pratique de Perse est très-bonne pour le despotisme, où la crainte de la fuite ou de la retraite des redevables, arrête ou modère les persécutions des bachas & des exacteurs.

[†] La loi V., au cod. *ad leg. Jul. maj.*

[§] Au chapitre VIII. de ce livre.

[**] Frédéric copia cette loi dans les constitutions de Naples, Liv. I.

[††] Dans les monarchies, il y a ordinairement une loi, qui défend à ceux qui ont des emplois publics de sortir du royaume sans la permission du prince. Cette loi doit être encore établie dans les républiques. Mais, dans celles qui ont des institutions singulières, la défense doit être générale, pour qu'on n'y rapporte pas les mœurs étrangères.



LIVRE XIII.

*Des rapports que la levée des tributs
& la grandeur des revenus publics
ont avec la liberté.*

CHAPITRE PREMIER.

Des revenus de l'état.

LES REVENUS de l'état font une
 portion que chaque citoyen donne
 de son bien, pour avoir la sûreté
 de l'autre, ou pour en jouir agréablement (a).

Pour bien fixer ces REVENUS, il faut avoir égard & aux nécessités de l'état, & aux nécessités des citoyens. Il ne faut point prendre au peuple sur ses besoins réels, pour des besoins de l'état imaginaires.

Les

(a) Dites plutôt, pour contribuer au salut de l'état. (R. d'un A.)

Les besoins imaginaires font ce que demandent les passions & les faiblesses de ceux qui gouvernent, le charme d'un projet extraordinaire, l'envie malade d'une vaine gloire, & une certaine impuissance d'esprit contre les fantaisies. Souvent ceux qui avec un esprit inquiet étoient sous le prince à la tête des affaires, ont pensé que les besoins de l'état étoient les besoins de leurs petites ames.

Il n'y a rien que la sagesse & la prudence doivent plus régler, que cette portion qu'on ôte, & cette portion qu'on laisse aux fujets.

Ce n'est point à ce que le peuple peut donner qu'il faut mesurer les revenus publics, mais à ce qu'il peut donner, il faut que ce soit du moins à ce qu'il peut toujours donner.

CHAPITRE II.

Que c'est mal raisonner, de dire que la grandeur des tributs soit bonne par elle-même.

ON a vu dans de certaines monarchies que
de petits pays , exempts de tributs ,
étoient aussi misérables les que lieux qui, tout
C 5 autour ,

58 DE L'ESPRIT DES LOIX,

autour , en étoient accablés. La principale raison en est , que le petit état entouré ne peut avoir d'industrie , d'arts , ni de manufactures , parce qu'à cet égard il est gêné de mille manières par le grand état dans lequel il est enclavé. Le grand état qui l'entoure , a l'industrie , les manufactures & les arts ; & il fait des réglemens qui lui en procurent tous les avantages. Le petit état devient donc nécessairement pauvre , quelque peu d'impôts qu'on y leve.

On a pourtant conclu de la pauvreté de ces petits pays , que , pour que le peuple fût industriel , il falloit des charges pesantes. On auroit mieux fait d'en conclure qu'il n'en faut pas. Ce sont tous les misérables des environs qui se retirent dans ces lieux-là , pour ne rien faire : déjà découragés par l'accablement du travail , ils font consister toute leur félicité dans leur paresse.

L'effet des richesses d'un pays ; c'est de mettre de l'ambition dans tous les cœurs. L'effet de la pauvreté , est d'y faire naître le désespoir. La première s'irrite par le travail , l'autre se console par la paresse.

La nature est juste envers les hommes ; elle les récompense de leurs peines ; elle les rend laborieux , parce qu'à de plus grands travaux elle attache de plus grandes ré-

com-

compenses. Mais, si un pouvoir arbitraire ôte les récompenses de la nature, on reprend le dégoût pour le travail, & l'inaction paroît être le seul bien.

CHAPITRE III.

Des tributs, dans les pays où une partie du peuple est esclave de la glebe.

L'ESCLAVAGE de la glebe s'établit quelquefois après une conquête. Dans ce cas, l'esclave qui cultive doit être le colon-partiaire du maître. Il n'y a qu'une société de perte & de gain qui puisse réconcilier ceux qui sont destinés à travailler, avec ceux qui sont destinés à jouir.

CHAPITRE IV.

D'une république en cas pareil.

L'ORSQU'UNE république a réduit une nation à cultiver les terres pour elle, on n'y doit point souffrir que le citoyen puisse augmenter le tribut de l'esclave. On ne le permettoit point à Lacédémone ; on

pensoit que les Elotes (*) cultiveroient mieux les terres lorsqu'ils sauroient que les maîtres seroient meilleurs citoyens, lorsqu'ils ne desireroient que ce qu'ils avoient coutume d'avoir.

CHAPITRE V.

D'une monarchie en cas pareil.

LORSQUE, dans une monarchie, la noblesse fait cultiver les terres à son profit par le peuple conquis, il faut encore que la redevance ne puisse augmenter (†). De plus, il est bon que le prince se contente de son domaine & du service militaire. Mais s'il veut lever des tributs en argent sur les esclaves de la noblesse, il faut que le seigneur soit garant (*) du tribut, qu'il le paie pour les esclaves & le reprenne sur eux : & si l'on ne suit pas cette règle, le seigneur & ceux qui levent les revenus du prince vexeront l'esclave tour à tour ; & le reprendront l'un après l'autre, jusqu'à ce qu'il périsse de misère, ou fuie dans les bois.

CHA-

(*) Cela se pratique ainsi en Allemagne.

CHAPITRE VI.

D'un état despotique en cas pareil.

CE que je viens de dire est encore plus indispensable dans l'état despotique. Le seigneur qui peut à tous les instans être dépouillé de ses terres & de ses esclaves, n'est pas si porté à les conserver.

Pierre premier, voulant prendre la pratique d'Allemagne & lever ses tributs en argent, fit un règlement très-sage que l'on suit encore en Russie. Le gentilhomme leve la taxe sur les payfans, & la paie au czar. Si le nombre des payfans diminue, il paie tout de même; si le nombre augmente, il ne paie pas davantage: il est donc intéressé à ne point vexer ses payfans.

CHAPITRE VII.

Des tributs dans les pays où l'esclavage de la glebe n'est point établi.

LORSQUE dans un état tous les particuliers sont citoyens, que chacun y possède par son domaine ce que le prince y possède

possède par son empire , on peut mettre des impôts sur les personnes , sur les terres , ou sur les marchandises , sur deux de ces choses , ou sur les trois ensemble.

Dans l'impôt de la personne , la proportion injuste seroit celle qui suivroit exactement la proportion des biens. On avoit divisé à Athenes (*) les citoyens en quatre classes. Ceux qui retiroient de leurs biens cinq cens mesures de fruits liquides ou secs , payoient au public un talent ; ceux qui en retiroient trois cens mesures , devoient un demi talent ; ceux qui avoient deux cens mesures , payoient dix mines , ou la sixieme partie d'un talent ; ceux de la quatrieme classe ne donnoient rien. La taxe étoit juste , quoiqu'elle ne fût point proportionnelle : si elle ne suivoit pas la proportion des biens , elle suivoit la proportion des besoins. On jugea que chacun avoit un *nécessaire physique* égal , que ce nécessaire physique ne devoit point être taxé ; que l'utile venoit ensuite , & qu'il devoit être taxé , mais moins que le superflu ; que la grandeur de la taxe sur le superflu empêchoit le superflu :

Dans la taxe sur les terres , on fait des rôles où l'on met les diverses classes des fonds. Mais il est très-difficile de connoître

(*) *Pollux* , Liv. VIII. ch. X , art. 130.

tre ces différences , & encore plus de trouver des gens qui ne soient point intéressés à les méconnoître. Il y a donc-là deux sortes d'injustices ; l'injustice de l'homme, & l'injustice de la chose. Mais si en général la taxe n'est point excessive, si on laisse au peuple un nécessaire abondant, ces injustices particulières ne feront rien. Que si , au contraire, on ne laisse au peuple que ce qu'il lui faut à la rigueur pour vivre , la moindre disproportion fera de la plus grande conséquence.

Que quelques citoyens ne paient pas assez, le mal n'est pas grand ; leur aisance revient toujours au public : que quelques particuliers paient trop, leur ruine se tourne contre le public. Si l'état proportionne sa fortune à celle des particuliers, l'aisance des particuliers fera bientôt monter sa fortune. Tout dépend du moment : l'état commencera-t-il par appauvrir les sujets pour s'enrichir ? ou attendra-t-il que des sujets à leur aise l'enrichissent ? Aura-t-il le premier avantage ? ou le second ? Commencera-t-il par être riche ? ou finira-t-il par l'être ?

Les droits sur les marchandises sont ceux que les peuples sentent le moins, parce qu'on ne leur fait pas une demande. Ils peuvent être si sagement ménagés, que le peuple

peuple ignorera presque qu'il les paie. Pour cela, il est d'une grande conséquence que ce soit celui qui vend la marchandise, qui paie le droit. Il fait bien qu'il ne paie pas pour lui; & l'acheteur, qui dans le fond le paie, le confond avec le prix. Quelques auteurs on dit que Néron avoit ôté le droit du vingt-cinquième des esclaves qui se vendoient (†); il n'avoit pourtant fait qu'ordonner que ce seroit le vendeur qui le paieroit, au lieu de l'acheteur: ce règlement qui laissoit tout l'impôt, parut l'ôter.

Il y a deux royaumes en Europe où l'on a mis des impôts très-forts sur les boissons: dans l'un, le brasseur seul paie le droit; dans l'autre, il est levé indifféremment sur tout les sujets qui consomment. Dans le premier, personne ne sent la rigueur de l'impôt; dans le second, il est regardé comme onéreux: dans celui-là, le citoyen ne sent que la liberté qu'il a de ne pas payer; dans celui-ci, ils ne sent que la nécessité qui l'y oblige.

D'ailleurs, pour que le citoyen paie, il faut des recherches perpétuelles dans sa maison. Rien n'est plus contraire à la liberté; &

(†) *Vedligal quinta & vicefima venarum mancipiorum remissum specie magis quam vi; quia cum venditor pendere juberetur in partem pretii; emptoribus accrescebat. Tacite, Annales, lib. XIII.*

& ceux qui établissent ces fortes d'impôts , n'ont pas le bonheur d'avoir à cet égard rencontré la meilleure forte d'administration.

CHAPITRE VIII.

Comment on conserve l'illusion.

POUR que le prix de la chose & le droit puissent se confondre dans la tête de celui qui paie, il faut qu'il y ait quelque rapport entre la marchandise & l'impôt ; & que, sur une denrée de peu de valeur, on ne mette pas un droit excessif. Il y a des pays où le droit excède de dix-sept fois la valeur de la marchandise. Pour lors le prince ôte l'illusion à ses sujets : ils voient qu'ils conduits d'une manière qui n'est pas raisonnable ; ce qui leur fait sentir leur servitude au dernier point.

D'ailleurs, pour que le prince puisse lever un droit si disproportionné à la valeur de la chose, il faut qu'il vende lui-même la marchandise, & que le peuple ne puisse l'aller acheter ailleurs ; ce qui est sujet à mille inconvénients.

La fraude étant dans ce cas très-lucrative, la peine naturelle, celle que la raison deman-

demande , qui est la confiscation de la marchandise , devient incapable de l'arrêter ; d'autant plus que cette marchandise est pour l'ordinaire d'un prix très-vil. Il faut donc avoir recours à des peines extravagantes , & pareilles à celles que l'on inflige pour les plus grands crimes. Toute la proportion des peines est ôtée. Des gens qu'on ne sauroit regarder comme des hommes méchans , sont punis comme des scélérats ; ce qui est la chose du monde la plus contraire à l'esprit du gouvernement modéré.

J'ajoute que plus on met le peuple en occasion de frauder le traitant , plus on enrichit celui-ci , & on appauvrit celui-là. Pour arrêter la fraude , il faut donner au traitant des moyens de vexations extraordinaires , & tout est perdu.

C H A P I T R E IX.

D'une mauvaise sorte d'impôt.

Nous parlerons , en passant , d'un impôt établi dans quelques états sur les diverses clauses des contrats civils. Il faut , pour se défendre du traitant , de grandes connoissances , ces choses étant sujettes à
des

des discussions subtiles. Pour lors, le traitant, interprete des réglemens du prince, exerce un pouvoir arbitraire sur les fortunes. L'expérience a fait voir qu'un impôt sur le papier sur lequel le contrat doit s'écrire, vaudroit beaucoup mieux.

CHAPITRE X.

Que la grandeur des tributs dépend de la nature du gouvernement.

LES tributs doivent être très-légers dans le gouvernement despotique. Sans cela, qui est-ce qui voudroit prendre la peine d'y cultiver les terres? & de plus, comment payer de gros tributs, dans un gouvernement qui ne supplée par rien à ce que le sujet a donné?

Dans le pouvoir étonnant du prince, & l'étrange foiblesse du peuple, il faut qu'il ne puisse y avoir d'équivoques sur rien. Les tributs doivent être si faciles à percevoir, & si clairement établis, qu'ils ne puissent être augmentés ni diminués par ceux qui les levont : une portion dans les fruits de la terre, une taxe par tête, un tribut de tant pour cent sur les marchandises, sont les seuls convenables.

Il est bon , dans le gouvernement despotique , que les marchands aient une sauvegarde personnelle , & que l'usage les fasse respecter : sans cela , ils seroient trop faibles dans les discussions qu'ils pourroient avoir avec les officiers du prince.

CHAPITRE XI.

Des peines fiscales.

CEST une chose particuliere aux *peines fiscales*, que , contre la pratique générale , elles sont plus sévères en Europe qu'en Asie. En Europe, on confisque les marchandises , quelquefois même les vaisseaux & les voitures ; en Asie, on ne fait ni l'un ni l'autre. C'est qu'en Europe, le marchand a des juges qui peuvent le garantir de l'oppression ; en Asie , les juges despotiques seroient eux-mêmes les oppresseurs. Que feroit le marchand contre un bacha qui auroit résolu de confisquer ses marchandises ?

C'est la vexation qui se surmonte elle-même , & se voit contrainte à une certaine douceur. En Turquie , on ne leve qu'un seul droit d'entrée ; après quoi , tout le pays est ouvert aux marchands. Les dé-
clara-

clarations fausses n'emportent ni confiscation ni augmentation de droits. On n'ouvre (*) point à la Chine les balots des gens qui ne sont pas marchands. La fraude, chez le Mogol, n'est point punie par la confiscation, mais par le doublement du droit. Les princes (†) Tartares, qui habitent des villes dans l'Afie, ne levent presque rien sur les marchandises qui passent. Que si, au Japon, le crime de fraude dans le commerce est un crime capital, c'est qu'on a des raisons pour défendre toute communication avec les étrangers; & que la fraude (‡) y est plutôt une contravention aux loix faites pour la sûreté de l'état, qu'à des loix de commerce.

CHAPITRE XII.

*Rapport de la grandeur des tributs
avec la liberté.*

REGLE GÉNÉRALE : on peut lever des tributs plus forts, à proportion de la

(*) *Du Halde*, tome II, pag. 37.

(†) *Histoire des Tartares*, troisième partie, pag. 290.

(‡) Voulant avoir un commerce avec les étrangers sans se communiquer avec eux, ils ont choisi deux

la liberté des fujets ; & l'on est forcé de les modérer , à mesure que la servitude augmente. Cela a toujours été , & cela sera toujours. C'est une regle tirée de la nature , qui ne varie point ; on la trouve par tous les pays , en Angleterre , en Hollande , & dans tous les états où la liberté va se dégradant jusqu'en Turquie. La Suisse semble y déroger , parce qu'on n'y paie point de tributs : mais on en fait la raison particuliere , & même elle confirme ce que je dis. Dans ces montagnes stériles , les vivres sont si chers & le pays est si peuplé , qu'un Suisse paie quatre fois plus à la nature , qu'un Turc ne paie au sultan.

Un peuple dominateur , tel qu'étoient les Athéniens & les Romains , peut s'affranchir de tout impôt , parce qu'il regne sur des nations sujettes. Il ne paie pas pour lors à proportion de sa liberté ; parce qu'à cet égard il n'est pas un peuple , mais un monarque.

Mais la regle générale reste toujours. Il y a , dans les états modérés , un dédom-
mage-

deux nations ; la Hollandoise , pour le commerce de l'Europe ; & la Chinoise , pour celui de l'Asie : ils tiennent dans une espee de prison les facteurs & les matelots , & les gênent jusqu'à faire perdre patience.

agement pour la pesanteur des tributs ; c'est la liberté. Il y a , dans les états (*) despotiques , un équivalent pour la liberté ; c'est la modicité des tributs.

Dans de certaines monarchies en Europe , on voit des provinces (†) qui , par la nature de leur gouvernement politique , sont dans un meilleur état que les autres. On s'imagine toujours qu'elles ne paient pas assez , parce que , par un effet de la bonté de leur gouvernement ; elles pourroient payer davantage ; & il vient toujours dans l'esprit de leur ôter ce gouvernement même qui produit ce bien qui se communique , qui se répand au loin , & dont il vaudroit bien mieux jouir.

CHAPITRE XIII.

Dans quels gouvernemens les tributs sont susceptibles d'augmentation.

ON peut augmenter les tributs dans la plupart des républiques ; parce que le cito-

(*) En Russie , les tributs sont médiocres : on les a augmentés depuis que le despotisme y est plus modéré. Voyez l'histoire des Tartares , deuxième partie.

(†) Les pays d'états.

citoyen, qui croit payer à lui-même, & la volonté de les payer, & en a ordinairement le pouvoir par l'effet de la nature du gouvernement.

Dans la monarchie, on peut augmenter les tributs; parce que la modération du gouvernement y peut procurer des richesses : c'est comme la récompense du prince, à cause du respect qu'il a pour les loix. Dans l'état despotique, on ne peut pas les augmenter; parce qu'on ne peut pas augmenter la servitude extrême.

CHAPITRE XIV.

Que la nature des tributs est relative au gouvernement.

L'IMPÔT par tête est plus naturel à la servitude; l'impôt sur les marchandises est plus naturel à la liberté, parce qu'il se rapporte d'une manière moins directe à la personne.

Il est naturel au gouvernement despotique, que le prince ne donne point d'argent à la milice ou aux gens de sa cour, mais qu'il leur distribue des terres, & par conséquent qu'on y leve peu de tributs. Que si le prince donne de l'argent, le tribut

but le plus naturel qu'il puisse lever est un tribut par tête. Ce tribut ne peut être que très-modique : car comme on n'y peut pas faire diverses classes considérables, à cause des abus qui en résulteroient, vu l'injustice & la violence du gouvernement, il faut nécessairement se régler sur le taux de ce que peuvent payer les plus misérables.

Le tribut naturel au gouvernement modéré, est l'impôt sur les marchandises. Cet impôt étant réellement payé par l'acheteur, quoique le marchand l'avance, est un prêt que le marchand a déjà fait à l'acheteur : ainsi il faut récom-
 pensant, & comme le débiteur à l'état, & comme le créancier aux particuliers. Il avance à l'acheteur qu'il lui paiera quand il a payé, pour l'acheteur. On sent donc que plus le gouvernement est modéré, que plus l'esprit de liberté regne, que plus les fortunes ont de sûreté ; plus il est facile au marchand d'avancer à l'état, & de prêter au particulier des droits considérables. En Angleterre, un marchand prête réellement à l'état cinquante ou soixante livres sterling à chaque tonneau de vin qu'il reçoit. Quel est le marchand qui ose-
 Tom. II. D. roit

roit faire une chose de cette espece dans un pays gouverné comme la Turquie? & quand il l'oseroit faire , comment le pourroit-il , avec une fortune suspecte , incertaine , ruinée ?

C H A P I T R E X V.

Abus de la liberté.

CES grands avantages de la liberté ont fait que l'on a abusé de la liberté même. Parce que le gouvernement modéré a produit d'admirables effets , on a quitté cette modération : parce qu'on a tiré de grands tributs , on en a voulu tirer d'excessifs : & méconnoissant la main de la liberté qui faisoit ce présent , on s'est adressé à la servitude qui refuse tout.

La liberté a produit l'excès des tributs : mais l'effet de ces tributs excessifs est de produire à leur tour la servitude ; & l'effet de la servitude , de produire la diminution des tributs.

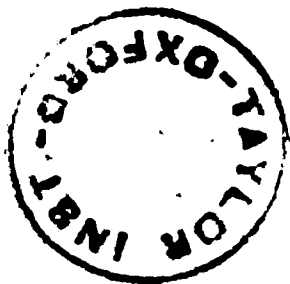
Les monarques de l'Asie ne font guere d'édits que pour exempter chaque année de tributs quelque province de leur empire (*) : les manifestations de leur volon-
té

(*) C'est l'usage des empereurs de la Chine.

té font des bienfaits. Mais, en Europe, les édits des princes affligent même avant qu'on les ait vus, parce qu'ils y parlent toujours de leurs besoins, & jamais des nôtres.

D'une impardonnable nonchalance que les ministres de ces pays-là tiennent du gouvernement & souvent du climat, les peuples tirent cet avantage, qu'ils ne sont point sans cesse accablés par de nouvelles demandes. Les dépenses n'y augmentent point, parce qu'on n'y fait point des projets nouveaux : & si par hazard on y en fait, ce sont des projets dont on voit la fin, & non des projets commencés. Ceux qui gouvernent l'état ne le tourmentent pas, parce qu'ils ne se tourmentent pas sans cesse eux-mêmes. Mais, pour nous, il est impossible que nous ayons jamais de règle dans nos finances, parce que nous savons toujours que nous ferons quelque chose, & jamais ce que nous ferons.

On n'appelle plus parmi nous un grand ministre celui qui est le sage dispensateur des revenus publics ; mais celui qui est homme d'industrie, & qui trouve ce qu'on appelle des expédiens.



CHAPITRE XVI.

Des conquêtes des Mahométans.

CE furent ces tributs (*) excessifs qui donnerent lieu à cette étrange facilité que trouverent les Mahométans dans leurs conquêtes. Les peuples , au lieu de cette suite continuelle de vexations que l'avarice subtile des empereurs avoit imaginées , se virent soumis à un tribut simple , payé aisément , reçu de même ; plus heureux d'obéir à une nation barbare qu'à un gouvernement corrompu , dans lequel ils souffroient tous les inconvéniens d'une liberté qu'ils n'avoient plus avec toutes les horreurs d'une servitude présente.

CHAPITRE XVII.

De l'augmentation des troupes.

UNE maladie nouvelle s'est répandue en Europe ; elle a saisi nos princes , & leur

(*) Voyez , dans l'histoire , la grandeur , la bizarrerie , & même la folie de ces tributs. Anastase en imagina un pour respirer l'air ; *ut quisque probaustru aëris penderet.*

leur fait entretenir un nombre défordonné de troupes. Elle a ses redoublemens , & elle devient nécessairement contagieuse : car si-tôt qu'un état augmente ce qu'il appelle ses troupes , les autres soudain augmentent les leurs ; de façon qu'on ne gagne rien par-là , que la ruine commune. Chaque monarque tient sur pied toutes les armées qu'il pourroit avoir , si ses peuples étoient en danger d'être exterminés ; & on nomme paix cet état (*) d'effort de tous contre tous. Aussi l'Europe est-elle si ruinée , que les particuliers qui feroient dans la situation où sont les trois puissances de cette partie du monde les plus opulentes , n'auroient pas de quoi vivre. Nous sommes pauvres avec les richesses & le commerce de tout l'univers ; & bien-tôt , à force d'avoir des soldats , nous n'aurons plus que des soldats , & nous serons comme des Tartares (†).

Les

(*) Il est vrai que, c'est cet état d'effort qui maintient principalement l'équilibre , parce qu'il erreinte les grandes puissances.

(†) Il ne faut , pour cela , que faire valoir la nouvelle invention des milices établies dans presque toute l'Europe , & les porter au même excès que l'on a fait les troupes réglées.

Les grands princes, non contents d'acheter les troupes des plus petits, cherchent de tous côtés à payer des alliances, c'est-à-dire, presque toujours à perdre leur argent.

La fuite d'une telle situation est l'augmentation perpétuelle des tributs : & ce qui prévient tous les remèdes à venir, on ne compte plus sur les revenus, mais on fait la guerre avec son capital. Il n'est pas inoui de voir des états hypothéquer leur fonds pendant la paix même ; & employer, pour se ruiner, des moyens qu'ils appellent extraordinaires, & qui le sont si fort que le fils de famille le plus dérangé les imagine à peine.

CHAPITRE XVIII.

De la remise des tributs.

LA maxime des grands empires d'orient de remettre les tributs aux provinces qui ont souffert, devrait bien être portée dans les états monarchiques. Il y en a bien où elle est établie : mais elle accable plus que si elle n'y étoit pas, parce que le prince n'en levant ni plus ni moins, tout l'état devient solidaire. Pour soulager
un

un village qui paie mal, on charge un autre qui paie mieux; on ne rétablit point le premier, on détruit le second. Le peuple est désespéré entre la nécessité de payer de peur des exactions, & le danger de payer crainte des surcharges.

Un état bien gouverné doit mettre, pour le premier article de sa dépense, une somme réglée pour les cas fortuits. Il en est du public comme des particuliers; qui se ruinent lorsqu'ils dépensent exactement les revenus de leurs terres.

A l'égard de la solidité entre les habitants du même village, on a dit (*) qu'elle étoit raisonnable, parce qu'on pouvoit supposer un complot frauduleux de leur part: mais où a-t-on pris que, sur des suppositions, il faille établir une chose injuste par elle-même & ruineuse pour l'état?

CH A-

(*) Voyez le *traité des finances des Romains*, ch. II. imprimé à Paris, chez Briasson, 1740.

C H A P I T R E XIX.

*Qu'est-ce qui est plus convenable au prince
& au peuple , de la ferme ou de
la régie des tributs ?*

LA régie est l'administration d'un bon pere de famille , qui leve lui-même avec économie & avec ordre ses revenus.

Par la régie , le prince est le maître de presser ou de retarder la levée des tributs, ou suivant ses besoins , ou suivant ceux de ses peuples. Par la régie , il épargne à l'état les profits immenses des fermiers , qui l'appauvrissent d'une infinité de manieres. Par la régie , il épargne au peuple le spectacle des fortunes subites qui l'affligent. Par la régie , l'argent levé passe par peu de mains ; il va directement au prince , & par conséquent revient plus promptement au peuple. Par la régie , le prince épargne au peuple une infinité de mauvaises loix qu'exige toujours de lui l'avarice importune des fermiers , qui montrent un avantage présent dans des réglemens funestes pour l'avenir.

Comme celui qui a l'argent est toujours le maître de l'autre , le traitant se rend despotique

potique sur le prince même ; il n'est pas législateur , mais il le force à donner des loix.

J'avoue qu'il est quelquefois utile de commencer par donner à ferme un droit nouvellement établi : il y a un art & des inventions pour prévenir les fraudes ; que l'intérêt des fermiers leur suggere , & que les régisseurs n'auroient su imaginer ; or le système de la levée étant une fois fait par le fermier , on peut avec succès établir la régie. En Angleterre , l'administration de l'accise & du revenu des *postes* , telle qu'elle est aujourd'hui , a été empruntés des fermiers.

Dans les républiques , les revenus de l'état sont presque toujours en régie. L'établissement contraire fut un grand vice du gouvernement de Rome (*). Dans les états despotiques , où la régie est établie , les peuples sont infiniment plus heureux ;
témoin

(*) César fut obligé d'ôter les publicains de la province d'Asie , & d'y établir une autre sorte d'administration , comme nous l'apprenons de Dion. Et Tacite nous dit que la Macédoine & l'Achaïe , provinces qu'Auguste avoit laissées au peuple Romain , & qui par conséquent étoient gouvernées sur l'ancien plan , obtinrent d'être du nombre de celles que l'empereur gouvernoit par ses officiers.

82 DE L'ESPRIT DES LOIX,

témoin la Perse & la Chine (†). Les plus malheureux sont ceux où le prince donne à ferme ses ports de mer & ses villes de commerce. L'histoire des monarchies est pleine des maux faits par les traitans.

Néron indigné des vexations des publicains, forma le projet impossible & magnanime d'abolir tous les impôts. Il n'imagina point la régie : il fit (‡) quatre ordonnances ; que les loix faites contre les publicains, qui avoient été jusques-là tenues secrètes, seroient publiées ; qu'ils ne pourroient plus exiger ce qu'ils avoient négligé de demander dans l'année ; qu'il y auroit un préteur établi pour juger leurs prétentions sans formalité ; que les marchands ne paieroient rien pour les navires. Voilà les beaux jours de cet empereur.

CHAPITRE XX.

Des traitans.

TOUT est perdu, lorsque la profession lucrative des traitans parvient encore par ses richesses à être une profession honorée. Cela

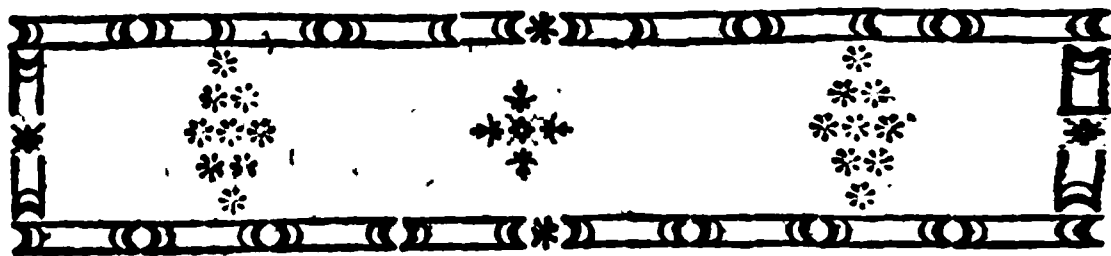
(†) Voyez *Chardin*, voyage de Perse, tome VI.

(‡) *Tacite*, Annales, liv. XIII.

Cela peut être bon dans les états despotiques, où souvent leur emploi est une partie des fonctions des gouverneurs eux-mêmes. Cela n'est pas bon dans la république ; & une chose pareille détruit la république Romaine. Cela n'est pas meilleur dans la monarchie ; rien n'est plus contraire à l'esprit de ce gouvernement. Un dégoût saisit tous les autres états ; l'honneur y perd toute sa considération, les moyens lents & naturels de se distinguer ne touchent plus, & le gouvernement est frappé dans son principe.

On vit bien dans les temps passés des fortunes scandaleuses ; c'étoit une des calamités des guerres de cinquante ans : mais pour lors, ces richesses furent regardées comme ridicules ; & nous les admirons.

Il y a un lot pour chaque profession. Le lot de ceux qui levent les tributs est les richesses ; & les récompenses de ces richesses, sont les richesses mêmes. La gloire & l'honneur sont pour cette noblesse qui ne connoît, qui ne voit, qui ne sent de vrai bien que l'honneur & la gloire. Le respect & la considération sont pour ces ministres & ces magistrats qui, ne trouvant que le travail après le travail, veillent nuit & jour pour le bonheur de l'empire.



L I V R E XIV.

*Dans loix, dans le rapport qu'elles ont
avec la nature du climat.*

CHAPITRE PREMIER.

Idée générale.

SIL est vrai que le caractère de l'esprit & les passions du cœur soient extrêmement différentes dans les divers climats, les loix doivent être relatives & à la différence de ces passions & à la différence de ces caractères.

CHA-

C H A P I T R E II.

Combien les hommes sont différens dans les divers climats.

L'AIR froid (*) resserre les extrémités des fibres extérieures de notre corps ; cela augmente leur ressort, & favorise le retour du sang des extrémités vers le cœur. Il diminue la longueur (†) de ces mêmes fibres ; il augmente donc encore par - là leur force. L'air chaud au contraire relâche les extrémités des fibres, & les allonge ; il diminue donc leur force & leur ressort.

On a donc plus de vigueur dans les climats froids. L'action du cœur & la réaction des extrémités des fibres s'y font mieux ; les liqueurs sont mieux en équilibre, le sang est plus déterminé vers le cœur, & réciproquement le cœur a plus de puissance. Cette force plus grande doit produire bien des effets : par exemple, plus de confiance en soi-même, c'est - à - dire

(*) Cela paroît même à la vue : dans le froid on paroît plus maigre.

(†) On fait qu'il raccourcit le fer.

dire, plus de courage; plus de connoissance de sa supériorité, c'est-à-dire, moins de desir de la vengeance; plus d'opinion de sa sûreté, c'est-à-dire, plus de franchise, moins de soupçons, de politique, & de ruses. Enfin, cela doit faire des caractères bien différens. Mettez un homme dans un lieu chaud & enfermé; il souffrira, par les raisons que je viens de dire, une défaillance de cœur très-grande. Si dans cette circonstance on va lui proposer une action hardie, je crois qu'on l'y trouvera très-peu disposé; sa foiblesse présente mettra un découragement dans son ame; il craindra tout, parce qu'il sentira qu'il ne peut rien. Les peuples des pays chauds sont timides, comme les vieillards le sont; ceux des pays froids sont courageux, comme le sont les jeunes-gens. Si nous faisons attention aux dernières (†) guerres, qui sont celles que nous avons le plus sous nos yeux, & dans lesquelles nous pouvons mieux voir de certains effets légers, imperceptibles de loin, nous sentirons bien que les peuples du nord transportés dans les pays du midi (§) n'y ont pas fait d'aussi belles actions que leurs

(†) Celles pour la succession d'Espagne.

(§) En Espagne, par exemple.

leurs compatriotes, qui, combattant dans leur propre climat, y jouissoient de tout leur courage.

La force des fibres des peuples du nord, fait que les fucs les plus grossiers sont tirés des alimens. Il en résulte deux choses : l'une, que les parties du chyle, ou de la lymphe, sont plus propres, par leur grande surface, à être appliquées sur les fibres & à les nourrir : l'autre, qu'elles sont moins propres, par leur grossiereté à donner une certaine subtilité au suc nerveux. Ces peuples auront donc de grands corps, & peu de vivacité.

Les nerfs qui aboutissent de tous côtés au tissu de notre peau, sont chacun un faisceau de nerfs : ordinairement ce n'est pas tout le nerf qui est remué, c'en est une partie infiniment petite. Dans les pays chauds, où le tissu de la peau est relâché, les bouts des nerfs sont épanouis, & exposés à la plus petite action des objets les plus foibles. Dans les pays froids, le tissu de la peau est resserré, & les mammelons comprimés ; les petites houpes sont en quelque façon paralytiques ; la sensation ne passe guere au cerveau, que lorsqu'elle est extrêmement forte, & qu'elle est de tout le nerf ensemble. Mais c'est d'un nombre infini de petites sensations que dépendent

dent l'imagination, le goût, la sensibilité, la vivacité.

J'ai observé le tissu extérieur d'une langue de mouton, dans l'endroit où elle paroît à la simple vue couverte de mammelons. J'ai vu avec un microscope, sur ces mammelons, de petits poils ou une espèce de duvet; entre les mammelons, étoient des pyramides, qui formoient par le bout comme de petits pinceaux. Il y a grande apparence que ces pyramides sont le principal organe du goût.

J'ai fait geler la moitié de cette langue; & j'ai trouvé, à la simple vue, les mammelons considérablement diminués: quelques rangs même de mammelons s'étoient enfoncés dans leur gaine: j'en ai examiné le tissu avec le microscope, je n'ai plus vu de pyramides. A mesure que la langue s'est dégelée, les mammelons, à la simple vue, ont paru se relever; & au microscope, les petites houppes ont commencé à reparoître.

Cette observation confirme ce que j'ai dit, que, dans les pays froids, les houppes nerveuses sont moins épanouies: elles s'enfoncent dans leurs gaines, où elles sont à couvert de l'action des objets extérieurs. Les sensations sont donc moins vives.

Dans

Dans les pays froids , on aura peu de sensibilité pour les plaisirs ; elle sera plus grande dans les pays tempérés ; dans les pays chauds , elle sera extrême. Comme on distingue les climats par les degrés de latitude , on pourroit les distinguer , pour ainsi dire , par les degrés de sensibilité. J'ai vu les opéra d'Angleterre & d'Italie ; ce sont les mêmes pieces & les mêmes acteurs : mais la même musique produit des effets si différens sur les deux nations , l'une est si calme , & l'autre si transportée , que cela paroît inconcevable .

Il en sera de même de la douleur : elle est excitée en nous par le déchirement de quelque fibre de notre corps. L'auteur de la nature a établi que cette douleur seroit plus forte , à mesure que le dérangement seroit plus grand : or , il est évident que les grands corps & les fibres grossieres des peuples du nord sont moins capables de dérangement , que les fibres délicates des peuples des pays chauds ; l'ame y est donc moins sensible à la douleur. Il faut écorcher un Moscovite , pour lui donner du sentiment (a).

Avec

(a) Cela expliqueroit à merveille la raison des divers supplices que nous voyons en usage chez les différentes nations , si l'histoire ne nous enseignoit

Avec cette délicatesse d'organes que l'on a dans les pays chauds, l'ame est souverainement émue par tout ce qui a du rapport à l'union des deux sexes; tout conduit à cet objet.

Dans les climats du nord, à peine le physique de l'amour a-t-il la force de se rendre bien sensible; dans les climats tempérés, l'amour accompagné de mille accessoires se rend agréable par des choses, qui d'abord semblent être lui-même, & ne font pas encore lui; dans les climats plus chauds, on aime l'amour pour lui-même, il est la cause unique du bonheur, il est la vie.

Dans les pays du midi, une machine délicate, foible, mais sensible, se livre à un amour qui, dans un ferrail, naît & se calme sans cesse; ou bien à un amour, qui laissant les femmes dans une plus grande indépendance, est exposé à mille troubles. Dans les pays du nord, une machine saine & bien constituée, mais lourde, trouve ses plaisirs dans tout ce qui peut

gnoit point que cette diversité de supplices dépend plutôt de la nature des gouvernemens que de celle des climats, & si la physique ne nous fournissoit un tableau des effets étonnans que peuvent produire sur l'homme la façon de vivre & la coutume.
(R. d'un A.)

peut remettre les esprits en mouvement , la chasse , les voyages , la guerre , le vin. Vous trouverez dans les climats du nord des peuples qui ont peu de vices , assez de vertus , beaucoup de sincérité & de franchise. Approchez des pays du midi , vous croirez vous éloigner de la morale même ; des passions plus vives multiplieront les crimes ; chacun cherchera à prendre sur les autres tous les avantages qui peuvent favoriser ces mêmes passions. Dans les pays tempérés , vous verrez des peuples inconstans dans leurs manieres , dans leurs vices mêmes , & dans leurs vertus : le climat n'y a pas une qualité assez déterminée pour les fixer eux-mêmes.

La chaleur du climat peut être si excessive , que le corps y fera absolument sans force. Pour lors , l'abattement passera à l'esprit même ; aucune curiosité , aucune noble entreprise , aucun sentiment généreux ; les inclinations y feront toutes passives ; la paresse y fera le bonheur ; la plupart des châtimens y feront moins difficiles à soutenir que l'action de l'ame ; & la servitude moins insupportable que la force d'esprit qui est nécessaire pour se conduire soi-même.

C H A P I T R E III.

Contradiction dans les caractères de certains peuples du midi.

LES Indiens (*) sont naturellement sans courage; les enfans (†) mêmes des Européens nés aux Indes, perdent celui de leur climat. Mais comment accorder cela avec leurs actions atroces, leurs coutumes, leurs pénitences barbares? Les hommes s'y soumettent à des maux incroyables, les femmes s'y brûlent elles mêmes: voilà bien de la force pour tant de foiblesse.

La nature, qui a donné à ces peuples une foiblesse qui les rend timides, leur a donné aussi une imagination si vive, que tout les frappe à l'excès. Cette même délicatesse d'organes qui leur fait craindre la mort, sert aussi à leur faire redouter mille choses.

(*) „ Cent soldats d'Europe, dit Tavernier, „ n'auroient pas grand'peine à battre mille soldats „ Indiens “.

(† Les Persans même qui s'établissent aux Indes, prennent, à la troisième génération, la nonchalance & la lâcheté Indienne. Voyez Bernier, sur le Mogol, tom. I, pag. 282.

choses plus que la mort. C'est la même sensibilité qui leur fait fuir tous les périls, & les leur fait tous braver.

Comme une bonne éducation est plus nécessaire aux enfans qu'à ceux dont l'esprit est dans sa maturité; de même les peuples de ces climats ont plus besoin d'un législateur sage, que les peuples du nôtre. Plus on est. Plus on est aisément & fortement frappé, plus il importe de l'être d'une manière convenable, de ne recevoir pas des préjugés, & d'être conduit par la raison.

Du temps des Romains, les peuples du nord de l'Europe vivoient sans art, sans éducation, presque sans loix: & cependant, par le seul bon sens attaché aux fibres grossières de ces climats, ils se maintinrent avec une sagesse admirable contre la puissance Romaine, jusqu'au moment où ils sortirent de leurs forêts pour la détruire.

CHAPITRE IV.

Cause de l'immuabilité de la religion, des mœurs, des manières, des loix, dans les pays d'orient.

SI avec cette foiblesse d'organes qui fait recevoir aux peuples d'orient les impressions du monde les plus fortes, vous joignez une certaine paresse dans l'esprit, naturellement liée avec celle du corps, qui fasse que cet esprit ne soit capable d'aucune action, d'aucun effort, d'aucune contention; vous comprendrez que l'ame qui a une fois reçu des impressions ne peut plus en changer. C'est ce qui fait que les loix, les mœurs (*), & les manières, même celles qui paroissent indifférentes comme la façon de se vêtir, sont aujourd'hui en orient comme elles étoient il y a mille ans.

CHA-

(*) On voit, par un fragment de *Nicolas de Damas*, recueilli par *Constantin Porphyrogénète*, que la coutume étoit ancienne en orient, d'envoyer étrangler un gouverneur qui déplaîsoit; elle étoit du temps des Medes.

CHAPITRE V.

*Que les mauvais législateurs sont ceux qui
ont favorisé les vices du climat, &
les bons sont ceux qui s'y
sont opposés.*

LES Indiens croient que le repos & le néant sont le fondement de toutes choses, & la fin où elles aboutissent. Ils regardent donc l'entière inaction comme l'état le plus parfait & l'objet de leurs desirs. Ils donnent au souverain être (*) le surnom d'immobile. Les Siamois croient que la félicité (†) suprême consiste à n'être point obligé d'animer une machine & de faire agir un corps.

Dans ces pays, où la chaleur excessive énerve & accable, le repos est si délicieux, & le mouvement si pénible, que ce système de métaphysique paroît naturel ; & (‡)
Foë

(*) Panamanack, Voyez Rivier.

(†) La Loubere, relation de Siam, p. 446.

(‡) Foë veut réduire le cœur au pur vuide.
» Nous avons des yeux & des oreilles ; mais la per-
» fection est de ne voir ni entendre : une bou-
» che, des mains, &c. la perfection est que ces
» mem-

Foë, législateur des Indes, a suivi ce qu'il sentoît, lorsqu'il a mis les hommes dans un état extrêmement passif : mais sa doctrine, née de la paresse du climat, la favorisant à son tour, a causé mille maux.

Les législateurs de la Chine furent plus sensés, lorsque, considérant les hommes, non pas dans l'état paisible où ils seront quelque jour, mais dans l'action propre à leur faire remplir les devoirs de la vie, ils firent leur religion, leur philosophie & leurs loix toutes pratiques. Plus les causes physiques portent les hommes au repos, plus les causes morales les en doivent éloigner.

CHAPITRE VI.

De la culture des terres dans les climats chauds.

LA culture des terres est le plus grand travail des hommes. Plus le climat les porte à fuir ce travail, plus la religion & les loix doivent y exciter. Ainsi les loix des

„ membres soient dans l'inaction “. Ceci est tiré du dialogue d'un philosophe Chinois, rapporté par le P. du Halde, tom. III.

des Indes, qui donnent les terres aux princes, & ôtent aux particuliers l'esprit de propriété, augmentent les mauvais effets du climat, c'est-à-dire, la paresse naturelle.

CHAPITRE VII

Du monachisme.

LE monachisme y fait les mêmes maux; il est né dans les pays chauds d'Orient, où l'on est moins porté à l'action qu'à la spéculation.

En Asie, le nombre de dervichs ou moines semble augmenter avec la chaleur du climat; les Indes, où elle est excessive, en sont remplies: on trouve en Europe cette même différence.

Pour vaincre la paresse du climat, il faudroit que les loix cherchassent à ôter tous les moyens de vivre sans travail: mais, dans le midi de l'Europe, elles font tout le contraire; elles donnent à ceux qui veulent être oisifs des places propres à la vie spéculative, & y attachent des richesses immenses. Ces gens, qui vivent dans une abondance qui leur est à charge, donnent avec raison leur superflu au bas peuple: il a perdu la propriété des biens; ils l'en dé-

98 DE L'ESPRIT DES LOIX ,
dommagent par l'oïfiveté dont ils le font
jouir ; & il parvient à aimer sa misere
même.

CHAPITRE VIII.

Bonne coutume de la Chine.

LES relations (*) de la Chine nous parlent de la cérémonie (†) d'ouvrir les terres , que l'empereur fait tous les ans. On a voulu exciter (‡) les peuples au labourage par cet acte public & solennel.

De plus, l'empereur est informé chaque année du laboureur qui s'est le plus distingué dans sa profession ; il le fait mandarin du huitieme ordre.

Chez les anciens Perfes (§), le huitieme jour du mois nommé *Chorrem - ruz*, les rois quittoient leur faste pour manger avec les laboureurs. Ces institutions sont admirables pour encourager l'agriculture.

CH A.

(*) Le P. du Halde, l'histoire de la Chine, tom. II, pag. 72.

(†) Plusieurs rois des Indes font de même. Relation du royaume de Siam par la Loubere, p. 69.

(‡) Venty, troisieme empereur de la troisieme dynastie, cultiva la terre de ses propres mains, & fit travailler à la soie, dans son palais, l'impératrice & ses femmes. Histoire de la Chine.

(§) Mr. Hyde, religion des Perfes.

CHAPITRE IX.

Moyens d'encourager l'industrie.

Je ferai voir, au livre XIX, que les nations paresseuses sont ordinairement orgueilleuses. On pourroit tourner l'effet contre la cause, & détruire la paresse par l'orgueil. Dans le midi de l'Europe, où les peuples sont si frappés par le point d'honneur, il seroit bon de donner des prix aux laboureurs qui auroient le mieux cultivé leurs champs, ou aux ouvriers qui auroient porté plus loin leur industrie. Cette pratique réussira même par tout pays. Elle a servi de nos jours, en Irlande, à l'établissement d'une des plus importantes manufactures de toile qui soit en Europe.

CHAPITRE X.

Des loix qui ont rapport à la sobriété des peuples.

DANS les pays chauds, la partie aqueuse du sang se dissipe beaucoup par la

100 DE L'ESPRIT DES LOIX,

a transpiration (*); il y faut donc substituer un liquide pareil. L'eau y est d'un usage admirable, les liqueurs fortes y coaguleroient les globules (†) du sang qui restent après la dissipation de la partie aqueuse.

Dans les pays froids, la partie aqueuse du sang s'exhale peu par la transpiration; elle reste en grande abondance. On y peut donc user de liqueurs spiritueuses, sans que le sang se coagule. On y est plein d'humeurs; les liqueurs fortes, qui donnent du mouvement au sang, y peuvent être convenables.

La loi de Mahomet, qui défend de boire du vin, est donc une loi du climat d'Arabie: aussi, avant Mahomet, l'eau étoit - elle la boisson commune des Arabes. La loi (‡) qui défendoit aux Carthaginois de boire du vin, étoit aussi une loi du climat;

(*) Mr. Bernier faisant un voyage de *Lahor* à *Cachemir*, écrivoit: „ Mon corps est un crible; „ à peine ai-je avalé une pinte d'eau, que je la „ vois sortir comme une rosée de tous mes mem- „ bres jusqu'au bout des doigts; j'en bois dix „ pintes par jour, & cela ne me fait point de „ mal “. Voyage de *Bernier*, tom. II. p. 261.

(†) Il y a dans le sang des globules rouges, des parties fibreuses, des globules blancs, & de l'eau dans laquelle nage tout cela.

(‡) Platon, Liv. II des loix: Aristote. du soin des affaires domestiques: Eusebe, prép. évang. Liv. XII. ch. XVII.

mat ; effectivement le climat de ces deux pays est à peu près le même.

Une pareille loi ne feroit pas bonne dans les pays froids , où le climat semble forcer à une certaine yvrognerie de nation , bien différente de celle de la personne. L'yvrognerie se trouve établie par toute la terre , dans la proportion de la froideur & de l'humidité du climat. Passez de l'équateur jusqu'à notre pôle , vous verrez l'yvrognerie augmenter avec les degrés de latitude. Passez du même équateur au pôle opposé , vous y trouverez l'yvrognerie aller vers le midi (§) , comme de ce côté-ci elle avoit été vers le nord.

Il est naturel que là où le vin est contraire au climat , & par conséquent à la santé , l'excès en soit plus sévèrement puni , que dans les pays où l'yvrognerie a peu de mauvais effets pour la personne ; où elle en a peu pour la société ; où elle ne rend point les hommes furieux , mais seulement stupides. Ainsi les loix (**) qui ont puni
un

(§) Cela se voit dans les Hottentots & les peuples de la pointe de Chily , qui sont plus près du sud.

(**) Comme fit Pittacus , selon Aristote , *politique* Liv. II , ch. III. Il vivoit dans un climat où l'yvrognerie n'est pas un vice de nation.

un homme yvre , & pour la faute qu'il faisoit & pour l'yvresse , n'étoient applicables qu'à l'yvrogerie de la personne , & non à l'yvrogerie de la nation. Un Allemand boit par coutume , un Espagnol par choix.

Dans les pays chauds , le relâchement des fibres produit une grande transpiration des liquides : mais les parties solides se dissipent moins. Les fibres , qui n'ont qu'une action très - foible & peu de ressort , ne s'usent guere ; il faut peu de suc nourricier pour les réparer : on y mange donc très - peu.

Ce sont les différens besoins , dans les différens climats , qui ont formé les différentes manieres de vivre ; & ces différentes manieres de vivre , ont formé les diverses sortes de loix. Que dans une nation les hommes se communiquent beaucoup , il faut de certaines loix ; il en faut d'autres chez un peuple où l'on ne se communique point.

CHAPITRE XI.

Des loix qui ont du rapport aux maladies du climat.

HÉRODOTE (*) nous dit que les loix des Juifs sur la lepre, ont été tirées de la pratique des Egyptiens. En effet, les mêmes maladies demandoient les mêmes remèdes. Ces loix furent inconnues aux Grecs & aux premiers Romains, aussi-bien que le mal. Le climat de l'Egypte & de la Palestine les rendit nécessaires ; & la facilité qu'a cette maladie à se rendre populaire, nous doit bien faire sentir la sagesse & la prévoyance de ces loix.

Nous en avons nous-mêmes éprouvée les effets. Les croisades nous avoient apporté la lepre ; les réglemens sages que l'on fit l'empêcherent de gagner la masse du peuple.

On voit par la loi (†) des Lombards, que cette maladie étoit répandue en Italie avant les croisades, & mérita l'attention des

(*) Liv. II.

(†) Liv. II, tit. 1, §. 3 ; & tit. 18, §. 1.

des législateurs. *Rotbaris* ordonna qu'un lépreux, chassé de sa maison & relégué dans un endroit particulier, ne pourroit disposer de ses biens; parce que, dès le moment qu'il avoit été tiré de sa maison, il étoit censé mort. Pour empêcher toute communication avec les lépreux, on les rendoit incapables des effets civils.

Je pense que cette maladie fut apportée en Italie par les conquêtes des empereurs Grecs, dans les armées desquels il pouvoit y avoir des milices de la Palestine ou de l'Egypte. Quoi qu'il en soit, les progrès en furent arrêtés jusqu'au temps des croisades.

On dit que les soldats de Pompée revenant de Syrie, rapportèrent une maladie à peu près pareille à la lepre. Aucun règlement, fait pour lors, n'est venu jusqu'à nous: mais il y a apparence qu'il y en eut, puisque ce mal fut suspendu jusqu'au temps des Lombards.

Il y a deux siècles, qu'une maladie inconnue à nos peres passa du nouveau monde dans celui-ci, & vint attaquer la nature humaine jusques dans la source de la vie & des plaisirs. On vit la plupart des plus grandes familles du midi de l'Europe périr par un mal qui devint trop commun pour être honteux, & ne fut plus
que

que funeste. Ce fut la soif de l'or qui perpétua cette maladie; on alla sans cesse en Amérique, & on en rapporta toujours de nouveaux levains.

Des raisons pieuses voulurent demander qu'on laissât cette punition sur le crime: mais cette calamité étoit entrée dans le sein du mariage, & avoit déjà corrompu l'enfance même.

Comme il est de la sagesse des législateurs de veiller à la santé des citoyens, il eût été très-censé d'arrêter cette communication par des loix faites sur le plan des loix Mosaiques.

La peste est un mal dont les ravages sont encore plus prompts & plus rapides, son siege principal est en Egypte, d'où elle se répand par tout l'univers. On a fait, dans la plupart des états de l'Europe, de très-bons réglemens pour l'empêcher d'y pénétrer; & on a imaginé de nos jours un moyen admirable de l'arrêter: on forme une ligne de troupes autour du pays infecté, qui empêche toute communication.

Les (†) Turcs qui n'ont à cet égard aucune police, voient les Chrétiens, dans la même

(†) *Ricant*, de l'empire Ottoman, pag. 284.

même ville , échapper au danger , & eux seuls périr ; ils achètent les habits des pestiférés , s'en vêtissent , & vont leur train. La doctrine d'un destin rigide qui règle tout , fait du magistrat un spectateur tranquille : il pense que dieu a déjà tout fait , & que lui n'a rien à faire.

C H A P I T R E X I I .

Des loix contre ceux qui se tuent ()
eux - mêmes.*

Nous ne voyons point dans les histoires que les Romains se fissent mourir sans sujet : mais les Anglois se tuent sans qu'on puisse imaginer aucune raison qui les y détermine ; ils se tuent dans le sein même du bonheur. Cette action , chez les Romains , étoit l'effet de l'éducation ; elle tenoit à leurs manières de penser & à leurs coutumes : chez les Anglois , elle est l'effet d'une maladie (†) ; elle tient à l'état physique

(*) L'action de ceux qui se tuent eux-mêmes , est contraire à la loi naturelle , & à la religion révélée.

(†) Elle pourroit bien être compliquée avec le scorbut , qui , sur-tout dans quelques pays . rend
un

que de la machine, & est indépendante de toute autre cause.

Il y a apparence que c'est un défaut de filtration du suc nerveux; la machine dont les forces motrices se trouvent à tout moment sans action, est lasse d'elle-même; l'ame ne sent point de douleur, mais une certaine difficulté de l'existence. La douleur est un mal local qui nous porte au desir de voir cesser cette douleur; le poids de la vie est un mal qui n'a point de lieu particulier, & qui nous porte au desir de voir finir cette vie.

Il est clair que les loix civiles de quelques pays, ont eu des raisons pour flétrir l'homicide de soi-même: mais en Angleterre on ne peut pas plus le punir qu'on ne punit les effets de la démence.

CHAPITRE XIII.

Effets qui résultent du climat d'Angleterre.

DANS une nation à qui une maladie du climat affecte tellement l'ame, qu'elle pour-

un homme bizarre & insupportable à lui-même.
Voyage de François Pyrard, part. II, ch. XXI.

pourroit porter le dégoût de toutes choses jusqu'à celui de la vie, on voit bien que le gouvernement qui conviendrait le mieux à des gens à qui tout seroit insupportable, seroit celui où ils ne pourroient pas se prendre à un seul de ce qui causeroit leurs chagrins : & où les loix gouvernant plutôt que les hommes, il faudroit, pour changer l'état, les renverser elles-mêmes.

Que si la même nation avoit encore reçu du climat un certain caractère d'impatience, qui ne lui permit pas de souffrir longtemps les mêmes choses ; on voit bien que le gouvernement dont nous venons de parler, seroit encore le plus convenable.

Ce caractère d'impatience n'est pas grand par lui-même ; mais il peut le devenir beaucoup, quand il est joint avec le courage.

Il est différent de la légèreté, qui fait que l'on entreprend sans sujet, & que l'on abandonne de même ; il approche plus de l'opiniâtreté, parce qu'il vient d'un sentiment des maux, si vif qu'il ne s'affoiblit pas même par l'habitude de les souffrir.

Ce caractère, dans une nation libre, seroit très-propre à déconcerter les projets de

de la tyrannie (*), qui est toujours lente & foible dans ses commencemens, comme elle est prompte & vive dans sa fin; qui ne montre d'abord qu'une main pour secourir, & opprime ensuite avec une infinité de bras.

La servitude commence toujours par le sommeil. Mais un peuple qui n'a de repos dans aucune situation, qui se tâte sans cesse, & trouve tous les endroits douloureux, ne pourroit guere s'endormir.

La politique est une lime fourde, qui use & qui parvient lentement à sa fin. Or les hommes dont nous venons de parler, ne pourroient soutenir les lenteurs, les détails, le sang-froid des négociations; ils y réussiroient souvent moins que toute autre nation; & ils perdroient, par leurs traités, ce qu'ils auroient obtenu par leurs armes.

CHA-

(*) Je prens ici ce mot pour le dessein de renverser le pouvoir établi, & sur-tout la démocratie. C'est la signification que lui donnoient les Grecs & les Romains.

CHAPITRE XIV.

Autres effets du climat.

Nos peres, les anciens Germains, habitoient un climat où les passions étoient très - calmes. Leurs loix ne trouvoient dans les choses que ce qu'elles voyoient, & n'imaginoient rien de plus. Et comme elles jugeoient des insultes faites aux hommes par la grandeur des blessures, elles ne mettoient pas plus de raffinement dans les offenses faites aux femmes. La loi (*) des Allemands est là-dessus fort singuliere. Si l'on découvre une femme à la tête, on paiera une amende de six sols; autant si c'est à la jambe jusqu'au genou. Il semble que la loi mesuroit la grandeur des outrages faits à la personne des femmes, comme on mesure une figure de géométrie; elle ne punissoit point le crime de l'imagination, elle punissoit celui des yeux. Mais, lorsqu'une nation Germanique se fut transportée en Espagne, le climat trouva bien d'autres loix. La loi des Wisigoths défendit aux médecins de saigner une femme *ingénue* qu'en présence de son pere ou de sa mere,

(*) Ch. LVIII, §. 1. & 2.

mere, de son frere, de son fils ou de son oncle. L'imagination des peuples s'alluma, celle des législateurs s'échauffa de même; la loi soupçonna tout, pour un peuple qui pouvoit tout soupçonner.

Ces loix eurent donc une extrême attention sur les deux sexes. Mais il semble que, dans les punitions qu'elles firent, elles songerent plus à flatter la vengeance particuliere, qu'à exercer la vengeance publique. Ainsi dans la plupart des cas, elles réduisoient les deux coupables dans la servitude des parens ou du mari offensé. Un femme (†) ingénue, qui s'étoit livrée à un homme marié, étoit remise dans la puissance de sa femme, pour en disposer à sa volonté. Elles obligeoient les esclaves (‡) de lier & de présenter au mari sa femme qu'ils surprenoient en adultere: elles permettoient à ses enfans (§) de l'accuser, & de mettre à la question ses esclaves pour la convaincre. Aussi furent-elles plus propres à raffiner à l'excès un certain point d'honneur, qu'à former une bonne police. Et il ne faut pas être étonné si le comte Julien crut qu'un outrage de cette espece deman-

[†] Loi des Wisigoths, Liv. III, tit. 4. §. 9.

[‡] Ibid, Liv. III, tit. 4. §. 6.

[§] Ibid, Liv. III, tit. 4. §. 13.

demandoit la pente de sa patrie & de son roi. On ne doit pas être surpris si les Maures, avec une telle conformité de mœurs, trouverent tant de facilité à s'établir en Espagne, à s'y maintenir, & à retarder la chute de leur empire.

CHAPITRE XV.

De la différente confiance que les loix ont dans le peuple, selon les climats.

LE peuple Japonois a un caractère si atroce, que ses législateurs & ses magistrats n'ont pu avoir aucune confiance en lui : ils ne lui ont mis devant les yeux que des juges, des menaces & des châtimens : ils l'ont soumis, pour chaque démarche, à l'inquisition de la police. Ces loix, qui, sur cinq chefs de famille, en établissent un comme magistrat sur les quatre autres ; ces loix, qui, pour un seul crime, punissent tout une famille ou tout un quartier ; ces loix, qui ne trouvent point d'innocens là où il peut y avoir un coupable, sont faites pour que tous les hommes se méfient les uns des autres, pour que chacun recherche la conduite de chacun,

cun, & qu'il en soit l'inspecteur, le témoin & le juge.

Le peuple des Indes au contraire est doux (*), tendre, compatissant. Aussi ses législateurs ont-ils une grande confiance en lui. Ils ont établi peu (†) de peines, & elles sont peu sévères; elles ne sont pas même rigoureusement exécutées. Ils ont donné les neveux aux oncles, les orphelins aux tuteurs, comme on les donne ailleurs à leurs peres: ils ont réglé la succession par le mérite reconnu du successeur. Il semble qu'ils ont pensé que chaque citoyen devoit se reposer sur le bon naturel des autres.

Ils donnent aisément la liberté (‡) à leurs esclaves; ils les marient; ils les traitent comme leurs enfans (§): heureux climat, qui fait naître

[*] Voyez *Bernier*, tom. II. p. 140.

[†] Voyez dans le quatorzieme recueil des *lettres edifiantes*, p. 403, les principales loix ou coutumes des peuples de l'Inde de la presqu'isle deçà le Gange.

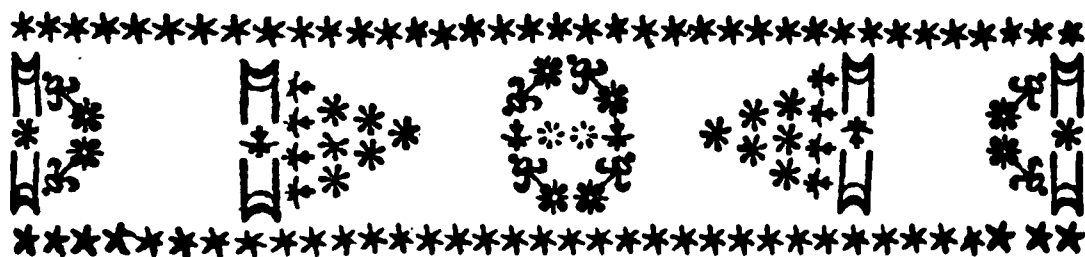
[‡] *Lettres édifiantes*, neuvieme recueil, pag. 378.

[§] J'avois pensé que la douceur de l'esclavage aux Indes avoit fait dire à Diodore qu'il n'y avoit dans ce pays ni maître ni esclave; mais Diodore a attribué à toute l'Inde, ce qui, selon Strabon, Liv. XV, n'étoit propre qu'à une nation particulière.

tre la candeur des mœurs & produit la douceur des loix (b)!

LIVRE

(b) On peut remarquer en général sur ce XIV. livre que Mr. de MONTESQUIEU donne trop aux effets du climat. Il est très-certain, & plusieurs auteurs l'ont remarqué, que la température de l'air, la nourriture, &c. contribuent à former les inclinations de l'homme, ainsi que la constitution morale; mais il n'est pas moins vrai que l'éducation, & une saine doctrine; que des loix sages, exécutées avec prudence, peuvent vaincre & changer totalement ces inclinations & les différentes mœurs; & que dans tous les pays les hommes peuvent également être formés à toutes les vertus & tomber dans tous les vices. L'histoire est remplie de changemens arrivés dans les mœurs des peuples, au point qu'une génération ne ressemble en rien à une autre. Personne ne sera assez mal-avisé pour les attribuer à l'influence du climat. Tout ce qu'elle nous autorise de conclure, c'est que les législateurs doivent être soigneux à y conformer certaines loix, & à prévenir par de bonnes institutions les mauvais effets qui peuvent résulter de la force du climat. Un ouvrage sur *l'Esprit des loix* demandoit certainement qu'on fit voir comment dans les différens pays on a travaillé à remplir ce devoir du souverain, & Mr. de MONTESQUIEU nous auroit rendu un très-grand service si encore sur ce sujet, il nous eût découvert dans les loix de tous les peuples les raisons particulières qui les ont portés à faire plutôt telle loi que telle autre. Cela paroît bien avoir été son but: mais après avoir lu la 15. lettre de *l'Esprit des loix quintessencié*, on ne se persuadera pas aisément qu'il ait réussi. [R. d'un A.]

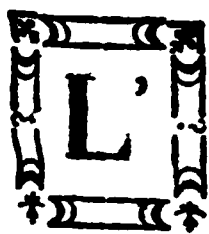


LIVRE XV.

*Comment les loix de l'esclavage civil
ont du rapport avec la nature
du climat.*

CHAPITRE PREMIER.

De l'esclavage civil.



L'ESCLAVAGE proprement dit est l'établissement d'un droit qui rend un homme tellement propre à un autre homme, qu'il est le maître absolu de sa vie & de ses biens. Il n'est pas bon par sa nature : il n'est utile ni au maître, ni à l'esclave ; à celui-ci, parce qu'il ne peut rien faire par vertu ; à celui-là, parce qu'il contracte avec ses esclaves toutes sortes de mauvaises habitudes, qu'il s'accoutume insensiblement à manquer à toutes les

116 DE L'ESPRIT DES LOIX,

les vertus morales, qu'il devient fier, prompt, dur, colere, voluptueux, cruel.

Dans les pays despotiques, où l'on est déjà sous l'esclavage politique, l'esclavage civil est plus tolérable qu'ailleurs. Chacun y doit être assez content d'y avoir sa subsistance & la vie. Ainsi la condition de l'esclave n'y est guere plus à charge que la condition du sujet.

Mais, dans le gouvernement monarchique, où il est souverainement important de ne point abattre ou avilir la nature humaine, il ne faut point d'esclave. Dans la démocratie où tout le monde est égal, & dans l'aristocratie où les loix doivent faire leurs efforts pour que tout le monde soit aussi égal que la nature du gouvernement peut le permettre, des esclaves sont contre l'esprit de la constitution ; ils ne servent qu'à donner aux citoyens une puissance & un luxe qu'ils ne doivent point avoir.

C H A P I T R E II.

*Origine du droit de l'esclavage chez les
Jurisconsultes Romains.*

ON ne croiroit jamais que ç'eût été la pitié qui eût établi l'esclavage, & que
pour

pour cela elle s'y fût prise de trois manières (*).

Le droit des gens a voulu que les prisonniers fussent esclaves, pour qu'on ne les tuât pas. Le droit civil des Romains permit à des débiteurs que leurs créanciers pouvoient maltraiter de se vendre eux-mêmes : & le droit naturel a voulu que des enfans, qu'un pere esclave ne pouvoit plus nourrir, fussent dans l'esclavage comme leur pere.

Ces raisons des jurisconsultes ne sont point sensées. Il est faux qu'il soit permis de tuer dans la guerre autrement que dans le cas de nécessité : mais dès qu'un homme en a fait un autre esclave, on ne peut pas dire qu'il ait été dans la nécessité de le tuer, puisqu'il ne l'a pas fait. Tout le droit que la guerre peut donner sur les captifs, est de s'assurer tellement de leur personne, qu'ils ne puissent plus nuire (a). Les homicides faits de sang froid par les soldats, & après la chaleur de l'action, sont rejettés de toutes les nations (†) du monde.

2°. Il

[*] Instit. de *Justinien*, Liv. I.

[a] Et s'ils ne peuvent le faire qu'en rendant les vaincus esclaves? [R. d'un A.]

[†] Si l'on ne veut citer celles qui mangent leurs prisonniers.

2°. Il n'est pas vrai qu'un homme libre puisse se vendre. La vente suppose un prix : l'esclave se vendant, tous ses biens entreroient dans la propriété du maître, le maître ne donneroit donc rien, & l'esclave ne recevroit rien. Il auroit un *pécule*, dira-t-on : mais le *pécule* est accessoire à la personne. S'il n'est pas permis de se tuer, parce qu'on se dérobe à sa patrie, il n'est pas plus permis de se vendre (b). La liberté

[b] Tout ce raisonnement cloche : il est premièrement absurde de dire que l'esclave se vendant, le maître ne donneroit rien & l'esclave ne recevroit rien ; l'acte d'un homme qui se vend pour être esclave suppose un manquement de biens nécessaires pour subsister ; & quand même il auroit des biens, & que ces biens entreroient dans la propriété du maître, encore ne s'ensuit-il pas que le maître ne donneroit rien : celui qui se vendroit, & qui feroit par-là passer ses biens dans la propriété de celui qui l'achette, ne manqueroit point sans-doute de faire entrer en ligne de compte dans le prix de vente la valeur de ces biens. Secondement : c'est un pur paralogisme de dire : *s'il n'est pas permis de se tuer, parce qu'on se dérobe à sa patrie, il n'est pas plus permis de se vendre*. On confond ici ce qui est établi par la loi naturelle avec ce qui est ordonné par des loix civiles. Selon les principes du droit naturel, il est défendu de se tuer, parce qu'il ne nous est pas permis de nous ôter à une société, dans laquelle Dieu nous a placé, afin d'y rester dans les différentes situations

berté de chaque citoyen est une partie de la liberté publique. Cette qualité dans l'état populaire est même une partie de la souveraineté. Vendre sa qualité de citoyen est un (*) acte d'une telle extravagance, qu'on ne peut pas la supposer dans un homme. Si la liberté a un prix pour celui qui l'achète, elle est sans prix pour celui qui la vend. La loi civile, qui a permis aux hommes le partage des biens, n'a pu mettre au nombre des biens une partie des hommes qui devoient faire ce partage. La loi civile, qui restitue sur les contrats qui contiennent quelque lésion, ne peut s'empêcher de restituer contre un accord qui contient la lésion la plus énorme de toutes.

La

tions dans lesquelles il plaira à sa providence de nous mettre, jusqu'au moment qu'il nous retire à soi : les loix civiles au contraire permettent ou défendent quelquefois le suicide suivant les opinions de ceux qui les ont portées. Selon le droit naturel, c'est un devoir de préférer à la perte de la vie tout moyen par lequel on peut la conserver, sans nuire aux droits d'un tiers. Si donc il ne nous reste que celui de l'esclavage, il est non-seulement permis, mais on est même tenu de se servir de cette dernière ressource. (*R. d'un A.*)

(*) Je parle de l'esclavage pris à la rigueur, tel qu'il étoit chez les Romains, & qu'il est établi dans nos colonies.

La troisieme maniere , c'est la naissance. Celle-ci tombe avec les deux autres. Car si un homme n'a pu se vendre , encore moins a-t-il pu vendre son fils qui n'étoit pas né : si un prisonnier de guerre ne peut être réduit en servitude , encore moins les enfans.

Ce qui fait que la mort d'un criminel est une chose licite , c'est que la loi qui le punit a été faite en sa faveur. Un meurtrier , par exemple , a joui de la loi qui le condamne ; elle lui a conservé la vie à tous les instans : il ne peut donc pas réclamer contr'elle. Il n'en est pas de même de l'esclave : la loi de l'esclavage n'a jamais pu lui être utile ; elle est dans tous les cas contre lui , sans jamais être pour lui ; ce qui est contraire au principe fondamental de toutes les sociétés.

On dira qu'elle a pu lui être utile , parce que le maître lui a donné la nourriture. Il faudroit donc réduire l'esclavage aux personnes incapables de gagner leur vie (c). Mais on ne veut pas de ces esclaves-là. Quant aux enfans , la nature qui a donné du lait aux meres , a pourvu à leur nourriture ; & le reste de leur enfance est si près de l'âge où est en eux la plus grande capa-

(c) Ajoutez *par eux-mêmes*. (R. d'un A.)

capacité de se rendre utiles, qu'on ne pourroit pas dire que celui qui les nourriroit, pour être leur maître, donnât rien.

L'Esclavage est d'ailleurs aussi opposé au droit civil qu'au droit naturel. Quelle loi civile pourroit empêcher un esclave de fuir, lui qui n'est point dans la société, & que par conséquent aucunes loix civiles ne concernent ? Il ne peut être retenu que par une loi de famille, c'est-à-dire, par la loi du maître.

CHAPITRE III.

Autre origine du droit de l'esclavage.

J'AIMEROIS autant dire que le droit de l'esclavage vient du mépris qu'une nation conçoit pour une autre, fondé sur la différence des coutumes.

Lopes de Gamar ()* dit „ que les Espagnols trouverent près de sainte Marthe des paniers où les habitans avoient des denrées ; c'étoient des cancre, des limaçons, des cigales, des fauterelles. Les vainqueurs en firent un crime aux vaincus “.

(*) Biblioth. Angl. tom. XIII, deuxieme partie, art. 3.

Tom. II.

F

„ cus “. L'auteur avoue que c'est là-dessus qu'on fonda le droit qui rendoit les Américains esclaves des Espagnols, outre qu'ils fumoient du tabac, & qu'ils ne se faisoient pas la barbe à l'Espagnole.

Les connoissances rendent les hommes doux: la raison porte à l'humanité: il n'y a que les préjugés qui fassent renoncer.

CHAPITRE IV.

Autre origine du droit de l'esclavage

J'AIMEROIS autant dire que la religion donne à ceux qui la professent un droit de réduire en servitude ceux qui ne la professent pas, pour travailler plus aisément à sa propagation.

Ce fut cette maniere de penser qui encouragea les destructeurs de l'Amérique dans leurs crimes (*). C'est sur cette idée qu'ils fonderent le droit de rendre tant de peuples esclaves; car ces brigands, qui vouloient absolument être brigands & chrétiens, étoient très-dévots.

Louis

(*) Voyez l'histoire de la conquête du Mexique par *Solis*, & celle du Pérou par *Garcilasso de la Vega*.

Louis XIII (†) se fit une peine extrême de la loi qui rendoit esclaves les Negres de ses colonies : mais quand on lui eut bien mis dans l'esprit que c'étoit la voie la plus sûre pour les convertir, il y consentit.

CHAPITRE V.

De l'esclavage des Negres.

SI j'avois à soutenir le droit que nous avons eu de rendre les Negres esclaves, voici ce que je dirois :

Les peuples d'Europe ayant exterminé ceux de l'Amérique, ils ont dû mettre en esclavage ceux de l'Afrique, pour s'en servir à défricher tant de terres.

Le sucre seroit trop cher, si l'on ne faisoit travailler la plante qui le produit par des esclaves.

Ceux dont il s'agit sont noirs depuis les pieds jusqu'à la tête, & ils ont le nez si écrasé qu'il est presque impossible de les plaindre.

On ne peut se mettre dans l'esprit que dieu, qui est un être très-sage, ait mis une

(†) Le P. Labat, nouveau voyage aux isles de l'Amérique, tom. IV, p. 114, 1722, in.12.

une ame, sur-tout une ame bonne, dans un corps tout noir.

Il est si naturel de penser que c'est la couleur qui constitue l'essence de l'humanité, que les peuples d'Asie qui font des eunuques, privent toujours les noirs du rapport qu'ils ont avec nous d'une façon plus marquée.

On peut juger de la couleur de la peau par celle des cheveux, qui, chez les Egyptiens, les meilleurs philosophes du monde, étoient d'une si grande conséquence, qu'ils faisoient mourir tous les hommes roux qui leur tomboient entre les mains.

Une preuve que les Negres n'ont pas le sens commun, c'est qu'ils font plus de cas d'un collier de verre, que de l'or, qui chez des nations policées est d'une si grande conséquence.

Il est impossible que nous supposions que ces gens-là soient des hommes; parce que, si nous les supposions des hommes, on commenceroit à croire que nous ne sommes pas nous-mêmes chrétiens.

De petits esprits exagèrent trop l'injustice que l'on fait aux Africains. Car, si elle étoit telle qu'ils le disent, ne feroit-il pas venu dans la tête des princes d'Europe, qui font entr'eux tant de conven-

tions

tions inutiles , d'en faire une générale en faveur de la miséricorde & de la pitié ?

CHAPITRE VI.

Véritable origine du droit de l'esclavage.

[L est temps de chercher la vraie origine du droit de l'esclavage. Il doit être fondé sur la nature des choses : voyons s'il y a des cas où il en dérive.

Dans tout gouvernement despotique , on a une grande facilité à se vendre ; l'esclavage politique y anéantit en quelque façon la liberté civile.

Mr. Perry (*) dit que les Moscovites se vendent très-aisément : j'en fais bien la raison , c'est que leur liberté ne vaut rien.

A Achim tout le monde cherche à se vendre. Quelques-uns des principaux seigneurs (†) n'ont pas moins de mille esclaves , qui sont des principaux marchands , qui ont aussi beaucoup d'esclaves sous eux ;

(*) Etat présent de la Grande Russie , par Jean Perry , Paris , 1717. in - 12.

(†) Nouveau voyage autour du monde par Guillaume Dampierre , tom. III , Amsterdam 1711.

eux ; & ceux-ci beaucoup d'autres : on en hérite , & on les fait trafiquer. Dans ces états , les hommes libres , trop foibles contre le gouvernement , cherchent à devenir les esclaves de ceux qui tyrannisent le gouvernement.

C'est là l'origine juste & conforme à la raison , de ce droit d'esclavage très-doux que l'on trouve dans quelques pays ; & il doit être doux , parce qu'il est fondé sur le choix libre qu'un homme , pour son utilité , se fait d'un maître ; ce qui forme une convention réciproque entre les deux parties.

CHAPITRE VII.

Autre origine du droit de l'esclavage.

VOICI une autre origine du droit de l'esclavage , & même de cet esclavage cruel que l'on voit parmi les hommes.

Il y a des pays où la chaleur énerve le corps , & affoiblit si fort le courage , que les hommes ne sont portés à un devoir pénible que par la crainte du châtiement : l'esclavage y choque donc moins la raison ; & le maître y étant aussi lâche à l'égard de son prince que son esclave l'est

l'est à son égard, l'esclavage civil y est encore accompagné de l'esclavage politique.

Aristote ()* veut prouver qu'il y a des esclaves par nature, & ce qu'il dit ne le prouve guere.. Je crois que, s'il y en a de tels, ce sont ceux dont je viens de parler.

Mais, comme tous les hommes naissent égaux, il faut dire que l'esclavage est contre la nature, (d) quoique dans certains pays

(*) Polit. liv. I. ch. I.

(d) On pourroit soutenir sur le même fondement que toute distinction dans l'ordre civil est contre nature. Je n'aime pas les raisons qui prouvent trop, parce qu'elles ne prouvent rien. La société civile exige un certain ordre, ainsi que toute autre chose : il faut qu'il y ait des gens qui commandent, d'autres qui obéissent ; des personnes qui soient servies, d'autres qui servent. Voilà l'origine de la servitude : elle est plus ou moins dure suivant que la sujettion de ceux qui servent est absolue. Or puisque la loi naturelle nous commande de contribuer au bien-être de tous les hommes, tant en général qu'en particulier, on est obligé de rendre la condition de ceux qui nous servent la moins onéreuse qu'il soit possible, par conséquent d'éviter de réduire les hommes dans un état d'esclavage, lorsqu'on n'y est pas par nécessité absolument. Voilà tout ce que notre auteur auroit dû déduire de ses réflexions ; & c'est uniquement à ce principe simple & évident, dont nous venons de parler, qu'il faut attribuer l'abolition de l'esclavage dans les pays d'Europe. (R. d'un A.)

pays il soit fondé sur une raison naturelle ; & il faut bien distinguer ces pays d'avec ceux où les raisons naturelles mêmes les rejettent , comme les pays d'Europe où il a été si heureusement aboli.

Plutarque nous dit, dans la vie de Numa, que du temps de Saturne il n'y avoit ni maître ni esclave. Dans nos climats, le christianisme a ramené cet âge.

C H A P I T R E V I I I .

Inutilité de l'esclavage parmi nous.

IL faut donc borner la servitude naturelle à de certains pays particuliers de la terre. Dans tous les autres, il me semble que, quelque pénibles que soient les travaux que la société y exige, on peut tout faire avec des hommes libres.

Ce qui me fait penser ainsi, c'est qu'avant que le christianisme eût aboli en Europe la servitude civile, on regardoit les travaux des mines comme si pénibles, qu'on croyoit qu'ils ne pouvoient être faits que par des esclaves ou par des criminels. Mais on fait qu'aujourd'hui les hommes
qui

qui y sont employés (*) vivent heureux. On a par de petits privileges encouragé cette profession ; on a joint à l'augmentation du travail celle du gain ; & on est parvenu à leur faire aimer leur condition plus que toute autre qu'ils eussent pu prendre.

Il n'y a point de travail si pénible qu'on ne puisse proportionner à la force de celui qui le fait , pourvu que ce soit la raison & non pas l'avarice qui le regle. On peut, par la commodité des machines que l'art invente ou applique , suppléer au travail forcé qu'ailleurs on fait faire aux esclaves. Les mines des Turcs , dans le bannat de Témeswar , étoient plus riches que celles de Hongrie , & elles ne produisoient pas tant ; parce qu'ils n'imaginoient jamais que les bras de leurs esclaves.

Je ne fais si c'est l'esprit ou le cœur qui me dicte cet article-ci. Il n'y a peut-être pas de climat sur la terre où l'on ne pût engager au travail des hommes libres. Parce que les loix étoient mal faites , on a trouvé des hommes paresseux ; parce que ces hommes étoient paresseux , on les a mis dans l'esclavage. CHA-

(*) On peut se faire instruire de ce qui se passe à cet égard dans les mines du Hartz dans la basse-Allemagne , & dans celles de Hongrie.

C H A P I T R E IX.

Des nations chez lesquelles la liberté civile est généralement établie.

ON entend dire tous les jours , qu'il seroit bon que , parmi nous , il y eût des esclaves.

Mais , pour bien juger de ceci , il ne faut pas examiner s'ils feroient utiles à la petite partie riche & voluptueuse de chaque nation ; sans doute qu'ils lui feroient utiles : mais , prenant un autre point de vue , je ne crois pas qu'aucun de ceux qui la composent voulût tirer au sort , pour savoir qui devoit former la partie de la nation qui seroit libre , & celle qui seroit esclave. Ceux qui parlent le plus pour l'esclavage l'auroient le plus en horreur , & les hommes les plus misérables en auroient horreur de même. Le cri pour l'esclavage est donc le cri du luxe & de la volupté , & non pas celui de l'amour de la félicité publique. Qui peut douter que chaque homme , en particulier , ne fût très-content d'être le maître des biens , de l'honneur & de la vie des autres ; & que toutes ses passions ne se réveillaient d'abord à
cette

cette idée ? Dans ces choses, voulez-vous savoir si les desirs de chacun sont légitimes ? examinez les desirs de tous.

CHAPITRE X.

Diverses especes d'esclavages.

IL y a deux fortes de servitude, la réelle & la personnelle. La réelle est celle qui attache l'esclave au fonds de terre. C'est ainsi qu'étoient les esclaves chez les Germains, au rapport de Tacite (*). Ils n'avoient point d'office dans la maison ; ils rendoient à leur maître une certaine quantité de bled, de bétail ou d'étoffe : l'objet de leur esclavage n'alloit pas plus loin. Cette espece de servitude est encore établie en Hongrie, en Bohême, & dans plusieurs endroits de la basse-Allemagne.

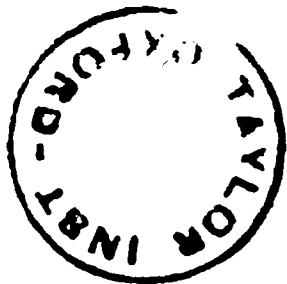
La servitude personnelle regarde le ministère de la maison, & se rapporte plus à la personne du maître.

L'abus extrême de l'esclavage est lorsqu'il est en même temps personnel & réel. Telle étoit la servitude des Ilotes chez les Lacédémoniens ; ils étoient fournis à tous les travaux hors de la maison, & à toutes

F 6

tes

(*) *De moribus German.*



tes fortes d'insultes dans la maison : cette *ilotie* est contre la nature des choses. Les peuples simples n'ont qu'un esclavage réel (†), parce que leurs femmes & leurs enfans font les travaux domestiques. Les peuples voluptueux ont un esclavage personnel, parce que le luxe demande le service des esclaves dans la maison. Or l'*ilotie* joint dans les mêmes personnes, l'esclavage établi chez les peuples voluptueux, & celui qui est établi chez les peuples simples.

CHAPITRE XL

Ce que les loix doivent faire par rapport à l'esclavage.

MAIS de quelque nature que soit l'esclavage, il faut que les loix civiles cherchent à en ôter, d'un côté les abus, & de l'autre les dangers.

CHA-

(†) Vous ne pourriez, (*dit Tacite sur les mœurs des Germains*,) distinguer le maître de l'esclave, par les délices de la vie.

CHAPITRE XII

Abus de l'esclavage.

DANS les états Mahométans (*), on est non-seulement maître de la vie & des biens des femmes esclaves ; mais encore de ce qu'on appelle leur vertu ou leur honneur. C'est un des malheurs de ces pays , que la plus grande partie de la nation n'y soit faite que pour servir à la volupté de l'autre. Cette servitude est récompensée par la paresse dont on fait jouir de pareils esclaves ; ce qui est encore pour l'état un nouveau malheur.

C'est cette paresse qui rend les ferrails d'orient (†) des lieux de délices , pour ceux mêmes contre qui ils sont faits. Des gens qui ne craignent que le travail , peuvent trouver leur bonheur dans ces lieux tranquilles. Mais on voit que par-là on choque même l'esprit de l'établissement de l'esclavage.

La raison veut que le pouvoir du maître ne s'étende point au-delà des choses qui
sont.

(*) Voyez *Chardin* , voyage de Perse.

(†) Voyez *Chardin* , tom. II , dans sa description du marché d'Izagour.

134 DE L'ESPRIT DES LOIX,

sont de son service ; il faut que l'esclavage soit pour l'utilité , & non pas pour la volupté. Les loix de la pudicité sont du droit naturel , & doivent être senties par toutes les nations du monde.

Que si la loi qui conserve la pudicité des esclaves est bonne dans les états où le pouvoir sans bornes se joue de tout , combien le fera-t-elle dans les monarchies ? combien le fera-t-elle dans les états républicains ?

Il y a une disposition de la loi (†) des Lombards , qui paroît bonne pour tous les gouvernemens. „ Si un maître débauche la femme de son esclave , ceux-ci seront tous deux libres “ : tempérament admirable pour prévenir & arrêter , sans trop de rigueur , l'incontinence des maîtres.

Je ne vois pas que les Romains aient eu à cet égard une bonne police. Ils lâchèrent la bride à l'incontinence des maîtres ; ils priverent même en quelque façon leurs esclaves du droit des mariages. C'étoit la partie de la nation la plus vile : mais , quelque vile qu'elle fût , il étoit bon qu'elle eût des mœurs : & de plus , en lui ôtant les mariages , on corrompoit ceux des citoyens.

CHA-

(†) Liv. I , tit. 32 , §. 5.

CHAPITRE XIII.

Danger du grand nombre d'esclaves.

LE grand nombre d'esclaves a des effets différens dans les divers gouvernemens. Il n'est point à charge dans le gouvernement despotique ; l'esclavage politique établi dans le corps de l'état , fait que l'on sent peu l'esclavage civil. Ceux que l'on appelle hommes libres ne le font guere plus que ceux qui n'y ont pas ce titre ; & ceux-ci, en qualité d'eunuques , d'affranchis , ou d'esclaves , ayant en main presque toutes les affaires , la condition d'un homme libre & celle d'un esclave se touchent de fort près. Il est donc presque indifférent que peu ou beaucoup de gens y vivent dans l'esclavage.

Mais , dans les états modérés , il est très-important qu'il n'y ait point trop d'esclaves. La liberté politique y rend précieuse la liberté civile ; & celui qui est privé de cette dernière est encore privé de l'autre. Il voit une société heureuse , dont il n'est pas même partie ; il trouve la sûreté établie pour les autres , & non pas pour lui ; il sent que son maître a une ame qui peut
s'ag-

s'aggrandir, & que la sienne est contrainte de s'abaisser sans cesse. Rien ne met plus près de la condition des bêtes que de voir toujours des hommes libres & de ne l'être pas. De telles gens font des ennemis naturels de la société; & leur nombre feroit dangereux.

Il ne faut donc pas être étonné que, dans les gouvernemens modérés, l'état ait été si troublé par la révolte des esclaves, & que cela soit arrivé si rarement (*) dans les états despotiques.

CHAPITRE XIV.

Des esclaves armés.

IL est moins dangereux dans la monarchie d'armer les esclaves, que dans les républiques. Là un peuple guerrier, un corps de noblesse, contiendront assez ces esclaves armés. Dans la république, des hommes uniquement citoyens ne pourront guère contenir des gens qui, ayant les armes à la main, se trouveront égaux aux citoyens.

Les

(*) La révolte des *Mammehs* étoit un cas particulier; c'étoit un corps de milice qui usurpa l'empire.

Les Goths qui conquièrent l'Espagne se répandirent dans le pays , & bientôt se trouverent très-foibles. Ils firent trois réglemens considérables : ils abolirent l'ancienne coutume qui leur défendoit de (*) s'allier par mariage avec les Romains ; ils établirent que tous les affranchis (†) du fisc iroient à la guerre , sous peine d'être réduits en servitude ; ils ordonnerent que chaque Goth meneroit à la guerre & armeroit la dixieme (‡) partie de ses esclaves. Ce nombre étoit peu considérable en comparaison de ceux qui restoit. De plus , ces esclaves menés à la guerre par leur maître ne faisoient pas un corps séparé ; ils étoient dans l'armée , & restoit , pour ainsi dire , dans la famille.

CHAPITRE XV.

Continuation du même sujet.

QUAND toute la nation est guerrière , les esclaves armés sont encore moins à craindre.

Par

(*) Loi des Wisigoths , Liv. III , tit. 1 , §. 1.

(†) Ibid. Liv. V , tit. 7 , §. 20.

(‡) Ibid. Liv. IX , tit. 2 , §. 9.

Par la loi des Allemands, un esclave qui voloit (*) une chose qui avoit été déposée, étoit soumis à la peine qu'on auroit infligée à un homme libre : mais s'il l'enlevait par (†) violence, il n'étoit obligé qu'à la restitution de la chose enlevée. Chez les Allemands, les actions qui avoient pour principe le courage & la force, n'étoient point odieuses. Ils se servoient de leurs esclaves dans leurs guerres. Dans la plupart des républiques, on a toujours cherché à abattre le courage des esclaves : le peuple Allemand, fût de lui-même, songeoit à augmenter l'audace des siens ; toujours armée, il ne craignoit rien d'eux ; c'étoient des instrumens de ses brigandages ou de sa gloire.

CHAPITRE XVI.

Précautions à prendre dans le gouvernement modéré.

L'HUMANITÉ que l'on aura pour les esclaves, pourra prévenir dans l'état modéré les dangers que l'on pourroit crain-

(*) Loi des Allemands, ch. V, §. 3.

(†) Ibid. ch. V, §. 5, *per virtutem*.

craindre de leur trop grand nombre. Les hommes s'accoutument à tout, & à la servitude même, pourvu que le maître ne soit pas plus dur que la servitude. Les Athéniens traitoient leurs esclaves avec une grande douceur : on ne voit point qu'ils aient troublé l'état à Athenes, comme ils ébranlerent celui de Lacédémone.

On ne voit point que les premiers Romains aient eu des inquiétudes à l'occasion de leurs esclaves. Ce fut lorsqu'ils eurent perdu pour eux tous les sentimens d'humanité, que l'on vit naître ces guerres civiles, qu'on a comparées aux guerres Puniques (*).

Les nations simples, & qui s'attachent elles-mêmes au travail, ont ordinairement plus de douceur pour leurs esclaves, que celles qui y ont renoncé. Les premiers Romains vivoient, travailloient & mangeoient avec leurs esclaves : ils avoient pour eux beaucoup de douceur & d'équité : la plus grande peine qu'ils leur infligeassent étoit de les faire passer devant leurs voisins avec un morceau de bois fourchu sur le dos. Les mœurs suffisoient
pour

(*) „ La Sicile, dit *Florus*, plus cruellement
„ dévastée par la guerre servile, que par la guerre
„ Punique “, Liv. III.

pour maintenir la fidélité des esclaves ; il ne falloit point de loix.

Mais , lorsque les Romains se furent aggrandis , que leurs esclaves ne furent plus les compagnons de leur travail , mais les instrumens de leur luxe & de leur orgueil ; comme il n'y avoit point de mœurs , on eut besoin de loix. Il en fallut même de terribles , pour établir la fureté de ces maîtres cruels , qui vivoient au milieu de leurs esclaves comme au milieu de leurs ennemis.

On fit le sénatus-consulte *Sillanien* , & d'autres loix (†) qui établirent que , lorsqu'un maître seroit tué , tous les esclaves qui étoient sous le même toit , ou dans un lieu assez près de la maison pour qu'on pût entendre la voix d'un homme , seroient sans distinction condamnés à la mort. Ceux qui dans ce cas réfugioient un esclave pour le sauver , étoient punis comme meurtriers (‡). Celui-là même à qui son maître auroit ordonné (§) de le tuer ,
&

(†) Voyez tout le titre *de senat. consult. Sillan.* au ff.

(‡) *Leg. si quis*, §. 12 au ff. *de senat. consult. Sillan.*

(§) Quand Antoine commanda à Eros de le tuer , ce n'étoit point lui commander de le tuer , mais de se tuer lui-même ; puisque , s'il lui eût obéi , il auroit été puni comme meurtrier de son maître.

& qui lui auroit obéi, auroit été coupable ; celui qui ne l'auroit point empêché de se tuer lui-même, auroit été puni. (**)
 Si un maître avoit été tué dans un voyage, on faisoit mourir (††) ceux qui étoient restés avec lui, & ceux qui s'étoient enfuis. Toutes ces loix avoient lieu contre eux-mêmes dont l'innocence étoit prouvée ; elles avoient pour objet de donner aux esclaves pour leur maître un respect prodigieux. Elles n'étoient pas dépendantes du gouvernement civil, mais d'un vice ou d'une imperfection du gouvernement civil. Elles ne dérhoient point de l'équité des loix civiles, puisqu'elles étoient contraires aux principes des loix civiles. Elles étoient proprement fondées sur le principe de la guerre, à cela près que c'étoit dans le sein de l'état qu'étoient les ennemis. Le sénatus-consulte Sillanien dérhoit du droit des gens, qui veut qu'une société, même imparfaite, se conserve.

C'est un malheur du gouvernement, lorsque la magistrature se voit contrainte de faire ainsi des loix cruelles. C'est parce qu'on a rendu l'obéissance difficile, que l'on est obligé d'aggraver la peine de la déso-

(**) *Leg. 1, §. 22. ff. de senat. consult. Sillan.*

(††) *Leg. 1, §. 31. ff. ibid.*

déobéissance, ou de soupçonner la fidélité. Un législateur prudent prévient le malheur de devenir un législateur terrible. C'est parce que les esclaves ne purent avoir chez les Romains de confiance dans la loi, que la loi ne put avoir de confiance en eux.

CHAPITRE XVII.

Réglemens à faire entre le maître & les esclaves.

LE magistrat doit veiller à ce que l'esclave ait sa nourriture & son vêtement : cela doit être réglé par la loi.

Les lois doivent avoir attention qu'ils soient soignés dans leurs maladies & dans leur vieillesse. Claude (*) ordonna que les esclaves qui auroient été abandonnés par leurs maîtres étant malades, seroient libres, s'ils échappoient. Cette loi assuroit leur liberté ; il auroit encore fallu assurer leur vie.

Quand la loi permet au maître d'ôter la vie à son esclave, c'est un droit qu'il doit exercer comme juge, & non pas comme maître : il faut que la loi ordonne des formalités,

(*) Xiphilin, *in Claudio* :

malités, qui ôtent le soupçon d'une action violente.

Lorsqu'à Rome il ne fut plus permis aux peres de faire mourir leurs enfans, les magistrats infligerent (†) la peine que le pere vouloit prescrire. Un usage pareil entre le maître & les esclaves feroit raisonnable dans les pays où les maîtres ont droit de vie & de mort.

„ La loi de Moïse étoit bien rude. Si
„ quelqu'un frappe son esclave, & qu'il
„ meure sous sa main, il sera puni: mais
„ s'il survit un jour ou deux, il ne le
„ fera pas, parce que c'est son argent “.
Quel peuple, que celui où il falloit que la loi civile se relâchât de la loi naturelle!

Par une loi des Grecs (‡), les esclaves trop rudement traités par leurs maîtres pouvoient demander d'être vendus à un autre. Dans les derniers temps, il y eut à Rome une pareille loi (§). Un maître irrité contre son esclave, & un esclave irrité contre son maître, doivent être séparés.

Quand

(†) Voyez la loi III. au code de *patria potestate*, qui est de l'empereur Alexandre.

(‡) Plutarque, de *la superstition*.

(§) Voyez la constitution d'Antonin Pie, *Institut*. Liv. I, tit. 7.

Quand un citoyen maltraite l'esclave d'un autre, il faut que celui-ci puisse aller devant le juge. Les (**) loix de Platon & de la plupart des peuples ôtent aux esclaves la défense naturelle: il faut donc leur donner la défense civile.

A Lacédémone, les esclaves ne pouvoient avoir aucune justice contre les insultes ni contre les injures. L'excès de leur malheur étoit tel, qu'ils n'étoient pas seulement esclaves d'un citoyen, mais encore du public; ils appartennoient à tous & à un seul. A Rome, dans le tort fait à un esclave, on ne considéroit que (††) l'intérêt du maître. On confondoit sous l'action de la loi Aquilienne la blessure faite à une bête, & celle faite à un esclave; on n'avoit attention qu'à la diminution de leur prix: A Athenes (††), on punissoit sévèrement, quelquefois même de mort, celui qui avoit maltraité l'esclave d'un autre. La loi d'Athenes, avec raison, ne vouloit point ajouter la perte de la fureté à celle de la liberté.

CHA-

(*) Liv. IX.

(††) Ce fut encore souvent l'esprit des loix des peuples qui sortirent de la Germanie, comme on le peut voir dans leurs codes.

(††) Démosthenes, *orat. contra Mediam*, pag. 610. édition de Francfort, de l'an 1694.

CHAPITRE XVIII.

Des affranchissemens.

ON sent bien que quand, dans le gouvernement républicain, on a beaucoup d'esclaves, il faut en affranchir beaucoup. Le mal est que, si on a trop d'esclaves, ils ne peuvent être contenus; si l'on a trop d'affranchis, ils ne peuvent pas vivre, & ils deviennent à charge à la république: outre que celle-ci peut être également en danger de la part d'un trop grand nombre d'affranchis & de la part d'un trop grand nombre d'esclaves. Il faut donc que les loix aient l'œil sur ces deux inconvéniens.

Les diverses loix & les sénatus-consultes qu'on fit à Rome pour & contre les esclaves, tantôt pour gêner, tantôt pour faciliter les affranchissemens, font bien voir l'embarras où l'on se trouvoit à cet égard. Il y eut même des temps où l'on n'osa pas faire des loix. Lorsque, sous Néron (*), on demanda au sénat qu'il fût permis aux patrons de remettre en servitude

(*) Tacite, *Annal.* Liv. XIII.

tude les affranchis ingrats, l'empereur écrivit qu'il falloit juger les affaires particulieres, & ne rien statuer de général.

Je ne saurois guère dire quels sont les réglemens qu'une bonne république doit faire là-dessus; cela dépend trop des circonstances. Voici quelques réflexions.

Il ne faut pas faire tout-à-coup & par une loi générale un nombre considérable d'affranchisemens. On fait que, chez les Volfiniens (†), les affranchis devenus maîtres des suffrages, firent une abominable loi qui leur donnoit le droit de coucher les premiers avec les filles qui se marioient à des ingénus.

Il y a diverses manieres d'introduire insensiblement de nouveaux citoyens dans la république. Les loix peuvent favoriser le pécule, & mettre les esclaves en état d'acheter leur liberté; elles peuvent donner un terme à la servitude, comme celles de Moïse, qui avoient borné à six ans celle des esclaves Hébreux (‡). Il est aisé d'affranchir toutes les années un certain nombre d'esclaves, parmi ceux qui, par leur âge, leur santé, leur industrie, auront le moyen

(†) Supplément de *Freinsbemi*, deuxième Décade, Liv. V.

(‡) Exod. ch. XXI.

moyen de vivre. On peut même guérir le mal dans sa racine : comme le grand nombre d'esclaves est lié aux divers emplois qu'on leur donne ; transporter aux ingénus une partie de ces emplois , par exemple , le commerce ou la navigation , c'est diminuer le nombre des esclaves.

Lorsqu'il y a beaucoup d'affranchis , il faut que les loix civiles fixent ce qu'ils doivent à leur patron , ou que le contrat d'affranchissement fixe ces devoirs pour elles.

On sent que leur condition doit être plus favorisée dans l'état civil que dans l'état politique ; parce que , dans le gouvernement même populaire , la puissance ne doit point tomber entre les mains du bas peuple.

A Rome , où il y avoit tant d'affranchis , les loix politiques furent admirables à leur égard. On leur donna peu , & on ne les exclut presque de rien ; ils eurent bien quelque part à la législation , mais ils n'influoient presque point dans les résolutions qu'on pouvoit prendre. Ils pouvoient avoir part aux charges & au sacerdoce même (§) ; mais ce privilege étoit en quel-

(§) Tacite , *Annal.* Liv. III.

148 DE L'ESPRIT DES LOIX,

quelque façon rendu vain par les defavantages qu'ils avoient dans les élections. Ils avoient droit d'entrer dans la milice ; mais, pour être soldat, il falloit un certain cens. Rien n'empêchoit les affranchis (**) de s'unir par mariage avec les familles ingénues, mais il ne leur étoit pas permis de s'allier avec celles des sénateurs. Enfin, leurs enfans étoient ingénus, quoiqu'ils ne le fussent pas eux-mêmes.

CHAPITRE XIX.

Des affranchis & des eunuques.

Ainsi, dans le gouvernement de plusieurs, il est souvent utile que la condition des affranchis soit peu au-dessous de celle des ingénus, & que les loix travaillent à leur ôter le dégoût de leur condition. Mais dans le gouvernement d'un seul, lorsque le luxe & le pouvoir arbitraire regnent, on n'a rien à faire à cet égard. Les affranchis se trouvent presque toujours au-dessus des hommes libres. Ils dominent à la cour du prince & dans les palais des grands : & comme ils ont étudié

(**) Harangue d'Auguste, dans *Dion*, Liv. LVI.

dié les foibleſſes de leur maître & non pas ſes vertus, ils le font régner, non pas par ſes vertus, mais par ſes foibleſſes. Tels étoient à Rome les affranchis du temps des empereurs.

Lorſque les principaux eſclaves ſont eunuques, quelque privilege qu'on leur accorde, on ne peut guere les regarder comme des affranchis. Car comme ils ne peuvent avoir de famille, ils ſont par leur nature attachés à une famille; & ce n'eſt que par une eſpece de fiction qu'on peut les conſidérer comme citoyens.

Cependant, il y a des pays où on leur donne toutes les magiſtratures: „ Au Ton-
„ quin (*), dit *Dampierre* (†), tous les
„ mandarins civils & militaires ſont eu-
„ nuques “. Ils n'ont point de famille;
&, quoiqu'ils ſoient naturellement avares,
le maître où le prince profitent à la fin
de leur avarice même.

Le même *Dampierre* (†) nous dit que,
dans ce pays, les eunuques ne peuvent ſe
paſſer de femmes, & qu'ils ſe marient. La
loi

(*) C'étoit autrefois de même à la Chine. Les deux Arabes Mahométans qui y voyagerent au neuvieme ſiecle, diſent l'eunuque, quand ils veulent parler du gouverneur d'une ville.

(†) Tome III, pag. 91.

(†) Tome III, pag. 94.

loi qui leur permet le mariage, ne peut être fondée, d'un côté, que sur la considération que l'on y a pour de pareilles gens ; & de l'autre, sur le mépris qu'on y a pour les femmes.

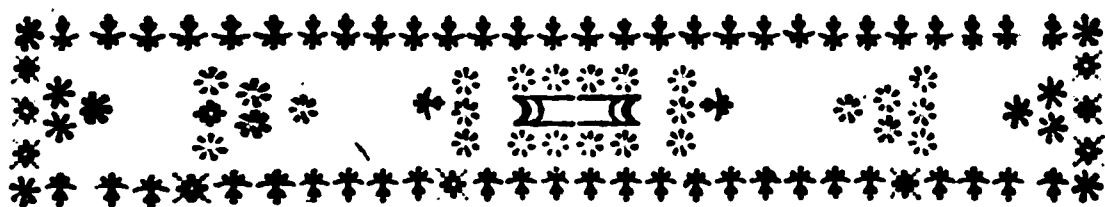
Ainsi l'on confie à ces gens-là les magistratures, parce qu'ils n'ont point de famille : & d'un autre côté, on leur permet de se marier, parce qu'ils ont les magistratures.

C'est pour lors que les sens qui restent, veulent obstinément suppléer à ceux que l'on a perdus ; & que les entreprises du désespoir sont une espèce de jouissance. Ainsi, dans Milton, cet esprit à qui il ne reste que des desirs, pénétré de sa dégradation, veut faire usage de son impuissance même.

On voit dans l'histoire de la Chine un grand nombre de loix pour ôter aux eunuques tous les emplois civils & militaires : mais ils reviennent toujours. Il semble que les eunuques, en orient, soient un mal nécessaire (e).

LIVRE

(e) Quand on a lu ce *livre* XV, on est tout étonné de n'y avoir rien trouvé qui réponde à son titre. On a cru y apprendre *comment les loix de l'esclavage civil ont du rapport avec la nature du Climat* ; & on n'y a vu que des réflexions sur l'état d'esclavage considéré



LIVRE. XVI.

Comment les loix de l'esclavage domestique ont du rapport avec la nature du climat.

CHAPITRE PREMIER.

De la servitude domestique.

LES esclaves sont plutôt établis pour la famille, qu'ils ne sont dans la famille. Ainsi je distinguerai leur servitude de celle où sont les femmes dans quelques pays, & que j'appellerai proprement la servitude domestique.

CHA-

sideré relativement aux différentes especes de gouvernemens. La XVI. Lettre de l'*Esprit des loix* quintessencié le prouve sans réplique. (R. d'un A.)

C H A P I T R E II.

Que , dans les pays du midi , il y a dans les deux sexes une inégalité naturelle.

LES femmes sont nubiles (*) dans les climats chauds à huit, neuf & dix ans : ainsi l'enfance & le mariage y vont presque toujours ensemble. Elles sont vieilles à vingt : la raison ne se trouve donc jamais chez elles avec la beauté. Quand la beauté demande l'empire , la raison le fait refuser ; quand la raison pourroit l'obtenir , la beauté n'est plus. Les femmes doivent être dans la dépendance : car la raison ne peut leur procurer dans leur vieillesse un empire que la beauté ne leur avoit pas donné dans la jeunesse même. Il est donc très-simple qu'un homme , orfque la religion ne s'y oppose pas , quitte
sa

(*) Mahomet épousa Cadhisja à cinq ans , coucha avec elle à huit. Dans les pays chauds d'Arabie & des Indes , les filles y sont nubiles à huit ans , & accouchent l'année d'après. *Prideaux* , vie de Mahomet. On voit des femmes , dans les royaumes d'*Aiger* , enfanter à neuf , dix & onze ans. *Laugier de Tassy* , histoire du royaume d'*Alger* , pag. 61.

sa femme pour en prendre une autre, & que la polygamie s'introduise.

Dans les pays tempérés, où les agrémens des femmes se conservent mieux, où elles sont plus tard nubiles, & où elles ont des enfans dans un âge plus avancé, la vieillesse de leur mari fuit en quelque façon la leur : & comme elles y ont plus de raison & de connoissances quand elles se marient, ne fût-ce que parce qu'elles ont plus long-temps vécu, il a dû naturellement s'introduire une espece d'égalité dans les deux sexes, & par conséquent la loi d'une seule femme.

Dans les pays froids, l'usage presque nécessaire des boissons fortes établit l'intemperance parmi les hommes. Les femmes, qui ont à cet égard une retenue naturelle, parce qu'elles ont toujours à se défendre, ont donc encore l'avantage de la raison sur eux.

La nature, qui a distingué les hommes par la force & par la raison, n'a mis à leur pouvoir de terme que celui de cette force & de cette raison. Elle a donné aux femmes les agrémens, & a voulu que leur ascendant finit avec ces agrémens : mais, dans les pays chauds, ils ne se trouvent que dans les commencemens, & jamais dans le cours de leur vie.

154. DE L'ESPRIT DES LOIX

Ainsi la loi qui ne permet qu'une femme se rapporte plus au physique du climat de l'Europe, qu'au physique du climat de l'Asie. C'est une des raisons qui a fait que le Mahométisme a trouvé tant de facilité à s'établir en Asie, & tant de difficulté à s'étendre en Europe; que le Christianisme s'est maintenu en Europe, & a été détruit en Asie; & qu'enfin les Mahométans font tant de progrès à la Chine, & les Chrétiens si peu. Les raisons humaines sont toujours subordonnées à cette cause suprême, qui fait tout ce qu'elle veut, & se sert de tout ce qu'elle veut.

Quelques raisons, particulières à Valentinien (†), lui firent permettre la polygamie dans l'empire. Cette loi, violente pour nos climats, fut ôtée (‡) par Théodose, Arcadius & Honorius.

CHA-

(†) Voyez Jornandès *de regno & tempor succes.* & les historiens Ecclésiastiques.

(‡) Voyez la loi VII, au code de *Judaïs & œlicotis*; & la nouvelle 18, ch. V.

CHAPITRE III.

Que la pluralité des femmes dépend beaucoup de leur entretien.

QUOIQUE, dans les pays où la polygamie est une fois établie, le grand nombre des femmes dépend beaucoup des richesses du mari, cependant on ne peut pas dire que ce soient les richesses qui fassent établir dans un état la polygamie : la pauvreté peut faire le même effet, comme je le dirai en parlant des Sauvages.

La Polygamie est moins un luxe que l'occasion d'un grand luxe chez les nations puissantes. Dans les climats chauds, on a moins de besoins (*): il en coûte moins pour entretenir une femme & des enfans. On y peut donc avoir un plus grand nombre des femmes.

CHA-

(*) A Ceylan, un homme vit pour dix sols par mois; on n'y mange que du riz & du poisson. *Recueil des voyages qui ont servi à l'établissement de la compagnie des Indes, tom. II, part. I.*

CHAPITRE IV.

De la polygamie. Ses diverses circonstances.

SUIVANT les calculs que l'on a fait en divers endroits de l'Europe, il y naît plus de garçons que de filles (*): au contraire, les relations de l'Asie (†) & de l'Afrique (‡) nous disent qu'il y naît beaucoup plus de filles que de garçons. La loi d'une seule femme en Europe, & celle qui en permet plusieurs en Asie & en Afrique, ont donc un certain rapport au climat.

Dans les climats froids de l'Asie, il naît, comme en Europe, plus de garçons que de filles. C'est, disent les Lamas (§), la raison

(*) Mr. *Arbutnot* trouve qu'en Angleterre le nombre des garçons excède celui des filles : on a eu tort d'en conclure que ce fût la même chose dans tous les climats.

(†) Voyez *Kempfer*, qui nous rapporte un dénombrement de *Meaco*, où l'on trouve 182072 mâles, & 223573 femelles.

(‡) Voyez le voyage de Guinée de Mr. *Smith*, partie seconde, sur le pays d'Anté.

(§) *Du Halde*, Mémoires de la Chine, tom. IV. pag. 46.

raison de la loi qui, chez eux, permet à une femme d'avoir plusieurs maris (**).

Mais je ne crois pas qu'il y ait beaucoup de pays où la disproportion soit assez grande, pour qu'elle exige qu'on y introduise la loi de plusieurs femmes ou la loi de plusieurs maris. Cela veut dire seulement que la pluralité des femmes, ou même la pluralité des hommes, s'éloigne moins de la nature dans de certains pays que dans d'autres.

J'avoue que si ce que les relations nous disent étoit vrai, qu'à Bantam (††) il y a dix femmes pour un homme, ce seroit un cas bien particulier de la polygamie.

Dans tout ceci, je ne justifie pas les usages; mais je rends les raisons.

CH A-

(**) Albuzéit-el-hassén, un des deux Mahométans Arabes qui allèrent aux Indes & à la Chine au neuvième siècle, prend cet usage pour une prostitution. C'est que rien ne choquoit tant les idées Mahométanes.

(††) Recueil des voyages qui ont servi à l'établissement de la compagnie des Indes, tom. I.

C H A P I T R E V.

Raison d'une loi du Malabar.

SUR la côte du Malabar, dans la caste des *Naires* (*), les hommes ne peuvent avoir qu'une femme, & une femme au contraire peut avoir plusieurs maris. Je crois qu'on peut découvrir l'origine de cette coutume. Les *Naires* sont la caste des nobles, qui sont les soldats de toutes ces nations. En Europe, on empêche les soldats de se marier : dans le Malabar, où le climat exige davantage, on s'est contenté de leur rendre le mariage aussi peu embarrassant qu'il est possible : on a donné une femme à plusieurs hommes ; ce qui diminue d'autant l'attachement pour une famille & les soins du ménage, & laisse à ces gens l'esprit militaire.

C H A-

(*) Voyage de *François Pyrard*, ch. XXVII. Lettres édifiantes, troisième & dixième recueil sur le *Malléami* dans la côte du Malabar. Cela est regardé comme un abus de la profession militaire : & comme dit *Pyrard*, une femme de la caste des *Bramines* n'épouserait jamais plusieurs maris.

CHAPITRE VI.

De la polygamie en elle-même.

A REGARDER la polygamie en général, indépendamment des circonstances qui peuvent la faire un peu tolérer, elle n'est point utile au genre humain, ni à aucun des deux sexes, soit à celui qui abuse, soit à celui dont on abuse. Elle n'est pas non plus utile aux enfans; & un de ses grands inconvéniens, est que le pere & la mere ne peuvent avoir la même affection pour leurs enfans; un pere ne peut pas aimer vingt enfans, comme une mere en aime deux. C'est bien pis, quand une femme a plusieurs maris; car, pour lors, l'amour paternel ne tient plus qu'à cette opinion, qu'un pere peut croire, s'il veut, ou que les autres peuvent croire, que de certains enfans lui appartiennent.

On dit que le roi de Maroc a dans son harem des femmes blanches, des femmes noires, des femmes jaunes. Le malheureux! à peine a-t-il besoin d'une couleur.

La

La possession de beaucoup de femmes ne prévient pas toujours les desirs (*) pour celle d'un autre; il en est de la luxure comme de l'avarice, elle augmente sa soif par l'acquisition des trésors.

Du temps de Justinien, plusieurs philosophes gênés par le Christianisme, se retirèrent en Perse auprès de Cosroës. Ce qui les frappa le plus, dit *Agathias* (†), ce fut que la polygamie étoit permise à des gens qui ne s'abstenoient pas même de l'adultère.

La pluralité des femmes, qui le diroit! mène à cet amour que la nature désavoue: c'est qu'une dissolution en entraîne toujours une autre. A la révolution qui arriva à Constantinople, lorsqu'on déposa le sultan Achmet, les relations disoient que le peuple ayant pillé la maison du chiaya, on n'y avoit pas trouvé une seule femme. On dit qu'à Alger (‡) on est parvenu à ce point, qu'on n'en a pas dans la plupart des ferrails.

CHA-

(*) C'est ce qui fait que l'on cache avec tant de soin les femmes en orient.

(†) *De la vie & des actions de Justinien*, p. 401.

(‡) *Laugier de Tassy*, Histoire d'Alger.

CHAPITRE VII.

De l'égalité du traitement dans le cas de la pluralité des femmes.

DE la loi de la pluralité des femmes, fuit celle de l'égalité du traitement. Mahomet, qui en permet quatre, veut que tout soit égal entr'elles; nourriture, habits, devoir conjugal. Cette loi est aussi établie aux Maldives (*), où on peut épouser trois femmes.

La loi de Moïse (†) veut même que si quelqu'un a marié son fils à une esclave, & qu'ensuite il épouse une femme libre, il ne lui ôte rien des vêtemens, de la nourriture, & des devoirs. On pouvoit donner plus à la nouvelle épouse; mais il falloit que la première n'eût pas moins.

CHA-

(*) Voyages de François Pyrard, ch. XII.

(†) Exod. ch. XXI. vers. 10. & 11.

CHAPITRE VIII.

De la séparation des femmes d'avec les hommes.

C'EST une conséquence de la polygamie, que, dans les nations voluptueuses & riches, on ait un très-grand nombre de femmes. Leur séparation d'avec les hommes, & leur clôture, suivent naturellement de ce grand nombre. L'ordre domestique le demande ainsi; un débiteur insolvable cherche à se mettre à couvert des poursuites de ses créanciers. Il y a de tels climats où le physique a une telle force, que la morale n'y peut presque rien. Laissez un homme avec une femme; les tentations feront des chûtes, l'attaque sûre, la résistance nulle. Dans ces pays, au lieu de préceptes, il faut des verroux.

Un livre classique (*) de la Chine, regarde comme un prodige de vertu, de se

(*) „ Trouver à l'écart un trésor dont on soit
 „ le maître; ou une belle femme seule dans un
 „ appartement reculé; entendre la voix de son
 „ ennemi qui va périr, si on ne le secourt: admirable
 „ pierre de touche “. Traduction d'un ouvrage

se trouver seul dans un appartement reculé avec une femme, sans lui faire violence.

CHAPITRE IX.

*Liaison du gouvernement domestique
avec le politique.*

DANS une république, la condition des citoyens est bornée, égale, douce, modérée; tout s'y ressent de la liberté publique. L'empire sur les femmes n'y pourroit pas être si bien exercé; & lorsque le climat a demandé cet empire, le gouvernement d'un seul a été le plus convenable. Voilà une des raisons qui a fait que le gouvernement populaire a toujours été difficile à établir en orient.

Au contraire, la servitude des femmes est très-conforme au génie du gouvernement despotique, qui aime à abuser de tout. Aussi a-t-on vu dans tous les temps, en Asie, marcher d'un pas égal la servitude domestique & le gouvernement despotique.

Dans

ouvrage Chinois sur la morale, dans le P. du Halde, tom. III, pag. 151.

Dans un gouvernement où l'on demande sur-tout la tranquillité, & où la subordination extrême s'appelle la paix, il faut enfermer les femmes; leurs intrigues seroient fatales au mari. Un gouvernement qui n'a pas le temps d'examiner la conduite des sujets, la tient pour suspecte, par cela seul qu'elle paroît & qu'elle se fait sentir.

Supposons un moment que la légèreté d'esprit & les indiscretions, les goûts & les dégoûts de nos femmes, leurs passions grandes & petites, se trouvaient transportées dans un gouvernement d'orient, dans l'activité & dans cette liberté où elles sont parmi nous; quel est le pere de famille qui pourroit être un moment tranquille? Par tout des gens suspects, par-tout des ennemis; l'état seroit ébranlé, on verroit couler des flots du sang.

CHAPITRE X.

Principe de la morale de l'orient.

DANS le cas de la multiplicité des femmes, plus la famille cesse d'être une, plus les loix doivent réunir à un centre ces parties détachées; & plus les intérêts sont divers, plus il est bon que les loix les ramènent à un intérêt.

Cela

Cela se fait sur-tout par la clôture. Les femmes ne doivent pas seulement être séparées des hommes par la clôture de la maison ; mais elles en doivent encore être séparées dans cette même clôture , en sorte qu'elles y fassent comme une famille particulière dans la famille. De-là dérive pour les femmes toute la pratique de la morale , la pudeur, la chasteté, la retenue, le silence, la paix, la dépendance, le respect, l'amour ; enfin une direction générale de sentimens à la chose du monde la meilleure par sa nature, qui est l'attachement unique à sa famille.

Les femmes ont naturellement à remplir tant de devoirs qui leur sont propres, qu'on ne peut assez les séparer de tout ce qui pourroit leur donner d'autres idées, de tout ce qu'on traite d'amusemens, & de tout ce qu'on appelle des affaires.

On trouve des mœurs plus pures dans les divers états d'orient, à proportion que la clôture des femmes y est plus exacte. Dans les grands états, il y a nécessairement des grands seigneurs. Plus ils ont de grands moyens, plus ils sont en état de tenir les femmes dans une exacte clôture, & de les empêcher de rentrer dans la société. C'est pour cela que, dans les empires du Turc, de Perse, du Mogol, de

de la Chine & du Japon, les mœurs des femmes sont admirables.

On ne peut pas dire la même chose des Indes, que le nombre infini d'isles, & la situation du terrain, ont divisées en une infinité de petits états, que le grand nombre des causes que je n'ai pas le temps de rapporter ici rendent despotiques.

Là, il n'y a que des misérables qui pillent, & des misérables qui sont pillés. Ceux qu'on appelle des grands, n'ont que de très-petits moyens; ceux que l'on appelle des gens riches, n'ont que leur subsistance. La clôture des femmes n'y peut être aussi exacte, on n'y peut pas prendre d'aussi grandes précautions pour les contenir; la corruption de leurs mœurs y est inconcevable.

C'est là qu'on voit jusqu'à quel point les vices du climat, laissés dans une grande liberté, peuvent porter le désordre. C'est là que la nature a une force, & la pudeur une faiblesse qu'on ne peut comprendre. A Patane (*); la lubricité (†)
des

(*) Recueil des voyages qui ont servi à l'établissement de la compagnie des Indes, tom. II, partie II, pag. 196.

(†) Aux Maldives, les peres marient les filles à dix & onze ans; parce que c'est un grand péché, disent-
disent-

des femmes est si grande , que les hommes sont contraints de se faire de certaines garnitures pour se mettre à labri de leurs entreprises. Selon Mr. Smith (+), les choses ne vont pas mieux dans les petits royaumes de Guinée. Il semble que dans ces pays-là, les deux sexes perdent jusqu'à leurs propres loix.

CHAPITRE XI.

De la servitude domestique , indépendante de la polygamie.

CE n'est pas seulement la pluralité des femmes qui exige leur clôture dans de cer-

disent-ils , de laisser endurer nécessité d'hommes. Voyages de François Pyrard , ch. XII. A Bantam, si-tôt qu'une fille a treize ou quatorze ans , il faut la marier , si l'on ne veut qu'elle mene une vie débordée. *Recueil des voyages qui ont servi à l'établissement de la compagnie des Indes* , pag. 348.

(+) Voyage de Guinée , seconde partie , p. 192. de la traduction. „ Quand les femmes , dit-il , „ rencontrent un homme , elles le saisissent , & „ le menacent de le dénoncer à leur mari , s'il „ les méprise. Elles se glissent dans le lit d'un „ homme , elles le réveillent ; & s'il les refuse , „ elles le menacent de se laisser prendre sur le „ fait “.

certains lieux d'orient ; c'est le climat. Ceux qui liront les horreurs, les crimes, les perfidies, les noirceurs, les poisons, les assassinats, que la liberté des femmes fait faire à Goa, & dans les établissemens des Portugais dans les Indes où la religion ne permet qu'une femme, & qui les compareront à l'innocence & à la pureté des mœurs des femmes de Turquie, de Perse, du Mogol, de la Chine & du Japon, verront bien qu'il est souvent aussi nécessaire de les séparer des hommes, lorsqu'on n'en a qu'une, que quand on en a plusieurs.

C'est le climat qui doit décider de ces choses. Que serviroit d'enfermer les femmes dans nos pays du nord, où leurs mœurs sont naturellement bonnes ; où toutes leurs passions sont calmes, peu actives, peu raffinées ; où l'amour a sur le cœur un empire si réglé, que la moindre police suffit pour les conduire ?

Il est heureux de vivre dans ces climats qui permettent qu'on se communique ; où le sexe qui a le plus d'agrémens, semble parer la société ; & où les femmes se réservant aux plaisirs d'un seul, servent encore à l'amusement de tous.

CHAPITRE XII.

De la pudeur naturelle.

TOUTES les nations se sont également accordées à attacher du mépris à l'incontinence des femmes : c'est que la nature a parlé à toutes les nations. Elle a établi la défense , elle a établi l'attaque ; & ayant mis des deux côtes des desirs , elle a place dans l'un la témérité & dans l'autre la honte. Elle a donné aux individus pour se conserver de longs espaces de temps, & ne leur a donné pour se perpétuer que des momens.

Il n'est donc pas vrai que l'incontinence suive les loix de la nature ; elle les viole au contraire. C'est la modestie & la retenue qui suivent ces loix.

D'ailleurs , il est de la nature des êtres intelligens de sentir leurs imperfections : la nature a donc mis en nous la pudeur, c'est-à-dire, la honte de nos imperfections.

Quand donc la puissance physique de certains climats viole la loi naturelle des deux sexes & celle des êtres intelligens , c'est au législateur à faire des loix civiles

qui forcent la nature du climat & rétablissent les loix primitives.

CHAPITRE XIII.

De la jalousie.

IL faut bien distinguer chez les peuples la jalousie de passion d'avec la jalousie de coutume, de mœurs, de loix. L'une est une fièvre ardente qui dévore; l'autre froide, mais quelquefois terrible, peut s'allier avec l'indifférence & le mépris.

L'une, qui est un abus de l'amour, tire sa naissance de l'amour même. L'autre tient uniquement aux mœurs, aux manières de la nation, aux loix du pays, à la morale, & quelquefois même à la religion (*).

Elle est presque toujours l'effet de la force physique du climat, & elle est le remède de cette force physique.

CHA-

(*) Mahomet recommanda à ses sectateurs, de garder leurs femmes : un certain *iman* dit en mourant la même chose ; & *Confucius* n'a pas moins prêché cette doctrine.

CHAPITRE XIV.

Du gouvernement de la maison en orient.

ON change si souvent de femmes en orient, qu'elles ne peuvent avoir le gouvernement domestique. On en charge donc les eunuques, on leur remet toutes les clefs, & ils ont la disposition des affaires de la maison. „ En Perse, dit Mr. „ *Chardin*, on donne aux femmes leurs „ habits, comme on feroit à des enfans “. Ainsi ce soin qui semble leur convenir si bien, ce soin qui, par-tout ailleurs, est le premier de leurs soins, ne les regarde pas.

CHAPITRE XV.

Du divorce & de la répudiation.

IL y a cette différence entre le divorce & la répudiation, que le divorce se fait par un consentement mutuel à l'occasion d'une incompatibilité mutuelle; au lieu que la répudiation se fait par la volonté & pour l'avantage d'une des deux parties, indé-

pendamment de la volonté & de l'avantage de l'autre.

Il est quelquefois si nécessaire aux femmes de répudier, & il leur est toujours si fâcheux de le faire, que la loi est dure, qui donne ce droit aux hommes, sans le donner aux femmes. Un mari est le maître de la maison ; il a mille moyens de tenir, ou de remettre ses femmes dans le devoir ; & il semble que, dans ses mains, la répudiation ne soit qu'un nouvel abus de sa puissance. Mais une femme qui répudie, n'exerce qu'un triste remède. C'est toujours un grand malheur pour elle d'être contrainte d'aller chercher un second mari, lorsqu'elle a perdu la plupart de ses agrémens chez un autre. C'est un des avantages des charmes de la jeunesse dans les femmes, que, dans un âge avancé, un mari se porte à la bienveillance par le souvenir de ses plaisirs.

C'est donc une règle générale que, dans tous les pays où la loi accorde aux hommes la faculté de répudier, elle doit aussi l'accorder aux femmes. Il y a plus : dans les climats où les femmes vivent sous un esclavage domestique, il semble que la loi doive permettre aux femmes la répudiation, & aux maris seulement le divorce.

Lors-

· Lorsque les femmes sont dans un serail, le mari ne peut répudier pour cause d'incompatibilité de mœurs: c'est la faute du mari, si les mœurs sont incompatibles.

La répudiation pour raison de la stérilité de la femme, ne sauroit avoir lieu que dans le cas d'une femme unique (*): lorsque l'on a plusieurs femmes, cette raison n'est pour le mari d'aucune importance.

La loi des Maldives (†) permet de reprendre une femme qu'on a répudiée. La loi du Mexique (‡) défendoit de se réunir, sous peine de la vie. La loi du Mexique étoit plus sensée que celle des Maldives; dans le temps même de la dissolution, elle songeoit à l'éternité du mariage: au lieu que la loi des Maldives semble se jouer également du mariage & de la répudiation.

La loi du Mexique n'accordoit que le divorce. C'étoit une nouvelle raison pour ne point permettre à des gens qui s'étoient volon-

(*) Cela ne signifie pas que la répudiation pour raison de la stérilité, soit permise dans le Christianisme.

(†) Voyage de *François Pyrard* On la reprend plutôt qu'une autre; parce que, dans ce cas, il faut moins de dépenses.

(‡) Histoire de la conquête, par *Solis*, p. 499.

volontairement séparés, de se réunir. La répudiation semble plutôt tenir à la promptitude de l'esprit, & à quelque passion de l'ame; le divorce semble; être une affaire de conseil.

Le divorce a ordinairement une grande utilité politique; & quant à l'utilité civile, il est établi pour le mari & pour la femme, & n'est pas toujours favorable aux enfans.

CHAPITRE XVI.

De la répudiation & du divorce chez les Romains.

ROMULUS permit au mari de répudier sa femme, si elle avoit commis un adultere, préparé du poison, ou falsifié les clefs. Il ne donna point aux femmes le droit de répudier leur mari. Plutarque (*) appelle cette loi, une loi très-dure.

Comme la loi d'Athenes (†) donnoit à la femme, aussi-bien qu'au mari, la faculté de répudier; & que l'on voit que les femmes obtinrent ce droit chez les premiers

(*) Vie de Romulus.

(†) C'étoit une loi de Solon.

miers Romains nonobstant la loi de Romulus ; il est clair que cette institution fut une de celles que les députés de Rome rapportèrent d'Athènes , & qu'elle fut mise dans les loix des douze tables.

Cicéron (4) dit que les causes de répudiation venoient de la loi des douze tables. On ne peut donc pas douter que cette loi n'eût augmenté le nombre des causes de répudiation établies par Romulus.

La faculté du divorce fut encore une disposition , ou du moins une conséquence de la loi des douze tables. Car , dès le moment que la femme ou le mari avoit séparément le droit de répudier , à plus forte raison pouvoient-ils se quitter de concert , & par une volonté mutuelle.

La loi n'avoit point qu'on donnât des causes pour le divorce (§). C'est la chose , il faut des causes ; parce que là où il n'y a que des causes qui peuvent rompre le mariage , l'incompatibilité mutuelle est la plus forte de toutes.

Denys

(4) *Mimam res suas sibi habere jussit , ex duodecim tabulis causam addidit.* Philip. II.

(§) Justinien change cela , novel. 117 , ch. X.

Denys d'Halicarnasse (**), *Valere-Maxime* (††), & *Aulugelle*, (‡‡); rapportent un fait qui ne me paroît pas vraisemblable : ils disent que , quoiqu'on eût à Rome la faculté de répudier sa femme , on eut tant de respect pour les auspices , que personne , pendant cinq cent vingt ans (§§), n'usa de ce droit jusqu'à *Carvilius Ruga* , qui répudia la sienne pour cause de stérilité. Mais il suffit de connoître la nature de l'esprit humain , pour sentir quel prodige ce seroit que , la loi donnant à tout un peuple un droit pareil , personne n'en usât. *Coriolan* partant pour son exil , conseilla (***) à sa femme de se marier à un homme plus heureux que lui. Nous venons de voir que la loi des douze tables , & les mœurs des Romains , étendirent beaucoup la loi de *Romulus*. Pourquoi ces extensions , si on n'avoit jamais fait usage de la faculté de répudier ? De plus , si les citoyens eurent un tel respect pour les

(**) Liv. II.

(††) Liv. II, ch. IV.

(‡‡) Liv. IV, ch. III.

(§§) Selon *Denys d'Halicarnasse* & *Valere-Maxime* ; & 523 , selon *Aulugelle*. Aussi ne mettent-ils pas les mêmes consuls.

(***) Voyez le discours de *Véturie* , dans *Denys d'Halicarnasse* , Liv. VIII.

les auspices, qu'ils ne répudierent jamais, pourquoi les législateurs de Rome en eurent-ils moins? Comment la loi corrompit-elle sans cesse les mœurs?

En rapprochant deux passages de *Plutarque*, on verra disparaître le merveilleux du fait en question. La loi royale (†††) permettoit au mari de répudier dans les trois cas dont nous avons parlé. „ Et elle „ vouloit, dit *Plutarque* (†††), que celui „ qui répudieroit dans d'autres cas, fût „ obligé de donner la moitié de ses biens „ à sa femme, & que l'autre moitié fût „ consacrée à Cérès “. On pouvoit donc répudier dans tous les cas, en se soumettant à la peine. Personne ne le fit avant *Carvilius Ruga* (§§§), „ qui, comme dit „ encore *Plutarque* (*), répudia sa femme pour cause de stérilité, deux cent „ trente ans après Romulus “; c'est-à-dire; qu'il la répudia soixante & onze ans avant la loi des douze tables, qui étendit le

(†††) *Plutarque*, vie de Romulus.

(†††) *Ibid.*

(§§§) Effectivement, la cause de stérilité n'est point portée par la loi de Romulus. Il y a apparence qu'il ne fut point sujet à la confiscation, puisqu'il suivoit l'ordre des censeurs.

(*) Dans la comparaison de Thésée & de Romulus.

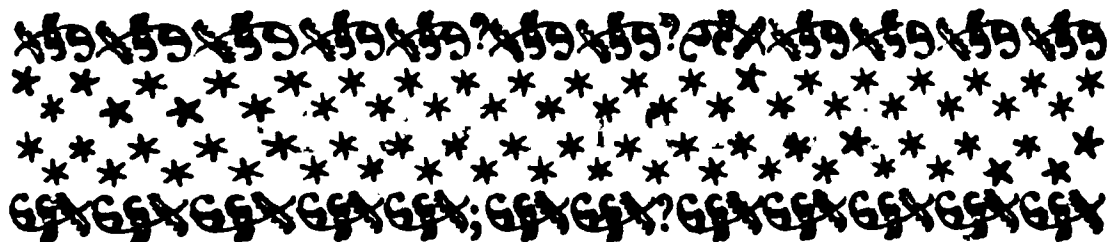
le pouvoir de répudier, & les causes de répudiation.

Les auteurs que j'ai cités, disent que Carvilius Ruga aimoit sa femme; mais qu'à cause de sa stérilité, les censeurs lui firent faire serment qu'il la répudieroit, afin qu'il pût donner des enfans à la république; & que cela le rendit odieux au peuple. Il faut connoître le génie du peuple Romain, pour découvrir la vraie cause de la haine qu'il conçut pour Carvilius. Ce n'est point parce que Carvilius répudia sa femme, qu'il tomba dans la disgrâce du peuple: c'est une chose dont le peuple ne s'embarassoit pas. Mais Carvilius avoit fait un serment aux censeurs, qu'attendu la stérilité de sa femme, il la répudieroit pour donner des enfans à la république. C'étoit un joug que le peuple voyoit que les censeurs alloient mettre sur lui. Je ferai voir dans la suite (†) de cet ouvrage les répugnances qu'il eut toujours pour des réglemens pareils. Mais d'où peut venir une telle contradiction entre ces auteurs? Le voici: Plutarque a examiné un fait, & les autres ont raconté une merveille (a).

LIVRE

(†) Au Liv. XXIII, ch. XXI.

(a) On fera bien de lire sur ce XVI. Livre la XVII. Lettre de l'Esprit des loix quintessencié. (R. d'un A.)



L I V R E XVII.

Comment les loix de la servitude politique ont du rapport avec la nature du climat.

CHAPITRE PREMIER.

De la servitude politique.

LA servitude politique ne dépend pas moins de la nature du climat, que la civile & la domestique, comme on va le faire voir (a).

CHA-

(a) Il y a plusieurs endroits dans les ouvrages de Cicéron qui nous recommandent de bien définir les sujets dont nous voulons traiter. Il seroit à souhaiter que Mr. de MONTESQUIEU eût suivi cette excellente leçon. Dans le Chap. XV. il nous a entretenu de l'esclavage *civil*; dans le précédent il a parlé de la servitude *domestique*; maintenant il va nous entretenir de la servitude *politique*. Mais que faut-il entendre par ces trois différentes

CHAPITRE II

*Différence des peuples par rapport
au courage.*

Nous avons déjà dit que la grande chaleur énermoit la force & le courage des hommes; & qu'il y avoit dans les climats

férentes especes d'esclavage? *L'esclavage proprement dit, est, selon notre Auteur, l'établissement d'un droit qui rend un homme tellement propre à un autre homme, qu'il est le maître absolu de sa vie & de ses biens.* En lisant le XV. & le XVI. Chap. on trouve que Mr. de MONTESQUIEU entend par esclavage civil l'établissement de ce droit par rapport à ceux qui ne nous sont unis que par leur service. *Les esclaves, dit-il Ch. I. Liv. XVI. sont plutôt établis pour la famille que dans la famille. Ainsi je distinguerai leur servitude de celle où sont les femmes dans quelques pays, & que j'appellerai proprement la servitude domestique.* Comment saisir le vrai sens de tout cela? Voyons si nous pouvons y réussir en remontant aux premières notions.

L'état de servitude ou d'esclavage, deux mots dont notre Auteur se sert indistinctement, est l'opposé de celui de liberté. Dans celui-ci, lorsqu'il est absolu, on fait tout ce qu'on veut; dans celui-là, quand il est absolu, on ne fait rien que ce qu'un autre veut: dans ce dernier cas notre volonté est entièrement passive, parce qu'elle

mats froids une certaine force de corps & d'esprit, qui rendoit les hommes capables des actions longues, pénibles, grandes & hardies. Cela se remarque non seulement de nation à nation, mais encore dans le même pays d'une partie à une autre. Les
peu-

quelle dépend en tout de celle d'un autre. De là s'ensuit que, comme l'état de pleine liberté porte avec soi une entière indépendance de toute autre volonté; ainsi, par opposition, l'état d'une pleine servitude emporte une entière dépendance de la volonté d'un autre. Or; dans les gouvernemens despotiques, tous les membres de l'état sont dans une entière dépendance du despote: conséquemment ils sont dans la servitude, dans l'esclavage. C'est cet état de servitude que Mr. de MONTESQUIEU nomme *servitude politique*. Il nomme *servitude civile* cet état dans la vie privée dans lequel ceux qui servent sont dans une entière dépendance de leur maître: & il désigne par *servitude domestique* l'état des femmes & des enfans qui sont dans une entière dépendance de leur Mari & du Pere. D'après ce service, il est aisé de voir que la servitude ne pouvant être limitée plus ou moins, s'écartera de l'état de liberté dans lesquelles on l'aura renfermée jusqu'à ce qu'elle tendra jusqu'au droit absolu d'elle est à son comble. La définition que l'Auteur nous a donnée de l'esclavage n'est donc pas juste: il l'appelle l'établissement d'un droit &c, & en général c'est la dépendance d'une volonté étrangère: *dependentia a voluntate alterius*. (R. d'un A.)

peuples du nord de la Chine (*) font plus courageux que ceux du midi; les peuples du midi de la Corée (†) ne le font pas tant que ceux du nord.

Il ne faut donc pas être étonné que la lâcheté des peuples des climats chauds les ait presque toujours rendus esclaves & que le courage des peuples des climats froids les ait maintenus libres. C'est un effet qui dérive de sa cause naturelle.

Ceci s'est encore trouvé vrai dans l'Amérique; les empires despotiques du Mexique & du Pérou étoient vers la ligne, & presque tous les petits peuples libres étoient & sont encore vers les pôles (b).

CHA-

(*) Le P. du Halde, tom. I, pag. 112.

(†) Les livres Chinois le disent ainsi. Ibid. tom. IV. pag. 448.

(b) Afin de raisonner juste il ne faudroit point dire, en parlant de la lâcheté des peuples des climats chauds & du courage des peuples des climats froids, que c'est un effet qui dérive de sa CAUSE NATURELLE: mais que c'est un effet produit par différentes causes, dont l'influence du climat en est une. Lorsqu'on lit les relations qui nous viennent des Indes, & en particulier l'*Histoire des établissemens Européens en Amérique*, peut-on douter que des peuples si capables d'endurer les plus affreux tourmens, ne montraient du courage, s'ils étoient disciplinés à la prussienne. Nous avons déjà remarqué, Liv. XIV, Chap. XV,
note

C H A P I T R E III.

Du climat de l'Asie.

LES (*) relations nous disent „ que le „ nord de l'Asie, ce vaste continent „ qui va du quatrieme degré ou environ „ jusques au pôle, & des frontieres de la „ Moscovie jusqu'à la mer orientale, est „ dans un climat très-froid : que ce ter- „ rein immense est divisé de l'ouest à l'est „ par une chaîne de montagnes qui lais- „ sent au nord la Sibérie, & au midi la „ grande Tartarie : que le climat de la Si- „ bérie est si froid, qu'à la réserve de „ quelques endroits, elle ne peut être cul- „ tivée ; & que , quoique les Russes aient „ des établissemens tout le long de l'Irtis , „ ils n'y cultivent rien ; qu'il ne vient dans „ ce pays que quelques petits sapins & „ arbrisseaux ; que les naturels du pays „ font

note (b) que, Mr. de MONTESQUIEU donne trop aux climats, & ce n'est pas sans raison que l'Auteur de l'*Esprit des loix* quintessencié lui en fait un crime. (R. d'un A.)

(*) Voyez les voyages du nord, tom. VIII ; l'hist. des Tartares ; & le quatrieme volume de la Chine du P. du Halde.

„ sont divisés en de misérables peuplades ,
 „ qui sont comme celles du Canada : que
 „ la raison de cette froidure vient d'un
 „ côté de la hauteur du terrain , & de
 „ l'autre de ce qu'à mesure que l'on va
 „ du midi au nord , les montagnes s'ap-
 „ planissent ; de sorte que le vent de nord
 „ souffle par - tout sans trouver d'obsta-
 „ cles : que ce vent qui rend la nouvelle
 „ Zemble inhabitable , soufflant dans la
 „ Sibérie , la rend inculte : qu'en Europe ,
 „ au contraire , les montagnes de Nor-
 „ wege & de Laponie sont des boulevards
 „ admirables , qui couvrent de ce vent
 „ les pays du nord : que cela fait qu'à
 „ *Stockholm* , qui est à cinquante - neuf de-
 „ grés de latitude ou environ , le terrain
 „ produit des fruits , des grains , des plan-
 „ tes ; & qu'autour d'*Abo* , qui est au soi-
 „ xante - unieme degré , de même que vers
 „ les soixante - trois & soixante - quatre ,
 „ il y a des mines d'argent , & que le ter-
 „ rein est assez fertile “.

„ Nous voyons encore dans les relations
 „ que la grande Tartarie , qui est au midi
 „ de la Sibérie est aussi très - froide ; que
 „ le pays ne se cultive point ; qu'on n'y
 „ trouve que des pâturages pour les trou-
 „ peaux ; qu'il n'y croit point d'arbres ,
 „ mais quelques broussailles , comme en
 „ Islande :

LIV. XVII. CHAP. III. 185

„ Islande : qu'il y a , auprès de la Chine
 „ & du Mogol , quelques pays où il croît
 „ une espece de millet , mais que le bled
 „ ni le riz n'y peuvent mûrir : qu'il n'y
 „ a guere d'endroits dans la Tartarie Chi-
 „ noise , aux 43 , 44 , & 45^{me}. degrés ,
 „ où il ne gele sept ou huit mois de l'an-
 „ née ; de sorte qu'elle est aussi froide que
 „ l'Islande , quoiqu'elle dût être plus chau-
 „ de que le midi de la France : qu'il n'y
 „ a point de villes , excepté quatre ou
 „ cinq vers la mer orientale , & quelques-
 „ unes que les Chinois , par des raisons
 „ de politique , ont bâties près de la Chi-
 „ ne ; que dans le reste de la grande Tar-
 „ tarie , il n'y en a que quelques - unes
 „ placées dans les Boucharies , Turkestan
 „ & Charisme : que la raison de cette ex-
 „ trême froidure vient de la nature du
 „ terrain nitreux , plein de salpêtre , &
 „ sablonneux , & de plus de la hauteur du
 „ terrain. Le P. *Verbiest* avoit trouvé
 „ qu'un certain endroit à 80 lieues au
 „ nord de la grande muraille , vers la
 „ source de Kavamhuran , excédoit la hau-
 „ teur du rivage de la mer près de Bekin
 „ de 3000 pas géométriques ; que cette
 „ hauteur (†) est cause que , quoique
 „ „ quasi

(†) La Tartarie est donc comme une espece de montagne plate.

„ quasi toutes les grandes rivières de l'A-
 „ sie aient leur source dans le pays, il
 „ manque cependant d'eau, de façon qu'il
 „ ne peut être habité qu'auprès des rivie-
 „ res, & des lacs “.

Ces faits posés, je raisonne ainsi : L'A-
 sie n'a point proprement de zone tempé-
 rée ; & les lieux situés dans un climat
 très-froid, y touchent immédiatement
 ceux qui sont dans un climat très-chaud,
 c'est-à-dire, la Turquie, la Perse, le
 Mogol, la Chine, la Corée, & le Japon.

En Europe, au contraire, la zone tem-
 pérée est très-étendue, quoiqu'elle soit
 située dans des climats très-différens en-
 tr'eux, n'y ayant point de rapport entre
 les climats d'Espagne & d'Italie, & ceux
 de Norwege & de Suede. Mais comme le
 climat y devient insensiblement froid en
 allant du midi au nord, à peu près à pro-
 portion de la latitude de chaque pays, il
 y arrive que chaque pays est à peu près
 semblable à celui qui en est voisin ; qu'il
 n'y a pas une notable différence ; & que,
 comme je viens de le dire, la zone tem-
 pérée y est très-étendue.

De-là il suit qu'en Asie, les nations
 sont opposées aux nations du fort au foi-
 ble ; les peuples guerriers, braves & actifs
 touchent immédiatement des peuples effé-
 minés

minés , paresseux , timides : il faut donc que l'un soit conquis , & l'autre conquérant. En Europe , au contraire , les nations sont opposées du fort au fort ; celles qui se touchent , ont à peu près le même courage. C'est la grande raison de la faiblesse de l'Asie & de la force de l'Europe de la liberté de l'Europe & de la servitude de l'Asie ; cause que je ne sache pas que l'on ait encore remarquée. C'est ce qui fait qu'en Asie il n'arrive jamais que la liberté augmente , au lieu qu'en Europe elle augmente ou diminue selon les circonstances.

Que la noblesse Moscovite ait été réduite en servitude par un de ses princes , on y verra toujours des traits d'impatience que les climats du midi ne donnent point. N'y avons-nous pas vu le gouvernement aristocratique établi pendant quelques jours ? Qu'un autre royaume du nord ait perdu ses loix , on peut s'en fier au climat , il ne les a pas perdues d'une manière irrévocable.

CHAPITRE IV.

Conséquence de ceci.

CE que nous venons de dire, s'accorde avec les événemens de l'histoire. L'Asie a été subjuguée treize fois; onze fois par les peuples du nord, deux fois par ceux du midi. Dans les temps reculés, les Scythes la conquièrent trois fois; ensuite les Medes & les Perses chacun une; les Grecs, les Arabes, les Mogols, les Turcs, les Tartares, les Persans & les Agians. Je ne parle que de la haute Asie, & je ne dis rien des invasions faites dans le reste du midi de cette partie du monde, qui a continuellement souffert de très-grandes révolutions.

En Europe, au contraire, nous ne connoissons, depuis l'établissement des colonies Grecques & Phéniciennes, que quatre grands changemens; le premier causé par les conquêtes des Romains; le second, par les inondations des barbares qui détruisirent ces mêmes Romains; le troisième, par les victoires de Charlemagne; & le dernier, par les invasions des Normands. Et si l'on examine bien ceci, on trouvera, dans

dans ces changemens mêmes, une force générale répandue dans toutes les parties de l'Europe. On fait la difficulté que les Romains trouverent à conquérir en Europe, & la facilité, qu'ils eurent à envahir l'Asie. On connoît les peines que les peuples du nord eurent à renverser l'empire Romain, les guerres & les travaux de Charlemagne, les diverses entreprises des Normands. Les destructeurs étoient sans cesse détruits.

C H A P I T R E V.

Que quand les peuples du nord de l'Asie, & ceux du nord de l'Europe ont conquis, les effets de la conquête n'étoient pas les mêmes.

Les peuples du nord de l'Europe l'ont conquise en hommes libres; les peuples du nord de l'Asie l'ont conquise en esclaves, & n'ont vaincu que pour un maître.

La raison en est, que le peuple Tartare, conquérant naturel de l'Asie, est devenu esclave lui même. Il conquiert sans cesse dans le midi de l'Asie, il forme des empires; mais la partie de la nation qui reste dans le pays, se trouve soumise à un grand maître.

maître, qui, despotique dans le midi, veut encore l'être dans le nord; & avec un pouvoir arbitraire sur les sujets conquis, le prétend encore sur les sujets conquérans. Cela se voit bien aujourd'hui dans ce vaste pays qu'on appelle la Tartarie Chinoise, que l'empereur gouverne presque aussi despotiquement que la Chine même, & qu'il étend tous les jours par ses conquêtes.

On peut voir encore, dans l'histoire de la Chine, que les empereurs (*) ont envoyé des colonies Chinoises dans la Tartarie. Ces Chinois sont devenus Tartares & mortels ennemis de la Chine, mais cela n'empêche pas qu'ils n'aient porté dans la Tartarie l'esprit du gouvernement Chinois.

Souvent une partie de la nation Tartare qui a conquis, est chassée elle-même; & elle rapporte dans ses déserts un esprit de servitude qu'elle a acquis dans le climat de l'esclavage. L'histoire de la Chine nous en fournit de grands exemples, & notre histoire ancienne aussi (†).

C'est ce qui a fait que le génie de la nation Tartare ou Gétique, a toujours été
sembla-

(*) Comme Ven-ti, cinquième empereur de la cinquième dynastie.

(†) Les Scythes conquièrent trois fois l'Asie, & en furent trois fois chassés. *Justin*, liv. II.

semblable à celui des empires de l'Asie. Les peuples, dans ceux-ci, sont gouvernés par le bâton ; les peuples Tartares, par les longs fouets. L'esprit de l'Europe a toujours été contraire à ces mœurs ; & dans tous les temps, ce que les peuples d'Asie ont appelé punition, les peuples d'Europe l'ont appelé outrage (†).

Les Tartares détruisant l'empire Grec, établirent dans les pays conquis la servitude & le despotisme : les Goths conquérant l'empire Romain, fondèrent par-tout la monarchie & la liberté.

Je ne fais si le fameux *Rudbeck*, qui, dans son *Atlantique*, a tant loué la Scandinavie, a parlé de cette grande prérogative qui doit mettre les nations qui l'habitent au-dessus de tous les peuples du monde ; c'est qu'elles ont été la source de la liberté de l'Europe, c'est-à-dire, de presque toute celle qui est aujourd'hui parmi les hommes.

Le

(†) Ceci n'est point contraire à ce que je dirai au livre XXVIII, chap. XX, sur la manière de penser des peuples Germains sur le bâton : quelque instrument que ce fût, ils regarderent toujours comme un affront, le pouvoir ou l'action arbitraire de battre.

Le Goth *Jornandès* a appelé le nord de l'Europe la fabrique du genre humain (§). Je l'appellerai plutôt la fabrique des instrumens qui brisent les fers forgés au midi. C'est là que se forment ces nations vaillantes, qui sortent de leur pays pour détruire les tyrans & les esclaves, & apprendre aux hommes que la nature les ayant faits égaux, la raison n'a pu les rendre dépendans que pour leur bonheur.

CHAPITRE VI.

Nouvelle cause physique de la servitude de l'Asie & de la liberté de l'Europe.

EN Asie, on a toujours vu de grands empires : en Europe, ils n'ont jamais pu subsister. C'est que l'Asie que nous connoissons a de plus grandes plaines ; elle est coupée en plus grands morceaux par les mers ; & comme elle est plus au midi, les sources y font plus aisément taries, les montagnes y font moins couvertes de neiges, & les fleuves (*) moins grossis y forment de moindres barrières.

La

(§) *Humani generis officinam.*

(*) Les eaux se perdent ou s'évaporent avant de se ramasser, ou après s'être ramassées.

La puissance doit donc être toujours despotique en Asie. Car si la servitude n'y étoit pas extrême, il se feroit d'abord un partage que la nature du pays ne peut pas souffrir.

En Europe, le partage naturel forme plusieurs états d'une étendue médiocre, dans lesquels le gouvernement des loix n'est pas incompatible avec le maintien de l'état : au contraire, il y est si favorable, que sans elles cet état tombe dans la décadence, & devient inférieur à tous les autres.

C'est ce qui y a formé un génie de liberté, qui rend chaque partie très-difficile à être subjuguée & soumise à une force étrangère, autrement que par les loix & l'utilité de son commerce.

Au contraire, il regne en Asie un esprit de servitude qui ne l'a jamais quittée ; & dans toutes les histoires de ce pays, il n'est pas possible de trouver un seul trait qui marque une ame libre : on n'y verra jamais que l'héroïsme de la servitude.

C H A P I T R E VII.*De l'Afrique & de l'Amérique.*

VOILA ce que je puis dire sur l'Asie & sur l'Europe. L'Afrique est dans un climat pareil à celui du midi de l'Asie, & elle est dans une même servitude. L'Amérique (*), détruite & nouvellement repeuplée par les nations de l'Europe & de l'Afrique, ne peut guere aujourd'hui montrer son propre génie : mais ce que nous savons de son ancienne histoire est très-conforme à nos principes.

C H A P I T R E VIII.

De la capitale de l'Empire.

UN des conséquences de ce que nous venons de dire, c'est qu'il est important à un très-grand prince de bien choisir

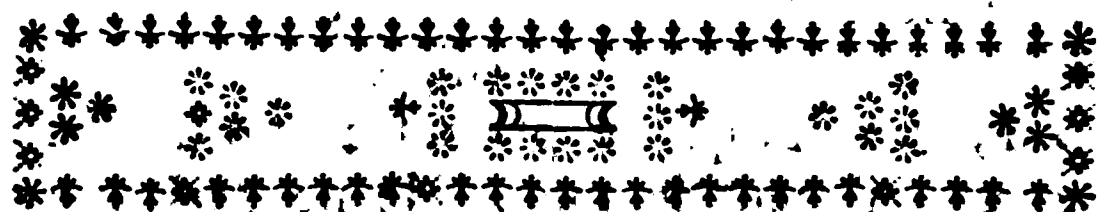
(*) Les petits peuples barbares de l'Amérique sont appelés *Indios bravos*, par les Espagnols : bien plus difficiles à soumettre, que les grands empires du Mexique & du Pérou.

LIV. XVII. CHAP. VIII. 195

sur le siège de son empire. Celui qui le placera au midi courra risque de perdre le nord ; & celui qui le placera au nord conservera aisément le midi. Je ne parle pas des cas particuliers : la mécanique a bien ses frottemens , qui souvent changent ou arrêtent les effets de la théorie : la politique a aussi les siens (c).

LIVRE

(c) Lisez encore sur ce Livre la XVIII. Lettre de l'Esprit des loix quintessencié. (R. d'un A.)



L I V R E XVIII.

*Des loix, dans le rapport qu'elles ont
avec la nature du terrain.*

CHAPITRE PREMIER.

*Comment la nature du terrain influe sur
les loix.*

LA bonté des terres d'un pays y
 établit naturellement la dépendan-
 ce. Les gens de la campagne, qui
 y font la principale partie du peuple, ne
 font pas si jaloux de leur liberté: ils font
 trop occupés & trop pleins de leurs affai-
 res particulières. Une campagne qui re-
 gorge de biens, craint le pillage, elle craint
 une armée. „ Qui est-ce qui forme le bon
 „ parti, disoit Cicéron à Atticus (*)? Se-
 „ ront-ce les gens de commerce & de la
 „ campagne? à moins que nous n'imagi-
 „ nions qu'ils sont opposés à la monar-
 „ chie,

(*) Liv. VII.

„chie, eux à qui tous les gouvernemens
„font égaux, dès lors qu'ils font tran-
„quilles“.

Ainsi le gouvernement d'un seul se trouve ~~plus souvent~~ dans les pays fertiles, & le gouvernement de plusieurs dans les pays qui ne le font pas, ce qui est quelquefois un dédommagement.

La stérilité du terrain de l'Attique y établit le gouvernement populaire; & la fertilité de celui de Lacédémone, le gouvernement aristocratique. Car, dans ces temps-là, on ne vouloit point dans la Grece du gouvernement d'un seul: or le gouvernement aristocratique a plus de rapport avec le gouvernement d'un seul.

Plutarque (†) nous dit que la sédition Cilonienne ayant été apaisée à Athenes, la ville retomba dans ses anciennes dissensions, & se divisa en autant de partis qu'il y avoit de fortes de territoires dans le pays de l'Attique. Les gens de la montagne vouloient à toute force le gouvernement populaire; ceux de la plaine demandoient le gouvernement des principaux; ceux qui étoient près de la mer, étoient pour un gouvernement mêlé des deux.

CHA-

(†) Vie de Solon.

C H A P I T R E . II.

Continuation du même sujet.

CES pays fertiles sont des plaines , où l'on ne peut rien disputer au plus fort : on se soumet donc à lui ; & quand on lui est soumis , l'esprit de liberté n'y fauroit revenir ; les biens de la campagne sont un gage de la fidélité. Mais dans les pays de montagnes , on peut conserver ce que l'on a , & l'on a peu à conserver. La liberté c'est à-dire , le gouvernement dont on jouit , est le seul bien qui mérite qu'on le défende. Elle regne donc plus dans les pays montagneux & difficiles , que dans ceux que la nature sembloit avoir plus favorisés.

Les montagnards conservent un gouvernement plus modéré , parce qu'ils ne sont pas si fort exposés à la conquête. Ils se défendent aisément , ils sont attaqués difficilement ; les munitions de guerre & de bouche sont rassemblées & portées contr'eux avec beaucoup de dépense , le pays n'en fournit point. Il est donc plus difficile de leur faire la guerre , plus dangereux de l'entreprendre ; & toutes les loix que l'on fait

fait pour la sûreté du peuple y ont moins de lieu (d).

CHA-

(d) On pourroit alléguer une autre raison de ce que les gouvernemens modérés paroissent plus affectés aux pays stériles , & les despotiques plus aux pays fertiles. Lorsque le terroir fournit une subsistance aisée , on peut en quelque manière sévir impunément contre les habitans , parce qu'il n'y a pas lieu de craindre qu'ils désertent le pays pour aller dans un autre : la bonté du pays balance en ce cas la dureté du gouvernement : & c'est avec raison que notre Auteur nous dit au Chap. VI. de ce *Livre*. „ Les pays que l'indus-
 „ trie des hommes a rendus habitables , & qui
 „ ont besoin pour exister de la même industrie ,
 „ appellent à eux le gouvernement modéré “ : pourquoi ? Parce que la douceur du gouvernement doit compenser la stérilité du pays : parce que si vous ôtez à ces pays la liberté civile , rien n'y attache plus les habitans à la patrie : ils ne se soucieront point de faire des acquisitions qui seroient toujours à la merci d'un despote : ils iront ailleurs. Introduire l'esprit de despotisme dans le gouvernement de ces sortes d'états, c'est donc un sûr moyen de les dépeupler ; & cette seule considération devrait porter les conducteurs des peuples à bannir pour jamais l'idée & l'envie d'un gouvernement arbitraire. (R. d'un A.)

CHAPITRE III.

Quels sont les pays les plus cultivés.

LES pays ne sont pas cultivés en raison de leur fertilité, mais en raison de leur liberté : & si l'on divise la terre par la pensée, on sera étonné de voir la plupart du temps des déserts dans ses parties les plus fertiles, & de grands peuples dans celles où le terrain semble refuser tout (e).

Il est naturel qu'un peuple quitte un mauvais pays pour en chercher un meilleur, & non pas qu'il quitte un bon pays pour en chercher un pire. La plupart des invasions se font donc dans les pays que la nature avoit faits pour être heureux : & comme rien n'est plus près de la dévastation que l'invasion, les meilleurs pays sont le plus souvent dépeuplés, tandis que l'affreux pays du nord reste toujours habité, par la raison qu'il est presque inhabitable (f).

On

(e) Cela s'explique par ce que je viens de dire dans la note précédente. (R. d'un A.)

(f) J'aimerois mieux soutenir que la forme du gouvernement a suppléé à ce que la nature sembloit

On voit , par ce que les historiens nous disent du passage des peuples de la Scandinavie

bloit refuser ; & que c'est cela qui rend le pays du nord peuplé. Le Dannemark passe pour un état despotique. Si le roi n'y gouvernoit pas avec douceur , ce royaume deviendrait bientôt désert. Le monarque qui y regne aujourd'hui si glorieusement , a trouvé le moyen d'augmenter sa capitale de nombre d'habitans ; certainement ce n'est ni au climat , ni au terroir , qu'il faut attribuer cet effet ; ce n'est pas une cause physique , c'est la bonté du regne de Frédéric V. qui y attire les hommes. Peut-être m'objectera-t-on que la stérilité du pays est la cause des gouvernemens modérés ; & que ces gouvernemens étant la cause de la multitude des habitans , c'est toujours à cette stérilité qu'il faudra attribuer cet effet. Mais je répondrai que , quoique la stérilité d'un pays soit un motif de plus pour porter les souverains à gouverner avec douceur , elle ne peut point être dite la cause productrice des gouvernemens modérés ; il faudra toujours en venir à une cause morale , à une persuasion que pour être soi-même bien , il faut faire du bien aux autres. Ajoutez que la bonté d'un gouvernement pour l'intérieur de l'état ne suffit point pour rendre l'état riche en habitans : on quitte un pays , dans lequel on seroit esclave , pour un pays dans lequel on se persuade pouvoir jouir de la liberté ; mais on ne le fait ordinairement que lorsqu'on se persuade en même temps qu'on y est en sûreté contre les attaques du dehors. On ne fera gueres tenté de s'établir dans un état qui , manquant de forces ,
est

dinavie sur les bords du Danube , que ce n'étoit point une conquête , mais seulement une transmigration dans des terres désertes.

Ces climats heureux avoient donc été dépeuplés par d'autres transmigrations , & nous ne savons pas les choses tragiques qui s'y sont passées.

„ Il paroît par plusieurs monumens , dit
 „ Aristote (*), que la Sardaigne est une
 „ colonie Grecque. Elle étoit autrefois
 „ très-riche ; & Aristée , dont on a tant
 „ vanté l'amour pour l'agriculture , lui
 „ donna des loix. Mais elle a bien déchu
 „ depuis ; car les Carthaginois s'en étant
 „ rendus les maîtres , ils y détruisirent
 „ tout ce qui pouvoit la rendre propre à
 „ la nourriture des hommes , & défendi-
 „ rent , sous peine de la vie , d'y cultiver
 „ la terre “. La Sardaigne n'étoit point
 rétablie du temps d'Aristote ; elle ne l'est
 point encore aujourd'hui.

Les

est exposé à être envahi d'un jour à l'autre. Cette double sûreté , l'opinion qu'on possédera paisiblement son patrimoine , & qu'on est à l'abri des attaques de l'étranger ; voilà ce qu'il faut pour peupler des pays , même les plus ingrats ; voilà ce qui a fait de la Hollande un chef-d'œuvre de l'industrie humaine. (R. d'un A.)

(*) Ou celui qui a écrit le livre de *mirabilibus*.

Les parties les plus tempérées de la Perse, de la Turquie , de la Moscovie & de la Pologne , n'ont pu se rétablir des dévastations des grands & des petits Tartares.

CHAPITRE IV.

Nouveaux effets de la fertilité & de la stérilité du pays.

LA stérilité des terres rend les hommes industriels , sobres , endurcis au travail , courageux , propres à la guerre ; il faut bien qu'ils se procurent ce que le terrain leur refuse. La fertilité d'un pays donne , avec l'aïssance , la mollesse & un certain amour pour la conservation de la vie.

On a remarqué que les troupes d'Allemagne levées dans des lieux où les paysans sont riches , comme en Saxe , ne sont pas si bonnes que les autres. Les loix militaires pourroient pourvoir à cet inconvénient , par une plus sévère discipline.

C H A P I T R E V.*Des peuples des isles.*

LES peuples des isles font plus portés à la liberté que les peuples du continent. Les isles font ordinairement d'une petite étendue (*) ; une partie du peuple ne peut pas être si bien employée à opprimer l'autre ; la mer les sépare des grands empires , & la tyrannie ne peut pas s'y prêter la main ; les conquérans font arrêtés par la mer ; les insulaires ne font pas enveloppés dans la conquête , & ils conservent plus aisément leurs loix.

C H A P I T R E VI.

Des pays formés par l'industrie des hommes.

LES pays que l'industrie des hommes a rendus habitables , & qui ont besoin pour exister de la même industrie , appellent à eux le gouvernement modéré. Il y en

(*) Le Japon déroge à ceci par sa grandeur & par sa servitude.

y en a principalement trois de cette espece ; les deux belles provinces de Kiangnan & Tche-Kiang à la Chine, l'Egypte, & la Hollande.

Les anciens empereurs de la Chine n'étoient point conquérans. La premiere chose qu'ils firent pour s'aggrandir, fut celle qui prouva le plus leur sagesse. On vit sortir de dessous les eaux les deux plus belles provinces de l'empire ; elles furent faites par les hommes. C'est la fertilité inexprimable de ces deux provinces, qui a donné à l'Europe les idées de la félicité de cette vaste contrée. Mais un soin continuel & nécessaire pour garantir de la destruction une partie si considérable de l'empire, demandoit plutôt les mœurs d'un peuple sage, que celles d'un peuple voluptueux ; plutôt le pouvoir légitime d'un monarque, que la puissance tyrannique d'un despote. Il falloit que le pouvoir y fût modéré, comme il l'étoit autrefois en Egypte. Il falloit que le pouvoir y fût modéré, comme il l'est en Hollande, que la nature a faite pour avoir attention sur elle-même, & non pas pour être abandonnée à la nonchalance ou au caprice.

Ainsi, malgré le climat de la Chine, où l'on est naturellement porté à l'obéissance servile, malgré les horreurs qui suivent la
trop

trop grande étendue d'un empire, les premiers législateurs de la Chine furent obligés de faire de très-bonnes loix, & le gouvernement fut souvent obligé de les suivre (g).

CHAPITRE VII.

Des ouvrages des hommes.

LES hommes, par leurs soins & par de bonnes loix, ont rendu la terre plus propre à être leur demeure. Nous voyons couler les rivières là où étoient des lacs & des marais : c'est un bien que la nature n'a point fait, mais qui est entretenu par la nature. Lorsque les Perses (*) étoient les maîtres de l'Asie, ils permettoient à ceux qui améneroient de l'eau de fontaine en quelque lieu qui n'auroit point été encore arrosé, d'en jouir pendant cinq générations; & comme il sort quantité de ruisseaux du mont Taurus, ils n'épargnerent aucune dépense pour en faire venir de l'eau. Aujourd-

(g) Ce n'est donc point le climat, mais la forme du gouvernement qui a décidé entre la servitude & la liberté. (R. d'un A.)

(*) Polybe, liv. X.

Aujourd'hui , sans savoir d'où elle peut venir , on la trouve dans ses champs & dans ses jardins.

Ainsi , comme les nations destructrices font des maux qui durent plus qu'elles , il y a des nations industrieuses qui font des biens qui ne finissent pas même avec elles.

C H A P I T R E V I I I .

Rapport général des loix.

LES loix ont un très-grand rapport avec la façon dont les divers peuples se procurent la subsistance. Il faut un code de loix plus étendu pour un peuple qui s'attache au commerce & à la mer , que pour un peuple qui se contente de cultiver ses terres. Il en faut un plus grand pour celui-ci , que pour un peuple qui vit de ses troupeaux. Il en faut un plus grand pour ce dernier , que pour un peuple qui vit de la chasse.

CHA-

C H A P I T R E IX.

Du terrain de l'Amérique.

C E qui fait qu'il y a tant de nations sauvages en Amérique, c'est que la terre y produit d'elle même beaucoup de fruits dont on peut se nourrir. Si les femmes y cultivent autour de la cabane un morceau de terre, le *maïs* y vient d'abord. La chasse & la pêche achevent de mettre les hommes dans l'abondance. De plus, les animaux qui paissent, comme les bœufs, les buffles, &c. y réussissent mieux que les bêtes carnacieres. Celles-ci ont eu de tous temps l'empire de l'Afrique.

Je crois qu'on n'auroit point tous ces avantages en Europe, si l'on y laissoit la terre inculte; il n'y viendrait guere que des forêts, des chênes & autres arbres stériles.

CHAPITRE X.

Du nombre des hommes , dans le rapport avec la maniere dont ils se procurent la subsistance.

QUAND les nations ne cultivent pas les terres , voici dans quelle proportion le nombre des hommes s'y trouve. Comme le produit d'un terrain inculte est au produit d'un terrain cultivé , de même le nombre des sauvages , dans un pays est au nombre des laboureurs dans un autre : & quand le peuple qui cultive les terres , cultive aussi les arts , cela suit des proportions qui demanderoient bien des détails.

Ils ne peuvent guere former une grande nation. S'ils sont pasteurs , ils ont besoin d'un grand pays , pour qu'ils puissent subsister en certain nombre : s'ils sont chasseurs , ils sont encore en plus petit nombre ; & forment , pour vivre , une plus petite nation.

Leur pays est ordinairement plein de forêts ; & comme les hommes n'y ont point donné de cours aux eaux , il est rempli de marécages où chaque troupe se cantonne & forme une petite nation.

CHA-

CHAPITRE XI.

*Des peuples sauvages ; & des peuples
barbares.*

IL y a cette différence entre les peuples sauvages & les peuples barbares , que les premiers sont de petites nations dispersées qui , par quelques raisons particulières , ne peuvent pas se réunir ; au lieu que les barbares sont ordinairement de petites nations qui peuvent se réunir. Les premiers sont ordinairement des peuples chasseurs ; les seconds , des peuples pasteurs. Cela se voit bien dans le nord de l'Asie. Les peuples de la Sibérie ne feroient vivre en corps , parce qu'ils ne pourroient se nourrir ; les Tartares peuvent vivre en corps pendant quelque temps , parce que leurs troupeaux peuvent être rassemblés pendant quelque temps. Toutes les hordes peuvent donc se réunir ; & cela se fait lorsqu'un chef en a soumis beaucoup d'autres : après quoi , il faut qu'elles fassent de deux choses l'une , qu'elles se séparent , ou qu'elles aillent faire quelque grande conquête dans quelque empire du midi.

CHA-

CHAPITRE XII.

Du droit des gens chez les peuples qui ne cultivent point les terres.

CES peuples ne vivant pas dans un terrain limité & circonscrit, auront entr'eux bien des sujets de querelle ; ils se disputeront la terre inculte , comme parmi nous les citoyens se disputent les héritages. Ainsi ils trouveront de fréquentes occasions de guerre pour leurs chasses , pour leurs pêches , pour la nourriture de leurs bestiaux , pour l'enlèvement de leurs esclaves ; & n'ayant point de territoire , ils auront autant de choses à régler par le droit des gens , qu'ils en auront peu à décider par le droit civil.

CHAPITRE XIII.

Des loix civiles chez les peuples qui ne cultivent point les terres.

CEST le partage des terres qui grossit principalement le code civil. Chez les nations

nations où l'on n'aura pas fait ce partage, il y aura très-peu de loix civiles.

On peut appeller les institutions de ces peuples, des *mœurs* plutôt que des *loix*.

Chez de pareilles nations, les vieillards qui se souviennent des choses passées, ont une grande autorité; on n'y peut être distingué par les biens, mais par la main & par les conseils.

Ces peuples errent & se dispersent dans les pâturages ou dans les forêts. Le mariage n'y sera pas aussi assuré que parmi nous, où il est fixé par la demeure & où la femme tient à une maison; ils peuvent donc plus aisément changer de femmes, en avoir plusieurs, & quelquefois se mêler indifféremment comme les bêtes.

Les peuples pasteurs ne peuvent se séparer de leurs troupeaux qui font leur subsistance; ils ne sauroient non plus se séparer de leurs femmes qui en ont soin. Tout cela doit donc marcher ensemble; d'autant plus que vivant ordinairement dans de grandes plaines, où il y a peu de lieux forts d'assiette, leurs femmes, leurs enfans, leurs troupeaux deviendroient la proie de leurs ennemis.

Leurs loix régleront le partage du butin; & auront, comme nos loix saliques, une attention particulière sur les vols.

CHA-

CHAPITRE XIV.

*De l'état politique des peuples qui ne
cultivent point les terres.*

CES peuples jouissent d'une grande liberté : car, comme ils ne cultivent point les terres, ils n'y sont point attachés; ils sont errans, vagabonds; & si un chef vouloit leur ôter leur liberté, ils l'iroient d'abord chercher chez un autre, ou se retireroient dans les bois pour y vivre avec leur famille. Chez ces peuples, la liberté de l'homme est si grande qu'elle entraîne nécessairement la liberté du citoyen.

CHAPITRE XV.

*Des peuples qui connoissent l'usage de
la monnoie.*

ARISTIFE ayant fait naufrage, nagea & aborda au rivage prochain; il vit qu'on avoit tracé sur le sable des figures de géométrie: il se sentit ému de joie, jugeant qu'il étoit arrivé chez un peuple Grec, & non pas chez un peuple barbare.

Soyez

Soyez feul , & arrivez par quelque accident chez un peuple inconnu ; si vous voyez une piece de monnoie , comptez que vous êtes arrivé chez une nation policée.

La culture des terres demande l'usage de la monnoie. Cette culture suppose beaucoup d'arts & de connoissances ; & l'on voit toujours marcher d'un pas égal les arts , les connoissances & les besoins. Tout cela conduit à l'établissement d'un signe de valeurs.

Les torrens & les incendies (*) nous ont fait découvrir que les terres contenoient des métaux. Quand ils en ont été une fois séparés , il a été aisé de les employer.

CHAPITRE XVI.

Des loix civiles , chez les peuples qui ne connoissent point l'usage de la monnoie.

QUAND un peuple n'a pas l'usage de la monnoie , on ne connoît guere chez lui que les injustices qui viennent de la violence ;

(*) C'est ainsi que Diodore nous dit que des bergers trouverent l'or des Pyrénées.

violence; & les gens foibles, en s'unissant, se défendent contre la violence. Il n'y a guere là que des arrangemens politiques. Mais chez un peuple où la monnoie est établie, on est sujet aux injustices qui viennent de la ruse; & ces injustices peuvent être exercées de mille façons. On y est donc forcé d'avoir de bonnes loix civiles; elles naissent avec les nouveaux moyens & les diverses manieres d'être méchant.

Dans les pays où il n'y a point de monnoie, le ravisseur n'enleve que des choses, & les choses ne se ressemblent jamais. Dans les pays où il y a de la monnoie, le ravisseur enleve des signes, & les signes se ressemblent toujours. Dans les premiers pays rien ne peut être caché, parce que le ravisseur porte toujours avec lui des preuves de sa conviction: cela n'est pas de même dans les autres.

CHAPITRE XVII

Des loix politiques, chez les peuples qui n'ont point l'usage de la monnoie.

CE qui assure le plus la liberté des peuples, qui ne cultivent point les terres, c'est que la monnoie leur est inconnue. Les fruits

fruits de la chasse, de la pêche, ou des troupeaux, ne peuvent s'assembler en assez grande quantité, ni se garder assez, pour qu'un homme se trouve en état de corrompre tous les autres : au lieu que, lorsque qu'on a des signes de richesses, on peut faire un amas de ces signes & les distribuer à qui l'on veut.

Chez les peuples qui n'ont point de monnoie, chacun a peu de besoins & les satisfait aisément & également. L'égalité est donc forcée ; aussi leurs chefs ne sont-ils point despotiques.

CHAPITRE XVIII

Force de la superstition.

Si ce que les relations nous disent est vrai, la constitution d'un peuple de la Louisianne nommé les *Natchés*, déroge à ceci. Leur chef (*) dispose des biens de tous ses sujets & les fait travailler à sa fantaisie ; ils ne peuvent lui refuser leur tête ; il est comme le grand - seigneur. Lorsque l'héritier présomptif vient à naître, on lui donne tous les enfans à la mam-

(*) *Lettres édif. vingtième recueil.*

mammelle pour le servir pendant sa vie. Vous diriez que c'est le grand Sésostris. Ce chef est traité dans sa cabane avec les cérémonies qu'on feroit à un empereur du Japon ou de la Chine.

Les préjugés de la superstition sont supérieurs à tous les autres préjugés, & ses raisons à toutes les autres raisons. Ainsi, quoique les peuples sauvages ne connoissent point naturellement le despotisme, ce peuple-ci le connoît. Ils adorent le soleil : & si leur chef n'avoit pas imaginé qu'il étoit le frere du soleil, ils n'auroient trouvé en lui qu'un misérable comme eux.

CHAPITRE XIX.

De la liberté des Arabes, & de la servitude des Tartares.

LES Arabes & les Tartares sont des peuples pasteurs. Les Arabes se trouvent dans les cas généraux dont nous avons parlé & sont libres ; au-lieu que les Tartares (peuple le plus singulier de la terre) se trouvent dans l'esclavage politique (*). J'ai

(*) Lorsqu'on proclame un kan, tout le peuple s'écrie : que sa parole lui serve de glaive.

J'ai déjà (†) donné quelques raisons de ce dernier fait : en voici de nouvelles.

Ils n'ont point de villes , ils n'ont point de forêts , ils ont peu de marais , leurs rivières sont presque toujours glacées , ils habitent une immense plaine , ils ont des pâturages & des troupeaux & par conséquent des biens : mais ils n'ont aucune espèce de retraite ni de défense. Si-tôt qu'un kan est vaincu , on lui coupe la tête (‡) ; on traite de la même manière les enfans , & tous ses sujets appartiennent au vainqueur. On ne les condamne pas à un esclavage civil ; ils seroient à charge à une nation simple qui n'a point de terres à cultiver , & n'a besoin d'aucun service domestique. Ils augmentent donc la nation. Mais au lieu de l'esclavage civil , on conçoit que l'esclavage politique a dû s'introduire.

En effet , dans un pays où les diverses hordes se font continuellement la guerre & se conquièrent sans cesse les unes les autres ; dans un pays où , par la mort du chef , le corps politique de chaque horde vaincue

(†) Liv. XVII , chap. V.

(‡) Ainsi il ne faut pas être étonné si Miriveis , s'étant rendu maître d'Ispahan , fit tuer tous les princes du sang.

LIV. XVIII. CHAP. XIX. 219

vaincue est toujours détruit, la nation en général ne peut guere être libre : car il n'y en a pas une seule partie qui ne doive avoir été un très-grand nombre de fois subjuguée.

Les peuples vaincus peuvent conserver quelque liberté, lorsque, par la force de leur situation, ils sont en état de faire des traités après leur défaite. Mais les Tartares, toujours sans défense, vaincus une fois, n'ont jamais pu faire des conditions.

J'ai dit, au chapitre II, que les habitans des plaines cultivées n'étoient guere libres : des circonstances font que les Tartares, habitant une terre inculte, sont dans le même cas.

CHAPITRE XX.

Du droit des gens des Tartares.

LES Tartares paroissent entr'eux doux & humains, & ils sont des conquérans très-cruels : ils passent au fil de l'épée les habitans des villes qu'ils prennent ; ils croient leur faire grace, lorsqu'ils les vendent ou les distribuent à leurs soldats. Ils ont détruit l'Asie depuis les Indes jus-

qu'à la Méditerranée ; tout le pays qui forme l'orient de la Perse en est resté désert.

Voici ce qui me paroît avoir produit un pareil droit des gens. Ces peuples n'avoient point de villes ; toutes leurs guerres se faisoient avec promptitude & avec impétuosité. Quand ils espéroient de vaincre, ils combattoient ; ils augmentoient l'armée des plus forts, quand ils ne l'espéroient pas. Avec de pareilles coutumes, ils trouvoient qu'il étoit contre leur droit des gens, qu'une ville qui ne pouvoit leur résister les arrêtât. Ils ne regardoient pas les villes comme une assemblée d'habitans, mais comme des lieux propres à se soustraire à leur puissance. Ils n'avoient aucun art pour les assiéger, & ils s'exposaient beaucoup en les assiégeant ; ils vengeoient par le sang tout celui qu'ils venoient de répandre (b).

CHA-

(b) Je ne vois pas comment il est possible de titrer de DROIT DES GENS, un principe de conduite qui n'admet aucune loi, & qui mène à détruire tout. (R. d'un A.)

CHAPITRE XXI.

Loi civile des Tartares.

LE pere *du Halde* dit que , chez les Tartares , c'est toujours le dernier des mâles qui est l'héritier ; par la raison qu'à mesure que les aînés sont en état de mener la vie pastorale , ils sortent de la maison avec une certaine quantité de bétail que le pere leur donne , & vont former une nouvelle habitation. Le dernier des mâles , qui reste dans la maison avec son pere , est donc son héritier naturel.

J'ai oui dire qu'une pareille coutume étoit observée dans quelques petits districts d'Angleterre : & on la trouve encore en Bretagne , dans le duché de Rohan , où elle a lieu pour les rotures. C'est sans doute une loi pastorale , venue de quelque petit peuple Breton , ou portée par quelque peuple German. On fait , par *César* & *Tacite* , que ces derniers cultivoient peu les terres.

C H A P I T R E XXII.

D'une loi civile des peuples Germains.

J'EXPLIQUERAI ici comment ce texte particulier de la loi salique, que l'on appelle ordinairement la loi salique, tient aux institutions d'un peuple qui ne cultivoit point les terres, ou du moins qui les cultivoit peu.

La loi salique (*) veut que, lorsqu'un homme laisse des enfans, les mâles succèdent à la terre salique au préjudice des filles.

Pour savoir ce que c'étoit que les terres saliques, il faut chercher ce que c'étoit que les propriétés ou l'usage des terres chez les Francs, avant qu'ils fussent sortis de la Germanie.

Mr. Echard a très-bien prouvé que le mot *salique* vient du mot *sala*, qui signifie maison : & qu'ainsi la terre salique étoit la terre de la maison. J'irai plus loin ; & j'examinerai ce que c'étoit que la maison, & la terre de la maison, chez les Germains.

» Ils

(*) Tit. 62.

„ Ils n'habitent point de villes, dit *Tacite* (†), & ils ne peuvent souffrir que leurs maisons se touchent les unes les autres ; chacun laisse autour de sa maison un petit terrain ou espace, qui est clos & fermé “. *Tacite* parloit exactement. Car plusieurs loix des codes (‡) barbares ont des dispositions différentes contre ceux qui renversoient cette enceinte, & ceux qui pénétroient dans la maison même.

Nous savons, par *Tacite* & *César*, que les terres que les Germains cultivoient ne leur étoient données que pour un an ; après quoi elles redevenoient publiques. Il n'avoient de patrimoine que la maison, & un morceau de terre dans l'enceinte autour de la maison (§). C'est ce patrimoine particulier qui appartenoit aux mâles. En effet, pourquoi auroit-il appartenu

(†) *Nullas Germanorum populis urbes habitari satis notum est, ne pati quidem inter se junctas sedes ; colunt discreti, ut nemus placuit. Vicos locant, non in nostrum morem connexis & coherentibus edificiis ; suam quisque domum spatio circumdat. De morib. Germ.*

(‡) La loi des Allemands, ch. X, & la loi des Bavaois, tit. 10, §. 1 & 2.

(§) Cette enceinte s'appelle *curtis* dans les chartres.

tenu aux filles ? Elles passoient dans une autre maison.

La terre salique étoit donc cette enceinte qui dépendoit de la maison du Germain ; c'étoit la seule propriété qu'il eût. Les Francs, après la conquête, acquirent de nouvelles propriétés, & on continua à les appeller des terres saliques.

Lorsque les Francs vivoient dans la Germanie, leurs biens étoient des esclaves, des troupeaux, des chevaux, des armes, &c. La maison, & la petite portion de terre qui y étoit jointe, étoient naturellement données aux enfans mâles qui devoient y habiter. Mais, lorsqu'après la conquête, les Francs eurent acquis de grandes terres, on trouva dur que les filles & leurs enfans ne pussent y avoir de part. Il s'introduisit un usage, qui permoit au pere de rappeler sa fille & les enfans de sa fille. On fit taire la loi ; & il falloit bien que ces sortes de rappels fussent communs, puisqu'on en fit des formules (**).

Parmi toutes ces formules, j'en trouve une singulière (††). Un ayeul rappelle ses
petits

(**) Voyez Marculfe, liv. II, form. 10 & 12 ; l'appendice de Marculfe, form. 49 ; & les formules anciennes, appelées de *Sirmond*, form. 22.

(††) Form. 55, dans le recueil de Lindembroch.

petits enfans pour succéder avec ses fils & avec ses filles. Que devenoit donc la loi salique ? Il falloit, que dans ces temps-là même, elle ne fût plus observée ; ou que l'usage continuel de rappeler les filles eût fait regarder leur capacité de succéder comme le cas le plus ordinaire.

La loi salique n'ayant point pour objet une certaine préférence d'un sexe sur un autre, elle avoit encore moins celui d'une perpétuité de famille, de nom, ou de transmission de terre ; tout cela n'entroit point dans la tête des Germains. C'étoit une loi purement économique, qui donnoit la maison, & la terre dépendante de la maison, aux mâles qui devoient l'habiter, & à qui par conséquent elle convenoit le mieux.

Il n'y a qu'à transcrire ici le titre des *aleux* de la loi salique, ce texte si fameux dont tant de gens ont parlé, & que si peu de gens ont lu :

1°. „ Si un homme meurt sans enfans,
 „ son pere ou sa mere lui succéderont.
 „ 2°. S'il n'a ni pere ni mere, son frere
 „ ou sa sœur lui succéderont. 3°. S'il n'a
 „ ni frere ni sœur, la sœur de sa mere
 „ lui succédera. 4°. Si sa mere n'a point
 „ de sœur, la sœur de son pere lui suc-
 „ cédera. 5°. Si son pere n'a point de

„ ſœur , le plus proche parent par mâle
 „ lui ſuccédera. 6°. Aucune portion (§§)
 „ de la terre ſalique ne paſſera aux fémel-
 „ les ; mais elle appartiendra aux mâles ,
 „ c'eſt-à-dire , que les enfans mâles ſuccé-
 „ deront à leur pere “.

Il eſt clair que les cinq premiers articles concernent la ſucceſſion de celui qui meurt ſans enfans ; & le ſixieme , la ſucceſſion de celui qui a des enfans.

Lorsqu'un homme mourroit ſans enfans , la loi vouloit qu'un des deux ſexes n'eût de préférence ſur l'autre que dans de certains cas. Dans les deux premiers degrés de ſucceſſion , les avantages des mâles & des femmes étoient les mêmes ; dans le troiſieme & le quatrieme , les femmes avoient la préférence ; & les mâles l'avoient dans le cinquieme.

Je trouve les ſemences de ces bizarreries „ dans Tacite. Les enfans (§§) des ſœurs,
 dit-

(§§) *De terrâ verò ſaliâ in mulierem nulla portio hereditatis tranſit , ſed hoc virilis ſexus acquirit , hoc eſt filii in ipſâ hereditate ſuccedunt. Tit. 62. §. 6.*

(§§) *Sororum filiis idem apud avunculum quàm apud patrem honor. Quidam ſanctiorem arctiorem-que hunc nexum ſanguinis arbitrantur , & in accipiendis obſidibus magis exigunt , tanquam ii & animum firmitus & domum latius teneant , de morib. Germ.*

„ dit-il, sont chéris de leur oncle comme
 „ de leur propre pere. Il y a des gens
 „ qui regardent ce lien comme plus étroit
 „ & même plus saint; ils le préfèrent,
 „ quand ils reçoivent des otages. C'est
 „ pour cela que nos premiers historiens
 „ (***) nous parlent tant de l'amour des
 „ rois de Franks pour leur sœur & pour
 „ les enfans de leur sœur. Que si les en-
 „ fans des sœurs étoient regardés dans la mai-
 „ son comme les enfans mêmes, il étoit na-
 „ turel que les enfans regardassent leur tante
 „ comme leur propre mere.

La sœur de la mere étoit préférée à la
 sœur du pere; cela s'explique par d'autres
 textes de la loi salique: Lorsqu'une femme
 étoit veuve(†††), elle tomboit sous la tutelle
 des parens de son mari; la loi préféroit, pour
 cette tutelle, les parens par femmes, aux pa-
 rens par mâles. En effet, une femme qui en-
 troit dans une famille, s'unissant avec les
 personnes de son sexe, elle étoit plus liée avec
 les parens par femmes, qu'avec les parens par
 mâle

(***) Voyez dans Grégoire de Tours, liv. VIII,
 chap. XVII & XX, liv. IX, chap. XVI & XX,
 les fureurs de Gontran sur les mauvais traitemens
 faits à Ingunde sa niece par Leuvigilde: & comme
 Childebert, son frere, fit la guerre pour la venger.

(†††) Loi salique, tit. 47.

mâle. De plus, quand un (†††) homme en avoit tué un autre, & qu'il n'avoit pas de quoi fatisfaire à la peine pécuniaire qu'il avoit encourue, la loi lui permettoit de céder ses biens, & les parens devoient suppléer à ce qui manquoit. Après le pere, la mere & le frere, c'étoit la sœur de la mere qui payoit, comme si ce lien avoit quelque chose de plus tendre : or la parenté qui donne les charges, devoit de même donner les avantages.

La loi salique vouloit qu'après la sœur du pere, le plus proche parent par mâle eût la succession : mais s'il étoit parent au-delà du cinquieme degré, il ne succédoit pas. Ainsi une femme au cinquieme degré auroit succédé au préjudice d'un mâle du sixieme : & cela se voit dans la loi (§§§) des Franc Ripuaires, fidele interprete de la loi salique dans le titre des aleux, où elle suit pas à pas le même titre de la loi salique.

Si le pere laissoit des enfans, la loi salique vouloit que les filles fussent exclues de la succession à la terre salique, & qu'elle appartînt aux enfans mâles.

II

(†††) Loi salique. tit. 61, §. 1.

(§§§) *Et deinceps usque ad quintum genuculum qui proximus fuerit in hereditatem succedat.* tit. § 6, §. 6.

Il me fera aisé de prouver que la loi salique n'exclut pas indistinctement les filles de la terre salique, mais dans le cas seulement où des frères les excluroient. Cela se voit dans la loi salique même, qui, après avoir dit que les femmes ne posséderaient rien de la terre salique, mais seulement les mâles, s'interprète & se restreint elle-même; „ c'est-à-dire, dit-elle, „ que le fils succédera à l'hérédité du père “.

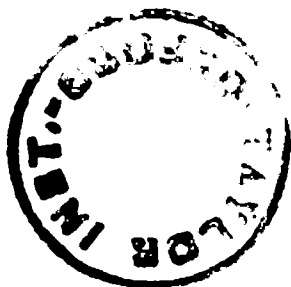
2°. Le texte de la loi salique est éclairci par la loi des Francs Ripuaires, qui a aussi un titre (*) des aïeux très-conforme à celui de la loi salique.

3°. Les loix de ces peuples barbares, tous originaires de la Germanie, s'interprètent les unes les autres, d'autant plus qu'elles ont toutes à peu près le même esprit. La loi des Saxons (†) veut que le père & la mère laissent leur hérédité à leur fils, & non pas à leur fille; mais que, s'il n'y a que des filles, elles aient tout l'hérédité.

4°. Nous

(*) Tit. § 6.

(†) Tit. 7. §. 1. *Pater aut mater defuncti, filio non filia hereditatem relinquant.* § 4. *Qui defunctus, non filios, sed filias reliquerit, ad eas omnis hereditas pertineat.*



230 DE L'ESPRIT DES LOIX ;

4°. Nous avons deux anciennes formules (†) qui posent le cas où , suivant la loi salique , les filles sont exclues par les mâles ; c'est lorsqu'elles concourent avec leur frere.

5°. Une autre formule (§) prouve que la fille succédoit au préjudice du petit-fils ; elle n'étoit donc exclue que par le fils.

6°. Si les filles, par la loi salique, avoient été généralement exclues de la succession des terres, il seroit impossible d'expliquer les histoires , les formules & les chartres , qui parlent continuellement des terres & des biens des femmes dans la premiere race.

On a (**) eu tort de dire que les terres saliques étoient des fiefs. 1°. Ce titre est intitulé *des aleux*. 2°. Dans les commencemens , les fiefs n'étoient point héréditaires. 3°. Si les terres saliques avoient été des fiefs, comment *Marculfe* auroit-il traité d'impie la coutume qui excluait les femmes d'y succéder , puisque les mâles mêmes ne succédoient pas aux fiefs ? 4°. Les chartres que l'on cite pour prouver que les terres saliques étoient des fiefs , prouvent
seule-

(†) Dans *Marculfe*, Liv. II, form. 12, & dans l'appendice de *Marculfe*, form. 49.

(§) Dans le recueil de *Lindembrecht*, form. 55.

(**) Du Cange, Pithou, &c.

seulement qu'elles étoient des terres franches. 5°. Les fiefs ne furent établis qu'après la conquête; & les usages saliques existoient avant que les Francs partissent de la Germanie. 6°. Ce ne fut point la loi salique qui, en bornant la succession des femmes, forma l'établissement des fiefs; mais ce fut l'établissement des fiefs qui mit des limites à la succession des femmes & aux dispositions de la loi salique.

Après ce que nous venons de dire, on ne croiroit pas que la succession perpétuelle des mâles à la couronne de France pût venir de la loi salique. Il est pourtant indubitable qu'elle en vient. Je le prouve par les divers codes des peuples barbares. La loi salique (††) & la loi des Bourguignons (††) ne donnerent point aux filles le droit de succéder à la terre avec leurs freres; elles ne succéderent pas non plus à la couronne. La loi des Wisigoths (§§) au contraire admit les filles (***) à succéder aux terres avec leurs freres, les femmes furent capables de succéder à la couronne

(††) Tit. 62.

(††) Tit. 1. §. 3. tit. 14. §. 1. & tit. 51.

(§§) Liv. IV, tit. 2. §. 1.

(***) Les nations Germanes, dit *Tacite*, avoient des usages communs; elles en avoient aussi de particuliers.

ronne. Chez ces peuples, la disposition de la loi civile força (†††) la loi politique.

Ce ne fut pas le seul cas où la loi politique chez les Francs céda à la loi civile. Par la disposition de la loi salique, tous les frères succédoient également à la terre; & c'étoit aussi la disposition de la loi des Bourguignons. Aussi, dans la monarchie des Francs & dans celle des Bourguignons, tous les frères succéderent-ils à la couronne, à quelques violences, meurtres & usurpations près, chez les Bourguignons.

CHAPITRE XXIII.

De la longue chevelure des rois Francs.

LES peuples qui ne cultivent point les terres, n'ont pas même l'idée du luxe.
II

(†††) La couronne chez les Ostrogoths, passa deux fois par les femmes aux mâles; l'une, par Amalasunthe, dans la personne d'Athalaric; & l'autre, par Amalafrede, dans la personne de Théodat. Ce n'est pas que, chez eux, les femmes ne pussent régner par elles-mêmes; Amalasunthe, après la mort d'Athalaric, régna, & régna même après l'élection de Théodat & concurremment avec lui. Voyez les lettres d'Amalasunthe & de Théodat, dans *Cassiodore*, Liv. X.

Il faut voir, dans *Tacite*, l'admirable simplicité des peuples Germains; les arts ne travailloient point à leurs ornemens, ils les trouvoient dans la nature. Si la famille de leur chef devoit être remarquée par quelque signe, c'étoit dans cette même nature qu'ils devoient le chercher: les rois des Francs, des Bourguignons, & des Wisigoths, avoient pour diadème leur longue chevelure.

CHAPITRE XXIV.

Des mariages des rois Francs.

J'AI dit ci-dessus que chez les peuples qui ne cultivent point les terres, les mariages étoient beaucoup moins fixes, & qu'on y prenoit ordinairement plusieurs femmes. Les Germains étoient presque les seuls (*) de tous les barbares qui se contentassent d'une seule femme, si l'on en excepte (†), dit *Tacite*, quelques personnes qui, non par dissolution, mais à cause

(*) *Prope soli barbarorum singulis uxoribus contenti sunt. De morib. Germ.*

(†) *Exceptis admodum paucis qui, non libidine, sed ob nobilitatem, plurimis nuptiis ambiuntur. ibid.*

234 DE L'ESPRIT DES LOIX,

„ à cause de leur noblesse , en avoient plusieurs. “

Cela explique comment les rois de la première race eurent un si grand nombre de femmes. Ces mariages étoient moins un témoignage d'incontinence, qu'un attribut de dignité: c'eût été les bleffer dans un endroit bien tendre , que de leur faire perdre une telle prérogative (†). Cela explique comment l'exemple des rois ne fut pas suivi par les sujets.

CHAPITRE XXV.

CHILDERIC.

„ LES mariages chez les Germains sont
„ sévères (*), dit *Tacite* : les vices
„ n'y font point un sujet de ridicule : cor-
„ rompre, ou être corrompu, ne s'appelle
„ point un usage ou une manière de vivre :
„ il y a peu d'exemples (†) dans une na-
„ tion

(†) Voyez la chronique de *Frédégaire* , sur l'an 628.

(*) *Severa matrimonia . . . Nemo illic vitia ridet ; nec corrumpere & corrumpi jaculum vocatur. De morib. Germ.*

(†) *Paucissima in tam numerosâ gente adulteria. Ibid.*

„ tion si nombreuse de la violation de la
 „ foi conjugale “.

Cela explique l'expulsion de Childeric :
 il choquoit des mœurs rigides , que la con-
 quête n'avoit pas eu le temps de changer.

CHAPITRE XXVI.

De la majorité des rois Francs.

LES peuples barbares qui ne cultivent
 point les terres , n'ont point propre-
 ment de territoire ; & sont , comme nous
 avons dit , plutôt gouvernés par le droit
 des gens que par le droit civil. Ils sont
 donc presque toujours armés. Aussi Ta-
 cite dit-il „ que les Germains (*) ne fai-
 „ soient aucune affaire publique ni parti-
 „ culière sans être armés “. Ils donnoient
 leur avis (†) par un signe qu'ils faisoient
 avec leurs armes (‡). Si-tôt qu'ils pou-
 voient les porter , ils étoient présentés à
 l'assemblée ; on leur mettoit dans les mains
 un

(*) *Nil , neque publica , neque privata rei , nisi
 armati agunt. Tacite , de morib. Germ.*

(†) *Si displicuit sententia , aspernantur ; sin pla-
 cuit , frameas concutiunt. Ibid.*

(‡) *Sed arma sumere non ante cuiquam moris
 quàm civitas suffecturum probaverit.*

un javelot (§) : dès ce moment, ils fortoient de l'enfance (**); ils étoient une partie de la famille, ils en devenoient une de la république.

„ Les aigles, disoit (††) le roi des Ostrogoths, cessent de donner la nourriture à leurs petits, sitôt que leurs plumes & leurs ongles sont formés; ceux-ci n'ont plus besoin du secours d'autrui, quand ils vont eux-mêmes chercher une proie. Il seroit indigne que nos jeunes gens qui sont dans nos armées fussent censés être dans un âge trop foible pour régir leur bien, & pour régler la conduite de leur vie. C'est la vertu qui fait la majorité chez les Goths “.

Childebert II. avoit quinze (††) ans, lorsque Gontran son oncle le déclara majeur,

(§) *Tum ipso concilio, vel principum aliquis, vel pater, vel propinquus, scuto frameâque juvenem ornant.*

(**) *Hæc apud illos toga, hic primus juvenia bonos: ante hoc domûs pars videntur, mox reipublica.*

(††) Théodoric, dans *Cassiodore*, Liv. I. lett. 38.

(††) Il avoit à peine cinq ans, dit Grégoire de Tours, Liv. V. ch. I, lorsqu'il succéda à son pere, en l'an 575; c'est-à-dire, qu'il avoit cinq ans. Gontran le déclara majeur en l'an 585: il avoit donc quinze ans.

jeur, & capable de gouverner par lui-même. On voit dans la loi des *Ripuai-
res* cet âge de quinze ans, la capacité de
porter les armes, & la majorité marcher
ensemble. „ Si un Ripuaire est mort, ou
„ a été tué, y est-il dit (§§), & qu'il
„ ait laissé un fils, il ne pourra pour sui-
„ vre, ni être poursuivi en jugement,
„ qu'il n'ait quinze ans complets; pour
„ lors il répondra lui-même, ou choisira
„ un champion “. Il falloit que l'esprit
fût assez formé pour se défendre dans le
jugement, & que le corps le fût assez pour
se défendre dans le combat. Chez les
Bourguignons (**), qui avoient aussi l'u-
sage du combat dans les actions judiciai-
res, la majorité étoit encore à quinze ans.

Agathias nous dit que les armes des
Francs étoient légères; ils pouvoient donc
être majeurs à quinze ans. Dans la suite,
les armes devinrent pesantes, & elles l'é-
toient déjà beaucoup, du temps de Char-
lemagne, comme il paroît par nos capi-
tulaires & par nos romans. Ceux qui (+++)
avoient des fiefs, & qui par conséquent
devoient

(§§) Tit. 81.

(**) Tit. 87.

(+++) Il n'y eut point de changement pour les
roturiers.

238 DE L'ESPRIT DES LOIX ,
devoient faire le service militaire , ne furent
plus majeurs qu'à vingt-un ans (††).

CHAPITRE XXVII.

Continuation du même sujet.

ON a vu que , chez les Germains , on n'alloit point à l'assemblée avant la majorité ; on étoit partie de la famille , & non pas de la république. Cela fit que les enfans de Clodomir , roi d'Orléans & conquérant de la Bourgogne , ne furent point déclarés rois ; parce que dans l'âge tendre où ils étoient ils ne pouvoient pas être présentés à l'assemblée. Ils n'étoient pas rois encore , mais ils devoient l'être lorsqu'ils feroient capables de porter les armes ; & cependant Clotilde leur ayeule gouvernoit l'état (*). Leurs oncles Clotaire & Childobert les égorgerent , & partagèrent

(††) Saint Louis ne fut majeur qu'à cet âge. Cela changea par un édit de Charles V , de l'an 1374.

(*) Il paroît , par Grégoire de Tours , Liv. III , qu'elle choisit deux hommes de Bourgogne , qui étoit une conquête de Clodomir , pour les élever au siège de Tours , qui étoit aussi du royaume de Clodomir.

agerent leur royaume. Cet exemple fut cause que dans la suite les princes pupiles furent déclarés rois, d'abord après la mort de leurs peres. Ainsi le duc Gondovalde sauva Childebert II. de la cruauté de Childeéric, & le fit déclarer roi (†) à l'âge de cinq ans.

Mais, dans ce changement même, on suivit le premier esprit de la nation; de sorte que les actes ne se passoient pas même au nom de rois pupiles. Aussi y eut-il chez les Francs une double administration; l'une, qui regardoit la personne du roi pupile; & l'autre, qui regardoit le royaume: & dans les fiefs, il y eut une différence entre la tutelle & la baillie.

CHAPITRE XXVIII

De l'adoption chez les Germains

COMME chez les Germains on devenoit majeur en recevant les armes, on étoit adopté par le même signe. Ainsi Gontran voulant déclarer majeur son neveu Childebert,

(†) Grégoire de Tours, Liv. V, ch. I. *Vix lustris atatis uno jam peracto, qui die dominica Natalis, regnare cepit.*

bert, & de plus l'adopter, il lui dit : „ J'ai
 „ mis (*) ce javelot dans tes mains ,
 „ comme un signe que je t'ai donné mon
 „ royaume “. Et se tournant vers l'as-
 semblée : „ Vous voyez que mon fils Chil-
 „ debert est devenu un homme, obéissez-
 „ lui “. Théodoric, roi des Ostrogoths,
 voulant adopter le roi des Hérules, lui
 écrivit : (†) „ C'est une belle chose parmi
 „ nous de pouvoir être adopté par les
 „ armes : car les hommes courageux sont
 „ les seuls qui méritent de devenir nos
 „ enfans. Il y a une telle force dans cet
 „ acte, que celui qui en est l'objet, ai-
 „ mera toujours mieux mourir, que de
 „ souffrir quelque chose de honteux. Ainsi,
 „ par la coutume des nations, & parce
 „ que vous êtes un homme nous vous
 „ adoptons par ces boucliers, ces épées,
 „ ces chevaux que nous vous envoyons. “.

CHA-

(*) Voyez Grégoire de Tours, Liv. VII. chap.
 XXIII.

(†) Dans Cassiodore, Liv. IV. lett. II.

CHAPITRE XXIX.

Esprit sanguinaire des rois Francs.

CLOVIS n'avoit pas été le seul des princes chez les Francs, qui eût entrepris des expéditions dans les Gaules ; plusieurs de ses parens y avoient mené des tribus particulieres : Et comme il y eut de plus grands succès , & qu'il put donner des établissemens considérables à ceux qui l'avoient suivi, les Francs accoururent à lui de toutes les tribus , & les autres chefs se trouverent trop foibles pour lui résister. Il forma le dessein d'exterminer toute sa maison, & il y réussit (*). Il craignoit, dit *Grégoire de Tours* (†), que les Francs ne prissent un autre chef. Ses enfans & ses successeurs suivirent cette pratique autant qu'ils purent : on vit sans cesse le frère, l'oncle, le neveu, que dis-je ? le fils, le pere, conspirer contre toute sa famille. La loi séparoit sans cesse la monarchie ; la crainte, l'ambition & la cruauté vouloient la réunir.

CHA-

(*) *Grégoire de Tours*, Liv. II.
Tom. II.

(†) *Ibid.*

CHAPITRE XXX.

Des assemblées de la nation chez les Francs.

ON a dit ci-dessus, que les peuples qui ne cultivent point les terres jouissoient d'une grande liberté. Les Germains furent dans ce cas. *Tacite* dit qu'ils ne donnoient à leurs rois ou chefs qu'un pouvoir très-moderé (*); & *César* (†), qu'ils n'avoient pas de magistrat commun pendant la paix, mais que dans chaque village les princes rendoient la justice entre les leurs. Aussi les Francs dans la Germanie n'avoient-ils point de roi, comme *Grégoire de Tours* (‡) le prouve très-bien.

„ Les princes (§), dit *Tacite*, délibèrent
„ sur les petites choses, toute la nation sur
les

(*) *Nec regibus libera aut infinita potestas. Ceterum neque animadvertere, neque vincere, neque verberare, &c. De morib. Germ.*

(†) *In pace nullus est communis magistratus; sed principes regionum atque pagorum inter suos jus dicunt. De bello Gall. Liv. VI.*

(‡) *Liv. II.*

(§) *De minoribus principes consultant, de majoribus omnes; ita tamen ut ea quorum penes plebem arbitrium est, apud principes quoque pertractentur. De morib. Germ.*

„ les grandes ; de sorte pourtant que les
 „ affaires dont le peuple prend connois-
 „ sance, sont portées de même devant les
 „ princes “. Cet usage se conserva après
 la conquête, comme (**) on le voit dans
 tous les monumens.

Tacite (††) dit que les crimes capitaux
 pouvoient être portés devant l'assemblée.
 Il en fut de même après la conquête, &
 les grands vassaux y furent jugés.

CHAPITRE XXXI.

De l'autorité du clergé dans la première race.

CHEZ les peuples barbares, les prêtres
 ont ordinairement du pouvoir, parce
 qu'ils ont & l'autorité qu'ils doivent tenir
 de la religion, & la puissance que chez des
 peuples pareils donne la superstition. Aussi
 voyons-nous, dans *Tacite*, que les prêtres
 étoient fort accrédités chez les Ger-
 mains

(**) *Lex consensu populi fit & constitutione regis.*
 Capitulaires de Charles le Chauve, an. 864. art 6.

(††) *Licet apud concilium accusare & discrimen
 capitis intendere.* De moribus Germ.

244 DE L'ESPRIT DES LOIX,

maines, qu'ils mettoient la police (*) dans l'assemblée du peuple. Il n'étoit permis qu'à (†) eux de châtier, de lier, de frapper : ce qu'ils faisoient, non pas par un ordre du prince, ni pour infliger une peine ; mais comme par une inspiration de la divinité, toujours présente à ceux qui font la guerre.

Il ne faut pas être étonné si, dès le commencement de la première race, on voit les évêques arbitres (‡) des jugemens, si on les voit paroître dans les assemblées de la nation, s'ils influent si fort dans les résolutions des rois, & si on leur donne tant de biens (a).

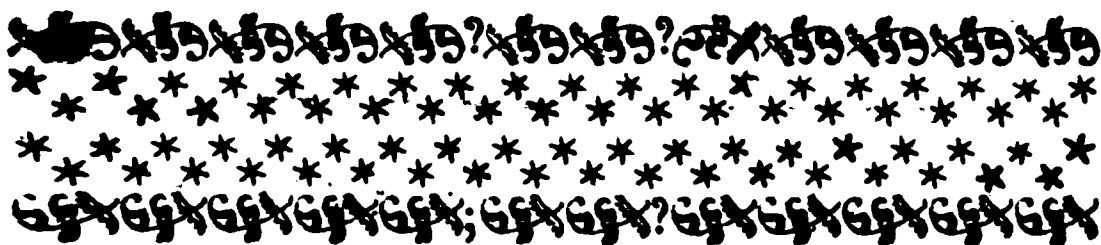
LIVRE

(*) *Silentium per sacerdotes, quibus & coercendus est, imperatur. De moribus Germ.*

(†) *Nec regibus libera aut infinita potestas. Ceterum neque animadvertere, nisi vincire, neque verberare, nisi sacerdotibus est permissum; non quasi in penam, nec ducis jussu, sed velut Deo imperante, quem adesse bellatoribus credunt. Ibid.*

(‡) Voyez la constitution de Clotaire de l'an 560, article 6.

(a) *L'esprit des loix quintessencié* contient de très-bonnes réflexions sur tout ce qui est dit dans ce XVIII. livre. (R. d'un A.)

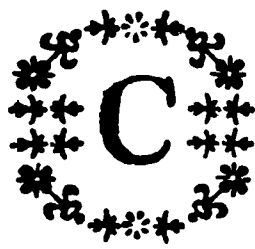


LIVRE XIX.

*Des loix', dans le rapport qu'elles ont
avec les principes qui forment l'es-
prit général, les mœurs &
manieres d'une nation.*

CHAPITRE PREMIER.

Du sujet de ce livre.

ETTE matiere est d'une grande
étendue. Dans cette foule d'i-
dées qui se présentent à mon
esprit, je serai plus attentif à l'ordre des
choses, qu'aux choses mêmes. Il faut que
j'écarte à droite & à gauche, que je per-
ce, & que je me fasse jour (a).

CHA-

[a] Je ne voudrois point trouver de semblables
pauvretés dans un ouvrage destiné à nous dévelo-
per

CHAPITRE II.

Combien, pour les meilleures loix, il est nécessaire que les esprits soient préparés.

RIEN ne parut plus insupportable aux Germains (*) que le tribunal de Varus. Celui que Justinien érigea (†) chez les Laziens, pour faire le procès au meurtrier de leur roi, leur parut une chose horrible & barbare. Mithridate (‡) haranguant contre les Romains, leur reproche sur-tout les formalités (§) de leur justice. Les Parthes ne purent supporter ce roi, qui ayant été élevé à Rome, se rendit affable (**) & accessible à tout le monde. La liberté même a paru insupportable à des

per l'Esprit des loix. Après avoir lu ce Chapitre, qu'à-t-on appris ? qu'il faut que l'auteur écarte à droite & à gauche, qu'il perce, qu'il se fasse jour ? étoit-ce la peine de faire un Chapitre exprès pour nous en prévenir ? [R. d'un A.]

[*] Ils coupoient la langue aux avocats, & disoient : *Vipere, cesse de siffler.* Tacite.

[†] Agathias, Liv. IV.

[‡] Justin, Liv. XXXVIII.

[§] *Catummas litium.* Ibid.

[**] *Prompti aditus, nova comitas, ignota Parthis virtutes, nova vitia.* Tacite.

des peuples qui n'étoient pas accoutumés à en jouir. C'est ainsi qu'un air pur est quelquefois nuisible à ceux qui ont vécu dans des pays marécageux.

Un Vénitien nommé *Balbi*, étant au (††) Pégu, fut introduit chez le roi. Quand celui-ci apprit qu'il n'y avoit point de roi à Venise, il fit un si grand éclat de rire, qu'une toux le prit, ce qu'il eut beaucoup de peine à parler à ses courtisans. Quel est le législateur qui pourroit proposer le gouvernement populaire à des peuples pareils ?

CHAPITRE III.

De la tyrannie.

IL y a deux sortes de tyrannie ; une réelle, qui consiste dans la violence du gouvernement ; & une d'opinion, qui se fait sentir lorsque ceux qui gouvernent établissent des cho-

[††] Il en a fait la description en 1596. *Recueil des voyages qui ont servi à l'établissement de la Compagnie des Indes*, tom. III, part. I, pag. 33.

248 DE L'ESPRIT DES LOIX ,
choses qui choquent la maniere de penser
d'une nation (b).

Dion dit qu'Auguste voulut se faire appeller Romulus; mais qu'ayant appris que le peuple craignoit qu'il ne voulût se faire roi, il changea de dessein. Les premiers Romains ne vouloient point de roi, parce qu'ils n'en pouvoient souffrir la puissance: les Romains d'alors ne vouloient point de roi, pour n'en point souffrir les manieres. Car, quoique César, les Triumvirs, Auguste, fussent de véritables rois, ils avoient gardé tout l'extérieur de l'égalité, & leur vie privée contenoit une espece d'opposition avec le vaste de rois d'alors: & quand ils ne vouloient point de roi, cela signifioit qu'ils vouloient garder leurs manieres; & ne pas prendre celles des peuples d'Afrique & d'orient.

Dion (*) nous dit que le peuple Romain étoit indigné contre Auguste, à cause de certaines loix trop dures qu'il avoit faites: mais que si-tôt qu'il eut fait revenir le comédien Pylade que les factions avoient chassé de la ville, le mécontentement cessa.

Un

[b] Voilà une réflexion des plus sensées, & à laquelle on ne fait communément que trop peu d'attention. [R. d'un A.];

[*] Liv. LIV, pag. 532.

Un peuple pareil sentoît plus vivement la tyrannie lorsqu'on chassoit un baladin, que lorsqu'on lui ôtoit toutes ses loix.

CHAPITRE IV.

Ce que c'est que l'esprit général.

PLU SIEURS choses gouvernent les hommes, le climat, la religion, les loix, les maximes du gouvernement, les exemples des choses passées, les mœurs, les manières; d'où il se forme un esprit général qui en résulte.

A mesure que dans chaque nation une de ces causes agit avec plus de force, les autres lui cedent d'autant. La nature & le climat dominant presque seuls sur les sauvages; les manières gouvernent les Chinois; les loix tyrannisent le Japon; les mœurs donnoient autrefois le ton dans Lacédémone; les maximes du gouvernement & les mœurs anciennes le donnoient dans Rome.

CHAPITRE V.

Combien il faut être attentif à ne point changer l'esprit général d'une nation.

S'IL y avoit dans le monde une nation qui eût une humeur sociable, une ouverture de cœur, une joie dans la vie, un goût, une facilité à communiquer ses pensées; qui fût vive, agréable, enjouée, quelquefois imprudente, souvent indiscrete; & qui eût avec cela du courage, de la générosité, de la franchise, un certain point d'honneur; il ne faudroit point chercher à gêner par des loix ses manieres, pour ne point gêner ses vertus. Si en général le caractère est bon, qu'importe de quelques défauts qui s'y trouvent (c)?

On y pourroit contenir les femmes, faire des loix pour corriger leurs mœurs, & borner leur luxe: mais qui fait si on n'y perdrait pas un certain goût, qui seroit la source des richesses de la nation, & une politesse qui attire chez elle les étrangers?

C'est

[c] Il ne faut pas être linx pour reconnoître ici le François. [R. d'un A.]

C'est au législateur à suivre l'esprit de la nation, lorsqu'il n'est pas contraire aux principes du gouvernement ; car nous ne faisons rien de mieux que ce que nous faisons librement, & en suivant notre génie naturel.

Qu'on donne un esprit de pédanterie à une nation naturellement gaie, l'état n'y gagnera rien, ni pour le dedans, ni pour le dehors. Laissez-lui faire les choses frivoles sérieusement, & gaiement les choses sérieuses.

CHAPITRE VI

Qu'il ne faut pas tout corriger.

QU'ON nous laisse comme nous sommes, disoit un gentilhomme d'une nation qui ressemble beaucoup à celle dont nous venons de donner une idée. La nature répare tout. Elle nous a donné une vivacité capable d'offenser, & propre à nous faire manquer à tous les égards ; cette même vivacité est corrigée par la politesse qu'elle nous procure, en nous inspirant du goût pour le monde, & surtout pour le commerce des femmes.

Qu'on nous laisse tels que nous sommes. Nos qualités indiscrettes, jointes à notre peu de malice, font que les loix qui gêneroient l'humeur sociable parmi nous, ne feroient point convenables.

CHAPITRE VII.

Des Athéniens & des Lacédémoniens.

Les Athéniens, continuoit ce gentilhomme, étoient un peuple qui avoit quelque rapport avec le notre. Il mettoit de la gaieté dans les affaires ; un trait de raillerie lui plaîsoit sur la tribune comme sur le théâtre. Cette vivacité qu'il mettoit dans les conseils, il la portoit dans l'exécution. Le caractère des Lacédémoniens étoit grave, sérieux, sec, taciturne. On n'auroit pas plus tiré partie d'un Athénien en l'ennuyant, que d'un Lacédémonien en le divertissant.

CHAPITRE VIII.

Effets de l'humeur sociable.

Plus les peuples se communiquent, plus ils changent aisément de manieres, parce

ce que chacun est plus un spectacle pour un autre; on voit mieux les singularités des individus. Le climat qui fait qu'une nation aime à se communiquer, fait aussi qu'elle aime à changer; & ce qui fait qu'une nation aime à changer, fait aussi qu'elle se forme le goût.

La société des femmes gâte les mœurs, & forme le goût: l'envie de plaire plus que les autres, établit les parures; & l'envie de plaire plus que soi-même, établit les modes. Les modes sont un objet important: à force de se rendre l'esprit frivole, on augmente sans cesse les branches de son commerce (*).

CHAPITRE IX.

De la vanité & de l'orgueil des nations.

LA vanité est un aussi bon ressort pour un gouvernement, que l'orgueil en est un dangereux. Il n'y a pour cela qu'à se représenter, d'un côté, les biens sans nombre qui résultent de la vanité; de-là le luxe, l'industrie, les arts, les modes, la politesse, le goût; & d'un autre côté, les
maux

[*] Voyez la fable des abeilles.

C H A P I T R E X.

Du caractère des Espagnols , & de celui des Chinois.

LES divers caractères des nations sont mêlés de vertus & de vices, de bonnes & de mauvaises qualités. Les heureux mélanges sont ceux dont il résulte de grands biens, & souvent on ne les soupçonneroit pas; il y en a dont il résulte de grands maux, & qu'on ne soupçonneroit pas non plus.

La bonne foi des Espagnols a été fameuse dans tous les temps. *Justin* (*) nous parle de leur fidélité à garder les dépôts; ils ont souvent souffert la mort pour les tenir secrets. Cette fidélité qu'ils avoient autrefois, ils l'ont encore aujourd'hui. Toutes les nations qui commercent à Cadix, confient leur fortune aux Espagnols; elles ne s'en sont jamais repenties. Mais cette qualité admirable, jointe à leur paresse, forme un mélange dont il résulte des effets qui leur sont pernicioeux : les peuples de l'Europe font, sous leurs yeux, tout le commerce de leur monarchie.

Le

[*] Liv. XLIII.

Le caractère des Chinois forme un autre mélange, qui est en contraste avec le caractère des Espagnols. Leur vie précaire (†) fait qu'ils ont une activité prodigieuse, & un desir si excessif du gain, qu'aucune nation commerçante ne peut se fier à eux (†). Cette infidélité reconnue leur a conservé le commerce du Japon; aucun négociant d'Europe n'a osé entreprendre de le faire sous leur nom, quelque facilité qu'il y eût eu à l'entreprendre par leurs provinces maritimes du nord.

CHAPITRE XI.

Réflexion.

JE n'ai point dit ceci pour diminuer rien de la distance infinie qu'il y a entre les vices & les vertus : à Dieu ne plaise ! J'ai seulement voulu faire comprendre que tous les vices politiques ne sont pas des vices moraux, & que tous les vices moraux ne sont pas des vices politiques ; & c'est ce qu'il ne doivent point ignorer ceux qui font des loix qui choquent l'esprit général.

CHA-

Par la nature du climat & du terrain.
Le P. du Halde, tom. II.

CHAPITRE XII.

Des manieres & des mœurs dans l'état despotique.

C'EST une maxime capitale , qu'il ne faut jamais changer les mœurs & les manieres dans l'état despotique ; rien ne feroit plus promptement suivi d'une révolution. C'est que dans ces états il n'y a point de loix , pour ainsi dire , il n'y a que des mœurs & des manieres : & si vous renversez cela , vous renversez tout.

Les loix sont établies , les mœurs sont inspirées ; celles-ci tiennent plus à l'esprit général , celles-là tiennent plus à une institution particuliere : or il est aussi dangereux , & plus , de renverser l'esprit général , que de changer une institution particuliere.

On se communique moins dans les pays où chacun , & comme supérieur & comme inférieur , exerce & souffre un pouvoir arbitraire , que dans ceux où la liberté regne dans toutes les conditions. On y change donc moins de manieres & de mœurs ; les manieres plus fixes approchent plus des loix : ainsi il faut qu'un prince ou un législateur

lateur y choque moins les mœurs & les manieres que dans aucun pays du monde.

Les femmes y sont ordinairement enfermées , & n'ont point de ton à donner. Dans les autres pays où elles vivent avec les hommes , l'envie qu'elles ont de plaire , & le desir que l'on a de leur plaire aussi , font que l'on change continuellement de manieres. Les deux sexes se gâtent , ils perdent l'un & l'autre leur qualité distinctive & essentielle : il se met un arbitraire dans ce qui étoit absolu , & les manieres changent tous les jours.

CHAPITRE XIII.

Des manieres chez les Chinois.

MAIS c'est à la Chine que les manieres sont indestructibles. Outre que les femmes y sont absolument séparées des hommes , on enseigne dans les écoles les manieres comme les mœurs. On connoît un lettré (*) à la façon aisée dont il fait la révérence. Ces choses une fois données en préceptes & par de graves docteurs , s'y fixent comme des principes de morale , & ne changent plus.

CHA.

(*) Dit le P. du Halde.

C H A P I T R E XIV.

Quels sont les moyens naturels de changer les mœurs & les manières d'une nation.

Nous avons dit que les loix étoient des institutions particulieres & précises du législateur , & les mœurs & les manières des institutions de la nation en général. De-là il suit que , lorsque l'on veut changer les mœurs & les manières , il ne faut pas les changer par les loix ; cela paroîtroit trop tyrannique : il vaut mieux les changer par d'autres mœurs & d'autres manières (d).

Ainsi , lorsqu'un prince veut faire de grands changemens dans sa nation , il faut qu'il réforme par les loix ce qui est établi par les loix , & qu'il change par les manières , ce qui est établi par les manières : & c'est une très-mauvaise politique , de changer par les loix ce qui doit être changé par les manières.

La loi qui obligeoit les Moscovites à se faire couper la barbe & les habits , & la violence

(d) Voilà encore une excellente réflexion , à laquelle ceux qui sont au timon des affaires ne peuvent faire trop d'attention. (R. d'un A.)

violence de Pierre I, qui faisoit tailler jusqu'aux genoux les longues robes de ceux qui entroient dans les villes , étoient tyranniques. Il y a des moyens pour empêcher les crimes , ce sont les peines ; il y en a pour faire changer les manieres , ce sont les exemples.

La facilité & la promptitude avec laquelle cette nation s'est policée , a bien montré que ce prince avoit trop mauvaise opinion d'elle ; & que ces peuples n'étoient pas des bêtes , comme il le disoit. Les moyens violens qu'il employa étoient inutiles ; il seroit arrivé tout de même à son but par la douceur.

Il éprouva lui-même la facilité de ces changemens. Les femmes étoient renfermées , & en quelque façon esclaves ; il les appella à la cour , il les fit habiller à l'Allemande , il leur envoyoit des étoffes. Ce sexe goûta d'abord une façon de vivre qui flattoit si fort son goût , sa vanité & ses passions , & la fit goûter aux hommes.

Ce qui rendit le changement plus aisé , c'est que les mœurs d'alors étoient étrangères au climat , & y avoient été apportées par le mélange des nations & par les conquêtes. Pierre I donnant les mœurs & les manieres de l'Europe à une nation d'Europe , trouva des facilités qu'il n'attendoit pas

pas lui-même. L'empire du climat est le premier de tous les empires. Il n'avoit donc pas besoin de loix pour changer les mœurs & les manieres de sa nation; il lui eût suffi d'inspirer d'autres mœurs & d'autres manieres.

En général, les peuples sont très-attachés à leurs coutumes; les leur ôter violemment, c'est les rendre malheureux: il ne faut donc pas les changer, mais les engager à les changer eux-mêmes.

Toute peine qui ne dérive pas de la nécessité est tyrannique. La loi n'est pas un pur acte de puissance; les choses indifférentes par leur nature ne sont pas de son ressort (e).

CHA-

(e) Tout ce Chapitre est rempli d'excellentes maximes, sur lesquelles l'Auteur de l'*Esprit des loix quintessencié* ne rend pas justice à Mr. de Montesquieu: il ne s'agit pas uniquement dans l'administration d'un état du *quid*, mais aussi de *quomodo*. Il ne faut pas savoir uniquement ce qui devrait avoir lieu, mais comment réussir: & pour réussir il faut saisir le foible de l'homme, se plier aux préjugés, s'accommoder aux opinions, sans quoi toutes les vues seront vaines, & les entreprises se feront à pure perte. (R. d'un A.)

CHAPITRE XV.

*Influence du gouvernement domestique
sur le politique.*

CE changement des mœurs des femmes influera sans doute beaucoup dans le gouvernement de Moscovie. Tout est extrêmement lié : le despotisme du prince s'unit naturellement avec la servitude des femmes ; la liberté des femmes avec l'esprit de la monarchie.

CHAPITRE XVI.

*Comment quelques législateurs ont confondu
les principes qui gouvernent les hommes.*

LES mœurs & les manières sont des usages que les loix n'ont point établis, ou n'ont pas pu, ou n'ont pas voulu établir.

Il y a cette différence entre les loix & les mœurs, que les loix reglent plus les actions du citoyen, & que les mœurs reglent plus les actions de l'homme. Il y a cette différence entre les mœurs & les manières,

nieres, que les premieres regardent plus la conduite intérieure, les autres l'extérieure.

Quelquefois, dans un état, ces choses (*) se confondent. Lycurgue fit un même code pour les loix, les mœurs & les manieres; & les législateurs de la Chine en firent de même.

Il ne faut pas être étonné si les législateurs de Lacédémone & de la Chine confondirent les loix, les mœurs & les manieres : c'est que les mœurs représentent les loix, & les manieres représentent les mœurs.

Les législateurs de la Chine avoient pour principal objet de faire vivre leur peuple tranquille. Ils voulurent que les hommes se respectassent beaucoup; que chacun sentît à tous les instans qu'il devoit beaucoup aux autres, qu'il n'y avoit point de citoyen qui ne dépendit à quelqu'égard d'un autre citoyen : ils donnerent donc aux regles de la civilité la plus grande étendue.

Ainsi, chez les peuples Chinois, on vit les gens (†) de village observer entr'eux
des

(*) Moïse fit un même code pour les loix & la religion. Les premiers Romains confondirent les coutumes anciennes avec les loix.

(†) Voyez le P. du Ha'de.

des cérémonies comme les gens d'une condition relevée : moyen très propre à inspirer la douceur, à maintenir parmi le peuple la paix & le bon ordre, & à ôter tous les vices qui viennent d'un esprit dur. En effet, s'affranchir des règles de la civilité, n'est-ce pas chercher le moyen de mettre ses défauts plus à l'aise ?

La civilité vaut mieux à cet égard que la politesse. La politesse flatte les vices des autres, & la civilité nous empêche de mettre les nôtres au jour : c'est une barrière que les hommes mettent entr'eux pour s'empêcher de se corrompre.

Lycurgue, dont les institutions étoient dures, n'eut point la civilité pour objet lorsqu'il forma les manières ; il eut en vue cet esprit belliqueux qu'il vouloit donner à son peuple. Des gens toujours corrigés, ou toujours corrigés, qui instruisoient toujours, & étoient toujours instruits, également simples & rigides, exerçoient plutôt entr'eux des vertus qu'ils n'avoient des égards.

CHAPITRE XVII.

*Propriété particulière au gouvernement
de la Chine.*

Les législateurs de la Chine firent plus (*): ils confondirent la religion, les loix, les mœurs & les manières; tout cela fut la morale, tout cela fut la vertu. Les préceptes qui regardoient ces quatre points, furent ce que l'on appella les rites. Ce fut dans l'observation exacte des ces rites, que le gouvernement Chinois triompha. On passa toute sa jeunesse à les apprendre, toute sa vie à les pratiquer. Les lettrés les enseignèrent, les magistrats les prêchèrent. Et comme ils enveloppoient toutes les petites actions de la vie, lorsqu'on trouva le moyen de les faire observer exactement, la Chine fut bien gouvernée.

Deux choses ont pu aisément graver les rites dans le cœur & l'esprit des Chinois; l'une, leur manière d'écrire extrêmement composée, qui a fait que, pendant une très-grande partie de la vie, l'esprit a été uni-

(*) Voyez les livres classiques, dont le P. de Halde nous a donné de si beaux morceaux.

uniquement (†) occupé de ces rites, parce qu'il a fallu apprendre à lire dans les livres, & pour les livres qui les contenoient; l'autre, que les préceptes des rites n'ayant rien de spirituel, mais simplement des règles d'une pratique commune, il est plus aisé d'en convaincre & d'en frapper les esprits, que d'une chose intellectuelle.

Les princes qui, au lieu de gouverner par les rites, gouvernerent par la force des supplices, voulurent faire faire aux supplices ce qui n'est pas dans leur pouvoir, qui est de donner des mœurs. Les supplices retrancheront bien de la société un citoyen qui, ayant perdu ses mœurs, viole les loix : mais si tout le monde a perdu ses mœurs, les rétabliront-ils ? Les supplices arrêteront bien plusieurs conséquences du mal général, mais ils ne corrigeront pas ce mal. Aussi quand on abandonna les principes du gouvernement Chinois, quand la morale y fut perdue, l'état tomba-t-il dans l'anarchie, & on vit des révolutions.

CHA-

(†) C'est ce qui a établi l'émulation, la fuite de l'oïveté, & l'estime pour le savoir.

C H A P I T R E XVIII.

Conséquence du chapitre précédent.

IL résulte de - là que la Chine ne perd point ses loix par la conquête. Les manieres, les mœurs, les loix, la religion y étant la même chose, on ne peut changer tout cela à la fois. Et comme il faut que le vainqueur ou le vaincu changent, il a toujours fallu à la Chine que ce fût le vainqueur : car ses mœurs n'étant point ses manieres, ses manieres ses loix, ses loix sa religion, il a été plus aisé qu'il se pliât peu à peu au peuple vaincu, que le peuple vaincu à lui.

Il suit encore de - là une chose bien triste : c'est qu'il n'est presque pas possible que le Christianisme s'établisse jamais à la Chine (*). Les vœux de virginité, les assemblées des femmes dans les églises, leur communication nécessaire avec les ministres de la religion, leur participation aux sacremens, la confession auriculaire, l'extrê-

(*) Voyez les raisons données par les magistrats Chinois, dans les décrets par lesquels ils proscrivent la religion Chrétienne. *Let. édif. dix - septieme recueil.*

l'extrême-onction, le mariage d'une seule femme; tout cela renverse les mœurs & les manières du pays, & frappe encore du même coup sur la religion & sur les loix.

La religion Chrétienne, par l'établissement de la charité, par un culte public, par la participation aux mêmes sacremens, semble demander que tout s'unisse: les rites des Chinois semblent ordonner que tout se sépare.

Et comme on a vu que cette séparation (†) tient en général à l'esprit du despotisme, on trouvera dans ceci une des raisons qui font que le gouvernement monarchique & tout gouvernement modéré s'allient mieux (‡) avec la religion Chrétienne.

CHAPITRE XIX.

Comment s'est faite cette union de la religion, des loix, des mœurs & des manières, chez les Chinois.

Les législateurs de la Chine eurent pour principal objet du gouvernement la tran-

(†) Voyez le Liv. IV. ch. III. & le Liv. XIX. ch. XII.

(‡) Voyez ci dessous le Liv. XXIV. ch. III.

tranquillité de l'empire. La subordination leur parut le moyen le plus propre à la maintenir. Dans cette idée, ils crurent devoir inspirer le respect pour les peres, & ils rassemblèrent toutes leurs forces pour cela. Ils établirent une infinité de rites & de cérémonies, pour les honorer pendant leur vie & après leur mort. Il étoit impossible de tant honorer les peres morts, sans être porté à les honorer vivans. Les cérémonies pour les peres morts avoient plus de rapport à la religion; celles pour les peres vivans avoient plus de rapport aux loix, aux mœurs & aux manieres: mais ce n'étoit que les parties d'un même code, & ce code étoit très-étendu.

Le respect pour les peres étoit nécessairement lié avec tout ce qui représentoit les peres, les vieillards, les maîtres, les magistrats, l'empereur. Ce respect pour les peres supposoit un retour d'amour pour les enfans; & par conséquent le même retour des vieillards aux jeunes gens, des magistrats à ceux qui leur étoient soumis, de l'empereur à ses sujets. Tout cela formoit les rites, & ces rites l'esprit général de la nation.

On va sentir le rapport que peuvent avoir, avec la constitution fondamentale de la Chine, les choses qui paroissent les plus
plus

plus indifférentes. Cet empire est formé sur l'idée du gouvernement d'une famille. Si vous diminuez l'autorité paternelle, ou même si vous retranchez les cérémonies qui expriment le respect que l'on a pour elle, vous affoiblissez le respect pour les magistrats qu'on regarde comme des pères; les magistrats n'auront plus le même soin pour les peuples, qu'ils doivent considérer comme les enfans; ce rapport d'amour qui est entre le prince & les sujets, se perdra aussi peu à peu. Retranchez une de ces pratiques, & vous ébranlez l'état. Il est fort indifférent en soi, que tous les matins une belle-fille se leve pour aller rendre tels & tels devoirs à sa belle-mère: mais si l'on fait attention que ces pratiques extérieures rappellent sans cesse à un sentiment qu'il est nécessaire d'imprimer dans tous les cœurs, & qui va de tous les cœurs former l'esprit qui gouverne l'empire, l'on verra qu'il est nécessaire qu'une telle ou une telle action particulière se fasse.

CHAPITRE XX.

Explication d'un paradoxe sur les Chinois.

CE qu'il y a de singulier, c'est que les Chinois, dont la vie est entièrement dirigée par les rites, sont néanmoins le peuple le plus fourbe de la terre. Cela paroît surtout dans le commerce, qui n'a jamais pu leur inspirer la bonne foi qui lui est naturelle. Celui qui achete doit porter (*) sa propre balance; chaque marchand en ayant trois, une forte pour acheter, une légère pour vendre, & une juste pour ceux qui sont sur leurs gardes. Je crois pouvoir expliquer cette contradiction.

Les législateurs de la Chine ont eu deux objets : ils ont voulu que le peuple fût soumis & tranquille ; & qu'il fût laborieux & industrieux. Par la nature du climat & du terrain, il a une vie précaire ; on n'y est assuré de sa vie qu'à force d'industrie & de travail.

Quand tout le monde obéit & que tout le monde travaille, l'état est dans une heureuse

(*) Journal de Lange en 1721 & 1722 ; tom. VIII. des voyages du nord , pag. 363.

seuse situation. C'est la nécessité, & peut-être la nature du climat, qui ont donné à tous les Chinois une avidité inconcevable pour le gain ; & les loix n'ont pas songé à l'arrêter. Tout a été défendu, quand il a été question d'acquérir par violence ; tout a été permis, quand il s'est agi d'obtenir par artifice ou par industrie. Ne comparons donc pas la morale des Chinois avec celle de l'Europe. Chacun à la Chine a dû être attentif à ce qui lui étoit utile : si le fripon a veillé à ses intérêts, celui qui est dupe devoit penser aux siens. A Lacédémone, il étoit permis de voler ; à la Chine, il est permis de tromper.

CHAPITRE XXI.

Comment les loix doivent être relatives aux mœurs & aux manières.

IL n'y a que des institutions singulières qui confondent ainsi des choses naturellement séparées, les loix, les mœurs & les manières : mais quoiqu'elles soient séparées, elles ne laissent pas d'avoir entr'elles de grands rapports.

On demande à *Solon* si les loix qu'il avoit données aux Athéniens étoient les

274 DE L'ESPRIT DES LOIX,

meilleures. „ Je leur ai donné, répondit-il, les meilleures de celles qu'ils pouvoient souffrir “ : belle parole, qui devoit être entendue de tous les législateurs. Quand la sagesse divine dit au peuple Juif : „ Je vous ai donné des préceptes qui ne sont pas bons “, cela signifie qu'ils n'avoient qu'une bonté relative ; ce qui est l'éponge de toutes les difficultés que l'on peut faire sur les loix de Moïse.

CHAPITRE XXII

Continuation du même sujet.

QUAND un peuple a de bonnes mœurs, les loix deviennent simples. *Platon* (*) dit que Radamante, qui gouvernoit un peuple extrêmement religieux, expédioit tous les procès avec célérité, déferant seulement le serment sur chaque chef. Mais, dit le même *Platon* (†), quand un peuple n'est pas religieux, on ne peut faire usage du serment que dans les occasions où celui qui jure est sans intérêt, comme un juge & des témoins.

CHA-

(*) Des loix, Liv. XII

(†) *Ibid.*

CHAPITRE XXIII.

Comment les loix suivent les mœurs.

DANS le temps que les mœurs des Romains étoient pures , il n'y avoit point de loi particulière contre le péculat. Quand ce crime commença à paroître , il fut trouvé si infame , que d'être condamné à restituer (*) ce qu'on avoit pris , fut regardé comme une grande peine ; témoin le jugement de L. Scipion (†).

CHAPITRE XXIV.

Continuation du même sujet.

LES loix qui donnent la tutelle à la mère , ont plus d'attention à la conservation de la personne du pupile ; celles qui la donnent au plus proche héritier , ont plus d'attention à la conservation des biens. Chez les peuples dont les mœurs sont corrompues ,

(*) *In finphon.*

(†) Tite-Live, Liv. XXXVIII.

rompues, il faut mieux donner la tutelle à la mere. Chez ceux où les loix doivent avoir de la confiance dans les mœurs des citoyens, on donne la tutelle à l'héritier des biens, ou à la mere, & quelquefois à tous les deux.

Si l'on réfléchit sur les loix Romaines, on trouvera que leur esprit est conforme à ce que je dis. Dans le temps qu'on fit la loi des douze tables, les mœurs à Rome étoient admirables. On déféra la tutelle au plus proche parent du pupile, pensant que celui-là devoit avoir la charge de la tutelle, qui pouvoit avoir l'avantage de la succession. On ne crut point la vie du pupile en danger, quoiqu'elle fût mise entre les mains de celui à qui sa mort devoit être utile. Mais lorsque les

mettre

(*) Inst. Liv. II. tit. 6. §. 2. la compilation d'Ozel, à Leyde, 1658.

(†) Institut. Liv. II. de pupil. substit. §. 30.

(‡) La substitution vulgaire est celle où tel ne prend

mettre la pupillaire dans une partie du testament qu'on ne pourra ouvrir qu'après un certain temps. Voilà des craintes & des précautions inconnues aux premiers Romains (f).

CHAPITRE XXV.

Continuation du même sujet.

LA loi Romaine donnoit la liberté de se faire des dons avant le mariage ; après le mariage elle ne le permettoit plus. Cela étoit fondé sur les mœurs des Romains , qui n'étoient portés au mariage que par la frugalité , la simplicité & la modestie ; mais qui pouvoient se laisser séduire par les soins domestiques , les complaisances & le bonheur de toute une vie.

La loi de Wisigots (*) vouloit que l'époux ne pût donner à celle qu'il devoit épouser, au delà du dixieme de ses biens :

prend pas l'hérédité, je lui substitue, &c. La pupillaire est: si un tel meurt avant sa puberté, je lui substitue, &c.

(f) Ce Chapitre est censuré dans l'*Esprit des loix quintessencié* ainsi que tout le reste, mais selon moi très-mal à propos. (R. d'un A.)

(*) Liv. III, tit. I, §. 5.

& qu'il ne pût lui rien donner la première année de son mariage. Cela venoit encore des mœurs du pays. Les législateurs vouloient arrêter cette justice Espagnole, uniquement portée à faire des libéralités excessives dans une action d'éclat.

Les Romains, par leurs loix, arrêterent quelques inconvéniens de l'empire du monde le plus durable, qui est celui de la vertu : les Espagnols, par les leurs ; vouloient empêcher les mauvais effets de la tyrannie du monde la plus fragile, qui est celle de la beauté.

CHAPITRE XXVI.

Continuation du même sujet.

LA loi (*) de Théodose & de Valentinien tira les causes de répudiation des anciennes mœurs (†) & des manières des Romains. Elle mit au nombre de ces causes, l'action du mari (‡) qui châtieroit sa

(*) *Leg. VIII. cod. de repudiis.*

(†) Et de la loi des douze tables. Voyez Cicéron, seconde Philippique.

(‡) *Si verberibus, quæ ingenuis adimunt sunt, ascientem probaverit.*

sa femme d'une manière indigne d'une personne ingénue. Cette cause fut omise dans les loix suivantes (§) : c'est que les mœurs avoient changé à cet égard ; les usages d'orient avoient pris la place de ceux d'Europe. Le premier eunuque de l'impératrice femme de Justinien II, la menaça, dit l'histoire, de ce châtiment dont on punit les enfans dans les écoles. Il n'y a que des mœurs établies, ou des mœurs qui cherchent à s'établir, qui puissent faire imaginer une pareille chose.

Nous avons vu comment les loix suivent les mœurs : voyons à présent comment les mœurs suivent les loix.

CHAPITRE XXVII.

Comment les loix peuvent contribuer à former les mœurs, les manières & le caractère d'une nation.

LES coutumes d'un peuple esclave sont une partie de sa servitude : celles d'un peuple libre sont une partie de sa liberté.

J'ai parlé au livre XI (*) d'un peuple libre ; j'ai donné les principes de sa constitution,

(§) Dans la novelle 117, ch. XIV.

(*) Chapitre VI.

tution, voyons les effets qui ont dû suivre, le caractère qui a pu s'en former, & les manières qui en résultent. (g).

Je ne dis point que le climat n'ait produit en grande partie les loix, les mœurs & les manières dans cette nation; mais je dis que les mœurs & les manières de cette nation devroient avoir un grand rapport à ses loix.

Comme il y auroit dans cet état deux pouvoirs visibles, la puissance législative & l'exécutrice; que & tout citoyen y auroit sa volonté propre, & feroit valoir à son gré son indépendance; la plupart des gens auroient plus d'affection pour une de ces puissances que pour l'autre, le grand nombre n'ayant pas ordinairement assez d'équité ni de sens pour les affectionner également toutes les deux.

Et comme la puissance exécutrice, disposant de tous les emplois, pourroit donner de

(g) Ce Chapitre en est un sur lequel on pourroit faire un grand commentaire, si l'on en vouloit relever toutes les inexactitudes. Nous avons vu comment Mr. de MONTESQUIEU a confondu les trois pouvoirs dont il a parlé au *Liv. XI. Ch. VI. & suiv.* Ce défaut en produit plusieurs autres dans l'application qu'il faut de ces trois pouvoirs aux mœurs, aux manières, & au caractère de la Nation Britannique. (R. d'un A.)

de grandes espérances & jamais de craintes, tous ceux qui obtiendroient d'elle seroient portés à se tourner de son côté, & elle pourroit être attaquée par tous ceux qui n'en espéroient rien. (b)

Toutes les passions y étant libres, la haine, l'envie, la jalousie, l'ardeur de s'enrichir & de se distinguer, paroîtroient dans toute leur étendue; & si cela étoit autrement, l'état feroit comme un homme abbattu par la maladie, qui n'a point de passions, parce qu'il n'a point de forces (i).

La haine qui feroit entre les deux partis dureroit, parce qu'elle feroit toujours impuissante.

Ces partis étant composés d'hommes libres, si l'un prenoit trop le dessus, l'effet de la liberté feroit que celui-ci seroit abaissé, tandis que les citoyens, comme les
mains

(b) La puissance exécutive doit donner plutôt de grandes craintes & jamais d'espérances; parce qu'il est de sa nature d'infliger les peines, & non point de faire grace. La disposition des emplois n'appartient proprement pas à la puissance exécutive: elle seroit plutôt du ressort de la législative.
(R. d'un A.)

(i) Les conséquences que l'auteur nous étale ici sont toutes gratuites, parce qu'il n'est pas de l'essence d'un état, dans lequel les pouvoirs sont distincts, que toutes les passions y soient libres.
(R. d'un A.)

maines qui secourent le corps , viendroient relever l'autre.

Comme chaque particulier toujours indépendant suivroit beaucoup ses caprices & ses fantaisies, on changeroit souvent de parti; on en abandonneroit un où l'on laisseroit tous ses amis, pour se lier à un autre dans lequel on trouveroit tous ses ennemis; & souvent, dans cette nation, on pourroit oublier les loix de l'amitié & celles de la haine.

Le monarque feroit dans les cas des particuliers; & contre les maximes ordinaires de la prudence, il feroit souvent obligé de donner sa confiance à ceux qui l'auroient le plus choqué, & de disgracier ceux qui l'auroient le mieux servi, faisant par nécessité ce que les autres princes font par choix.

On craint de voir échapper un bien que l'on sent, que l'on ne connoît guere, & qu'on peut nous déguiser; & la crainte grossit toujours les objets. Le peuple seroit inquiet sur sa situation, & croiroit être en danger dans les momens même les plus surs.

D'autant mieux que ceux qui s'opposeroient le plus vivement à la puissance exécutive, ne pouvant avouer les motifs intéressés de leur opposition, ils augmenteroient les

les terreurs du peuple , qui ne fauroit jamais au juste s'il feroit en danger ou non. Mais cela même contribueroit à lui faire éviter les vrais périls où il pourroit dans la fuite être expofé.

Mais le corps légiflatif ayant la confiance du peuple , & étant plus éclairé que lui , il pourroit le faire revenir des mauvaifes impressions qu'on lui auroit données , & calmer ces mouvemens.

C'eft le grand avantage qu'auroit ce gouvernement fur les démocraties anciennes , dans lesquelles le peuple avoit une puiffance immédiate ; car lorsque des orateurs l'agitoient , ces agitations avoient toujours leur effet.

Ainsi quand les terreurs imprimées n'auroient point d'objet certain , elles ne produiroient que de vaines clameurs & des injures : & elles auroient même ce bon effet qu'elles tendroient tous les refforts du gouvernement , & rendroient tous les citoyens attentifs. Mais fi elles naiffent à l'occasion du renverfement des loix fondamentales , elles feroient foudres , funeftes , atroces , & produiroient des catastrophes.

Bientôt on verroit un calme affreux , pendant lequel tout fe réuniroit contre la puiffance violatrice des loix.

Si

Si, dans le cas où les inquiétudes n'ont pas d'objet certain, quelque puissance étrangère menaçoit l'état, & le mettoit en danger de sa fortune ou de sa gloire; pour lors, les petits intérêts cédant aux plus grands, tout se réuniroit en faveur de la puissance exécutrice.

Que si les disputes étoient formées à l'occasion de la violation des loix fondamentales, & qu'une puissance étrangère parût, il y auroit une révolution qui ne changeroit pas la forme du gouvernement, ni sa constitution: car les révolutions que forme la liberté ne sont qu'une confirmation de liberté.

Une nation libre peut avoir un libérateur; une nation subjuguée ne peut avoir qu'un autre oppresseur.

Car tout homme, qui a assez de force pour chasser celui qui est déjà le maître absolu dans un état, en a assez pour le devenir lui-même.

Comme, pour jouir de la liberté, il faut que chacun puisse dire ce qu'il pense; & que, pour la conserver, il faut encore que chacun puisse dire ce qu'il pense; un citoyen, dans cet état, diroit & écriroit tout ce que les loix ne lui ont pas défendu expressément de dire, ou d'écrire.

Cette

LIV. XIX. CHAP. XXVII. 285

Cette nation, toujours échauffée, pourroit plus aisément être conduite par ses passions que par la raison, qui ne produit jamais de grands effets sur l'esprit des hommes ; & il feroit facile à ceux qui la gouverneroient, de lui faire faire des entreprises contre ses véritables intérêts.

Cette nation aimeroit prodigieusement sa liberté, parce que cette liberté feroit vraie : & il pourroit arriver que, pour la défendre, elle sacrifieroit son bien, son aisance, ses intérêts ; qu'elle se chargeroit des impôts les plus durs, & tels que le prince le plus absolu n'oseroit les faire supporter à ses sujets.

Mais comme elle auroit une connoissance certaine de la nécessité de s'y soumettre, qu'elle paieroit dans l'espérance bien fondée de ne payer plus ; les charges y feroient plus pesantes que le sentiment de ces charges : au-lieu qu'il y a des états où le sentiment est infiniment au dessus du mal.

Elle auroit un crédit sûr, parce qu'elle emprunteroit à elle-même, & se paieroit elle-même. Il pourroit arriver qu'elle entreprendroit au-dessus de ses forces naturelles, & feroit valoir contre ses ennemis d'immenses richesses de fiction, que la
con-

confiance & la nature de son gouvernement rendroient réelles.

Pour conserver sa liberté, elle emprunteroit de ses sujets; & ses sujets, qui verroient que son crédit seroit perdu si elle étoit conquise, auroient un nouveau motif de faire des efforts pour défendre sa liberté.

Si cette nation habitoit une isle, elle ne seroit point conquérante, parce que des conquêtes séparées l'affoibliroient. Si le terrain de cette isle étoit bon, elle le seroit encore moins, parce qu'elle n'auroit pas besoin de la guerre pour s'enrichir. Et comme aucun citoyen ne dépendroit d'un autre citoyen, chacun feroit plus de cas de sa liberté, que de la gloire de quelques citoyens, ou d'un seul.

Là on regarderoit les hommes de guerre comme des gens d'un métier qui peut être utile & souvent dangereux, comme des gens dont les services sont laborieux pour la nation même; & les qualités civiles y seroient plus considérées.

Cette nation, que la paix & la liberté rendroient aisée, affranchie des préjugés destructeurs, seroit portée à devenir commerçante. Si elle avoit quelqueune de ces marchandises primitives qui servent à faire de ces choses auxquelles la main de l'ou-

vrier

vrier donne un grand prix , elle pourroit faire des établissemens propres à se procurer la jouissance de ce don du ciel dans toute son étendue.

Si cette nation étoit située vers le nord, & qu'elle eût un grand nombre de denrées superflues , comme elle manqueroit aussi d'un grand nombre de marchandises que son climat lui refuseroit , elle feroit un commerce nécessaire , mais grand , avec les peuples du midi : & choisissant les états qu'elle favoriseroit d'un commerce avantageux , elle feroit des traités réciproquement utiles avec la nation qu'elle auroit choisie.

Dans un état où d'un côté l'opulence seroit extrême , & de l'autre les impôts excessifs , on ne pourroit guere vivre sans industrie avec une fortune bornée. Bien des gens , sous prétexte de voyages ou de santé , s'exileroient de chez eux , & iroient chercher l'abondance dans le pays de la servitude même.

Une nation commerçante a un nombre prodigieux de petits intérêts particuliers ; elle peut donc choquer & être choquée d'une infinité de manières. Celle-ci deviendrait souverainement jalouse ; & elle s'affligeroit plus de la prospérité des autres qu'elle ne jouiroit de la sienne.

Et

Et ses loix , d'ailleurs douces & faciles , pourroient être si rigides à l'égard du commerce & de la navigation qu'on feroit chez elle , qu'elle sembleroit ne négocier qu'avec des ennemis.

Si cette nation envoyoit au loin des colonies , elle le feroit plus pour étendre son commerce que sa domination.

Comme on aime à établir ailleurs ce qu'on trouve établi chez soi , elle donneroit aux peuples de ses colonies la forme de son gouvernement propre : & ce gouvernement portant avec lui la prospérité , on verroit se former de grands peuples dans les forêts mêmes qu'elle enverroit habiter.

Il pourroit être qu'elle auroit autrefois subjugué une nation voisine , qui , par sa situation , la bonté de ses ports , la nature de ses richesses , lui donneroit de la jalousie : ainsi , quoiqu'elle lui eût donné ses propres loix , elle la tiendrait dans une grande dépendance , de façon que les citoyens y feroient libres , & que l'état lui-même feroit esclave.

L'état conquis auroit un très-bon gouvernement civil ; mais il seroit accablé par le droit des gens : & on lui imposeroit des loix de nation à nation , qui seroient telles

telles que sa prospérité ne feroit que précaire & seulement en dépôt pour un maître.

La nation dominante habitant une grande isle, & étant en possession d'un grand commerce, auroit toutes sortes de facilités pour avoir des forces de mer : & comme la conservation de sa liberté demanderoit qu'elle n'eût ni places, ni forteresses, ni armées de terre, elle auroit besoin d'une armée de mer qui la garantît des invasions ; & sa marine feroit supérieure à celle de toutes les autres puissances qui, ayant besoin d'employer leurs finances pour la guerre de terre, n'en auroient plus assez pour la guerre de mer.

L'empire de la mer a toujours donné aux peuples qui l'ont possédé, une fierté naturelle ; parce que, se sentant capables d'insulter par-tout, ils croient que leur pouvoir n'a pas plus de bornes que l'océan.

Cette nation pourroit avoir une grande influence dans les affaires de ses voisins. Car, comme elle n'emploieroit pas sa puissance à conquérir, on rechercheroit plus son amitié, & l'on craindroit plus sa haine, que l'inconstance de son gouvernement & son agitation intérieure ne sembleroit le promettre.

Ainsi ce feroit le destin de la puissance exécutive, d'être presque toujours inquiétée au-dedans, & respectée au dehors.

S'il arrivoit que cette nation devint en quelques occasions le centre des négociations de l'Europe, elle y porteroit un peu plus de probité & de bonne foi que les autres; parce que ses ministres étant souvent obligés de justifier leur conduite devant un conseil populaire, leurs négociations ne pourroient être secrètes, & ils feroient forcés d'être à cet égard un peu plus honnêtes-gens.

De plus, comme ils feroient en quelque façon garans des événemens qu'une conduite détournée pourroit faire naître, le plus sûr pour eux feroit de prendre le plus droit chemin.

Si les nobles avoient eu dans de certains temps un pouvoir immodéré dans la nation, & que le monarque eût trouvé le moyen de les abbaïffer en élevant le peuple, le point de l'extrême servitude auroit été entre le moment de l'abbaïssement des grands, & celui où le peuple auroit commencé à sentir son pouvoir.

Il pourroit être que cette nation ayant été autrefois soumise à un pouvoir arbitraire, en auroit en plusieurs occasions conservé le stile; de maniere que, sur le
fonds

fonds d'un gouvernement libre, on verroit souvent la forme d'un gouvernement absolu.

A l'égard de la religion, comme dans cet état chaque citoyen auroit sa volonté propre, & seroit par conséquent conduit par ses propres lumières, ou ses fantaisies, il arriveroit, ou que chacun auroit beaucoup d'indifférence pour toutes sortes de religions de quelque espèce qu'elles fussent, moyennant quoi tout le monde seroit porté à embrasser la religion dominante; ou que l'on seroit zélé pour la religion en général, moyennant quoi les sectes se multiplieroient.

Il ne seroit pas impossible qu'il y eût dans cette nation des gens qui n'auroient point de religion, & qui ne voudroient pas cependant souffrir qu'on les obligât à changer celle qu'ils auroient s'ils en avoient une: car ils sentiroient d'abord, que la vie & les biens ne sont pas plus à eux que leur manière de penser; & que qui peut ravir l'un; peut encore mieux ôter l'autre.

Si, parmi les différentes religions, il y en avoit une à l'établissement de laquelle on eût tenté de parvenir par la voie de l'esclavage, elle y seroit odieuse; parce que, comme nous jugeons des choses par

les liaisons, & les accessoires que nous y mettons; celle-ci ne se présenteroit jamais à l'esprit avec l'idée de liberté.

Les loix contre ceux qui professeroient cette religion, ne seroient point sangtinaires; car la liberté n' imagine point ces fortes de peines: mais elles seroient si réprimantes, qu'elles feroient tout le mal qui peut se faire de sang-froid.

Il pourroit arriver de mille manieres, que le clergé auroit si peu de crédit, que les autres citoyens en auroient davantage. Ainsi, au lieu de se séparer, il aimeroit mieux supporter les mêmes charges que les laïques, & ne faire à cet égard qu'un même corps: mais, comme il chercheroit toujours à s'attirer le respect du peuple, il se distingueroit par une conduite plus réservée, & des mœurs plus pures.

Ce clergé ne pouvant protéger la religion ni être protégé par elle, sans force pour contraindre, chercheroit à persuader: on verroit sortir de sa plume de très-bons ouvrages, pour prouver la révélation & la providence du grand être.

Il pourroit arriver qu'on éluderoit ses assemblées, & qu'on ne voudroit pas lui permettre de corriger ses abus mêmes; & que, par un délire de la liberté, on aimeroit

roit mieux laisser sa réforme imparfaite , que de souffrir qu'il fût réformateur.

Les dignités faisant partie de la constitution fondamentale , seroient plus fixes qu'ailleurs : mais d'un autre côté , les grands , dans ce pays de liberté , s'approcheroient plus du peuple ; les rangs seroient donc plus séparés , & les personnes plus confondues.

Ceux qui gouvernent ayant une puissance qui se remonte , pour ainsi dire , & se refait tous les jours , auroient plus d'égards pour ceux qui leur sont utiles , que pour ceux qui les divertissent : ainsi on y verroit peu de courtisans , de flatteurs , de complaisans , enfin de toutes ces sortes de gens qui font payer aux grands le vuide même de leur esprit.

On n'y estimeroit guere les hommes par des talens ou des attributs frivoles , mais par des qualités réelles ; & de ce genre il n'y en a que deux , les richesses & le mérite personnel.

Il y auroit un luxe solide , fondé , non pas sur le raffinement de la vanité , mais sur celui des besoins réels ; & l'on ne chercheroit guere dans les choses que les plaisirs que la nature y a mis.

On y jouiroit d'un grand superflu , & cependant les choses frivoles y seroient

proscrites : ainsi plusieurs ayant plus de bien que d'occasions de dépense , l'emploieroient d'une manière bizarre : & dans cette nation il y auroit plus d'esprit que de goût.

Comme on seroit toujours occupé de ses intérêts , on n'auroit point cette politesse qui est fondée sur l'oisiveté ; & réellement on n'en auroit pas le temps.

L'époque de la politesse des Romains est la même que celle de l'établissement du pouvoir arbitraire. Le gouvernement absolu produit l'oisiveté , & l'oisiveté fait naître la politesse.

Plus il y a de gens dans une nation qui ont besoin d'avoir des ménagemens enr'eux & de ne pas déplaire , plus il y a de politesse. Mais c'est plus la politesse des mœurs que celle des manières , qui doit nous distinguer des peuples barbares.

Dans une nation où tout homme à sa manière prendroit part à l'administration de l'état , les femmes ne devroient guere vivre avec les hommes. Elles feroient donc modestes , c'est - à - dire , timides ; cette timidité feroit leur vertu , tandis que les hommes sans galanterie se jetteroient dans une débauche qui leur laisseroit toute leur liberté & leur loisir.

Les loix n'y étant pas faites pour un particulier plus que pour un autre , chacun se regarderoit comme monarque ; & les

les hommes , dans cette nation , feroient plutôt des confédérés , que des concitoyens.

Si le climat avoit donné à bien des gens un esprit inquiet & des vues étendues , dans un pays où la constitution donneroit à tout le monde une part au gouvernement & des intérêts politiques , on parleroit beaucoup de politique ; on verroit des gens qui passeroient leur vie à calculer des événemens , qui , vu la nature des choses & le caprice de la fortune , c'est-à-dire , des hommes , ne sont guere soumis au calcul.

Dans une nation libre , il est très-souvent indifférent que les particuliers raisonnent bien ou mal ; il suffit qu'ils raisonnent : de-là fort la liberté qui garantit des effets de ces mêmes raisonnemens.

De même , dans un gouvernement despotique , il est également pernicieux qu'on raisonne bien ou mal ; il suffit qu'on raisonne , pour que le principe du gouvernement soit choqué.

Bien des gens qui ne se soucieront de plaire à personne , s'abandonneront à leur humeur ; la plupart , avec de l'esprit , seroient tourmentés par leur esprit même : dans le dédain ou le dégoût de toutes choses , ils seroient malheureux avec tant de sujets de ne l'être pas.

Aucun citoyen ne craignant aucun citoyen, cette nation feroit fiere; car la fierté des rois n'est fondée que sur leur indépendance.

Les nations libres sont superbes, les autres peuvent plus aisément être vaines.

Mais ces hommes si fiers, vivant beaucoup avec eux-mêmes, se trouveroient souvent au milieu de gens inconnus; ils feroient timides, & l'on verroit en eux la plupart du temps un mélange bizarre de mauvaise honte & de fierté.

Le caractère de la nation paroîtroit surtout dans leurs ouvrages d'esprit, dans lesquels on verroit des gens recueillis, & qui auroient pensé tout seuls.

La société nous apprend à sentir les ridicules; la retraite nous rend plus propres à sentir les vices. Leurs écrits satiriques feroient sanglans; & l'on verroit bien des Juvénals chez eux, avant d'avoir trouvé un Horace.

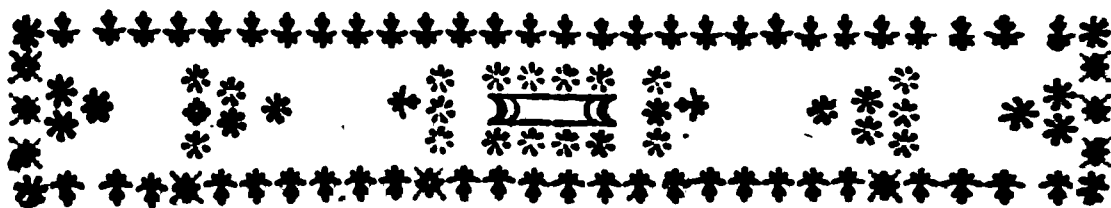
Dans les monarchies extrêmement absolues, les historiens trahissent la vérité, parce qu'ils n'ont pas la liberté de la dire: dans les états extrêmement libres, ils trahissent la vérité à cause de leur liberté même, qui, produisant toujours des divisions, chacun devient aussi esclave des pré-

préjugés de sa faction, qu'il le feroit d'un despote.

Leurs poètes auroient plus souvent cette rudesse originale de l'invention, qu'une certaine délicatesse que donne le goût, on y trouveroit quelque chose qui approcheroit plus de la force de Michel-Ange, que de la grace de Raphaël (k).

LIVRE

(k) Je ne sai si on trouvera ce tableau ressemblant; mais sûrement la conformité avec l'original ne devra pas être attribuée aux principes dont notre Auteur nous a entretenus. (R. d'un A.)



L I V R E X X.

*Des loix , dans le rapport qu'elles ont
avec le commerce , considéré dans
sa nature & ses distinctions.*

Docuit quæ maximus Atlas.

VIRGIL. *Æneid.*

CHAPITRE PREMIER.

Du commerce.

LES matieres qui suivent demande-
roient d'être traitées avec plus d'é-
tendue ; mais la nature de cet
ouvrage ne le permet pas. Je voudrois
couler sur une riviere tranquille ; je suis
entraîné par un torrent.

Le commerce guérit des préjugés des-
tructeurs : & c'est presque une regle géné-
rale , que par-tout où il y a des mœurs
douces , il y a du commerce ; & que par-
tout

tout où il y a du commerce, il y a des mœurs douces.

Qu'on ne s'étonne donc point si nos mœurs sont moins féroces qu'elles ne l'étoient autrefois. Le commerce a fait que la connoissance des mœurs de toutes les nations a pénétré par-tout : on les a comparées entr'elles, & il en a résulté de grands biens.

On peut dire que les loix du commerce perfectionnent les mœurs ; par la même raison que ces mêmes (a). Le commerce corrompt les mœurs pures (*); c'étoit le sujet des plaintes de Platon : il polit & adoucit les mœurs barbares, comme nous le voyons tous les jours.

CHA-

(a) Cela demande explication. Le commerce rend les hommes plus sociables, où, si l'on veut, moins farouches, plus industrieux, plus actifs ; mais il les rend en même temps moins courageux, plus rigides sur le droit parfait, moins sensibles aux sentimens de générosité. Le système du commerçant se réduit souvent à ce principe : que chacun travaille pour soi, comme je travaille pour moi ; je ne vous demande rien qu'en vous en offrant la valeur ; faites en autant. (*R. d'un A.*)

(*) César dit des Gaulois, que le voisinage & le commerce de Marseille les avoit gâtés de façon qu'eux, qui autrefois avoient toujours vaincu les Germains, leur étoient devenus inférieurs. *Guerre des Gaules*, Liv. VI.

CHAPITRE II.

De l'esprit du commerce.

L'EFFET naturel du commerce est de porter à la paix. Deux nations qui négocient ensemble , se rendent réciproquement dépendantes : si l'une a intérêt d'acheter , l'autre a intérêt de vendre ; & toutes les unions sont fondées sur des besoins mutuels.

Mais , si l'esprit de commerce unit les nations , il n'unit pas de même les particuliers. Nous voyons que dans les pays (*) où l'on n'est affecté que de l'esprit de commerce , on trafique de toutes les actions humaines , & de toutes les vertus morales : les plus petites choses , celles que l'humanité demande , s'y font ou s'y donnent pour de l'argent (b).

L'esprit de commerce produit dans les hommes un certain sentiment de justice exacte , opposé d'un côté au brigandage , & de l'autre à ces vertus morales qui font qu'on

(*) La Hollande.

(b) Si Mr. de MONTESQUIEU avoit pratiqué les Hollandois , il auroit beaucoup rabattu sur ce passage. [R. d'un A.]

qu'on ne discute pas toujours ses intérêts avec rigidité, & qu'on peut les négliger pour ceux des autres.

La privation totale du commerce produit au contraire le brigandage, qu'Aristote met au nombre des manières d'acquérir. L'esprit n'en est point opposé à de certaines vertus morales : par exemple, l'hospitalité, très-rare dans les pays de commerce, se trouve admirablement parmi les peuples brigands.

C'est un sacrilège chez les Germains, dit *Tacite*, de fermer sa maison à quelqu'homme que ce soit, connu ou inconnu. Celui qui a exercé (†) l'hospitalité envers un étranger va lui montrer une autre maison où on l'exerce encore, & il y est reçu avec la même humanité. Mais lorsque les Germains eurent fondé des royaumes, l'hospitalité leur devint à charge. Cela paroît par deux loix du code (‡) des Bourguignons, dont l'une inflige une peine à tout barbare qui iroit montrer à un étranger la maison d'un Romain ; & l'autre règle, que celui qui recevra un étranger, sera dédommagé par les habitans, chacun pour sa quotepart.

CHA-

(†) *Et qui modò hospes fuerat, monstrator hospitii*, de moribus Germ. Voyez aussi César, *Guerres des Gaules*, Liv. VI.

(‡) Tit. 38.

C H A P I T R E III.

De la pauvreté des peuples.

IL y a deux sortes de peuples pauvres ; ceux que la dureté du gouvernement a rendus tels ; & ces gens-là sont incapables de presque aucune vertu ; parce que leur pauvreté fait une partie de leur servitude : les autres ne sont pauvres que parce qu'ils ont dédaigné, ou parce qu'ils n'ont pas connu les commodités de la vie ; & ceux-ci peuvent faire de grandes choses, parce que cette pauvreté fait une partie de leur liberté.

C H A P I T R E IV.

Du commerce dans les divers gouvernemens.

LE commerce a du rapport avec la constitution. Dans le gouvernement d'un seul, il est ordinairement fondé sur le luxe ; & , quoiqu'il le soit aussi sur les besoins réels, son objet principal est de procurer à la nation qui le fait, tout ce qui peut servir à son orgueil, à ses délices & à ses fantaisies

taïfies. Dans le gouvernement de plusieurs, il est plus souvent fondé sur l'économie. Les négocians ayant l'œil sur toutes les nations de la terre, portent à l'une ce qu'ils tirent de l'autre. C'est ainsi que les républiques de Tyr, de Carthage, d'Athènes, de Marseille, de Florence, de Venise & de Hollande ont fait le commerce.

Cette espèce de trafic regarde le gouvernement de plusieurs par sa nature, & le monarchique par occasion. Car, comme il n'est fondé que sur la pratique de gagner peu, & même de gagner moins qu'aucune autre nation, & de ne se dédommager qu'en gagnant continuellement, il n'est guère possible qu'il puisse être fait par un peuple chez qui le luxe est établi, qui dépense beaucoup, & qui ne voit que de grands objets.

C'est dans ces idées que Cicéron (*) disoit si bien : „ Je n'aime point qu'un „ même peuple soit en même temps le „ dominateur & le facteur de l'univers “. En effet, il faudroit supposer que chaque particulier dans cet état, & tout l'état même, eussent toujours la tête pleine de grands projets,

(*) *Nolo eundem populum imperatorem & portitorem esse terrarum.*

projets , & cette même tête remplie de petits : ce qui est contradictoire.

Ce n'est pas que , dans ces états qui subsistent par le commerce d'économie , on ne fasse aussi les plus grandes entreprises , & que l'on n'y ait une hardiesse qui ne se trouve pas dans les monarchies ; en voici la raison.

Un commerce mène à l'autre , le petit au médiocre , le médiocre au grand ; & celui qui a eu tant d'envie de gagner peu , se met dans une situation où il n'en a pas moins de gagner beaucoup.

De plus , les grandes entreprises des négocians sont toujours nécessairement mêlées avec les affaires publiques. Mais dans les monarchies , les affaires publiques sont la plupart du temps aussi suspectes aux marchands , qu'elles leur paroissent sûres dans les états républicains. Les grandes entreprises de commerce ne sont donc pas pour les monarchies , mais pour le gouvernement de plusieurs.

En un mot , une plus grande certitude de sa prospérité , que l'on croit avoir dans ces états , fait tout entreprendre ; & , parce qu'on croit être sûr de ce que l'on a acquis , on ose l'exposer pour acquérir davantage ; on ne court de risque que sur les moyens

moyens d'acquérir : or les hommes espèrent beaucoup de leur fortune.

Je ne veux pas dire qu'il y ait aucune monarchie qui soit totalement exclue du commerce d'économie ; mais elle y est moins portée par la nature. Je ne veux pas dire que les républiques que nous connoissons soient entièrement privées du commerce de luxe , mais il a moins de rapport à leur constitution.

Quant à l'état despotique , il est inutile d'en parler. Règle générale : dans une nation qui est dans la servitude , on travaille plus à conserver qu'à acquérir : dans une nation libre , on travaille plus à acquérir qu'à conserver (c.)

CHA-

(c) Je doute que tout le monde soit content de cette division en *commerce d'économie* & *commerce de luxe* ; du moins on n'a pas raison de l'être de ce que Mr. le Président nous laisse à deviner ce que nous devons entendre par ces deux especes de commerce. L'Auteur de *l'Esprit des loix quintessencié* lui reproche ici le manque de définition , & lui allegue un passage de Ciceron ; nous l'avons fait plus d'une fois. Mais nous n'en sommes pas plus avancés , dans le sens qu'il faut donner à ce que Mr. de MONTESQUIEU dit ici. Il ne me paroît pas , par exemple , pourquoi ces deux branches de commerce ne pourroient pas se faire dans un Etat , de quelque forme qu'en fût le gouvernement , pourvu que les négocians pussent être assurés d'une possession

C H A P I T R E V.

*De peuples qui ont fait le commerce
d'économie.*

MARSEILLE , retraite nécessaire au milieu d'une mer orageuse ; Marseille , ce lieu où tous les vents , les bancs de la mer , la disposition des côtes ordonnent de toucher , fut fréquentée par les gens de mer. La stérilité (*) de son territoire détermina ses citoyens au commerce d'économie. Il fallut qu'ils fussent laborieux , pour suppléer à la nature qui se refusoit ; qu'ils fussent justes , pour vivre parmi les nations barbares qui devoient faire leur prospérité ; qu'ils fussent modérés , pour que leur gouvernement fût toujours tranquille ; enfin qu'ils eussent des mœurs frugales , pour qu'ils pussent toujours vivre d'un commerce qu'ils conserveroient plus sûrement lorsqu'il seroit moins avantageux.

On a vu par-tout la violence & la vexation donner naissance au commerce d'écono-

possession paisible de tout ce qu'ils acquierent.
(R. d'un A.)

(*) Justin , Liv. XLIII , ch. III.

d'économie, lorsque les hommes sont contraints de se réfugier dans les marais, dans les isles, les bas fonds de la mer & les écueils mêmes. C'est ainsi que Tyr, Venise & les villes de Hollande furent fondées; les fugitifs y trouvèrent leur sûreté. Il fallut subsister; ils tirèrent leur subsistance de tout l'univers (d).

CHAPITRE VI.

Quelques effets d'une grande navigation.

IL arrive quelquefois qu'une nation qui fait le commerce d'économie, ayant besoin d'une marchandise d'un pays qui lui serve de fonds pour se procurer les marchandises d'un autre, se contente de gagner très-peu, & quelquefois rien, sur les unes; dans l'espérance ou la certitude de gagner beaucoup sur les autres. Ainsi, lorsque la Hollande faisoit presque seule le commerce

(d) Il y a des marchandises qui servent uniquement au luxe, d'autres aux nécessités de la vie; il y en a dont on use pour le luxe, & pour le nécessaire, &c. Une nation commerçante embrasse tout, travaille à contenter tous les desirs & s'embarasse fort peu si on en tire un usage frivole ou utile. Qu'est-ce donc que le commerce de luxe, le commerce d'économie? (R. d'un A.)

meroe du midi au nord de l'Europe, les vins de France, qu'elle portoit au nord, ne lui servoient en quelque maniere que de fonds pour faire son commerce dans le nord.

On fait que souvent en Hollande, de certains genres de marchandise venue de loin, ne s'y vendent pas plus cher qu'ils n'ont coûté sur les lieux mêmes. Voici la raison qu'on en donne. Un capitaine, qui a besoin de lester son vaisseau, prendra du marbre; il a besoin de bois pour l'arrimage, il en achètera: & pourvu qu'il n'y perde rien, il croira avoir beaucoup fait. C'est ainsi que la Hollande a aussi ses carrieres, ses forêts.

Non seulement un commerce qui ne donne rien peut être utile; un commerce même défavantageux peut l'être. J'ai oui dire en Hollande, que la pêche de la baleine, en général, ne rend presque jamais ce qu'elle coûte: mais ceux qui ont été employés à la construction du vaisseau, ceux qui ont fourni les agrès, les appareaux, les vivres, sont aussi ceux qui prennent le principal intérêt à cette pêche. Perdissent-ils sur la pêche, ils ont gagné sur les fournitures. Ce commerce est un espece de lotterie, & chacun est séduit par l'espérance d'un billet noir. Tout le monde
aime

aime à jouer ; & les gens les plus sages jouent volontiers , lorsqu'ils ne voient point les apparences du jeu , les égaremens , les violences , les dissipations , la perte du temps , & même de toute la vie.

CHAPITRE VII.

Esprit de l'Angleterre sur le commerce.

L'ANGLETERRE n'a guere de tarif réglé avec les autres nations ; son tarif change , pour ainsi dire , à chaque parlement , par les droits particuliers qu'elle ôte , ou qu'elle impose. Elle a voulu encore conserver sur cela son indépendance. Souverainement jalouse du commerce qu'on fait chez elle , elle se lie peu par des traités , & ne dépend que de ses loix.

D'autres nations ont fait céder des intérêts du commerce à des intérêts politiques : celle-ci a toujours fait céder ses intérêts politiques aux intérêts de son commerce.

C'est le peuple du monde qui a le mieux su se prévaloir à la fois de ces trois grandes choses , la religion , le commerce & la liberté.

C H A P I T R E V I I I

Comment on gêne quelquefois le commerce d'économie.

ON a fait dans de certaines monarchies des loix très-propres à abaisser les états qui font le commerce d'économie. On leur a défendu d'apporter d'autres marchandises que celles du cru de leur pays : on ne leur a permis de venir trafiquer qu'avec des navires de la fabrique du pays où ils viennent.

Il faut que l'état qui impose ces loix puisse aisément faire lui-même le commerce, sans cela il se fera pour le moins un tort égal. Il vaut mieux avoir affaire à une nation qui exige peu, & que les besoins du commerce rendent en quelque façon dépendante; à une nation qui, par l'étendue de ses vues ou de ses affaires, fait où placer toutes les marchandises superflues; qui est riche, & peut se charger de beaucoup de denrées; qui les paiera promptement; qui a, pour ainsi dire, des nécessités d'être fidelle; qui est pacifique par principe; qui cherche à gagner, & non pas à conquérir : il vaut mieux, dis-je,

je , avoir affaire à cette nation , qu'à d'autres toujours rivales , & qui ne donneroient pas tous ces avantages.

CHAPITRE IX.

De l'exclusion en fait de commerce.

LA vraie maxime est de n'exclure aucune nation de son commerce sans de grandes raisons. Les Japonois ne commercent qu'avec deux nations , la Chinoise & la Hollandoise. Les Chinois (*) gagnent mille pour cent sur le sucre , & quelquefois autant sur les retours. Les Hollandois font des profits à peu près pareils. Toute nation qui se conduira sur les maximes Japonaises , sera nécessairement trompée. C'est la concurrence qui met un prix juste aux marchandises , & qui établit les vrais rapports entre elles.

Encore moins un état doit-il s'assujettir à ne vendre ses marchandises qu'à une seule nation , sous prétexte qu'elle les prendra toutes à un certain prix. Les Polonois ont fait pour leur bled ce marché avec la ville de Dantzik ; plusieurs rois des Indes

(*) Le P. du Halde , tom. II , pag. 170.

des ont de pareils contrats pour les épiceries avec les (†) Hollandois. Ces conventions ne sont propres qu'à une nation pauvre, qui veut bien perdre l'espérance de s'enrichir, pourvu quelle ait une subsistance assurée; ou à des nations, dont la servitude consiste à renoncer à l'usage des choses que la nature leur avoit données, ou à faire sur ces choses un commerce desavantageux.

C H A P I T R E X.

Etablissement propre au commerce d'économie.

DANS les états qui font le commerce d'économie, on a heureusement établi des banques, qui, par leur crédit, ont formé de nouveaux signes des valeurs. Mais on auroit tort de les transporter dans les états qui font le commerce de luxe. Les mettre dans des pays gouvernés par un seul, c'est supposer l'argent d'un côté, & de l'autre la puissance: c'est-à-dire, d'un côté, la faculté de tout avoir sans aucun pouvoir; & de l'autre, le pouvoir avec la
faculté

(†) Cela fut premièrement établi par les Portugais. *Voyages de François Pyrard*, ch. XV, part. II.

faculté de rien du tout. Dans un gouvernement pareil, il n'y a jamais eu que le prince qui ait eu, ou qui ait pu avoir un trésor ; & par-tout où il y en a un, dès qu'il est excessif, il devient d'abord le trésor du prince.

Par la même raison, les compagnies de négocians qui s'associent pour un certain commerce, conviennent rarement au gouvernement d'un seul. La nature de ces compagnies est de donner aux richesses particulières la force des richesses publiques. Mais dans ces états, cette force ne peut se trouver que dans les mains du prince. Je dis plus : elles ne conviennent pas toujours dans les états où l'on fait le commerce d'économie ; & si les affaires ne sont si grandes qu'elles soient au-dessus de la portée des particuliers, on fera encore mieux de ne point gêner par des privilèges exclusifs la liberté du commerce. (e)

CHA-

(e) Pourquoi les différentes institutions, dont notre Auteur parle ici, ne conviendroient-elles point autant au gouvernement d'un seul qu'à celui de plusieurs ? Tout dépend de la forme particulière du gouvernement par rapport à l'absolu & à l'arbitraire ; & non point par rapport au nombre de ceux qui gouvernent. (R. d'un A.)

Tom. II.

O

CHAPITRE XI.

Continuation du même sujet.

DANS les états qui font le commerce d'économie, on peut établir un port franc. L'économie de l'état, qui fuit toujours la frugalité des particuliers, donne, pour ainsi dire, l'ame à son commerce d'économie. Ce qu'il perd de tributs par l'établissement dont nous parlons, est compensé par ce qu'il peut tirer de la richesse industrielle de la république. Mais dans le gouvernement monarchique, de pareils établissemens seroient contre la raison; ils n'auroient d'autre effet que de soulager le luxe du poids des impôts. On se priveroit de l'unique bien que ce luxe peut prœuer, & du seul frein que, dans une constitution pareille, il puisse recevoir (f).

CHA-

(f) On diroit à ce Chapitre que l'Auteur désigne par *commerce d'économie* celui qui se fait dans un pays, où le peuple est économe; & par *commerce de luxe*, celui qui se fait dans un pays où le peuple donne dans le luxe. Je n'y vois pas clair. (R. d'un A.)

CHAPITRE XII.

De la liberté du commerce.

LA liberté du commerce n'est pas une faculté accordée aux négocians de faire ce qu'ils veulent; ce seroit bien plutôt la servitude. Ce qui gêne le commerçant, ne gêne pas pour cela le commerce. C'est dans les pays de la liberté que le négociant trouve des contradictions sans nombre; & il n'est jamais moins croisé par les loix, que dans les pays de la servitude.

L'Angleterre défend de faire sortir ses laines; elle veut que le charbon soit transporté par mer dans la capitale; elle ne permet point la sortie de ses chevaux, s'ils ne sont coupés; les vaisseaux (*) de ses colonies qui commercent en Europe, doivent mouiller en Angleterre. Elle gêne le négociant, mais c'est en faveur du commerce.

CHA-

(*) Acte de navigation de 1660. Ce n'a été qu'en temps de guerre que ceux de Boston & de Philadelphie ont envoyé leurs vaisseaux en droiture jusques dans la Méditerranée porter leurs denrées.

CHAPITRE XIII.

Ce qui détruit cette liberté.

LA où il y a du commerce, il y a des douanes. L'objet du commerce est l'exportation & l'importation des marchandises en faveur de l'état (g); & l'objet des douanes est un certain droit sur cette même exportation & importation, aussi en faveur de l'état. Il faut donc que l'état soit neutre entre sa douane & son commerce, & qu'il fasse en sorte que ces deux choses ne se croisent point; & alors on y jouit de la liberté du commerce.

La finance détruit le commerce par ses injustices, par ses vexations, par l'excès de

(g) Lisez en *faveur du particulier*. Le commerce se fait & doit se faire pour le bien & l'avantage du particulier: le bien qui en résulte pour l'état en doit être la conséquence. L'inverse de cette proposition, savoir que le commerce doit se faire en faveur de l'état, que l'avantage du particulier doit en être la conséquence, conduit à des maximes & à des réglemens qui font perdre le commerce. La Hollande pourroit nous en fournir des exemples: cela n'empêche point qu'il ne soit vrai que tout commerce, qui tourne au mal-être de l'état, doit être prohibé. (R. d'un A.)

de ce qu'elle impose, mais elle le détruit encore indépendamment de cela par les difficultés qu'elle fait naître, & les formalités qu'elle exige. En Angleterre, où les douanes sont en régie, il y a une facilité de négocier singulière : un mot d'écriture fait les plus grandes affaires, il ne faut point que le marchand perde un temps infini, & qu'il ait des commis exprès, pour faire cesser toutes les difficultés des fermiers, ou pour s'y soumettre.

CHAPITRE XIV.

Des loix de commerce qui emportent la confiscation des marchandises.

LA grande chartre des Anglois défend de saisir & de confisquer, en cas de guerre, les marchandises des négocians étrangers, à moins que ce ne soit par représailles. Il est beau que la nation Angloise ait fait de cela un des articles de sa liberté.

Dans la guerre que l'Espagne eut contre les Anglois en 1740, elle fit une (*) loi qui punissoit de mort ceux qui introdui-
roient

(*) Publiée à Cadix au mois de mars 1740.

roient dans les états d'Espagne des marchandises d'Angleterre ; elle infligeoit la même peine à ceux qui porteroient dans les états d'Angleterre des marchandises d'Espagne. Une ordonnance pareille ne peut , je crois , trouver de modele que dans les loix du Japon. Elle choque nos mœurs¹, l'esprit de commerce , & l'harmonie qui doit être dans la proportion des peines ; elle confond toutes les idées , faisant un crime d'état de ce qui n'est qu'une violation de police.

C H A P I T R E X V.

De la contrainte par corps.

SOLON (*) ordonna à Athenes qu'on n'obligeroit plus le corps pour dettes civiles. Il tira (†) cette loi d'Egypte ; *Boccoris* l'avoit faite , & *Sésostris* l'avoit renouvelée.

Cette loi est très - bonne pour les affaires (‡) civiles ordinaires ; mais nous avons raison

(*) Plutarque , au traité : *qu'il ne faut point emprunter à usure.*

(†) Diodore , Liv. I. part. II , ch. III.

(‡) Les législateurs Grecs étoient blâmables , qui avoient défendu de prendre en gage les armes &

raison de ne point l'observer dans celles du commerce. Car les négocians étant obligés de confier de grandes sommes pour des temps souvent fort courts, de les donner & de les reprendre, il faut que le débiteur remplisse toujours au temps fixé ses engagements; ce qui suppose la contrainte par corps.

Dans les affaires qui dérivent des contrats civils ordinaires, la loi ne doit point donner la contrainte par corps, parce qu'elle fait plus de cas de la liberté d'un citoyen, que de l'aïssance d'un autre. Mais dans les conventions qui dérivent du commerce, la loi doit faire plus de cas de l'aïssance publique, que de la liberté d'un citoyen; ce qui n'empêche pas les restrictions & les limitations que peuvent demander l'humanité & la bonne police.

CHA-

& la charrue d'un homme, & permettoient de prendre l'homme même. *Diodore*, Liv. I, part. II, ch. III. (Si des instrumens nécessaires à la défense & à la subsistance ne sont pas communs, s'ils sont nécessaires au soutien d'une famille, il est plus équitable de prendre l'homme même que ses instrumens. *R. d'un A.*)

CHAPITRE XVI.

Belle loi.

LA loi de *Geneve* qui exclut des magistratures, & même de l'entrée dans le grand conseil, les enfans de ceux qui ont vécu ou qui sont morts insolvables, à moins qu'ils n'acquittent les dettes de leur pere, est très-bonne. Elle a cet effet, qu'elle donne de la confiance pour les négocians; elle en donne pour les magistrats; elle en donne pour la cité même. La foi particuliere y a encore force de la foi publique.

CHAPITRE XVII.

Loi de Rhodes.

LES Rhodiens allerent plus loin. Sextus Empiricus (*) dit que, chez eux, un fils ne pouvoit se dispenser de payer les dettes de son pere, en renonçant à sa succession. La loi de Rhodes étoit donnée à une république fondée sur le commerce:

or

(*) Hippotiposes, Liv. I, ch. XIV.

or je crois que la raison du commerce même y devoit mettre cette limitation, que les dettes contractées par le père depuis que le fils avoit commencé à faire le commerce, n'affecteroient point les biens acquis par celui-ci. Un négociant doit toujours connoître ses obligations, & se conduire à chaque instant suivant l'état de sa fortune.

CHAPITRE XVIII.

Des Juges pour le commerce.

XENOPHON, au livre *des revenus*, voudroit qu'on donnât des récompenses à ceux des préfets du commerce qui expédient le plus vite les procès. Il sentoît le besoin de notre juridiction consulaire.

Les affaires du
susceptibles de
actions de chaqu
même nature doi
Il faut donc qu'e
chaque jour. Il
tions de la vie q
l'avenir, mais qui arrivent rarement. On
ne se marie guere qu'une fois; on ne fait
pas

pas tous les jours des donations ou des testamens; on n'est majeur qu'une fois.

Platon (*) dit que dans une ville où il n'y a point de commerce maritime, il faut la moitié moins de loix civiles; & cela est très-vrai. Le commerce introduit dans un même pays différentes sortes de peuples, un grand nombre de conventions, d'especes de biens, & de manieres d'acquiescer.

Ainsi, dans une ville commerçante, il y a moins de juges, & plus de loix.

CHAPITRE XIX.

Que le prince ne doit point faire le commerce.

THEOPHILE (†) voyant un vaisseau où il y avoit des marchandises pour sa femme *Théodora*, le fit brûler.
 „ Je suis empereur, lui dit-il, & vous
 „ me faites patron de galere. En quoi les
 „ pauvres gens pourront-ils gagner leur
 „ vie, si nous faisons encore leur métier ?
 N'auroit pu ajouter: qui pourra nous réprimer, si nous faisons des monopoles?
 Qui

(*) Des loix, Liv. VIII.

(†) Zonare.

Qui nous obligera de remplir nos engagements ? Ce commerce que nous faisons, les courtisans voudront le faire ; ils seront plus avides & plus injustes que nous. Le peuple a de la confiance en notre justice, il n'en a point en notre opulence : tant d'impôts, qui font sa misère, sont des preuves certaines de la nôtre.

CHAPITRE XX.

Continuation du même sujet.

LORS QUE les Portugais & les Castillans dominoient dans les Indes orientales, le commerce avoit des branches si riches, que leurs princes ne manquèrent pas de s'en saisir. Cela ruina leurs établissemens dans ces parties-là.

Le viceroi de Goa accordoit à des particuliers des privilèges exclusifs. On n'a point de confiance en de pareilles gens ; le commerce est discontinué par le changement perpétuel de ceux à qui on le confie ; personne ne ménage ce commerce, & ne se soucie de le laisser perdu à son successeur ; le profit reste dans des mains particulières, & ne s'étend pas assez.

CHAPITRE. XXI.

Du commerce de la noblesse dans la monarchie.

IL est contre l'esprit du commerce que la noblesse le fasse dans la monarchie. „ Ce-
 „ la seroit pernïcieux aux villes, disent (*)
 „ les empereurs Honorius & Théodose, &
 „ ôteroit entre les marchands & les plé-
 „ béïens la facilité d'acheter & de vendre. „

Il est contre l'esprit de la monarchie que la noblesse y fasse le commerce. L'usage qui a permis en Angleterre le commerce à la noblesse, est une des choses qui ont le plus contribué à y affoiblir le gouvernement monarchique.

CHAPITRE. XXII.

Réflexion particulière.

DES gens frappés de ce qui se pratique dans quelques états, pensent qu'il faudroit

(*) Leg. nobiliores, cod. de commerc. & leg. ult. cod. de rescind. vendit.

droit qu'en France il y eût des loix qui engageassent les nobles à faire le commerce. Ce seroit le moyen d'y détruire la noblesse, sans aucune utilité pour le commerce. La pratique de ce pays est très-sage : les négocians n'y sont pas nobles ; mais il peuvent le devenir ; ils ont l'espérance d'obtenir la noblesse, sans en avoir l'inconvénient actuel ; ils n'ont pas de moyen plus sûr de sortir de leur profession que de la bien faire, ou de la faire avec bonheur, chose qui est ordinairement attachée à la suffisance.

Les loix qui ordonnent que chacun reste dans sa profession, & la fasse passer à ses enfans, ne sont & ne peuvent être utiles que dans les états (*) despotiques, où personne ne peut, ni ne doit avoir d'émulation.

Qu'on ne dise pas que chacun fera mieux sa profession lorsqu'on ne pourra pas la quitter pour une autre. Je dis qu'on fera mieux sa profession, lorsque ceux qui y auront excellé espéreront de parvenir à une autre (b).

L'ac-

(*) Effectivement cela y est souvent ainsi établi.

(b) Point du tout. Dès que dans un pays le caractère d'honnête-homme ne suffit pas, & qu'il faut un titre pour être reçu dans les cercles, & pour

L'acquisition qu'on peut faire de la noblesse à prix d'argent, encourage beaucoup les négocians à se mettre en état d'y parvenir. Je n'examine pas si l'on fait bien de donner ainsi aux richesses le prix de la vertu : il y a tel gouvernement où cela peut être très-utile.

En France, cet état de la robe qui se trouve entre la grande noblesse & le peuple ; qui, sans avoir le brillant de celle-là, en a tous les privilèges ; cet état qui laisse les particuliers dans la médiocrité, tandis que le corps dépositaire des loix est dans la gloire ; cet état encore dans lequel on n'a de moyen de se distinguer que par la suffisance & par la vertu ; profession hono-

pour ne pas être exposé à des marques de mépris, le commerce n'y fera point fortune : si les richesses doivent servir à passer à une autre profession, & que ce moyen soit la voie de sortir d'un état, que l'on regarde comme vil, le commerce ne subsistera pas encore ; parce que le commerce ne se soutient que par ceux qui sont en état de le quitter. Le négociant ne doit avoir d'autre émulation que celle d'augmenter ses fonds pour faire un plus grand négoce. Il ne faut point détourner ses idées de cet objet, afin que, par l'accroissement du commerce des particuliers, l'état reçoive un accroissement de force & de puissance. On voit, sur-tout en Allemagne, les mauvais effets que produit la maxime opposée. (*R. d'un A.*)

honorable, mais qui en laisse toujours voir une plus distinguée : cette noblesse toute guerrière, qui pense qu'en quelque degré de richesses que l'on soit, il faut faire sa fortune ; mais qu'il est honteux d'augmenter son bien, si on ne commence par le dissiper ; cette partie de la nation qui sert toujours avec le capital de son bien ; qui, quand elle est ruinée, donne sa place à une autre qui servira avec son capital encore ; qui va à la guerre pour que personne n'ose dire qu'elle n'y a pas été ; qui, quand elle ne peut espérer les richesses, espere les honneurs ; & lorsqu'elle ne les obtient pas, se console, parce qu'elle a acquis de l'honneur : toutes ces choses ont nécessairement contribué à la grandeur de ce royaume. Et si, depuis deux ou trois siècles, il a augmenté sans cesse sa puissance, il faut attribuer cela à la bonté de ses loix, non pas à la fortune qui n'a pas ces sortes de constance.

CHAPITRE XXIII.

A quelles nations il est desavantageux de faire le commerce.

LES richesses consistent en fonds de terre, ou en effets mobiliers : les fonds de

de terre de chaque pays sont ordinairement possédées par ses habitans. La plupart des états ont des loix qui dégoûtent les étrangers de l'acquisition de leurs terres ; il n'y a même que la présence du maître qui les fasse valoir : ce genre de richesses appartient donc à chaque état en particulier. Mais les effets mobiliers, comme l'argent, les billets, les lettres de change, les actions sur les compagnies, les vaisseaux, toutes les marchandises, appartiennent au monde entier, qui, dans ce rapport, ne compose qu'un seul état, dont toutes les sociétés sont les membres : le peuple qui possède le plus de ces effets mobiliers de l'univers, est le plus riche. Quelques états en ont une immense quantité ; ils les acquièrent chacun par leurs denrées, par le travail de leurs ouvriers, par leur industrie, par leurs découvertes, par le hazard même. L'avarice des nations se dispute les meubles de tout l'univers. Il peut se trouver un état si malheureux, qu'il sera privé des effets des autres pays & même encore de presque tous les siens : les propriétaires des fonds de terre n'y feront que les colons des étrangers. Cet état manquera de tout, & ne pourra rien acquérir ; il vaudroit bien mieux qu'il n'eût de commerce avec aucune nation du monde :

de : c'est le commerce , qui , dans les circonstances où il se trouvoit , l'a conduit à la pauvreté.

Un pays qui envoie toujours moins de marchandises ou de denrées qu'il n'en reçoit se met lui-même en équilibre en s'appauvrissant : il recevra toujours moins , jusqu'à ce que , dans une pauvreté extrême , il ne reçoive plus rien.

Dans les pays de commerce , l'argent qui s'est tout-à-coup évanoui , revient , parce que les états qui l'ont reçu le doivent : dans les états dont nous parlons , l'argent ne revient jamais , parce que ceux qui l'ont pris ne doivent rien.

La Pologne servira ici d'exemple. Elle n'a presque aucune des choses que nous appelons les effets mobiliers de l'univers , si ce n'est le bled de ses terres. Quelques seigneurs possèdent des provinces entières ; ils pressent le laboureur pour avoir une plus grande quantité de bled qu'ils puissent envoyer aux étrangers & se procurer les choses que demande leur luxe. Si la Pologne ne commerçoit avec aucune nation , ses peuples feroient plus heureux. Ses grands , qui n'auroient que leur bled , le donneroient à leurs paysans pour vivre ; de trop grands domaines leur feroient à charge , ils les partageroient à leurs paysans ;

fans ; tout le monde , trouvant des peaux ou des laines dans ses troupeaux , il n'y auroit plus une dépense immense à faire pour les habits ; les grands , qui aiment toujours le luxe & qui ne le pourroient trouver que dans leur pays , encourage roient les pauvres au travail. Je dis que cette nation feroit plus florissante , à moins qu'elle ne devint barbare : chose que les loix pourroient prévenir.

Considérons à présent le Japon. La quantité excessive de ce qu'il peut recevoir , produit la quantité excessive de ce qu'il peut envoyer : les choses seront en équilibre comme si l'importation & l'exportation étoient modérées ; & d'ailleurs cette espèce d'enflure produira à l'état mille avantages : il aura plus de consommation , plus de choses sur lesquelles les arts peuvent s'exercer , plus d'hommes employés , plus de moyens d'acquérir de la puissance : il peut arriver des cas où l'on ait besoin d'un secours prompt , qu'un état si plein peut donner plutôt qu'un autre. Il est difficile qu'un pays n'ait des choses superflues : mais c'est la nature du commerce de rendre les choses superflues utiles ; & les utiles nécessaires. L'état pourra donc donner les choses nécessaires à un plus grand nombre de sujets.

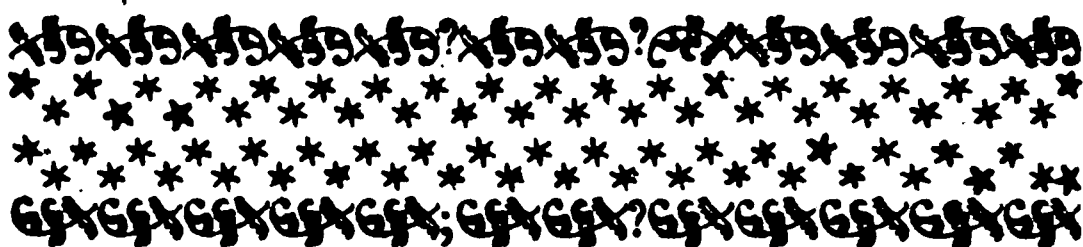
Difons

LIV. XX. CHAP. XXIII. 331

Difons donc que ce ne font point les nations qui n'ont besoin de rien, qui perdent à faire le commerce ; ce font celles qui ont besoin de tout. Ce ne font point les peuples qui fe fuffifent à eux-mêmes, mais ceux qui n'ont rien chez eux, qui trouvent de l'avantage à ne trafiquer avec perfonne (i).

LIVRE

(i) Mr. de MONTESQUIEU paroît aimer les paradoxes. Dans un ouvrage tel que celui-ci, il convient pourtant de parler clair : rien n'y eft plus déplacé que les jeux de mots. „ Un pays, (dit „ notre Auteur pag. 329) qui envoie toujours „ moins de marchandifes ou de denrées qu'il n'en „ reçoit, fe met lui-même en équilibre en s'appauvriffant “. Ce paffage ne fignifie rien, à moins qu'il ne foit placé-là pour nous dire, qu'un pays qui tire d'un autre pays pour une valeur au-deffus de celle dont elle le fournit, doit s'appauvrir à la longue ; & en ce cas ce paffage ne dit qu'une chofe que tout le monde fait. Mr. de MONTESQUIEU en conclut „ que ce ne font donc point les nations qui n'ont besoin de „ rien qui perdent à faire le commerce ; que ce font „ celles qui ont besoin de tout. Ce ne font point, „ (ajoute-t-il) les peuples qui fe fuffifent à eux-mêmes, mais ceux qui n'ont rien chez eux, qui „ trouvent de l'avantage à ne trafiquer avec perfonne “. Et avec quoi des peuples qui n'ont rien trafiqueroient-ils ? N'accufons pas Mr. le Préfident d'avoir manqué la vérité : car il eft évident qu'on ne peut pas fuppofer une nation capable de fournir à toutes les autres de fon propre fonds, de quoi compenfer en



LIVRE XXI.

*Des loix , dans le rapport qu'elles ont
avec le commerce , considéré dans
les révolutions qu'il a eues
dans le monde.*

CHAPITRE PREMIER.

Quelques considérations générales.

QUOIQUE le commerce soit ju-
jet à de grandes révolutions ,
il peut arriver que de certaines
causes physiques , la qualité du terrain ou
du climat , fixent pour jamais sa nature.

Nous

un besoin aussi énorme que celui *du tout* ; & que
ceux , qui n'auroient rien chez eux , devroient
nécessairement trouver de l'avantage à ne trafiquer
avec personne , parce que n'ayant aucune valeur
qui pût balancer celle des marchandises qu'ils rece-
vroient ,

Nous ne faisons aujourd'hui le commerce des Indes , que par l'argent que nous y envoyons. Les Romains (*) y portoient toutes les années environ cinquante millions de sesterces. Cet argent , comme le nôtre aujourd'hui , étoit converti en marchandises qu'ils rapportoient en occident. Tous les peuples qui ont négocié aux Indes , y ont toujours porté des métaux , & en ont rapporté des marchandises.

C'est la nature même qui produit cet effet. Les Indiens ont leurs arts , qui sont adoptés à leur maniere de vivre. Notre luxe ne sauroit être le leur , ni nos besoins être leurs besoins. Leur climat ne leur demande , ni ne leur permet presque rien de ce qui vient de chez nous. Ils vont en grande partie nuds ; les vêtemens qu'ils ont , le pays les leur fournit convenables ; & leur religion qui a sur eux tant d'empire , leur donne de la répugnance pour les choses

vroient , il ne leur resteroit que de payer par leur personne. Faloit-il , pour avoir le plaisir de ne rien dire , entortiller des vérités si simples dans un assemblage confus de paroles ? A la rigueur , il est faux qu'un peuple qui *n'a rien chez soi trouve de l'avantage à ne trafiquer avec personne* : à proprement parler ce peuple manque d'un avantage , & il cherchera à se l'acquérir en suppléant par son industrie à ce que la nature lui a refusé. (*R. d'un A.*)

(*) *Plîne* , Liv. VI , chap. XXIII.

ses qui nous servent de nourriture. Ils n'ont donc besoin que de nos métaux qui sont les signes des valeurs, & pour lesquels ils donnent des marchandises que leur frugalité & la nature de leur pays leur procure en grande abondance. Les auteurs anciens qui nous ont parlé des Indes, nous les dépeignent (†) telles que nous les voyons aujourd'hui, quant à la police, aux manières & aux mœurs. Les Indes ont été, les Indes seront ce qu'elles sont à présent; & dans tous les temps, ceux qui négocieront aux Indes y porteront de l'argent & n'en rapporteront pas.

CHAPITRE II.

Des peuples d'Afrique.

LA plupart des peuples des côtes de l'Afrique sont sauvages ou barbares. Je crois que cela vient beaucoup de ce que des pays presque inhabitables séparent de petits pays qui peuvent être habités. Ils sont sans industrie; ils n'ont point d'arts; ils ont en abondance des métaux précieux qu'ils

(†) Voyez *Pline*, Liv. VI. ch. XIX; & *Strabon*, Liv. XV.

qu'ils tiennent immédiatement des mains de la nature. Tous les peuples policés sont donc en état de négocier avec eux avec avantage ; ils peuvent leur faire estimer beaucoup des choses de nulle valeur, & en recevoir un très-grand prix.

CHAPITRE III.

Que les besoins des peuples du midi sont différens de ceux des peuples du nord.

IL y a dans l'Europe une espèce de balancement entre les nations du midi & celles du nord. Les premières ont toutes fortes de commodités pour la vie, & peu de besoins ; les secondes ont beaucoup de besoins, & peu de commodités pour la vie. Aux unes, la nature a donné beaucoup, & elles ne lui demandent que peu ; aux autres, la nature donne peu, & elles lui demandent beaucoup. L'équilibre se maintient par la paresse qu'elle a donnée aux nations du midi, & par l'industrie & l'activité qu'elle a donnée à celles du nord. Ces dernières sont obligées de travailler beaucoup, sans quoi elles manqueroient de tout & deviendroient barbares. C'est ce qui a naturalisé la servitude chez les peuples du midi :

midi : comme ils peuvent aisément se passer de richesses , ils peuvent encore mieux se passer de liberté. Mais les peuples du nord ont besoin de la liberté , qui leur procure plus de moyens de satisfaire tous les besoins que la nature leur a donnés. Les peuples du nord sont donc dans un état forcé, s'ils ne sont libres ou barbares : presque tous les peuples du midi sont en quelque façon dans un état violent , s'ils ne sont esclaves.

C H A P I T R E IV.

*Principale différence du commerce des anciens ,
d'avec celui d'aujourd'hui.*

LE monde se met de temps en temps dans des situations qui changent le commerce. Aujourd'hui le commerce de l'Europe se fait principalement du nord au midi. Pour lors la différence des climats fait que les peuples ont un grand besoin des marchandises les uns des autres. Par exemple, les boissons du midi portées au nord , forment une espèce de commerce , que les anciens n'avoient guère. Aussi la capacité des vaisseaux , qui se mesuroit autrefois par muids de bled , se mesure-t-elle aujourd'hui par tonneaux de liqueurs.

Le

Le commerce ancien que nous connoissons, se faisant d'un port de la Méditerranée à l'autre, étoit presque tout dans le midi. Or les peuples du même climat ayant chez eux à peu près les mêmes choses, n'ont pas tant de besoin de commercer entr'eux, que ceux d'un climat différent. Le commerce en Europe étoit donc autrefois moins étendu qu'il ne l'est à présent.

Ceci n'est point contradictoire avec ce que j'ai dit de notre commerce des Indes : la différence excessive du climat fait que les besoins relatifs sont nuls.

CHAPITRE V.

Autres différences.

LE commerce, tantôt détruit par les conquérans, tantôt gêné par les monarques, parcourt la terre, fuit d'où il est opprimé, se repose où on le laisse respirer : il regne aujourd'hui où l'on ne voyoit que des déserts, des mers & des rochers ; là où il régnoit, il n'y a que des déserts.

A voir aujourd'hui la Colchide, qui n'est plus qu'une vaste forêt, où le peuple qui diminue tous les jours, ne défend sa liberté que pour se vendre en détail

aux Turcs & aux Persans , on ne diroit jamais que cette contrée eût été , du temps des Romains , pleine de villes , où le commerce appelloit toutes les nations du monde. On n'en trouve aucun monument dans le pays ; il n'y en a de traces que dans *Pline* (*) & *Strabon* (†).

L'histoire du commerce est celle de la communication des peuples. Leurs destructions diverses , & de certains flux & reflux de populations & de devastations , en forment les plus grands événemens. (a)

CHAPITRE VI.

Du commerce des anciens.

LES trésors immenses de (*) *Sémiramis* , qui ne pouvoient avoir été acquis en un jour , nous font penser que les Assyriens avoient eux-mêmes pillé d'autres nations riches , comme les autres nations les pillèrent après.

L'effet

(*) Liv. VI.

(†) Liv. II.

(a) Les remarques que nous avons faites Liv. XIV , ne sont-elles pas justifiées par ce chapitre & par le détail , dans lequel l'Auteur va entrer pour nous apprendre les révolutions auxquelles le commerce a été sujet ? (R. d'un A.)

(*) *Diodore* , Liv. II.

L'effet du commerce font les richesses , la suite des richesses le luxe , celle du luxe la perfection des arts. Les arts portés au point où on les trouve du temps de *Sémiramis* (†), nous marquent un grand commerce déjà établi.

Il y avoit un grand commerce de luxe dans les empires d'Asie. Ce seroit une belle partie de l'histoire du commerce que l'histoire du luxe ; le luxe des Perses étoit celui des Medes , comme celui des Medes étoit celui des Assyriens.

Il est arrivé de grands changemens en Asie. La partie de la Perse qui est au nord-est , l'Hyrkanie , la Margiane , la Bactriane , &c. étoient autrefois pleines de villes florissantes (‡) qui ne sont plus ; & le nord (§) de cet empire , c'est-à-dire , l'isthme qui sépare la mer Caspienne du Pont-Euxin , étoit couvert de villes & de nations , qui ne sont plus encore.

Eratosthene (**) & *Aristobule* tenoient de *Patrocle* (††) , que les marchandises des Indes

(†) *Diodore* , Liv. II.

(‡) Voyez *Plin* , Liv. VI. ch. XVI ; & *Strabon* Liv. XI.

(§) *Strabon* , Liv. XI.

(**) *Ibid*

(††) L'autorité de *Patrocle* est considérable , comme il paroît par un récit de *Strabon* , Liv. II.

Indes passaient par l'Oxus dans la mer du Pont. *Marc Varron* (††) nous dit que l'on apprit, du temps de *Pompée* dans la guerre contre *Mithridate*, que l'on alloit en sept jours de l'Inde dans le pays des *Bactriens*, & au fleuve *Icarus* qui se jette dans l'Oxus; que par-là les marchandises de l'Inde pouvoient traverser la mer Caspienne, entrer de-là dans l'embouchure du *Cyrus*; que de ce fleuve il ne falloit qu'un trajet par terre de cinq jours pour aller au *Phase* qui conduisoit dans le Pont-Euxin. C'est sans doute par les nations qui peuploient ces divers pays, que les grands empires des *Affyriens*, des *Medes* & des *Perfes*, avoient une communication avec les parties de l'orient & de l'occident les plus reculées.

Cette communication n'est plus. Tous ces pays ont été évastés par les *Tartares* (§§), & cette nation destructrice les habite

(††) Dans *Pline*, Liv. VI, ch. XVII. Voyez aussi *Strabon*, Liv. XI, sur le trajet des marchandises du *Phase* au *Cyrus*.

(§§) Il faut que, depuis le temps de *Ptolomée*, qui nous décrit tant de rivières qui se jettent dans la partie orientale de la mer Caspienne, il y ait eu de grands changemens dans ce pays. La carte du *Czar* ne met, de ce côté-là, que la rivière d'*Astrabat*; & celle de *Mr. Bathalsi*, rien du tout.

habite encore pour les infester. L'Oxus ne va plus à la mer Caspienne; les Tartares l'ont détourné pour des raisons particulières (**); il se perd dans des sables arides.

Le Jaxarte, qui formoit autrefois une barrière entre les nations policées & les nations barbares, a été tout même détourné (+++) par les Tartares, & ne va plus jusqu'à la mer.

Séleucus Nicator forma le projet (++) de joindre le Pont-Euxin à la mer Caspienne. Ce dessein, qui eût donné bien des facilités au commerce qui se faisoit dans ce temps-là, s'évanouit à sa (§§§) mort. On ne fait s'il auroit pu l'exécuter dans l'isthme qui sépare les deux mers. Ce pays est aujourd'hui très peu connu; il est dépeuplé & plein de forêts; les eaux n'y manquent pas, car une infinité de rivières y descendent du mont Caucase; mais ce Caucase, qui forme le nord de l'isthme, & qui étend des espèces de bras (*) au midi, auroit

(**) Voyez la relation de *Genkinson*, dans le recueil des voyages du nord, tom. IV.

(+++) Je crois que delà s'est formé le lac *Aral*.

(++) *Claude César*, dans *Plin*, Liv. VI. ch. II.

(§§§) Il fut tué par *Ptolomée Ceranus*.

(*) Voyez *Strabon*, Liv. XI.

auroit été un grand obstacle , surtout dans ce temps-là , où l'on n'avoit point l'art de faire des éclufes.

On pourroit croire que *Seleucus* vouloit faire la jonction des deux mers dans le lieu même où le czar *Pierre L* l'a faite depuis , c'est-à-dire , dans cette langue de terre où le Tanais s'approche du Volga : mais le nord de la mer Caspienne n'étoit pas encore découvert.

Pendant que dans les empires d'Asie il y avoit un commerce de luxe , les Tyriens faisoient par toute la terre un commerce d'économie. *Bochart* a employé le premier livre de son *Chanaan* à faire l'énumération des colonies qu'ils envoyèrent dans tous les pays qui sont près de la mer ; ils passèrent les colonnes d'Hercule , & firent des établissemens (†) sur les côtes de l'océan.

Dans ces temps-là , les navigateurs étoient obligés de fuivre les côtes , qui étoient , pour ainsi dire , leur boussole. Les voyages étoient longs & pénibles. Les travaux de la navigation d'Ulysse ont été un sujet fertile pour le plus beau poëme du monde , après celui qui est le premier de tous.

Le

(†) Ils fonderent Tartese , & s'établirent à Cadix.

Le peu de connoissance que la plupart des peuples avoient de ceux qui étoient éloignés d'eux, favorisoit les nations qui faisoient le commerce d'économie. Elles mettoient dans leur négoce les obscurités qu'elles vouloient : elle avoient tous les avantages que les nations intelligentes prennent sur les peuples ignorans.

L'Egypte éloignée, par la religion & par les mœurs, de toute communication avec les étrangers, ne faisoit guere de commerce au-dehors : elle jouissoit d'un terrain fertile & d'une extrême abondance. C'étoit le Japon de ces temps-là : elle se suffisoit à elle-même.

Les Egyptiens furent si peu jaloux du commerce du dehors, qu'ils laisserent celui de la mer rouge à toutes les petites nations qui y eurent quelque port. Ils souffrirent que les Iduméens, les Juifs & les Syriens y eussent des flottes. *Salomon* (+) employa à cette navigation des Tyriens qui conoissoient ces mers.

Josephe (§) dit que sa nation, uniquement occupée de l'agriculture, connoissoit
peu

(+) Liv. III. des Rois, ch. IX ; *Paralip.* Liv. II. ch. VIII.

(§) Contre *Appion*.

peu la mer : aussi ne fut - ce que par occasion que les Juifs négocioient dans la mer rouge. Ils conquièrent sur les Iduméens, Elath & Asiongaber , qui leur donnerent ce commerce : ils perdirent ces deux villes, & perdirent ce commerce aussi.

Il n'en fut pas de même des Phéniciens : ils ne faisoient pas un commerce de luxe ; ils ne négocioient point par la conquête : leur frugalité, leur habileté, leur industrie, leurs périls, leurs fatigues, les rendoient nécessaires à toutes les nations du monde.

Les nations voisines de la mer rouge ne négocioient que dans cette mer & celle d'Afrique. L'étonnement de l'univers à la découverte de la mer des Indes, faite sous *Alexandre*, le prouve assez. Nous avons (**) dit qu'on porte toujours aux Indes des métaux précieux, & que l'on n'en rapporte (††) point : les flottes Juives qui rapportoient par la mer rouge de l'or & de l'argent, revenoient d'Afrique, & non pas des Indes.

Je dis plus : cette navigation se faisoit sur la côte orientale de l'Afrique : & l'état où

(**) Au ch. I. de ce livre.

(††) La proportion établie en Europe entre l'or & l'argent, peut quelquefois faire trouver du profit à prendre dans les Indes de l'or pour de l'argent ; mais c'est peu de chose.

où étoit la marine pour lors , prouve assez qu'on n'alloit pas dans des lieux bien reculés.

Je fais que les flottes de *Salomon* & de *Jozaphat* ne revenoient que la troisieme année, mais je ne vois pas que la longueur du voyage prouve la grandeur de l'éloignement.

Pline & *Strabon* nous disent que le chemin qu'un navire des Indes & de la mer rouge, fabriqué de joncs, faisoit en vingt jours, un navire Grec ou Romain, le faisoit en sept (††). Dans cette proportion, un voyage d'un an pour les flottes Grecques & Romaines , étoit à peu près de trois pour celles de *Salomon*.

Deux navires d'une vitesse inégale ne font pas leur voyage dans un temps proportionné à leur vitesse : la lenteur produit souvent une plus grande lenteur. Quand il s'agit de suivre les côtes , & qu'on se trouve sans cesse dans une différente position ; qu'il faut attendre un bon vent pour sortir d'un golfe, en avoir un autre pour aller en avant, un navire bon voilier profite de tous les temps favorables, tandis

(††) Voyez *Pline*, Liv. VI. ch. XXII; & *Strabon*, Liv. XV.

tandis que l'autre reste dans un endroit difficile, & attend plusieurs jours un autre changement.

Cette lenteur des navires des Indes qui, dans un temps égal, ne pouvoient faire que le tiers du chemin que faisoient les vaisseaux Grecs & Romains, peut s'expliquer par ce que nous voyons aujourd'hui dans notre marine. Les navires des Indes qui étoient de jonc, tiroient moins d'eau que les vaisseaux Grecs & Romains, qui étoient de bois, & joints avec du fer.

On peut comparer ces navires des Indes à ceux de quelques nations d'aujourd'hui, dont les ports ont peu de fond: tels sont ceux de Venise, & même en général de l'Italie (§§), de la mer Baltique, & de la province de Hollande (***). Leurs navires, qui doivent en sortir & y rentrer, sont d'une fabrique ronde & large de fond; au lieu que les navires d'autres nations qui ont de bons ports, sont par le bas d'une forme qui les fait entrer profondément dans l'eau. Cette mécanique fait que ces derniers navires navigent plus près

(§§) Elle n'a presque que des rades, mais la Sicile a de très-bons ports.

(***) Je dis de la province de Hollande; car les ports de celle de Zélande sont assez profonds.

près du vent, & que les premiers ne navigent presque que quand ils ont le vent en poupe. Un navire qui entre beaucoup dans l'eau, navige vers le même côté à presque tous les vents; ce qui vient de la résistance que trouve dans l'eau le vaisseau poussé par le vent, qui fait un point d'appui, & de la forme longue du vaisseau qui est présenté au vent par son côté, pendant que par l'effet de la figure du gouvernail on tourne la proue vers le côté que l'on se propose; enforte qu'on peut aller très près du vent, c'est-à-dire, très-près du côté d'où vient le vent. Mais quand le navire est d'une figure ronde & large de fond, & que par conséquent il enfonce peu dans l'eau, il n'y a plus de point d'appui; le vent chasse le vaisseau, qui ne peut résister, ni guère aller que du côté opposé au vent. D'où il suit que les vaisseaux d'une construction ronde de fond, sont plus lents dans leurs voyages: 1°. ils perdent beaucoup de temps à attendre le vent, surtout s'ils sont obligés de changer souvent de direction; 2°. ils vont plus lentement; parce que n'ayant pas de point d'appui, ils ne sauroient porter autant de voiles que les autres. Que si dans un temps où la marine s'est si fort perfectionnée; dans un temps où les arts se communiquent;

dans un temps , où l'on corrige par l'art , & les défauts de la nature , & les défauts de l'art même , on sent ces différences , que devoit-ee être dans la marine des anciens ?

Je ne faurois quitter ce sujet. Les navires des Indes étoient petits & ceux des Grecs & des Romains , si l'on en excepte ces machines que l'ostentation fit faire , étoient moins grands que les nôtres. Or , plus un navire est petit , plus il est en danger dans les gros temps. Telle tempête submerge un navire , qui ne feroit que le tourmenter s'il étoit plus grand. Plus un corps en surpasse un autre en grandeur , plus sa surface est relativement petite : d'où il suit que dans un petit navire il y a une moindre raison , c'est-à-dire , une plus grande différence de la surface du navire au poids ou à la charge qu'il peut porter , que dans un grand. On fait que , par une pratique à peu près générale , on met dans un navire une charge d'un poids égal à celui de la moitié de l'eau qu'il pourroit contenir. Supposons qu'un navire tînt huit cent tonneaux d'eau , sa charge feroit de quatre cent tonneaux ; celle d'un navire qui ne tiendrait que quatre cent tonneaux d'eau , feroit de deux cent tonneaux. Ainsi la grandeur du premier

mier navire feroit , au poids qu'il porteroit , comme 8 est à 4 , & celle du second , comme 4 est à 2. Supposons que la surface du grand soit , à la surface du petit , comme 8 est à 6 ; la surface(*) de celui-ci fera , à son poids , comme 6 est à 2 ; tandis que la surface de celui-là ne fera , à son poids , que comme 8 est à 4 ; & les vents & les flots n'agissant que sur la surface , le grand vaisseau résistera plus , par son poids , à leur impétuosité , que le petit.

CHAPITRE VII.

Du commerce des Grecs.

LES premiers Grecs étoient tous pirates. *Minos* , qui avoit eu l'empire de la mer , n'avoit eu peut-être que de plus grands succès dans les brigandages : son empire étoit borné aux environs de son isle. Mais , lorsque les Grecs devinrent un grand peuple , les Athéniens obtinrent le

(†††) C'est - à - dire , pour comparer les grandeurs de même genre : l'action ou la prise du fluide sur le navire , fera , à la résistance du même navire , comme , &c.

le véritable empire de la mer, parce que cette nation commerçante & victorieuse donna la loi au monarque (*) le plus puissant d'alors, & abbattit les forces maritimes de la Syrie, de l'isle de Chypre & de la Phénicie.

Il faut que je parle de cet empire de la mer qu'eut Athenes. „ Athenes, dit „ *Xénophon* (†), a l'empire de la mer : „ mais comme l'Attique tient à la terre, „ les ennemis la ravagent, tandis qu'elle „ fait ses expéditions au loin. Les prin- „ cipaux laissent détruire leurs terres, & „ mettent leurs biens en sûreté dans quel- „ que isle : la populace, qui n'a point de „ terres, vit sans aucune inquiétude. Mais „ si les Athéniens habitoient une isle, & „ avoient outre cela l'empire de la mer, „ ils auroient le pouvoir de nuire aux au- „ tres sans qu'on pût leur nuire, tandis „ qu'ils seroient les maîtres de la mer “. Vous diriez que *Xénophon* a voulu parler de l'Angleterre.

Athenes remplie de projets de gloire ; Athenes qui augmentoit la jalousie, au lieu d'augmenter l'influence ; plus attentive à étendre son empire maritime, qu'à en jouir ; avec un tel gouvernement politique

(*) Le roi de Perse.

(†) *De republ. Athen.*

tique , que le bas-peuple se distribuoit les revenus publics, tandis que les riches étoient dans l'oppression; ne fit point ce grand commerce que lui promettoient le travail de ses mines, la multitude des esclaves, le nombre des gens de mer, son autorité sur les villes Grecques, & , plus que tout cela, les belles institutions de *Solon*. Son négoce fut presque borné à la Grece & au Pont-Euxin, d'où elle tira sa subsistance.

Corinthe fut admirablement bien située: elle sépara deux mers, ouvrit & ferma le Péloponnèse, ouvrit & ferma la Grece. Elle fut une ville de la plus grande importance, dans un temps où le peuple Grec étoit un monde, & les villes Grecques des nations: elle fit un plus grand commerce qu'Athenes. Elle avoit un port pour recevoir les marchandises d'Asie; elle en avoit un autre pour recevoir celles d'Italie: car, comme il y avoit de grandes difficultés à tourner le promontoire Malée, où des vents (†) opposés se rencontrent & causent des naufrages, on aimoit mieux aller à Corinthe, & l'on pouvoit même faire passer par terre les vaisseaux d'une mer à l'autre. Dans aucune ville on ne
porta

(†) Voyez *Strabon*, Liv. VIII.

porta si loin les ouvrages de l'art. La religion acheva de corrompre ce que son opulence lui avoit laissé de mœurs. Elle érigea un temple à Vénus, où plus de mille courtisanes furent consacrées. • C'est de ce séminaire qu'eurent sortis la plupart de ces beautés célèbres dont *Athénée* a osé écrire l'histoire.

Il paroît que, du temps d'Homere, l'opulence de la Grece étoit à Rhodes, à Corinthe & à Orcomene. „ Jupiter, dit-
 „ il (§), aima les Rhodiens, & leur donna
 „ de grandes richesses “. Il donna à Corinthe (**) l'épithete de riche. De même, quand il veut parler des villes qui ont beaucoup d'or, il cite Orcomene (†), qu'il joint à Thebes d'Egypte. Rhodes & Corinthe conserverent leur puissance, & Orcomene la perdit. La position d'Orcomene, près de l'Hellepont, & la Propontide & du Pont-Euxin, fait naturellement penser qu'elle tiroit ses richesses d'un commerce sur les côtes de ces mers, qui avoit donné lieu à la fable de la toison d'or : & effectivement le nom de *Miniares* est donné

(§) Iliade, Liv. II.

(**) Ibid.

(†) Ibid. Liv. I, v. 381. Voyez Strabon, Liv. IX, pag. 414. édition de 1620.

né à Orcomene (††), & encore aux Argonautes. Mais comme dans la fuite ces mers devinrent plus connues ; que les Grecs y établirent un très-grand nombre de colonies ; que ces colonies négocierent avec les peuples barbares ; qu'elles communiquèrent avec leur métropole ; Orcomene commença à décheoir , & elle rentra dans la foule des autres villes Grecques.

Les Grecs , avant Homere , n'avoient guere négocié qu'entr'eux , & chez quelque peuple barbare ; mais il étendirent leur domination , à mesure qu'ils formèrent de nouveaux peuples. La Grece étoit une grande péninsule dont les caps sembloient avoir fait reculer les mers , & les golfes s'ouvrir de tous côtés , comme pour les recevoir encore. Si l'on jette les yeux sur la Grece , on verra , dans un pays assez resserré , une vaste étendue de côtes. Ses colonies innombrables faisoient une immense circonférence autour d'elle ; & elle y voyoit , pour ainsi dire , tout le monde qui n'étoit pas barbare. Pénétra-t-elle en Sicile & en Italie ? elle y forma des nations. Navigea-t-elle vers les mers du Pont , vers les côtes de l'Asie mineure , vers celles d'Afrique ? elle en fit de même. Ses villes acquirent de la prospérité , à mesure

(††) *Strabon* , Liv. IX , pag. 414.

354 DE L'ESPRIT DES LOIX,
mesure qu'elles se trouverent près de nouveaux peuples. Et, ce qu'il y avoit d'admirable, des isles sans nombre, situées comme en premiere ligne, l'entouroient encore.

Quelles causes de prospérité pour la Grece, que des jeux qu'elle donnoit, pour ainsi dire, à l'univers; des temples, où tous les rois envoyoient des offrandes; des fêtes, où l'on s'assembloit de toutes parts; des oracles, qui faisoient l'attention de toute la curiosité humaine; enfin, le goût & les arts portés à un point, que de croire les surpasser, fera toujours ne les pas connoître?

C H A P I T R E VIII.

D'Alexandre. Sa conquête.

QUATRE événemens arrivés sous *Alexandre* firent dans le commerce une grande révolution; la prise de Tyr, la conquête de l'Egypte, celle des Indes, & la découverte de la mer qui est au midi de ce pays.

L'empire des Perses s'étendoit jusqu'à l'Indus (*). Longtemps avant *Alexandre*,
Darius

(*) *Strabon*, Liv. XV.

Darius (†) avoit envoyé des navigateurs qui descendirent ce fleuve , & allèrent jusqu'à la mer rouge. Comment donc les Grecs furent-ils les premiers qui firent par le midi le commerce des Indes ? Comment les Perses ne l'avoient-ils pas fait auparavant ? Que leur servoient des mers qui étoient si proche d'eux , des mers qui baignoient leur empire ? Il est vrai qu'*Alexandre* conquît les Indes : mais faut-il conquérir un pays pour y négocier ? J'examinerai ceci.

L'*Ariane* (‡) qui s'étendoit depuis le golfe Persique jusqu'à l'*Indus* , & de la mer du midi jusqu'aux montagnes des *Paropamisades* , dépendoit bien en quelque façon de l'empire des Perses : mais dans sa partie méridionale elle étoit aride , brûlée , inculte & barbare. La tradition (§) portoit que les armées de *Sémiramis* & de *Cyrus* avoient péri dans ces déserts ; & *Alexandre* , qui se fit suivre par sa flotte , ne laissa pas d'y perdre une grande partie de son armée. Les Perses laissoient toute la côte au pouvoir des *Icthyophages* (**), des *Orittes* & autres

(†) Hérodote , in *Melpomene*.

(‡) *Strabon* , Liv. XV.

(§) *Ibid.*

(**) *Pline* , Liv. VI. ch. XXIII ; *Strabon* , Liv. XV.

autres peuples barbares. D'ailleurs les Perses (††) n'étoient pas navigateurs , & leur religion même leur ôtoit toute idée de commerce maritime. La navigation que *Darius* fit faire sur l'Indus & la mer des Indes fut plutôt une fantaisie d'un prince qui veut montrer sa puissance , que le projet réglé d'un monarque qui veut l'employer. Elle n'eut de suite , ni pour le commerce , ni pour la marine ; & si l'on sortit de l'ignorance ; ce fut pour y retomber.

Il y a plus : il étoit reçu (††) avant l'expédition d'*Alexandre* , que la partie méridionale des Indes étoit inhabitable (§§) : ce qui suivoit de la tradition que *Sémiramis* (***) n'en avoit ramené que vingt hommes , & *Cyrus* que sept.

Alexandre entra par le nord. Son dessein étoit de marcher vers l'orient ; mais ayant trouvé la partie du midi pleine de
grandes

(††) Pour ne point fouiller les élémens , ils ne navigeoient pas sur les fleuves. *Mr. Hidde* , religion des Perses. Encore aujourd'hui ils n'ont point de commerce maritime , & ils traitent d'athées ceux qui vont sur mer.

(††) *Strabon* , Liv. XV.

(§§) *Hérodote in Melpomene* , dit que *Darius* conquiert les Indes. Cela ne peut être entendu que de l'Ariane : encore ne fut-ce qu'une conquête en idée.

(***) *Strabon* , Liv. XV.

grandes nations , de villes & de rivières , il tenta la conquête , & la fit.

Pour lors , il forma le dessein d'unir les Indes avec l'occident par un commerce maritime , comme il les avoit unies par des colonies qu'il avoit établies dans les terres.

Il fit construire une flotte sur l'Hydaspes , descendit cette rivière , entra dans l'Indus , & navigea jusqu'à son embouchure. Il laissa son armée & sa flotte à Patale , alla lui-même avec quelques vaisseaux reconnoître la mer , marqua les lieux où il voulut que l'on construisit des ports , des havres , des arsenaux. De retour à Patale , il se sépara de sa flotte , & prit la route de terre , pour lui donner du secours , & en recevoir. La flotte suivit la côte depuis l'embouchure de l'Indus , le long du rivage des pays des Orittes , des Ichthyophages , de la Caramanie & de la Perse. Il fit creuser des puits , bâtir des villes ; il défendit aux Ichthyophages (†††) de

(†††) Ceci ne sauroit s'entendre de tous les Ichthyophages , qui habitoient une côte de dix mille stades. Comment Alexandre auroit-il pu leur donner la subsistance ? Comment se seroit-il fait obéir ? Il ne peut être ici question que de quelques peuples particuliers. Néarque , dans le livre *rerum*

Indi-

de vivre de poisson ; il vouloit que les bords de cette mer fussent habités par des nations civilisées. *Néarque & Onésicrite* ont fait le journal de cette navigation, qui fut de dix mois. Ils arriverent à Suse ; ils y trouverent *Alexandre* qui donnoit des fêtes à son armée.

Ce conquérant avoit fondé Alexandrie, dans la vue de s'assurer de l'Egypte ; c'étoit une clef pour l'ouvrir, dans le lieu même (++) où les rois ses prédécesseurs avoient une clef pour la fermer ; & il ne songeoit point à un commerce dont la découverte de la mer des Indes pouvoit seule lui faire naître la pensée.

Il paroît même qu'après cette découverte, il n'eut aucune vue nouvelle sur Alexandrie. Il avoit bien, en général, le projet d'établir un commerce entre les Indes & les parties occidentales de son empire :
mais,

Indicarum, dit, qu'à l'extrémité de cette côte, du côté de la Perse, il avoit trouvé les peuples moins ichthyophages. Je croirois que l'ordre d'*Alexandre* regardoit cette contrée, ou quelque'autre encore plus voisine de la Perse.

(++) Alexandrie fut fondée dans une plage appelée *Rhôtis*. Les anciens rois y tenoient une garnison, pour défendre l'entrée du pays aux étrangers, & sur-tout, aux Grecs qui étoient, comme on fait, de grands pirates. Voyez *Plîne*, Liv. VI, ch. X ; & *Strabon*, Liv. XVIII.

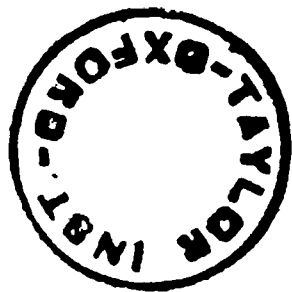
mais , pour le projet de faire ce commerce par l'Egypte , il lui manquoit trop de connoissances pour pouvoir le former. Il avoit vu l'Indus , il avoit vu le Nil ; mais il ne connoissoit point les mers d'Arabie , qui sont entre deux. A peine fut-il arrivé des Indes , qu'il fit construire de nouvelles flottes , & navigea (§§§) sur l'Euléus , le Tigre , l'Euphrate & la mer ; il ôta les cataractes que les Perses avoient mises sur ces fleuves : il découvrit que le sein Persique étoit un golfe de l'océan. Comme il alla reconnoître (*) cette mer , ainsi qu'il avoit reconnu celle des Indes ; comme il fit construire un port à Babylone pour mille vaisseaux , & des arsenaux ; comme il envoya cinq cent talens en Phénicie & en Syrie , pour en faire venir des navigateurs , qu'il vouloit placer dans les colonies qu'il répandoit sur les côtes ; comme enfin il fit des travaux immenses sur l'Euphrate & les autres fleuves de l'Assyrie , on ne peut douter que son dessein ne fût de faire le commerce des Indes par Babylone & le golfe Persique.

Quelques gens , sous prétexte qu'Alexandre vouloit conquérir l'Arabie (†) , ont dit

(§§§) Arien , *de exped. Alexandri* , lib. VII.

(*) *Ibid.*

(†) *Strabon* , Liv. XVI , à la fin.



dit qu'il avoit formé le deſſein d'y mettre le ſiége de ſon empire : mais , comment auroit-il choiſi un lieu qu'il ne connoiſſoit pas (†) ? D'ailleurs c'étoit le pays du monde le plus incommode : il ſe feroit ſéparé de ſon empire. Les califes , qui conquièrent au loin , quitterent d'abord l'Arabie , pour ſ'établir ailleurs.

CHAPITRE IX.

Du commerce des rois Grecs après Alexandre.

LORSQU'ALEXANDRE conquît l'Égypte , on connoiſſoit très-peu la mer rouge , & rien de cette partie de l'océan qui ſe joint à cette mer , & qui baigne d'un côté la côte d'Afrique & de l'autre celle de l'Arabie : on crut même depuis qu'il étoit impoſſible de faire le tour de la preſqu'isle d'Arabie. Ceux qui l'avoient tenté de chaque côté , avoient abandonné leur entrepriſe. On diſoit (*) : „ Comment feroit-il poſſible de naviger au „ midi des côtes de l'Arabie , puisſque l'ar- „ mée

(†) Voyant la Babylonie inondée , il regardoit l'Arabie , qui en eſt proche , comme une iſle. *Ariſtobule* , dans *Strabon* , Liv. XVI.

(*) Voyez le livre *rerum Indicarum*.

„mée de Cambyse, qui la traversa du
 „côté du nord, périt presque toute; &
 „que celle que Ptolomée, fils de Lagus,
 „envoya au secours de Séleucus Nicator
 „à Babylone, souffrit des maux incroya-
 „bles, & à cause de la chaleur ne put
 „marcher que la nuit “?

Les Perses n'avoient aucune sorte de navigation. Quand ils conquièrent l'Egypte, ils y apportèrent le même esprit qu'ils avoient eu chez eux; & la négligence fut si extraordinaire, que les rois Grecs trouverent que non seulement les navigations des Tyriens, des Iduméens & des Juifs dans l'océan, étoient ignorées; mais que celles mêmes de la mer rouge l'étoient. Je crois que la destruction de la première Tyr par Nabuchodonosor, & celle de plusieurs petites nations & villes voisines de la mer rouge, firent perdre les connoissances que l'on avoit acquises.

L'Egypte, du temps des Perses, ne confrontoit point à la mer rouge: elle ne contenoit (†) que cette lisière de terre longue & étroite que le Nil couvre par ses inondations, & qui est resserrée des deux côtés par des chaînes de montagnes. Il fallut donc découvrir la mer rouge une seconde

[†] Strabon, Liv. XVI.

de fois, & l'océan une seconde fois, & cette découverte appartient à la curiosité des rois Grecs.

On remonta le Nil, on fit la chasse des éléphants dans les pays qui sont entre le Nil & la mer; on découvrit les bords de cette mer par les terres: Et comme cette découverte se fit sous les Grecs, les noms en sont Grecs, & les temples sont consacrés (†) à des divinités Grecques.

Les Grecs d'Egypte purent faire un commerce très-étendu; ils étoient maîtres des ports de la mer rouge; Tyr, rivale de toute nation commerçante, n'étoit plus; ils n'étoient point gênés par les anciennes (§) superstitions du pays; l'Egypte étoit devenue le centre de l'univers.

Les rois de Syrie laissèrent à ceux d'Egypte le commerce méridional des Indes, & ne s'attachèrent qu'à ce commerce septentrional qui se faisoit par l'Oxus & la mer Caspienne. On croyoit dans ces temps-là que cette mer étoit une partie de l'océan septentrional (**): & Alexandre, quel-

[†] *Strabon*, Liv. XVI.

[§] Elles leur donnoient de l'horreur pour les étrangers.

[**] *Plin*e, Liv. II, ch. LXVIII; & Liv. VI, ch. IX & XII; *Strabon*, Liv. XI; *Arrien*, de l'expéd. d'Alex. Liv. III, pag. 74; & Liv. V, pag. 104.

quelque temps avant sa mort , avoit fait construire (††) une flotte , pour découvrir si elle communiquoit à l'océan par le Pont-Euxin , ou par quelque'autre mer orientale vers les Indes. Après lui , Séleucus & Antiochus eurent une attention particulière à la reconnoître : ils y entretenrent (††) des flottes. Ce que *Séleucus* reconnut fut appelé mer Séleucide : ce qu'*Antiochus* découvrit fut appelé mer Antiochide. Attentifs aux projets qu'ils pouvoient avoir de ce côté-là , ils négligerent les mers du midi ; soit que les *Ptolomées* , par leurs flottes sur la mer rouge , s'en fussent déjà procuré l'empire ; soit qu'ils eussent découvert dans les Perses un éloignement invincible pour la marine. La côte du midi de Perse ne fournissoit point de matelots ; on n'y en avoit vu que dans les derniers momens de la vie d'Alexandre. Mais les rois d'Egypte , maîtres de l'isle de Chypre , de la Phénicie , & d'un grand nombre de places sur les côtes de l'Asie mineure , avoient toutes sortes de moyens pour faire des entreprises de mer. Ils n'avoient point à contraindre le génie de leurs sujets ; ils n'avoient qu'à le suivre.

On

[††] *Arrien* , de l'exped. d'Alex. Liv. VII.

[††] *Plin*e , Liv. II , ch. LXIV.

On a de la peine a comprendre l'obstination des anciens à croire que la mer Caspienne étoit une partie de l'océan. Les expéditions d'*Alexandre*, des rois de Syrie, des Parthes & des Romains, ne purent leur faire changer de pensée : c'est qu'on revient de ses erreurs le plus tard qu'on peut. D'abord on ne connut que le midi de la mer Caspienne, on la prit pour l'océan ; à mesure que l'on avança le long de ses bords du côté du nord, on crut encore que c'étoit l'océan qui entroit dans les terres. En suivant les côtes, on n'avoit reconnu du côté de l'est que jusqu'au Jaxarte, & du côté de l'ouest que jusqu'aux extrémités de l'Albanie. La mer, du côté du nord, étoit vaseuse (§§), & par conséquent très-peu propre à la navigation. Tout cela fit que l'on ne vit jamais que l'océan.

L'armée d'*Alexandre* n'avoit été, du côté de l'orient, que jusqu'à l'Hypanis, qui est la dernière des rivières qui se jettent dans l'Indus. Ainsi le premier commerce que les Grecs eurent aux Indes, se fit dans une très-petite partie du pays. Sé-
leucus

[§§] Voyez la carte du czar.

leucus Nicator pénétra jusqu'au Gange (***) ; & par-là on découvrit la mer où ce fleuve se jette , c'est - à - dire , le golfe de Bengale. Aujourd'hui l'on découvre les terres par les voyages de mer ; autrefois on découvroit les mers par la conquête des terres.

Strabon (†††) , malgré le témoignage d'*Appollodore* , paroît douter que les rois (†††) Grecs de Bactriane soient allés plus loin que *Séleucus* & *Alexandre*. Quand il seroit vrai qu'ils n'auroient pas été plus loin vers l'orient que *Séleucus* , ils allerent plus loin vers le midi : ils découvrirent (§§§) Siger & des ports dans le Malabar , qui donnerent lieu à la navigation dont je vais parler.

Pline

[**] *Pline* , Liv. VI , ch. XVII.

[†††] Liv. XV.

[†††] Les Macédoniens de la Bactriane , des Indes & de l'Ariane , s'étant séparés du royaume de Syrie , formerent un grand état.

[§§§] Apollonius Adramittin , dans *Strabon* , Liv. XI.

Pline (*) nous apprend qu'on prit successivement trois routes pour faire la navigation des Indes. D'abord on alla du promontoire de Siagre à l'isle de Patalene, qui est à l'embouchure de l'Indus : on voit que c'étoit la route qu'avoit tenue la flotte d'Alexandre. On prit ensuite un chemin plus court (†) & plus sûr ; & on alla du même promontoire à Siger. Ce Siger ne peut être que le royaume de Siger dont parle *Strabon* (‡), que les rois Grecs de Bactriane découvrirent. *Pline* ne peut dire que ce chemin fût plus court, que parce qu'on le faisoit en moins de temps ; car Siger devoit être plus reculé que l'Indus, puisque les rois de Bactriane le découvrirent. Il falloit donc que l'on évitât par-là le détour de certaines côtes, & que l'on profitât de certains vents. Enfin, les marchands prirent une troisième route, ils se rendoient à Canes ou à Océlis, ports situés à l'embouchure de la mer rouge, d'où, par un vent d'ouest, on arrivoit à Muziris, première étape des Indes, & de-là à d'autres ports. On voit qu'au lieu d'aller de l'embouchure de la mer rouge jusqu'à

Siagre

[*] Liv. VI, ch. XXIII.

[†] *Pline*, Liv. VI, ch. XXIII.

[‡] Liv. XI, *Sigertidis regnum*.

Siagre en remontant la côte de l'Arabie-heureuse au nord-est, on alla directement de l'ouest à l'est, d'un côté à l'autre, par le moyen des mouçons, dont on découvrit les changemens en naviguant dans ces parages. Les anciens ne quitterent les côtes, que quand ils se fervirent des mouçons (§) & des vents alisés, qui étoient une espee de bouffole pour eux.

Pline (**) dit, qu'on partoît pour les Indes au milieu de l'été, & qu'on en revenoit vers la fin de décembre & au commencement de janvier. Ceci est entièrement conforme aux journaux de nos navigateurs. Dans cette partie de la mer des Indes qui est entre la presqu'isle d'Afrique & celle de deçà le Gange, il y a deux mouçons : la premiere, pendant laquelle les vents vont de l'ouest à l'est commence au mois d'août & de septembre ; la deuxieme, pendant laquelle les vents vont de l'est à l'ouest, commence en janvier. Ainsi nous partons d'Afrique pour le Malabar dans les temps que partoient les flottes de

[§] Les mouçons soufflent une partie de l'année d'un côté, & une partie de l'année de l'autre ; & les vents alisés soufflent du même côté toute l'année.

[**] Liv. VI, ch. XXIII.

de *Ptolomée*, & nous en revenons dans le même tems.

La flotte d'*Alexandre* mit sept mois pour aller de Patale à Suze. Elle partit dans le mois de juillet, c'est-à-dire, dans un temps où aujourd'hui aucun navire n'ose se mettre en mer pour revenir des Indes. Entre l'une & l'autre mouçon, il y a un intervalle de temps pendant lequel les vents varient; & où un vent de nord se mêlant avec les vents ordinaires, cause, sur-tout auprès des côtes, d'horribles tempêtes. Cela dure les mois de juin, de juillet & d'août. La flotte d'*Alexandre* partant de Patale au mois de juillet, essuya bien des tempêtes, & le voyage fut long, parce qu'elle navigea dans une mouçon contraire.

*Plin*e dit qu'on partoît pour les Indes à la fin de l'été: ainsi on employoit le temps de la variation de la mouçon à faire le trajet d'Alexandrie à la mer rouge.

Voyez, je vous prie, comment on se perfectionna peu à peu dans la navigation. Celle que *Darius* fit faire, pour descendre l'Indus & aller à la mer rouge, fut de deux ans & demi (††). La flotte d'*Alexandre* (††) descendant l'Indus; arriva à Suze
dix

[††] *Hérodote*, in *Melpomene*.

[††] *Plin*e, liv. VI, ch. XXIII.

dix mois après, ayant navigé trois mois sur l'Indus & sept sur la mer des Indes : dans la suite, le trajet de la côte Malabar à la mer rouge se fit en quarante jours (§§).

Strabon qui rend-raison de l'ignorance où l'on étoit des pays qui sont entre l'Hypanis & le Gange, dit que parmi les navigateurs qui vont de l'Egypte aux Indes, il y en a peu qui aillent jusqu'au Gange. Effectivement, on voit que les flottes n'y alloient pas ; elles alloient par les mouçons de l'ouest à l'est, de l'embouchure de la mer rouge à la côte de Malabar. Elles s'arrêtoient dans les étapes qui y étoient, & n'alloient point faire le tour de la presqu'isle deçà le Gange par le cap de Comorin & la côte de Coromandel ; le plan de la navigation des rois d'Egypte & des Romains, étoit de revenir la même année (**).

Ainsi il s'en faut bien que le commerce des Grecs & des Romains aux Indes ait été aussi étendu que le nôtre ; nous qui connoissons des pays immenses qu'ils ne connoissoient pas ; nous qui faisons notre commerce avec toutes les nations Indiennes ,

[[§]] *Plin*e, Liv. VI, ch. XXIII.

[[**]] *Ibid.*

nes, & qui commerçons même pour elles & navigeons pour elles.

Mais ils faisoient ce commerce avec plus de facilité que nous : & si l'on ne négocioit aujourd'hui que sur la côte Guzarat & du Malabar ; & que sans aller chercher les isles du midi , on se contentât des marchandises que les insulaires viendroient apporter , il faudroit préférer la route de l'Egypte à celle du cap de Bonne-Espérance. *Strabon* (†††) dit que l'on négocioit ainsi avec les peuples de la Taprobane.

3

CHAPITRE X.

Du tour de l'Afrique.

ON trouve dans l'histoire , qu'avant la découverte de la boussole on tenta quatre fois de faire le tour de l'Afrique. Des Phéniciens envoyés par *Nécho* (*), & *Eudoxe* , (†) fuyant la colere de *Ptolomée-Lature* , partirent de la mer rouge & réussirent. *Sataspe* (‡) sous *Xercès* , & *Hannon* qui fut envoyé par les Carthaginois , firent

[†††] Liv. XV.

[*] *Hérodote* , Liv. IV. Il vouloit conquérir.

[†] *Plin*e , Liv. II, ch. LXVII. *Pomponius Mela* , Liv. III. ch. IX.

[‡] *Hérodote* , in *Melpomene*.

tirent des colonnes d'Hercule, & ne réussirent pas.

Le point capital pour faire le tour de l'Afrique étoit de découvrir & de doubler le cap de Bonne-Espérance. Mais si l'on partoît de la mer rouge, on trouvoit ce cap de la moitié du chemin plus près qu'en partant de la méditerranée. La côte qui va de la mer rouge au cap est plus saine que (*) celle qui va du cap aux colonnes d'Hercule. Pour que ceux qui partoient des colonnes d'Hercule aient pu découvrir le cap, il a fallu l'invention de la boussole, qui a fait que l'on a quitté la côte d'Afrique & qu'on a navigé dans le vaste océan (**) pour aller vers l'isle de Sainte-Hélène ou vers la côte du Brésil. Il étoit donc très-possible qu'on fût allé de la mer rouge dans la méditerranée, sans qu'on fût revenu de la méditerranée à la mer rouge.

Ainsi

[5] Joignez à ceci ce que je dis au chap. XI. de ce livre, sur la navigation d'Hannote.

[*] On trouve dans l'océan Atlantique, aux mois d'octobre, novembre, décembre & janvier, un vent de nord-est. On passe la ligne; & pour éluder le vent général d'est, on dirige sa route vers le sud: ou bien on entre dans la zone torride, dans les lieux où le vent souffle de l'ouest à l'est.

Ainsi, fans faire ce grand circuit, après lequel on ne pouvoit plus revenir, il étoit plus naturel de faire le commerce de l'Afrique orientale par la mer rouge, & celui de la côte occidentale par les colonnes d'Hercule.

Les rois Grecs d'Egypte découvrirent d'abord, dans la mer rouge, la partie de la côte d'Afrique qui va depuis le fond du golfe où est la cité d'*Héroum*, jusqu'à *Dira*, c'est-à-dire, jusqu'au détroit appelé aujourd'hui de *Babelmandel*. De là jusqu'au promontoire des Aromates situé à l'entrée de la mer rouge (††), la côte n'avoit point été reconnue par les navigateurs : & cela est clair par ce que nous dit Artémidore (††), que l'on connoissoit les lieux de cette côte, mais qu'on en ignoroit les distances ; ce qui venoit de ce qu'on avoit successivement connu ces ports par les terres, & fans aller de l'un à l'autre.

Au-delà de ce promontoire où commence la côte de l'océan, on ne connoissoit

[††] Ce golfe, auquel nous donnons aujourd'hui ce nom, étoit appelé par les anciens le Sein Arabe : ils appelloient mer rouge la partie de l'océan voisine de ce golphe.

[††] Strabon, Liv. XVI.

soit rien, comme nous (§§) l'apprenons d'Eratoſthene & d'Artémidore.

Telles étoient les connoiſſances que l'on avoit des côtes d'Afrique du temps de Strabon, c'eſt-à-dire, du temps d'Auguſte. Mais, depuis Auguſte, les Romains découvrirent le promontoire *Raptum* & le promontoire *Praffum*, dont Strabon ne parle pas, parce qu'ils n'étoient pas encore connus. On voit que ces deux noms ſont Romains.

Ptolomée le géographe vivoit ſous Adrien & Antonin Pie; & l'auteur du Périple de la mer Erythrée, quel qu'il ſoit, vécut peu de temps après. Cependant le premier borne l'Afrique (***) connue au promontoire *Praffum*, qui eſt environ au quatorzième degré de latitude ſud: & l'auteur du Périple (†††) au promontoire *Raptum*, qui eſt à peu près au dixième degré de cette latitude. Il y a apparence que celui-ci prenoit pour limite un lieu où l'on alloit, & Ptolomée un lieu où l'on n'alloit plus.

Ce

[§§] *Strabon*, Liv. XVI. Artémidore borne la côte connue au lieu appelé *Auſtricornu*; & Eratoſthene *ad Cinnamomiferam*.

[***] Liv. I, ch. VII; Liv. IV, ch. IX; table IV de l'Afrique.

[†††] On a attribué ce Périple à Arrien.

Ce qui me confirme dans cette idée, c'est que les peuples autour du *Prassum* étoient antropophages (†††). Ptolomée, qui (§§§) nous parle d'un grand nombre de lieux entre le port des Aromates & le promontoire *Raptum*, laisse un vuide total depuis le *Raptum* jusqu'au *Prassum*. Les grands profits de la navigation des Indes durent faire négliger celle d'Afrique. Enfin les Romains n'eurent jamais sur cette côte de navigation réglée : ils avoient découvert ces ports par les terres, & par des navires jettés par la tempête : & comme aujourd'hui on connoît assez bien les côtes de l'Afrique, & très-mal l'intérieur (*), les anciens connoissoient assez bien l'intérieur, & très-mal les côtes.

J'ai dit que des Phéniciens, envoyés par Nécho & Eudoxe sous Ptolomée La-ture, avoient fait le tour de l'Afrique : il faut bien que, du temps de Ptolémée le géogra-

[†††] *Ptolomée*, Liv. IV, ch. IX.

[§§§] Liv. IV, ch. VII & VIII.

[*] Voyez avec quelle exactitude Strabon & Ptolémée nous décrivent les diverses parties de l'Afrique. Ces connoissances venoient des diverses guerres que les deux plus puissantes nations du monde, les Carthaginois & les Romains, avoient eues avec les peuples d'Afrique, des alliances qu'ils avoient contractées, du commerce qu'ils avoient fait dans les terres.

géographe, ces deux navigations fussent regardées comme fabuleuses, puisqu'il place (†), depuis le *sinus magnus*, qui est, je crois, le golfe de Siam, une terre inconnue, qui va d'Asie en Afrique, aboutir au promontoire *Prassum*; de sorte que la mer des Indes n'auroit été qu'un lac. Les anciens, qui reconnurent les Indes par le nord, s'étant avancés vers l'orient, placèrent vers le midi cette terre inconnue.

CHAPITRE XL

Carthage & Marseille.

CARTHAGE avoit un singulier droit des gens; elle faisoit noyer (*) tous les étrangers qui trafiquoient en Sardaigne & vers les colonnes d'Hercule : son droit politique n'étoit pas moins extraordinaire, elle défendit aux Sardes de cultiver la terre, sous peine de la vie. Elle accrut sa puissance par ses richesses, & ensuite ses richesses par sa puissance. Maîtresse des côtes d'Afrique que baigne la méditerranée, elle s'étendit le long de celles de l'océan.

[†] Liv. VII, ch. III.

[*] *Eratosthène*, dans Strabon, Liv. XVII, pag. 302.

céan. *Hannon* , par ordre du sénat de Carthage , répandit trente mille Carthaginois depuis les colonnes d'Hercule jusqu'à Cerné. Il dit que ce lieu est aussi éloigné des colonnes d'Hercule , que les colonnes d'Hercule le sont de Carthage. Cette position est très - remarquable ; elle fait voir qu'*Hannon* borna ses établissemens au vingt-cinquième degré de latitude nord , c'est-à-dire , deux ou trois degrés au-delà des isles Canaries , vers le sud.

Hannon étant à Cerné , fit une autre navigation , dont l'objet étoit de faire des découvertes plus avant vers le midi. Il ne prit presque aucune connoissance du continent. L'étendue des côtes qu'il suivit , fut de vingt-six jours de navigation ; & il fut obligé de revenir faute de vivres. Il paroît que les Carthaginois ne firent aucun usage de cette entreprise d'*Hannon*. *Scylax* (†) dit qu'au-delà de Cerné-la mer n'est pas navigable (†) , parce qu'elle y est basse , pleine de limon & d'herbes marines : effectivement il y en a beaucoup dans ces parages (§). Les marchands Carthagini-

[†] Voyez son Périple , article de Carthage.

[†] Voyez Hérodote , *in Melpomene* , sur les obstacles que Sataſpe trouva

[§] Voyez les cartes & les relations , le premier volume

thaginois dont parle *Scylax*, pouvoient trouver des obstacles qu'*Hannon*, qui avoit soixante navires de cinquante rames chacun, avoit vaincus. Les difficultés sont relatives; & de plus, on ne doit pas confondre une entreprise qui a la hardiesse & la témérité pour objet, avec ce qui est l'effet d'une conduite ordinaire.

C'est un beau morceau de l'antiquité que la relation d'*Hannon*: le même homme qui a exécuté, a écrit: il ne met aucune ostentation dans ses récits. Les grands capitaines écrivent leurs actions avec simplicité, parce qu'ils sont plus glorieux de ce qu'ils ont fait, que de ce qu'ils ont dit.

Les choses sont comme le stile. Il ne donne point dans le merveilleux: tout ce qu'il dit du climat, du terrain, des mœurs, des manières des habitans, se rapporte à ce qu'on voit aujourd'hui dans cette côte d'Afrique; il semble que c'est le journal d'un de nos navigateurs.

Hannon

volume des voyages qui ont servi à l'établissement de la compagnie des Indes, part I, pag. 201. Cette herbe couvre tellement la surface de la mer, qu'on a de la peine à voir l'eau; & les vaisseaux ne peuvent passer au travers que par un vent frais.

378 DE L'ESPRIT DES LOIX,

Hannon remarqua (**) sur la flotte , que le jour il régnoit dans le continent un vaste silence ; que la nuit on entendoit les sons de divers instrumens de musique ; & qu'on voyoit par-tout des feux, les uns plus grands, les autres moindres. Nos relations confirment ceci : on y trouve que le jour ces sauvages , pour éviter l'ardeur du soleil, se retirent dans les forêts ; que la nuit ils font de grands feux pour écarter les bêtes féroces ; & qu'ils aiment passionnément la danse & les instrumens de musique.

Hannon nous décrit un volcan avec tous les phénomènes que fait voir aujourd'hui le Vésuve ; & le récit qu'il fait de ces deux femmes veuves , qui se laisserent plutôt tuer que de suivre les Carthaginois , & dont il fit porter les peaux à Carthage , n'est pas , comme on l'a dit , hors de vraisemblance.

Cette relation est d'autant plus précieuse, qu'elle est un monument Punique ; & c'est parce qu'elle est un monument Punique, qu'elle a été regardée comme fabuleuse. Car les Romains conserverent leur haine contre les Carthaginois , même après les avoir

[5] Plinè nous dit la même chose en parlant du mont Atlas : *Noctibus micare crebris ignibus , tiliarum cantu tympanorumque sonitu strepere , neminem interdixit cerui.*

avoir détruits. Mais ce ne fut que la victoire qui décida s'ils falloit dire , *la foi Punique* , ou *la foi Romaine*.

Des modernes (††) ont suivi ce préjugé. Que sont devenues , disent-ils , les villes qu'*Hannon* nous décrit , & dont , même du temps de *Plin* , il ne restoit pas le moindre vestige ? Le merveilleux seroit qu'il en fût resté. Etoit-ce *Corinthe* ou *Athenes* , qu'*Hannon* alloit bâtir sur ces côtes ? Il laissoit , dans les endroits propres au commerce , des familles *Carthaginoises* ; & à la hâte , il les mettoit en sureté contre les hommes sauvages & les bêtes féroces. Les calamités des *Carthaginois* firent cesser la navigation d'*Afrique* ; il fallut bien que ces familles périssent , ou devinssent sauvages. Je dis plus : quand les ruines de ces villes subsisteroient encore , qui est-ce qui auroit été en faire la découverte dans les bois & dans les marais ? On trouve pourtant dans *Scylax* & dans *Polybe* , que les *Carthaginois* avoient de grands établissemens sur ces côtes. Voilà les vestiges des villes d'*Hannon* ; il n'y en a point d'autres , parce qu'à peine y en a t-il d'autres de *Carthage* même.

Lee

(††) Mr. *Dodwel* : voyez sa dissertation sur le Périple d'*Hannon*.

Les Carthaginois étoient sur le chemin des richesses : Et s'ils avoient été jusqu'au quatrieme degré de latitude nord , & au quinzieme de longitude , ils auroient découvert la côte d'Or & les côtes voisines. Ils y auroient fait un commerce de toute autre importance que celui qu'on y fait aujourd'hui que l'Amérique semble avoir avili les richesses de tous les autres pays : ils y auroient trouvé des trésors qui ne pouvoient être enlevés par les Romains.

On a dit des choses bien surprenantes des richesses de l'Espagne. Si l'on en croit *Aristote* (††), les Phéniciens qui aborderent à Tartese , y trouverent tant d'argent que leurs navires ne pouvoient le contenir , & ils firent faire de ce métal leurs plus vils ustensiles. Les Carthaginois , au rapport de *Diodore* (§§), trouverent tant d'or & d'argent dans les Pyrénées , qu'ils en mirent aux ancres de leurs navires. Il ne faut point faire de fond sur ces récits populaires : voici des faits précis.

On voit , dans un fragment de *Polybe* cité par *Strabon* (***), que les mines d'argent qui étoient à la source du Bétis , où quarante mille hommes étoient employés , don-

(††) Des choses merveilleuses.

(§§) Liv. VI.

(***) Liv. III.

donnoient au peuple Romain vingt-cinq mille dragmes par jour : cela peut faire environ cinq millions de livres par an , à cinquante francs le marc. On appelloit les montagnes où étoient ces mines , les *montagnes d'argent* (†††) ; ce qui fait voir que c'étoit le Potosi de ces temps-là. Aujourd'hui les mines d'Hanovre n'ont pas le quart des ouvriers qu'on employoit dans celles d'Espagne , & elles donnent plus ; mais les Romains n'ayant guere que des mines de cuivre , & peu de mines d'argent , & les Grecs ne connoissant que les mines d'Attique très-peu riches , ils durent être étonnés de l'abondance de celles-là.

Dans la guerre pour la succession d'Espagne , un homme appelé le *marquis de Rhodes* , de qui on disoit qu'il s'étoit ruiné dans les mines d'or , & enrichi dans les hôpitaux (†††) , proposa à la cour de France d'ouvrir les mines des Pyrénées. Il cita les Tyriens , les Carthaginois & les Romains : on lui permit de chercher ; il chercha , il fouilla par-tout & ne trouva rien.

Les Carthaginois , maîtres du commerce de l'or & de l'argent , voulurent l'être encore de celui du plomb & de l'étain. Ces métaux

(†††) *Monts Argentarius.*

(†††) Il en avoit eu quelque part la direction.

382 DE L'ESPRIT DES LOIX,

• métaux étoient voiturés par terre, depuis les ports de la Gaule sur l'océan, jusqu'à ceux de la méditerranée. Les Carthaginois voulurent les recevoir de la première main; ils envoyèrent *Himilcon*, pour former (§§§) des établissemens dans les isles Cassitérides, qu'on croit être celles de Silley.

Ces voyages de la Bétique en Angleterre, ont fait penser à quelques gens que les Carthaginois avoient la boussole: mais il est clair qu'ils suivoient les côtes. Je n'en veux d'autre preuve que ce que dit *Himilcon*, qui demeura quatre mois à aller de l'embouchure du Bétis en Angleterre: outre que la fameuse (*) histoire de ce pilote Carthaginois, qui voyant venir un vaisseau Romain, se fit échouer pour ne lui pas apprendre la route d'Angleterre (†), fait voir que ces vaisseaux étoient très-près des côtes lorsqu'ils se rencontrèrent.

Les anciens pourroient avoir fait des voyages de mer qui feroient penser qu'ils avoient la boussole, quoiqu'ils ne l'eussent pas. Si un pilote s'étoit éloigné des côtes, & que pendant son voyage il eût eu un
temps

(§§§. Voyez *Festus Avienus*.

(*) *Strabon*, liv. III, sur la fin.

(†) Il en fut récompensé par le sénat de Carthage.

temps serein , que la nuit il eût toujours vu une étoile polaire , & le jour le lever & le coucher du soleil , il est clair qu'il auroit pu se conduire comme on fait aujourd'hui par la boussole : mais ce seroit un cas fortuit , & non pas une navigation réglée.

On voit , dans le traité qui finit la première guerre Punique , que Carthage fut principalement attentive à se conserver l'empire de la mer , & Rome à garder celui de la terre. *Hannon* (†) , dans la négociation avec les Romains , déclara qu'il ne souffriroit pas seulement qu'ils se lavassent les mains dans les mers de Sicile ; il ne leur fut pas permis de naviger au-delà du beau Promontoire ; il leur fut défendu (§) de trafiquer en Sicile (**), en Sardaigne , en Afrique , excepté à Carthage : exception qui fait voir qu'on ne leur y préparoit pas un commerce avantageux.

Il y eut dans les premiers temps de grandes guerres entre Carthage & Marseille (††) au sujet de la pêche. Après la paix , ils firent concurremment le commerce d'économie. Marseille fut d'autant plus

(†) *Tite-Live* , supplément de *Freinsbemiur* , seconde Décade , liv. VI.

(§) *Polybe* , lib. III.

(**) Dans la partie soumise aux Carthaginois.

(††) *Justin* , liv. XLIII , ch. V.

plus jalouse, qu'égalant sa rivale en industrie, elle lui étoit devenue inférieure en puissance : voilà la raison de cette grande fidélité pour les Romains. La guerre que ceux-ci firent contre les Carthaginois en Espagne, fut une source de richesses pour Marseille qui servoit d'entrepôt. La ruine de Carthage & de Corinthe augmenta encore la gloire de Marseille; & sans les guerres civiles où il falloit fermer les yeux, & prendre un parti, elle auroit été heureuse sous la protection des Romains, qui n'avoient aucune jalousie de son commerce.

CHAPITRE XII.

Isle de Délos. Nithridate.

CORINTHE ayant été détruite par les Romains, les marchands se retirèrent à Délos : la religion & la vénération des peuples faisoit regarder cette isle comme un lieu de sûreté (*) : de plus, elle étoit très-bien située pour le commerce de l'Italie & de l'Asie, qui, depuis l'anéantissement de l'Afrique & l'affoiblissement de la Grece, étoit devenu plus important.

Dès

(*) Voyez Strabon, liv. X.

Dès les premiers temps les Grecs envoyèrent , comme nous avons dit , des colonies sur la Propontide & le Pont-Euxin : elles conserverent , sous les Perses , leurs loix & leur liberté. Alexandre , qui n'étoit parti que contre les barbares , ne les attaqua pas (†). Il ne paroît pas même que les rois de Pont , qui en occupèrent plusieurs , leur eussent (‡) ôté leur gouvernement politique.

La puissance (§) de ces rois augmenta , sitôt qu'ils les eurent soumises. Mithridate se trouva en état d'acheter par - tout des troupes ; de réparer (**) continuellement ses pertes ; d'avoir des ouvriers , des vais-

(†) Il confirma la liberté de la ville d'*Amise* , colonie Athénienne , qui avoit joui de l'état populaire , même sous les rois de Perse. *Lucullus* , qui prit Sinope & Amise , leur rendit la liberté , & rappella les habitans , qui s'étoient enfuis sur leurs vaisseaux.

(‡) Voyez ce qu'écrit Appien sur les Phanagoriens , les Amisiens , les Synopiens , dans son livre de la guerre contre Mithridate.

(§) Voyez Appien , sur les trésors immenses que Mithridate employa dans ses guerres , ceux qu'il avoit cachés , ceux qu'il perdit si souvent par la trahison des siens , ceux qu'on trouva après sa mort.

(**) Il perdit une fois 170000 hommes , & de nouvelles armées reparurent d'abord.

vaisseaux , des machines de guerre ; de se procurer des alliés ; de corrompre ceux des Romains , & les Romains mêmes ; de soudoyer (††) les barbares de l'Asie & de l'Europe ; de faire la guerre long - temps , & par conséquent de discipliner ses troupes : il put les armer , & les instruire dans l'art militaire (‡‡) des Romains , & former des corps considérables de leurs transfuges : enfin , il put faire de grandes pertes & souffrir de grands échecs , sans périr : & il n'auroit point péri , si , dans les prospérités , le roi voluptueux & barbare n'avoit pas détruit ce que , dans la mauvaise fortune , avoit fait le grand prince.

C'est ainsi que , dans le temps que les Romains étoient au comble de la grandeur , & qu'ils sembloient n'avoir à craindre qu'eux - mêmes , Mithridate remit en question ce que la prise de Carthage , les défaites de Philippe , d'Antiochus & de Persée avoient décidé. Jamais guerre ne fut plus funeste : & les deux partis ayant une grande puissance & des avantages mutuels , les peuples de la Grece & de l'Asie furent détruits , ou comme amis de

(††) Voyez Appien , de la guerre contre Mithridate.

(‡‡) Ibid.

de Mithridate , ou comme ses ennemis. Délos fut enveloppée dans le malheur commun. Le commerce tomba de toutes parts ; il falloit bien qu'il fût détruit , les peuples mêmes l'étoient.

Les Romains , suivant un système dont j'ai parlé ailleurs (§§) , destructeurs pour ne pas paroître conquérans , ruinerent Carthage & Corinthe : & , par une telle pratique , ils se feroient peut-être perdus , s'ils n'avoient pas conquis toute la terre. Quand les rois de Pont se rendirent maîtres des colonies Grecques du Pont-Euxin , ils n'eurent garde de détruire ce qui devoit être la cause de leur grandeur.

CHAPITRE XIII.

Du génie des Romains pour la marine.

LES Romains ne faisoient cas que des troupes de terre , dont l'esprit étoit de rester toujours ferme , de combattre au même lieu & d'y mourir. Ils ne pouvoient estimer la pratique des gens de mer qui se

(§§) Dans les considérations sur les causes de la grandeur des Romains.

se présentent au combat, fuient, reviennent, évitent toujours le danger, emploient la ruse, rarement la force. Tout cela n'étoit point du génie des Grecs (*) & étoit encore moins de celui des Romains.

Ils ne destinoient donc à la marine que ceux qui n'étoient pas des citoyens assez considérables (†) pour avoir place dans les légions : les gens de mer étoient ordinairement des affranchis.

Nous n'avons aujourd'hui ni la même estime pour les troupes de terre, ni le même mépris pour celles de mer. Chez les premières (‡), l'art est diminué ; chez les secondes (§), il est augmenté : or on estime les choses à proportion du degré de suffisance qui est requis pour les bien faire.

CHAPITRE XIV.

Du génie des Romains pour le commerce.

ON n'a jamais remarqué aux Romains de jalousie sur le commerce. Ce fut comme

(*) Comme l'a remarqué *Platon*, Liv. IV des loix.

(†) *Polybe*, Liv. V.

(‡) Voyez les considérations sur les causes de la grandeur des Romains, &c. (§) *Ibid.*

comme nation rivale , & non comme nation commerçante , qu'ils attaquèrent Carthage. Ils favoriferent les villes qui faisoient le commerce , quoiqu'elles ne fussent pas sujettes : ainsi ils augmentèrent par la cession de plusieurs pays la puissance de Marseille. Ils craignoient tout des barbares , & rien d'un peuple négociant. D'ailleurs leur génie , leur gloire , leur éducation militaire , la forme de leur gouvernement , les éloignoient du commerce.

Dans la ville , on n'étoit occupé que de guerres , d'élections , de brigues & de procès ; à la campagne , que d'agriculture ; & dans les provinces un gouvernement dur & tyrannique étoit incompatible avec le commerce.

Que si leur constitution politique y étoit opposée , leur droit des gens n'y répugnoit pas moins. „ Les peuples , dit le juris-
 „ consulte *Pomponius* (*), avec lesquels
 „ nous n'avons ni amitié , ni hospitalité ,
 „ ni alliance , ne sont point nos ennemis :
 „ cependant , si une chose qui nous appar-
 „ tient , tombe entre leurs mains , ils en
 „ sont propriétaires , les hommes libres
 „ deviennent leurs esclaves ; & ils sont
 „ dans les mêmes termes à notre égard “.

Leur

(*) Leg. V. ff. de captivis.

Leur droit civil n'étoit pas moins accablant. La loi de *Conflantin*, après avoir déclaré bâtards les enfans des personnes viles qui se sont mariées avec celles d'une condition relevée, confond les femmes qui ont une boutique (†) de marchandises avec les esclaves, les cabaretieres, les femmes de théâtre, les filles d'un homme qui tient un lieu de prostitution, ou qui a été condamné à combattre sur l'arene : ceci descendoit des anciennes institutions des Romains.

Je fais bien que des gens pleins de ces deux idées ; l'une, que le commerce est la chose du monde la plus utile à un état ; & l'autre, que les Romains avoient la meilleure police du monde, ont cru qu'ils avoient beaucoup encouragé & honoré le commerce : mais la vérité est qu'ils y ont rarement pensé.

CHAPITRE XV.

Commerce des Romains avec les barbares.

LES Romains avoient fait de l'Europe, de l'Asie & de l'Afrique, un vaste empire :

(†) *Quæ mercimoniis publicè præfuit.* Leg. V, cod. de natural. liberis.

pire : la foiblesse des peuples & la tyrannie du commandement unirent toutes les parties de ce corps immense. Pour lors la politique Romaine fut de se séparer de toutes les nations qui n'avoient pas été assujetties : la crainte de leur porter l'art de vaincre , fit négliger l'art de s'enrichir. Ils firent des loix pour empêcher tout commerce avec les barbares. „ Que personne, disent (*) *Valens & Gratien*, „ n'envoie du vin, de l'huile ou d'autres liqueurs aux barbares, même pour en goûter ; qu'on ne leur porte point de „ l'or (†), ajoutent *Gratien, Valentinien & Théodose*, & que même ce qu'ils en „ ont, on ne leur ôte avec finesse“. Le transport du fer fut défendu sous peine de la vie.

Domitien, prince timide, fit arracher les vignes (‡) dans la Gaule ; de crainte sans doute que cette liqueur n'y attirât les barbares, comme elle les avoit autrefois attirés en Italie. *Probus & Julien*, qui ne les redou-

(*) Leg. ad Barbaricum, cod. *qua res exportari non debent*.

(†) Leg. II, cod. de commerc. § mercator.

[‡] Leg. II, *qua res exportari non debeant* ; & Procope, guerre des Perses, Liv. I.

392 DE L'ESPRIT DES LOIX ,
redoutèrent jamais , en rétablirent la plantation.

Je fais bien que dans la foiblesse de l'empire, les barbares obligèrent les Romains d'établir des étapes (§) & de commercer avec eux. Mais cela même prouve que l'esprit des Romains étoit de ne pas commercer.

CHAPITRE XVI.

Du commerce des Romains avec l'Arabie & les Indes.

LE négoce de l'Arabie-heureuse & celui des Indes furent les deux branches, & presque les seules, du commerce extérieur. Les Arabes avoient de grandes richesses : ils les tiroient de leurs mers & de leurs forêts ; & comme ils achetoient peu, & vendoient beaucoup, ils attiroient (*) à eux l'or & l'argent de leurs voisins. Auguste (†) connut leur opulence, & il résolut de

(§) Voyez les considérations sur les causes de la grandeur des Romains & de leur décadence. Paris, 1755.

(*) Plinè, Liv. VII, ch. XXVIII ; & Strabon ; Liv. XVI,

(†) Ibid.

de les avoir pour amis, ou pour ennemis. Il fit passer *Elius Gallus* d'Egypte en Arabie. Celui-ci trouva des peuples oisifs, tranquilles & peu aguerris. Il donna des batailles, fit des sieges, & ne perdit que sept soldats: mais la perfidie de ses guides, les marches, les climats, la faim, la soif, les maladies, des mesures mal prises, lui firent perdre son armée.

Il fallut donc se contenter de négocier avec les Arabes comme les autres peuples avoient fait, c'est-à-dire, de leur porter de l'or & de l'argent pour leurs marchandises. On commerce encore avec eux de la même manière; la caravane d'Alep & le vaisseau royal de Suez y portent des sommes immenses (†).

La nature avoit destiné les Arabes au commerce; elle ne les avoit pas destinés à la guerre: mais lorsque ces peuples tranquilles se trouverent sur les frontières des Parthes & des Romains, ils devinrent auxiliaires des uns & des autres. *Elius Gallus* les avoit trouvés commerçans: Mahomet les trouva guerriers: il leur donna
de

(†) Les caravanes d'Alep & de Suez y portent deux millions de notre monnoie, & il en passe autant en fraude; le vaisseau royal de Suez y porte aussi deux millions.

de l'enthousiasme , & les voilà conquérans (b).

Le commerce des Romains aux Indes étoit considérable. *Strabon* (§) avoit appris en Egypte qu'ils y employoient cent vingt navires : ce commerce ne se soutenoit encore que par leur argent. Ils y envoient tous les ans cinquante millions de sesterces. *Pline* (**) dit que les marchandises qu'on en rapportoit, se vendoient à Rome le centuple. Je crois qu'il parle trop généralement : ce profit fait une fois, tout le monde aura voulu le faire ; & dès ce moment personne ne l'aura fait.

On peut mettre en question s'il fut avantageux aux Romains de faire le commerce de l'Arabie & des Indes. Il falloit qu'ils y envoyassent leur argent & ils n'avoient pas, comme nous, la ressource de l'Amérique, qui supplée à ce que nous envoyons. Je suis persuadé qu'une des raisons qui fit augmenter chez eux la valeur numéraire des monnoies, c'est-à-dire, établir le billon, fut la rareté de l'argent, causée par le transport continuel
qui

(b) Autre preuve de ce que nous avons dit ci-dessus, *Liv.* XIV. XVII. (*R. d'un A.*)

(§) *Liv.* II, pag. 81.

(**) *Liv.* VI, ch. XXXIII.

qui s'en faisoit aux Indes. Que si les marchandises de ce pays se vendoient à Rome le centuple; ce profit des Romains se faisoit sur les Romains mêmes, & n'enrichissoit point l'empire.

On pourra dire, d'un autre côté, que ce commerce procuroit aux Romains une grande navigation, c'est-à-dire, une grande puissance; que des marchandises nouvelles augmentoient le commerce intérieur, favorisoient les arts, entretenoient l'industrie; que le nombre des citoyens se multiplioit à proportion des nouveaux moyens qu'on avoit de vivre; que ce nouveau commerce produisoit le luxe que nous avons prouvé être aussi favorable au gouvernement d'un seul, que fatal à celui de plusieurs; que cet établissement fut de même date que la chute de leur république; que le luxe à Rome étoit nécessaire; & qu'il falloit bien qu'une ville qui attiroit à elle toutes les richesses de l'univers, les rendît par son luxe.

Strabon (††) dit que le commerce des Romains aux Indes étoit beaucoup plus con-

(††) Il dit, au Liv. XII, que les Romains y employoient cent vingt navires; & au Liv. XVII, que les rois Grecs y en envoyoient à peine vingt.

considérable que celui des rois d'Egypte : & il est singulier que les Romains, qui connoissoient peu le commerce, aient eu, pour celui des Indes, plus d'attention que n'en eurent les rois d'Egypte, qui l'avoient, pour ainsi dire, sous les yeux. Il faut expliquer ceci.

Après la mort d'Alexandre, les rois d'Egypte établirent aux Indes un commerce maritime ; & les rois de Syrie, qui eurent les provinces les plus orientales de l'empire & par conséquent les Indes, maintinrent ce commerce dont nous avons parlé au chapitre VI, qui se faisoit par les terres & par les fleuves, & qui avoit reçu de nouvelles facilités par l'établissement des colonies Macédoniennes : de sorte que l'Europe communiquoit avec les Indes, & par l'Egypte, & par le royaume de Syrie. Le démembrement qui se fit du Royaume de Syrie, d'où se forma celui de Bactriane, ne fit aucun tort à ce commerce. *Marin Tyrien*, cité par *Ptolémée* (44), parle des découvertes faites aux Indes par le moyen de quelques marchands Macédoniens. Celles que les expéditions des rois n'avoient pas faites, les marchands les firent. Nous voyons

(44) Liv. I, ch. II.

voyons dans *Ptolémée* (§§), qu'ils allèrent depuis la tour de Pierre (***) jusqu'à Séra : & la découverte faite par les marchands d'une étape si reculée, située dans la partie orientale & septentrionale de la Chine, fut une espèce de prodige. Ainsi, sous les rois de Syrie & de Bactriane, les marchandises du midi de l'Inde passaient, par l'Indus, l'Oxus & la Mer Caspienne, en occident ; & celles des contrées plus orientales & plus septentrionales étoient portées depuis Séra, la tour de Pierre, & autres étapes, jusqu'à l'Euphrate. Ces marchands faisoient leur route, tenant, à peu près, le quarantième degré de latitude nord, par des pays qui sont au couchant de la Chine, plus policés qu'ils ne sont aujourd'hui, parce que les Tartares ne les avoient pas encore infestés.

Or, pendant que l'empire de Syrie étendoit si fort son commerce du côté des terres, l'Egypte n'augmenta pas beaucoup son commerce maritime.

Les Parthes parurent, & fondèrent leur empire : & lorsque l'Egypte tomba sous la

(§§) Liv. VI, ch. XIII.

(***) Nos meilleures cartes placent la tour de Pierre au centième degré de longitude, & environ le quarantième de latitude.

la puissance des Romains , cet empire étoit dans sa force , & avoit reçu son extension.

Les Romains & les Parthes furent deux puissances rivales , qui combattirent , non pas pour sçavoir qui devoit régner , mais exister. Entre les deux empires , il se forma des déserts ; entre les deux empires , on fut toujours sous les armes ; bien loin qu'il y eût commerce , il n'y eut pas même de communication. L'ambition , la jalousie , la religion , la haine , les mœurs , séparèrent tout. Ainsi le commerce entre l'occident & l'orient , qui avoit eu plusieurs routes , n'en eut plus qu'une ; & Alexandrie étant devenue la seule étape , cette étape grossit.

Je ne dirai qu'un mot du commerce intérieur. Sa branche principale fut celle des bleds qu'on faisoit venir pour la subsistance du peuple de Rome : ce qui étoit une matiere de police , plutôt qu'un objet de commerce. A cette occasion , les navigateurs reçurent quelques privileges (†††) , parce que le salut de l'empire dépendoit de leur vigilance.

CHA-

(†††) Suet. *in. Claudio*. Leg. VII, cod. Theod. *de naviculariis*.

CHAPITRE XVII

*Du commerce après la destruction des
Romains en occident.*

L'EMPIRE Romain fut envahi; & l'un des effets de la calamité générale, fut la destruction du commerce. Les barbares ne le regarderent d'abord que comme un objet de leurs brigandages; & quand ils furent établis, ils ne l'honorèrent pas plus que l'agriculture & les autres professions du peuple vaincu.

Bien-tôt il n'y eut presque plus de commerce en Europe; la noblesse qui regnoit par-tout, ne s'en mettoit point en peine.

La Loi (*) des Wisigoths permettoit aux particuliers d'occuper la moitié du lit des grands fleuves, pourvu que l'autre restât libre pour les filets & pour les bateaux; il falloit qu'il y eût bien peu de commerce dans les pays qu'ils avoient conquis.

Dans ces temps-là s'établirent les droits insensés d'aubaine & de naufrage: les hommes penserent que les étrangers ne leur étant unis par aucune communication du droit

(*) Liv. VIII, tit. 4, §. 9.

droit civil, ils ne leur devoient d'un côté aucune sorte de justice, & de l'autre aucune sorte de pitié.

Dans les bornes étroites où se trouvoient les peuples du nord, tout leur étoit étranger: dans leur pauvreté, tout étoit pour eux un objet de richesses. Etablis avant leurs conquêtes sur les côtes d'une mer resserrée & pleine d'écueils, ils avoient tiré parti de ces écueils mêmes.

Mais les romains qui faisoient des loix pour tout l'univers; en avoient fait de très-humaines (†) sur les naufrages: ils réprimèrent, à cet égard, les brigandages de ceux qui habitoient les côtes, & ce qui étoit plus encore, la rapacité de leur fisc (‡).

CHAPITRE XVIII.

Règlement particulier.

LA loi (*) des Wisigoths fit pourtant une disposition favorable au commerce;

(†) Toto titulo, ff. de incend. ruin. naufrag. & cod. de naufragiis; & leg. III, ff. de leg. Cornel. de sicariis.

(‡) Leg. I. cod. de naufragiis.

(*) Liv. XI, tit. 3, §. 2.

ce ; elle ordonna que les marchands qui venoient de de-là la mer feroient jugés , dans les différends qui naïssent entr'eux , par les loix & par des juges de leur nation. Ceci étoit fondé sur l'usage établi chez tous ces peuples mêlés , que chaque homme vécût sous sa propre loi ; chose dont je parlerai beaucoup dans la suite.

CHAPITRE XIX.

*Du commerce , depuis l'affoiblissement
des Romains en orient.*

LES Mahométans parurent , conquirent , & se diviserent. L'Egypte eut ses souverains particuliers. Elle continua de faire le commerce des Indes. Maîtresse des marchandises de ce pays , elle attira les richesses de tous les autres. Ses soudans furent les plus puissans princes de ces temps-là ; on peut voir dans l'histoire comment , avec une force constante & bien ménagée , ils arrêterent l'ardeur , la fureur & l'impétuosité des croisés.

CHA-

C H A P I T R E XX.

*Comment le commerce se fit jour en Europe ,
à travers la barbarie.*

LA philosophie d'*Aristote* ayant été portée en occident , elle plut beaucoup aux esprits subtils , qui , dans les temps d'ignorance , font les beaux esprits. Des scholastiques s'en infatuerent , & prirent de ce philosophe (*) bien des explications sur le prêt à intérêt , au lieu que la source en étoit si naturelle dans l'évangile ; ils le condamnerent indistinctement & dans tous les cas. Par - là le commerce , qui n'étoit que la profession des gens vils , devint encore celle des malhonnêtes gens : car toutes les fois que l'on défend une chose naturellement permise ou nécessaire , on ne fait que rendre malhonnêtes gens ceux qui la font.

Le commerce passa à une nation pour lors couverte d'infamie ; & bien - tôt il ne fut plus distingué des usures les plus affreuses , des monopoles , de la levée des subsides , & de tous les moyens malhonnêtes d'acquérir de l'argent.

Les

(*) Voyez *Aristote* , polit. Liv. I, ch. IX & X.

Les Juifs (†) enrichis par leurs exactions , étoient pillés par les princes avec la même tyrannie : chose qui consolait les peuples , & ne les foulageoit pas.

Ce qui se passa en Angleterre donnera une idée de ce qu'on fit dans les autres pays. Le roi *Jean* (†) ayant fait emprisonner les Juifs pour avoir leur bien , il y en eut peu qui n'eussent au moins quelque œil crevé : ce roi faisoit ainsi sa chambre de justice. Un d'eux , à qui on arracha sept dents , une chaque jour , donna dix mille marcs d'argent à la huitième. *Henri III* tira d'*Aaron*, Juif d'*York*, quatorze mille marcs d'argent & dix mille pour la reine. Dans ces temps-là on faisoit violemment ce qu'on fait aujourd'hui en Pologne avec quelque mesure. Les rois ne pouvant fouiller dans la bourse de leurs sujets à cause de leurs privilèges , mettoient à la torture les Juifs qu'on ne regardoit pas comme citoyens.

Enfin

(†) Voyez dans *Marca Hispanica*, les constitutions d'Arragon des années 1228 & 1231 ; & dans Brüssel, l'accord de l'année 1206, passé entre le roi, la comtesse de Champagne, & Gui de Dampierre.

(†) *Slowe*, in his survey of London, Liv. III. p. 54.

Enfin, il s'introduisit une coutume qui confisqua tous les biens des Juifs qui embrassoient le christianisme. Cette coutume si bizarre, nous la savons par la loi (§) qui l'abroge. On en a donné des raisons bien vaines; on a dit qu'on vouloit les éprouver, & faire en sorte qu'il ne restât rien de l'esclavage du démon. Mais il est visible que cette confiscation étoit une espece de droit (**) d'amortissement, pour le prince ou pour les seigneurs, des taxes qu'ils levoient sur les Juifs, & dont ils étoient frustrés lorsque ceux-ci embrassoient le christianisme. Dans ces temps-là on regardoit les hommes comme des terres. Et je remarquerai en passant, combien on s'est joué de cette nation d'un siècle à l'autre. On confisquoit leurs biens lorsqu'ils vouloient être chrétiens, & bientôt après on les fit brûler lorsqu'ils ne voulurent pas l'être.

Cependant on vit le commerce sortir du sein de la vexation & du désespoir. Les
Juifs

(§) Edit donné à Bavière le 4 Avril 1392.

(**) En France, les Juifs étoient serfs, mainmortables; & les seigneurs leur succédoient. Mr. *Brussel* rapporte un accord de l'an 1206, entre le roi & *Thibaut* comte de Champagne, par lequel il étoit convenu que les Juifs de l'un ne prêteroient point dans les terres de l'autre.

Juifs , proscrits tour - à - tour de chaque pays , trouverent le moyen de fauver leurs effets. Par - là ils rendirent pour jamais leurs retraites fixes ; car tel prince qui voudroit bien se défaire d'eux ne seroit pas pour cela d'humeur à se défaire de leur argent.

Ils (††) inventerent les lettres de change : & par ce moyen le commerce put éluder la violence , & se maintenir partout ; le négociant le plus riche n'ayant que des biens invisibles , qui pouvoient être envoyés par - tout , & ne laissoient de trace nulle part.

Les théologiens furent obligés de restreindre leurs principes ; & le commerce , qu'on avoit violemment lié avec la mauvaise foi , rentra , pour ainsi dire , dans le sein de la probité.

Ainsi nous devons aux spéculations des scholastiques tous les malheurs (††) qui ont

(††) On fait que , sous Philippe - Auguste & sous Philippe le Long , les Juifs , chassés de France , se réfugierent en Lombardie ; & que là ils doimerent aux négocians étrangers & aux voyageurs des lettres secretees sur ceux à qui ils avoient confié leurs effets en France , qui furent acquittées.

(††) Voyez , dans le cours du droit , la quatre-vingt-troisième nouvelle de Léon , qui révoque la loi

ont accompagnés la destruction du commerce ; & à l'avarice des princes l'établissement d'une chose qui le met en quelque façon hors de leur pouvoir.

Il a fallu, depuis ce temps, que les princes se gouvernassent avec plus de sagesse qu'ils n'auroient eux-mêmes pensé : car, par l'événement, les grands coups d'autorité se sont trouvés si mala-droits, que c'est une expérience reconnue, qu'il n'y a plus que la bonté du gouvernement qui donne de la prospérité.

On a commencé à se guérir du Machiavellisme, & on s'en guérira tous les jours. Il faut plus de modération dans les conseils. Ce qu'on appelloit autrefois des coups d'état, ne seroit aujourd'hui, indépendamment de l'horreur, que des imprudences.

Et il est heureux pour les hommes d'être dans une situation, où, pendant que leurs passions leur inspirent la pensée d'être méchants, ils ont pourtant intérêt de ne pas l'être.

CHA-

loi de Basile son pere. Cette loi de Basile est dans Herménopule, sous le nom de Léon, Liv. III, tit. 7. §. 27.

CHAPITRE XXI.

*Découverte de deux nouveaux mondes :
état de l'Europe à cet égard.*

LA boussole ouvrit, pour ainsi dire, l'univers. On trouva l'Asie & l'Afrique dont on ne connoissoit que quelques bords, & l'Amérique dont on connoissoit rien du tout.

Les Portugais naviguant sur l'Océan Atlantique, découvrirent la pointe la plus méridionale de l'Afrique ; ils virent une vaste mer ; elle les porta aux Indes Orientales. Leurs périls sur cette mer, & la découverte de Mozambique, de Mélinde & de Calicut, ont été chantés par le Camoëns, dont le poëme fait sentir quelque chose des charmes de l'Odissee & de la magnificence de l'Enéide.

Les Vénitiens avoient fait jusques-là le commerce des Indes par les pays des Turcs, & l'avoient poursuivi au milieu des avanies & des outrages. Par la découverte du cap de bonne-Espérance, & celles qu'on fit quelque temps après, l'Italie ne fut plus au centre du monde commerçant, elle fut, pour ainsi dire, dans

un coin de l'univers & elle y est encore. Le commerce même du levant dépendant aujourd'hui de celui que les grandes nations font aux deux Indes , l'Italie ne le fait plus qu'accessoirement.

Les Portugais trafiquerent aux Indes en conquérans : Les loix gênantes (§§) que les Hollandois imposent aujourd'hui aux petits princes Indiens sur le commerce, les Portugais les avoient établies avant eux.

La fortune de la maison d'Autriche fut prodigieuse. *Charles - Quint* recueillit la succession de Bourgogne , de Castille & d'Arragon ; il parvint à l'empire ; & pour lui procurer un nouveau genre de grandeur , l'univers s'étendit ; & l'on vit paroître un monde nouveau sous son obéissance.

Christophe Colomb découvrit l'Amérique ; & quoique l'Espagne n'y envoyât point de forces qu'un petit prince de l'Europe n'eût pu y envoyer tout de même, elle soumit deux grands empires & d'autres grands états.

Pendant que les Espagnols découvroient & conquéroient du côté de l'occident, les Portugais pouissoient leurs conquêtes & leurs découvertes du côté de l'orient : ces deux nations

(§§) Voyez la relation de *François Pyrard*, deuxième partie , ch. XV.

nations se rencontrèrent ; elles eurent recours au Pape Alexandre VI, qui fit la célèbre ligne de démarcation , & jugea un grand procès.

Mais les autres nations de l'Europe ne les laissèrent pas jouir tranquillement de leur partage : les Hollandois chassèrent les Portugais de presque toutes les Indes orientales , & diverses nations firent en Amérique des établissemens.

Les Espagnols regarderent d'abord les terres découvertes comme des objets de conquête : des peuples plus raffinés qu'eux trouverent qu'elles étoient des objets de commerce , & c'est là - dessus qu'ils dirigèrent leurs vues. Plusieurs peuples se sont conduits avec tant de sagesse , qu'ils ont donné l'empire à des compagnies de négocians , qui , gouvernant ces états éloignés uniquement pour le négoce , ont fait une grande puissance accessoire , sans embarrasser l'état principal.

Les colonies qu'on y a formées , sont sous un genre de dépendance dont on ne trouve que peu d'exemples dans les colonies anciennes , soit que celles d'aujourd'hui relevent de l'état même , ou de quelque compagnie commerçante établie dans cet état.

L'objet de ces colonies est de faire le commerce à de meilleures conditions qu'on ne le fait avec les peuples voisins , avec lesquels tous les avantages sont réciproques. On a établi que la métropole seule pourroit négocier dans la colonie ; & cela avec grande raison , parce que le but de l'établissement a été l'extension du commerce, non la fondation d'une ville ou d'un nouvel empire.

Ainsi c'est encore une loi fondamentale de l'Europe , que tout commerce avec une colonie étrangère , est regardé comme un pur monopole punissable par les loix du pays : & il ne faut pas juger de cela par les loix & les exemples des anciens (†) peuples qui n'y sont guere applicables.

Il est encore reçu que le commerce établi entre les métropoles , n'entraîne point une permission pour les colonies , qui restent toujours en état de prohibition.

Le désavantage des colonies qui perdent la liberté du commerce , est visiblement compensé par la protection de la métropole

(†) Excepté les Carthaginois , comme on voit par le traité qui termina la première guerre Punique.

pole (†), qui la défend par ses armes, ou la maintient par ses loix.

De - là suit une troisieme loi de l'Europe, que quand le commerce étranger est défendu avec la colonie, on ne peut naviger dans ses mers, que dans les cas établis par les traités.

Les nations, qui sont à l'égard de tout l'univers ce que les particuliers sont dans un état, se gouvernent comme eux par le droit naturel & par les loix qu'elles se sont faites. Un peuple peut céder à un autre la mer, comme il peut céder la terre. Les Carthaginois exigèrent (§) des Romains qu'ils ne navigeroient pas au - delà de certaines limites, comme les Grecs avoient exigé du roi de Perse qu'il se tiendrait toujours éloigné des côtes de la mer (**)
de la carriere d'un cheval.

L'extrême éloignement de nos colonies n'est point un inconvénient pour leur sûreté : car si la métropole est éloignée pour les

(†) Métropole est, dans le langage des anciens, l'état qui a fondé la colonie.

(§) Polybe, Liv. III.

(**) Le roi de Perse s'obligea, par un traité, de ne naviger avec aucun vaisseau de guerre au-delà des roches Scyanées & des isles Chélidonien-
nes. *Plutarque, Vie de Cimon.*

les défendre, les nations rivales de la métropole ne sont pas moins éloignés pour les conquérir.

De plus, cet éloignement fait que ceux qui vont s'y établir ne peuvent prendre la manière de vivre d'un climat si différent, ils sont obligés de tirer toutes les commodités de la vie du pays d'où ils sont venus. Les Carthaginois (††), pour rendre les Sardes & les Corfès plus dépendans, leur avoient défendu, sous peine de la vie, de planter, de semer & de faire rien de semblable; ils leur envoyoit d'Afrique des vivres. Nous sommes parvenus au même point, sans faire des loix si dures. Nos colonies des isles Antilles sont admirables; elles ont des objets de commerce que nous n'avons ni ne pouvons avoir; elles manquent de ce qui fait l'objet du notre.

L'effet de la découverte de l'Amérique fut de lier à l'Europe l'Asie & l'Afrique; l'Amérique fournit à l'Europe la matière de son commerce avec cette vaste partie de l'Asie qu'on appella les Indes Orientales. L'argent, ce métal si utile au commerce comme signe, fut encore la base
du

(††) Aristote, *Des choses merveilleuses*. Tite-Live, Liv. VII, de la seconde Décade.

du plus grand commerce de l'univers comme marchandise. Enfin la navigation d'Afrique devint nécessaire ; elle fournissoit des hommes pour le travail des mines & des terres de l'Amérique.

L'Europe est parvenue à un si haut degré de puissance, que l'histoire n'a rien à comparer là-dessus ; si l'on considère l'immensité des dépenses, la grandeur des engagements, le nombre des troupes, & la continuité de leur entretien, même lorsqu'elles sont les plus inutiles, & qu'on ne les a que pour l'ostentation.

Le pere *du Halde* (++) dit que le commerce intérieur de la Chine est plus grand que celui de toute l'Europe. Cela pourroit être, si notre commerce extérieur n'augmentoit pas l'intérieur. L'Europe fait le commerce & la navigation des trois autres parties du monde ; comme la France, l'Angleterre & la Hollande font à peu près la navigation & le commerce de l'Europe.

CHA.

(++) Tome II, pag. 170.

CHAPITRE XXII.

Des richesses que l'Espagne tira de l'Amérique.

Si l'Europe (*) a trouvé tant d'avantages dans le commerce de l'Amérique, il seroit naturel de croire que l'Espagne en auroit reçu de plus grands. Elle tira du monde nouvellement découvert une quantité d'or & d'argent si prodigieuse, que ce que l'on en avoit eu jusqu'alors ne pouvoit y être comparé.

Mais (ce qu'on n'auroit jamais soupçonné) la misère la fit échouer presque par-tout. *Philippe II*, qui succéda à *Charles-Quint*, fut obligé de faire la célèbre banqueroute que tout le monde fait; & il n'y a guere jamais eu de prince qui ait plus souffert que lui des murmures, de l'insolence & de la révolte de ses troupes toujours mal payées.

Depuis ce temps, la monarchie d'Espagne déclina sans cesse. C'est qu'il y avoit un

(*) Ceci parut il y a plus de vingt ans, dans un petit ouvrage manuscrit de l'auteur, qui a été presque tout fondu dans celui-ci.

un vice intérieur & physique dans la nature de ces richesses , qui les rendoit vaines; & ce vice augmenta tous les jours.

L'or & l'argent font une richesse de fiction ou de signe. Ces signes sont très-durables & se détruisent peu , comme il convient à leur nature. Plus ils se multiplient , plus ils perdent de leur prix , parce qu'ils représentent moins de choses.

Lors de la conquête du Mexique & du Pérou , les Espagnols abandonnerent les richesses naturelles pour avoir des richesses de signe qui s'avilissoient par elles-mêmes. L'or & l'argent étoient très-rares en Europe ; & l'Espagne maîtresse tout-à-coup d'une très-grande quantité de ces métaux , conçut des espérances qu'elle n'avoit jamais eues. Les richesses que l'on trouva dans les pays conquis , n'étoient pourtant pas proportionnées à celles de leurs mines. Les Indiens en cachèrent une partie ; & de plus , ces peuples , qui ne faisoient servir l'or & l'argent qu'à la magnificence des temples des dieux & des palais des rois , ne les cherchoient pas avec la même avarice que nous ; enfin ils n'avoient pas le secret de tirer les métaux de toutes les mines ; mais seulement de celles dans lesquelles la séparation se fait par le feu , ne connoissant pas la maniere d'em-

ployer le mercure , ni peut-être le mercure même.

Cependant l'argent ne laissa pas de doubler bientôt en Europe ; ce qui parut en ce que le prix de tout ce qui s'acheta fut environ du double.

Les Espagnols fouillèrent les mines , creuserent les montagnes , inventerent des machines pour tirer les eaux , briser le minerai & le séparer ; & comme ils se jouoient de la vie des Indiens , ils les firent travailler sans ménagement. L'argent doubla bientôt en Europe , & le profit diminua toujours de moitié pour l'Espagne , qui n'avoit chaque année que la même quantité d'un métal qui étoit devenu la moitié moins précieux.

Dans le double du temps , l'argent doubla encore ; & le profit diminua encore de la moitié.

Il diminua même de plus de la moitié ; voici comment.

Pour tirer l'or des mines , pour lui donner les préparations requises , & le transporter en Europe , il falloit une dépense quelconque ; je suppose qu'elle fût comme 1 est à 64 : quand l'argent fut doublé une fois , & par conséquent la moitié moins précieux , la dépense fut comme 2 font à 64. Ainsi les flottes qui portèrent
en

en Espagne la même quantité d'or, porteront une chose qui réellement valoit la moitié moins, & coûtoit la moitié plus.

Si l'on suit la chose de doublement en doublement, on trouvera la progression de la cause de l'impuissance des richesses de l'Espagne.

Il y a environ deux cens ans que l'on travaille aux mines des Indes. Je suppose que la quantité d'argent qui est à présent dans le monde qui commerce, soit, à celle qui étoit avant la découverte, comme 32 est à 1 ; c'est-à-dire, qu'elle ait doublé cinq fois : dans deux cens ans encore la même quantité fera, à celle qui étoit avant la découverte, comme 64 est à 1, c'est-à-dire, qu'elle doublera encore. Or à présent cinquante (†) quintaux de minerais pour l'or, donnent quatre, cinq & six onces d'or ; & quand il n'y en a que deux, le mineur ne retire que ses frais. Dans deux cens ans, lorsqu'il n'y en aura que quatre, le mineur ne tirera aussi que ses frais. Il y aura donc peu de profit à tirer sur l'or. Même raisonnement sur l'argent, excepté que le travail des mines d'argent est un peu plus avantageux que celui des mines d'or.

Que

(†) Voyez les voyages de Frezier.

Que si l'on découvre des mines si abondantes qu'elles donnent plus de profit; plus elles seront abondantes, plutôt le profit finira.

Les Portugais ont trouvé tant d'or (†) dans le Brésil, qu'il faudra nécessairement que le profit des Espagnols diminue bientôt considérablement, & le leur aussi.

J'ai oui plusieurs fois déplorer l'aveuglement du conseil de *François premier* qui rebuta *Christophe Colomb*, qui lui proposoit les Indes. En vérité, on fit peut-être par imprudence une chose bien sage. L'Espagne a fait comme ce roi insensé qui demanda que tout ce qu'il toucheroit se convertit en or, & qui fut obligé de revenir aux dieux pour les prier de finir sa misère.

Les compagnies & les banques que plusieurs nations établirent, acheverent d'avilir l'or & l'argent dans leur qualité de signe: car, par de nouvelles fictions, ils multiplièrent tellement les signes des denrées,

(†) Suivant milord Anson, l'Europe reçoit du Brésil tous les ans pour deux millions sterling en or, que l'on trouve dans le sable au pied des montagnes, ou dans le lit des rivières. Lorsque je fis le petit ouvrage dont j'ai parlé dans la première note de ce chapitre, il s'en falloit bien que les retours du Brésil fussent un objet aussi important qu'il l'est aujourd'hui.

rées , que l'or & l'argent ne firent plus cet office qu'en partie , & en devinrent moins précieux.

Ainsi le crédit public leur tint lieu de mines , & diminua encore le profit que les Espagnols tiroient des leurs.

Il est vrai que , par le commerce que les Hollandois firent dans les Indes orientales , ils donnerent quelque prix à la marchandise des Espagnols ; car comme ils portèrent de l'argent pour troquer contre les marchandises de l'orient , ils soulagerent en Europe les Espagnols d'une partie de leurs denrées qui y abandoient trop.

Et ce commerce , qui ne semble regarder qu'indirectement l'Espagne , lui est avantageux comme aux nations mêmes qui le font.

Par tout ce qui vient d'être dit , on peut juger des ordonnances du conseil d'Espagne , qui défendent d'employer l'or & l'argent en dorures & autres superfluités : décret pareil à celui que feroient les états de Hollande , s'ils défendoient la consommation de la canelle.

Mon raisonnement ne porte pas sur toutes les mines : celles d'Allemagne & de Hongrie , d'où l'on ne retire que peu de chose au-delà des frais , sont très-utiles. Elles se trouvent dans l'état principal ; elles

y occupent plusieurs milliers d'hommes qui y consomment les denrées surabondantes ; elles sont proprement une manufacture du pays.

Les mines d'Allemagne & de Hongrie sont valoir la culture des terres ; & le travail de celles du Mexique & du Pérou , la détruit.

Les Indes & l'Espagne sont deux puissances sous un même maître : mais les Indes sont le principal , l'Espagne n'est que l'accessoire. C'est en vain que la politique veut ramener le principal à l'accessoire : les Indes attirent toujours l'Espagne à elles.

D'environ cinquante millions de marchandises qui vont toutes les années aux Indes , l'Espagne ne fournit que deux millions & demi : les Indes sont donc un commerce de cinquante millions , & l'Espagne de deux millions & demi.

C'est une mauvaise espèce de richesse qu'un tribut d'accident & qui ne dépend pas de l'industrie de la nation , du nombre de ses habitants , ni de la culture de ses terres. Le roi d'Espagne , qui reçoit de grandes sommes de sa douane de Cadix , n'est à cet égard qu'un particulier très-riche dans un état très-pauvre. Tout se passe des étrangers à lui , sans que ses sujets y prennent presque de part : ce commerce
est

est indépendant de la bonne & de la mauvaise fortune de son royaume.

Si quelques provinces dans la Castille lui donnoient une somme pareille à celle de la douane de Cadix, sa puissance seroit bien plus grande : ses richesses ne pourroient être que l'effet de celles du pays ; ces provinces animeroient toutes les autres, & elles feroient toutes ensemble plus en état de soutenir les charges respectives ; au lieu d'un grand trésor, on auroit un grand peuple.

CHAPITRE XXIII

Problème.

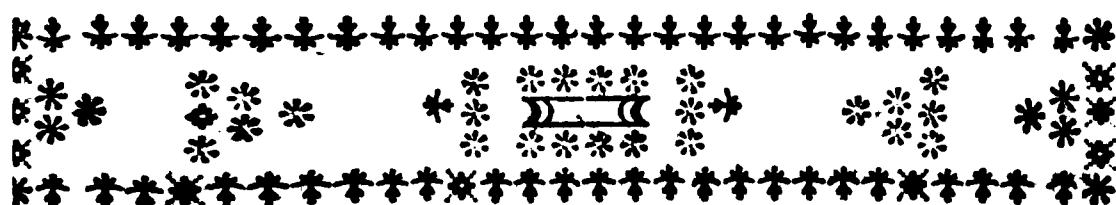
CE n'est point à moi à prononcer sur la question, si l'Espagne ne pouvant faire le commerce des Indes par elle-même, il ne vaudroit pas mieux qu'elle le rendit libre aux étrangers. Je dirai seulement qu'il lui convient de mettre à ce commerce le moins d'obstacles que sa politique pourra lui permettre. Quand les marchandises que les diverses nations portent aux Indes y sont chères, les Indes donnent beaucoup de leur marchandise, qui est l'or & l'argent, pour peu de marchandises étrangères ; le

con-

contraire arrive lorsque celles-ci sont à vil prix. Il seroit peut-être utile que ces nations se nuisissent les unes les autres , afin que les marchandises qu'elles portent aux Indes y fussent toujours à bon marché. Voilà des principes qu'il faut examiner , sans les séparer pourtant des autres considérations ; la sûreté des Indes ; l'utilité d'une douane unique ; les dangers d'un grand changement : les inconvéniens qu'on prévoit , & qui souvent sont moins dangereux que ceux qu'on ne peut pas prévoir (c).

LIVRE

(c) *p* De quelle utilité, (dit l'auteur de l'*Esprit des loix quintessencié*) , peut être dans un traité général de L'ESPRIT DES LOIX les détails des revolutions d'un usage qui n'a point été fondé sur les loix , & dont on ne se propose de nous expliquer que l'historique ". En effet si Mr. de MONTESQUIEU eût travaillé à nous indiquer par quels principes, par quelles maximes, par quelles loix, par quels usages, par quels arrangemens, par quelles institutions, par quels moyens enfin, les différentes nations sont parvenues au degré de commerce auquel elles ont été, il nous eût donné par là une instruction qui nous auroit mis en état de profiter de ces loix, de ces maximes &c. On remarqueroit des défauts; on decouvriroit des changemens utiles; on se trouveroit sur une route aussi sûre que l'est celle des expériences en physique. Malheureusement on n'est pas plus savant sur ce sujet, après avoir médité ce XXI. Livre de l'*Esprit des Loix*, que si on ne l'avoit jamais lu (R. d'un A.)



LIVRE XXII.

*Des loix , dans le rapport qu'elles ont
avec l'usage de la monnoie.*

CHAPITRE PREMIER.

Raison de l'usage de la monnoie.

LES peuples qui ont peu de marchandises pour le commerce, comme les sauvages, & les peuples policés qui n'en ont que de deux ou trois especes, négocient par échange. Ainsi les caravannes des Maures qui vont à Tombouctou, dans le fond de l'Afrique, troquer du fel contre de l'or, n'ont pas besoin de monnoie. Le Maure met son fel dans un monceau; le Negre, sa poudre dans un autre: s'il n'y a pas assez d'or, le Maure retranche de son fel, ou le Negre ajoute de son or, jusqu'à ce que les parties conviennent.

Mais

424 DE L'ESPRIT DES LOIX,

Mais lorsqu'un peuple trafique sur un très-grand nombre de marchandises, il faut nécessairement une monnoie, parce qu'un métal facile à transporter épargne bien des frais, que l'on seroit obligé de faire si l'on procédoit toujours par échange.

Toutes les nations ayant des besoins réciproques, il arrive souvent que l'une veut avoir un très-grand nombre de marchandises de l'autre, & celle-ci très-peu des siennes; tandis qu'à l'égard d'une autre nation, elle est dans un cas contraire. Mais lorsque les nations ont une monnoie, & qu'elles procedent par vente & par achat, celles qui prennent plus de marchandises se soldent ou paient l'excédent avec de l'argent : & il y a cette différence que dans le cas de l'achat, le commerce se fait à proportion des besoins de la nation qui demande le plus; & que dans l'échange, le commerce se fait seulement dans l'étendue des besoins de la nation qui demande le moins, sans quoi cette dernière seroit dans l'impossibilité de solder son compte.

CHAPITRE II.

De la nature de la monnoie.

LA monnoie est un signe qui représente la valeur de toutes les marchandises. On prend quelque métal pour que le signe soit durable (*); qu'il se consume peu par l'usage; & que, sans se détruire, il soit capable de beaucoup de divisions. On choisit un métal précieux, pour que le signe puisse aisément se transporter. Un métal est très-propre à être une mesure commune, parce qu'on peut aisément le réduire au même titre. Chaque état y met son empreinte, afin que la forme réponde du titre & du poids, & que l'on connoisse l'un & l'autre par la seule inspection.

Les Athéniens n'ayant point l'usage des métaux, se servirent de bœuf (†), & les
Romains

(*) Le sel, dont on se sert en Abyssinie, a ce défaut, qu'il se consume continuellement.

(†) Hérodote, *in Ciro*, nous dit que les Lydiens trouverent l'art de battre la monnoie; les Grecs le prirent d'eux: les monnoies d'Athènes eurent pour empreinte leur ancien bœuf. J'ai vu une de ces monnoies dans le cabinet du Comte de Pembroke.

Romains de brebis : mais un bœuf n'est pas la même chose qu'un autre bœuf, comme une pièce de métal peut être la même qu'une autre.

Comme l'argent est le signe des valeurs des marchandises, le papier est un signe de la valeur de l'argent ; & lorsqu'il est bon (a), il le représente tellement, que, quant à l'effet, il n'y a point de différence.

De

(a) C'est-à-dire, lorsqu'il est tel qu'il représente un fondement assuré, sur lequel on puisse compter : ce fondement est pris de la bonne foi, ou du droit civil. Lorsque j'ai à faire à une personne, de la probité & des facultés de laquelle on est pleinement persuadé, un papier de sa part vaut autant que de l'argent, parce qu'on est sûr de pouvoir retirer son argent quand le terme en sera venu. C'est-là le fondement de toutes les négociations publiques, qui ont pour objet un emprunt de la part du souverain ; parce que l'on suppose qu'un souverain connoît trop la nécessité de la bonne foi, pour apprehender un manquement à cet égard : & l'on suppose de plus qu'un souverain a des moyens pour rembourser aux termes l'emprunt qu'il fait. Dès que l'on commence à douter à l'un de ces deux égards, le papier cesse de représenter la valeur entière de l'argent ; son prix diminue & il peut tomber à rien. Dans la société civile un papier est censé bon, dès que par l'autorité des loix, il peut nous faire obtenir la valeur de l'argent qu'il représente : ce qui suppose un débiteur solvable, & un papier fait conformément aux loix établies dans l'Etat. Cela prou-

De même que l'argent est un signe d'une chose, & la représente; chaque chose est un signe de l'argent, & le représente: & l'état est dans la prospérité selon que d'un côté l'argent représente bien toutes choses; & que d'un autre, toutes choses représentent bien l'argent, & qu'ils sont signes les uns des autres; c'est-à-dire que, dans leur valeur relative, on peut avoir l'un si-tôt que l'on a l'autre. Cela n'arrive jamais que dans un gouvernement modéré, mais n'arrive pas toujours dans un gouvernement modéré: par exemple, si les loix favorisent un débiteur injuste, les choses qui lui appartiennent ne représentent point l'argent, & n'en sont point un signe (b). A l'égard du gouvernement despo-

ve que, quoiqu'un papier, lorsqu'il est bon, représente tellement la valeur de l'argent que, quant à l'effet, il n'y a point de différence, il y reste toujours celle-ci: savoir qu'un papier de bon peut devenir mauvais, par des changemens dans l'état de celui à la charge duquel le papier est; d'où s'ensuit qu'un papier *ne représente jamais tellement la valeur de l'argent que quant à l'effet, il n'y ait point de différence*, qu'au moment qu'on retire en argent la valeur du papier. (R. d'un A.)

(b) Savoir par rapport à ceux, qui lui auront donné crédit: d'ailleurs les choses qui appartiennent à un débiteur injuste y représenteront l'argent & en feront un signe, tout comme dans les pays où

despotique, ce feroit un prodige si les choses y représentoient leur signe : la tyrannie & la méfiance font que tout le monde y enterre (†) son argent : les choses n'y représentent donc point l'argent.

Quelquefois les législateurs ont employé un tel art, que non seulement les choses représentoient l'argent par leur nature, mais qu'elles devenoient monnoie comme l'argent même. *César* (§) dictateur, permit aux débiteurs de donner en paiement à leurs créanciers des fonds de terre au prix qu'ils valoient avant la guerre civile. *Tibere* (**) ordonna que ceux qui voudroient de l'argent, en auroient du trésor public, en obligeant des fonds pour le double. Sous *César*, les fonds de terre furent la monnoie qui paya toutes les dettes ; sous *Tibere* dix mille sesterces en fonds

où ces loix n'auront pas lieu. Ces loix ôteront le crédit au négoce : celui qui n'aura point d'argent, se verra obligé de vendre les choses qui lui appartiennent, pour se mettre en état d'en acquérir d'autres ; & de cette façon les premières seront toujours un signe de l'argent. (*R. d'un A.*)

(†) C'est un ancien usage à Alger, que chaque pere de famille ait un trésor enterré. *Laugier de Tassy*, histoire du royaume d'Alger.

[§] Voyez *César*, de la guerre civile, liv. III.

[**] *Tacite*, Liv. VI.

Fonds devinrent une monnoie commune **somme** cinq mille festerces en argent.

La grande chartre d'Angleterre défend de saisir les terres ou les revenus d'un débiteur, lorsque ses biens mobiliers ou personnels suffisent pour le paiement, & qu'il offre de les donner : pour lors tous les biens d'un Anglois représentoient de l'argent (c).

Les loix des Germains apprecioient en argent les satisfactions pour les torts que l'on avoit faits, & pour les peines des crimes. Mais comme il y avoit très-peu d'argent dans le pays, elles réapprecioient l'argent en denrées ou en bétail. Ceci se trouve fixé dans la loi des Saxons, avec de certaines différences suivant l'aisance & la commodité des divers peuples. D'a-
bord

[c] Cette chartre n'empêche pas que les terres & les revenus d'un Anglois ne représentent l'argent de la même manière que ses autres biens : elle tend à prévenir les vexations des Créanciers durs. L'équité souffre lorsque la faisie passe la sûreté qu'on peut exiger ; & si certains biens suffisent pour l'acquit d'une dette, aucune raison ne peut autoriser à se saisir d'autres. Comme les terres & les revenus répondent du paiement dès que les autres biens ne suffisent pas, il paroît qu'on ne peut les exclure du nombre des signes de l'argent, suivant le langage de notre Auteur. (R. d'un A.)

bord (††) la loi déclare la valeur du fou en bétail : le fou de deux trémiffes se rapportoit à un bœuf de douze mois ou à une brebis avec son agneau ; celui de trois trémiffes valoit un bœuf de feize mois. Chez ces peuples , la monnoie devenoit bétail , marchandise , ou denrée ; & ces choses devenoient monnoie.

Non seulement l'argent est un signe des choses ; il est encore un signe de l'argent & représente l'argent , comme nous le verrons au chapitre du change.

CHAPITRE III.

Des monnoies idéales.

IL y a des monnoies réelles & des monnoies idéales. Les peuples policés , qui se servent presque tous de monnoies idéales , ne le font que parce qu'ils ont converti leurs monnoies réelles en idéales. D'abord leurs monnoies réelles font un certain poids & un certain titre de quelque métal : mais bientôt la mauvaise foi ou le besoin font qu'on retranche une partie du métal de chaque piece de monnoie , à laquelle

(††) Loi de Saxons , ch. XVIII.

quelle on laisse le même nom : par exemple d'une piece du poids d'une livre d'argent, on retranche la moitié de l'argent, & on continue de l'appeller livre ; la piece qui étoit une vingtieme partie de la livre d'argent on continue de l'appeller sou, quoiqu'elle ne soit plus la vingtieme partie de cette livre. Pour lors, la livre est une livre idéale, & le sou un sou idéal ; ainsi des autres subdivisions : & cela peut aller au point que ce qu'on appellera livre, ne fera plus qu'une très-petite portion de la livre, ce qui la rendra encore plus idéale. Il peut même arriver que l'on ne fera plus de piece de monnoie qui vaille précisément une livre, & qu'on ne fera pas non plus de piece qui vaille un sou : pour lors la livre & le sou feront des monnoies purement idéales. On donnera à chaque piece de monnoie la denomination d'autant de livres & d'autant de sous que l'on voudra ; la variation pourra être continuelle, parce qu'il est aussi aisé de donner un autre nom à une chose, qu'il est difficile de changer la chose même (*d*).

Pour

(*d*) En effet, l'opération qui rend le nom d'une piece double en valeur de ce qu'elle étoit auparavant, n'opere pas tant sur la monnoie que sur les choses contenues dans l'état, dont elle hausse proportionnellement la valeur. (*R. d'un A.*)

Pour ôter la source des abus , ce sera une très-bonne loi dans tous les pays où l'on voudra faire fleurir le commerce , que celle qui ordonnera qu'on emploiera des monnoies réelles ; & que l'on ne fera point d'opération qui puisse les rendre idéales (e).

Rien ne doit être si exempt de variation, que ce qui est la mesure commune de tout.

Le négoce par lui-même est très-incertain ; & c'est un grand mal d'ajouter une nouvelle incertitude à celle qui est fondée sur la nature de la chose.

CHAPITRE IV.

De la quantité de l'or & de l'argent.

LORSQUE les nations policées sont les maîtresses du monde, l'or & l'argent augmen-

(e) Parce que ces opérations sont réellement très-inutiles , & souvent très-dangereuses : si vous les étendez sur l'étranger , vous ruinez votre crédit ; si vous vous bornez à l'intérieur de votre état , vous ne faites rien , à moins qu'il ne s'agisse de rembourser par de moindres valeurs les emprunts qu'on aura faits ; & dans ce cas on ruine encore le crédit , soit de la nation , soit du souverain. (R. d'un A.)

augmentent tous les jours , soit qu'elles le tirent de chez elles , soit qu'elles l'aillent chercher là où il est. Il diminue au contraire lorsque les nations barbares prennent le dessus. On fait quelle fut la rareté de ces métaux lorsque les Goths & les Vandales d'un côté , les Sarrafins & les Tartares de l'autre , eurent tout envahi.

CHAPITRE V.

Continuation du même sujet.

L'ARGENT tiré des mines de l'Amérique , transporté en Europe , de-là encore envoyé en orient , a favorisé la navigation de l'Europe ; c'est une marchandise de plus que l'Europe reçoit en troc aux Indes. Une plus grande quantité d'or & d'argent est donc favorable , lorsqu'on regarde ces métaux comme une marchandise ; elle ne l'est point lorsqu'on les regarde comme signe , parce que leur abondance choque leur qualité de signe qui est beaucoup fondée sur la rareté. (f).
 Avant

(f) A moins que les loix n'aient fixé le prix , la qualité de signe sera également fondée sur la rareté

434 DE L'ESPRIT DES LOIX,

Avant la première guerre Punique, le cuivre étoit à l'argent comme (*) 960 est à 1 ; il est aujourd'hui à peu près comme $73 \frac{1}{2}$ à 1 (†). Quand la proportion feroit comme elle étoit autrefois, l'argent n'en feroit que mieux sa fonction de signe (g).

CHAPITRE VI.

Par quelle raison le prix de l'usure diminua de la moitié, lors de la découverte des Indes.

L'YNCA Garcilasso (*) dit qu'en Espagne, après la conquête des Indes, les rentes

rareté pour toutes sortes de marchandises. Un bœuf, en qualité de signe, vaudroit plus dans un temps de mortalité que dans un autre : il en est de même des métaux. Si leur valeur est plus fixe, c'est que le souverain l'a déterminée. Une plus grande quantité d'or & d'argent n'est donc ni plus ni moins favorable en qualité de marchandises qu'en qualité de signe. (R. d'un A.)

(*) Voyez ci-dessous le chap. XII.

(†) En supposant l'argent à 49 livres le marc, & le cuivre à vingt sols la livre.

(g) Comme les marchandises suivroient toujours la même proportion, l'argent n'en feroit sa fonction de signe ni plus ni moins bien. (R. d'un A.)

(*) Histoire des guerres civiles des Espagnols dans les Indes.

rentes, qui étoient au denier dix, tomberent au denier vingt. Cela devoit être ainsi. Une grande quantité d'argent fut tout-à-coup ~~perdue~~ en Europe : bientôt moins de personnes eurent besoin d'argent ; le prix de toutes choses augmenta, & celui de l'argent diminua : la proportion fut donc rompue, toutes les anciennes dettes furent éteintes. On peut se rappeler le temps du système (†) où toutes les choses avoient une grande valeur, excepté l'argent. Après la conquête des Indes, ceux qui avoient de l'argent furent obligés de diminuer le prix ou le louage de leur marchandise, c'est-à-dire, l'intérêt.

Depuis ce temps, le prêt n'a pu revenir à l'ancien taux, parce que la quantité de l'argent a augmenté toutes les années en Europe. D'ailleurs, les fonds publics de quelques états, fondés sur les richesses que le commerce leur a procurées, donnant un intérêt très-modique, il a fallu que les contrats des particuliers se réglas-
sent

(†) On appelloit ainsi le projet de Mr. Law en France

sent là-dessus (b). Enfin le change ayant donné aux hommes une facilité singulière de transporter l'argent d'un pays à un autre, l'argent n'a ~~plus~~ rare dans un lieu, qu'il n'en vint de tous côtés de ceux où il étoit commun.

CHA-

(b) Je ne sai s'il ne faut pas dire le contraire. Les contrats des particuliers sont toujours en proportion du besoin & de la facilité à y remédier. Plus l'argent est abondant, plus on en trouve à un intérêt modique, chacun étant bien aise de placer son capital : de-là une diminution d'intérêt parmi les particuliers qui servira de règle pour celui des fonds publics : la raison en est toute naturelle. Le cours des affaires exige des contrats continuels entre particuliers ; les négociations pour les fonds publics n'ont lieu que dans de certains cas : or ce qui ne se fait pas tous les jours, ne peut servir de règle à ce qui tous les jours est soumis à des variations. Mais ce qui ne se fait pas tous les jours, doit nécessairement se régler sur ce qui a lieu dans le temps qu'on le fait : ainsi les fonds publics se régleront toujours sur les contrats des particuliers. Et cela encore par cette raison : c'est que les contrats des particuliers sont l'indice de l'abondance ou de la disette d'argent. - L'intérêt des fonds publics est communément au-dessous de celui qui a lieu entre des particuliers, parce qu'on met naturellement plus de confiance dans une nation que dans un particulier. Si l'on voit quelquefois le contraire, c'est un indice certain que l'Etat est en desordre. (R. d'un A.)

CHAPITRE VII.

Comment le prix des choses se fixe dans la variation des richesses de signe.

L'ARGENT est le prix des marchandises ou denrées. Mais comment se fixera ce prix? c'est-à-dire, par quelle portion d'argent chaque chose fera-t-elle représentée?

Si l'on compare la masse de l'or & de l'argent qui est dans le monde, avec la somme des marchandises qui y sont, il est certain que chaque denrée ou marchandise en particulier pourra être comparée à une certaine portion de la masse entière de l'or & de l'argent. Comme le total de l'une est au total de l'autre, la partie de l'une sera à la partie de l'autre. Supposons qu'il n'y ait qu'une seule denrée ou marchandise dans le monde, ou qu'il n'y en ait qu'une seule qui s'achète, & qu'elle se divise comme l'argent; cette partie de cette marchandise répondra à une partie de la masse de l'argent; la moitié du total de l'un à la moitié du total de l'autre; la dixième, la centième, la millième, de l'une, à la dixième, à la

438 DE L'ESPRIT DES LOIX,

centieme , à la millieme de l'autre. Mais comme ce qui forme la propriété parmi les hommes, n'est pas tout à la fois dans le commerce ; & que les métaux ou les monnoies , qui en font les signes , n'y font pas aussi dans le même temps ; les prix se fixeront en raison composée du total des choses avec le total des signes , & de celle du total des choses qui font dans le commerce avec le total des signes qui y font aussi : & comme les choses qui ne font pas dans le commerce aujourd'hui peuvent y être demain , & que les signes qui n'y font point aujourd'hui peuvent y rentrer tout de même , l'établissement du prix des choses dépend toujours fondamentalement de la raison du total des choses au total des signes (i).

Ainsi

(i) Il est certain que l'établissement des prix dépend toujours fondamentalement de la raison du total des choses au total des signes ; mais comme cette raison est déterminée par l'empressement de vendre & d'acheter , je ne trouve pas que du *total des choses* on puisse exclure ce qui est dit n'être pas dans le commerce : car ce qui n'est pas actuellement dans le commerce contribue pourtant à rendre les offres pour l'achat & la vente plus faciles ou plus difficiles ; de manière que les richesses des particuliers , bien qu'elles ne soient pas dans la circulation générale , contribueront pourtant à faire hausser ou diminuer le prix des choses. (R. d'un A.)

Ainsi le prince ou le magistrat ne peuvent pas plus taxer la valeur des marchandises, qu'établir par une ordonnance que le rapport d'un à dix est égal à celui d'un à vingt. *Julien* (*) ayant baissé les denrées à Antioche, y causa une affreuse famine (k).

CHAPITRE VIII.

Continuation du même sujet.

LES noirs de la côte d'Afrique ont un signe des valeurs, sans monnoie; c'est un signe purement idéal, fondé sur le degré d'estime qu'ils mettent dans leur esprit à cha-

(*) Histoire de l'église, par *Socrate*, Liv. II.

(k) Parce que la valeur des choses étant déterminée par leur quantité & par le besoin réel ou apparent, elle ne peut être soumise au bon plaisir d'un Prince ou d'un Magistrat. Cette règle souffre pourtant exception dans les cas où il s'agit d'une chose nécessaire à la vie, & dont on ne court pas risque d'avoir disette. En fixant un prix qui donne un gain honnête à ceux qui la fournissent, on n'a pas lieu d'appréhender qu'elle vienne à manquer, & on prévient un monopole dangereux à l'état. La faute de *Julien* fut, qu'il baissa les denrées de façon que personne ne trouvoit son compte à les fournir. (R. d'un A.)

440 DE L'ESPRIT DES LOIX,

à chaque marchandise, à proportion du besoin qu'ils en ont. Une certaine denrée ou marchandise vaut trois macutes; une autre, six macutes; une autre, dix macutes: c'est comme s'ils disoient simplement trois, six, dix. Le prix se forme par la comparaison qu'ils font de toutes les marchandises entr'elles; pour lors il n'y a point de monnoie particuliere, mais chaque portion de marchandise est monnoie de l'autre.

Transportons pour un moment parmi nous cette maniere d'évaluer les choses, & joignons-la nôtre: tous les marchandises & denrées du monde, ou bien toutes les marchandises ou denrées d'un état en particulier considéré comme séparé de tous les autres, vaudront un certain nombre de macutes; & divisant l'argent de cet état en autant de parties qu'il y a de macutes, une partie divisée de cet argent sera le signe d'une macute.

Si l'on suppose que la quantité de l'argent d'un état double, il faudra pour une macute le double de l'argent; mais si en doublant l'argent, vous doublez aussi les macutes, la proportion restera telle qu'elle étoit avant l'un & l'autre doublement.

Si, depuis la découverte des Indes, l'or & l'argent ont augmenté en Europe
en

en raison d'un à vingt, le prix des denrées & marchandises auroit dû monter en raison d'un à vingt : mais si d'un autre côté, le nombre des marchandises a augmenté comme un à deux, il faudra que le prix de ces marchandises & denrées ait haussé d'un côté en raison d'un à vingt, & qu'il ait baissé en raison d'un à deux, & qu'il ne soit par conséquent qu'en raison d'un à dix.

La quantité de marchandises & denrées croît par une augmentation de commerce ; l'augmentation de commerce, par une augmentation d'argent qui arrive successivement, & par de nouvelles communications avec de nouvelles terres & de nouvelles mers, qui nous donnent de nouvelles denrées & de nouvelles marchandises.

CHAPITRE IX.

De la rareté relative de l'or & de l'argent.

OUTRE l'abondance & la rareté positive de l'or & de l'argent, il y a encore une abondance & une rareté relative d'un de ces métaux à l'autre.

L'avarice garde l'or & l'argent, parce que, comme elle ne veut pas consommer, elle aime des signes qui ne se détruisent point. Elle aime mieux garder l'or que l'argent, parce qu'elle craint toujours de perdre, & qu'elle peut mieux cacher ce qui est en plus petit volume. L'or disparoît donc quand l'argent est commun, parce, que chacun en a pour le cacher (1); il paroît quand l'argent est rare, parce qu'on est obligé de le retirer de ses retraites.

C'est donc une règle: l'or est commun quand l'argent est rare, & l'or est rare quand l'argent est commun. Cela fait sentir la différence de l'abondance & de la rareté relative, d'avec l'abondance de la rareté réelle; chose dont je vais beaucoup parler.

CHAPITRE X.

Du change.

C'EST l'abondance & la rareté relative des monnoies des divers pays, qui forment ce qu'on appelle le change.

Le

(1) Mais par quelle raison l'argent devient-il rare quand l'or est caché? Par l'abondance des marchandises. (R. d'un A.)

Le change est une fixation de la valeur actuelle & momentanée des monnoies.

L'argent, comme métal, a une valeur comme toutes les autres marchandises; & il a encore une valeur qui vient de ce qu'il est capable de devenir le signe des autres marchandises: & s'il n'étoit qu'une simple marchandise, il ne faut pas douter qu'il ne perdît beaucoup de son prix.

L'argent, comme monnoie, a une valeur que le prince peut fixer dans quelques rapports, & qu'il ne sauroit fixer dans d'autres.

Le prince établit une proportion entre une quantité d'argent comme métal, & la même quantité comme monnoie. 2°. Il fixe celle qui est entre divers métaux employés à la monnoie. 3°. Il établit le poids & le titre de chaque pièce de monnoie. Enfin il donne à chaque pièce cette valeur idéale dont j'ai parlé. J'appellerai la valeur de la monnoie dans ces quatre rapports *valeur positive*, parce qu'elle peut être fixée par une loi.

Les monnoies de chaque état ont de plus une *valeur relative*, dans le sens qu'on les compare avec les monnoies des autres pays: c'est cette valeur relative que le change établit. Elle dépend beaucoup de la valeur positive. Elle est fixée par

l'estime la plus générale des négocians , & ne peut l'être par l'ordonnance du prince, parce qu'elle varie sans cesse & dépend de mille circonstances.

Pour fixer la valeur relative, les diverses nations se régleront beaucoup sur celle qui a le plus d'argent (*m*). Si elle a autant d'argent que toutes les autres ensemble, il faudra bien que chacune aille se mesurer avec elle ; ce qui fera qu'elles se régleront à peu près entr'elles comme elles se sont mesurées avec la nation principale.

Dans

(*m*) Sur celle qui a le commerce le plus étendu : car c'est proprement avec celle-ci & non pas avec celle qui a le plus d'argent que toutes les autres sont obligées de négocier : car il se pourroit que la plus riche ne fit aucun commerce, ou ne le fit qu'avec peu de nations ; & dans ce cas elle ne pourroit fixer la valeur relative des monnoies : or celle qui a le négoce le plus étendu doit le régler sur une commune mesure ; & cette mesure elle ne peut la prendre que dans la valeur de la monnoie qu'elle possède ; parce qu'elle n'en trouve point d'autre qui y satisfasse : ainsi toutes les nations étant engagées à se régler sur cette mesure dans leur trafic avec celle qui a le commerce le plus étendu , elles sont encore obligées de s'y conformer entre elles. (*R. d'un A.*)

Dans l'état actuel de l'univers , c'est la Hollande (*) qui est cette nation dont nous parlons. Examinons le change par rapport à elle.

Il y a en Hollande une monnoie qu'on appelle un florin : le florin vaut vingt sous, ou quarante demi sous, ou gros. Pour simplifier les idées, imaginons qu'il n'y a point de florins en Hollande, qu'il n'y ait que des gros : un homme qui aura mille florins, aura quarante mille gros, ainsi du reste. Or le change avec la Hollande, consiste à savoir combien vaudra de gros chaque piece de monnoie des autres pays ; & comme l'on compte ordinairement en France par écu de trois livres ; le change demandera combien un écu de trois livres vaudra de gros. Si le change est à cinquante - quatre , l'écu de trois livres vaudra cinquante quatre gros ; s'il est à soixante , il vaudra soixante gros ; si l'argent est rare en France, l'écu des trois livres vaudra plus de gros ; s'il est en abondance, il vaudra moins de gros.

Cette rareté ou cette abondance d'où résulte la mutation du change , n'est pas la rareté

(*) Les Hollandois régulent le change de presque toute l'Europe par une espece de délibération entre eux, selon qu'il convient à leurs intérêts.

rareté ou l'abondance réelle ; c'est une rareté ou une abondance relative : par exemple , quand la France a plus besoin d'avoir des fonds en Hollande , que les Hollandois n'ont besoin d'en avoir en France , l'argent est appelé commun en France , & rare en Hollande , & *vice versa*.

Supposons que le change avec la Hollande soit cinquante-quatre. Si la France & la Hollande ne composoient qu'une ville, on feroit comme l'on fait quand on donne la monnoie d'un écu : le François tireroit de sa poche trois livres , & le Hollandois tireroit de la sienne cinquante-quatre gros. Mais comme il y a de la distance entre Paris à Amsterdam , il faut que celui que me donne pour mon écu de trois livres cinquante - quatre gros qu'il a en Hollande , me donne une lettre de change de cinquante-quatre gros sur la Hollande. Il n'est plus ici question de cinquante-quatre gros , mais d'une lettre de cinquante-quatre gros. Ainsi pour juger (†) de la rareté ou de l'abondance de l'argent , il faut savoir s'il y a en France plus de lettres de cinquante-quatre gros destinées pour la France , qu'il n'y

(†) Il y a beaucoup d'argent dans une place , lorsqu'il y a plus d'argent que de papier ; il y en a peu , lorsqu'il y a plus de papier que d'argent.

n'y a d'écus destinés pour la Hollande. S'il y a beaucoup de lettres offertes par les Hollandois & peu d'écus offerts par les François, l'argent est rare en France & commun en Hollande; & il faut que le change hausse, & que pour mon écu on me donne plus de cinquante-quatre gros; autrement je ne le donnerois pas & *vice versa* (n).

On voit que les diverses opérations du change forment un compte de recette & de dépense qu'il faut toujours folder; & qu'un état qui doit, ne s'acquitte pas plus avec les autres par le change, qu'un particulier ne paie une dette en changeant de l'argent.

Je suppose qu'il n'y ait que trois états dans le monde, la France, l'Espagne & la Hollande; que divers particuliers d'Espagne dussent en France la valeur de cent mille marcs d'argent, & que divers particuliers de France dussent en Espagne cent dix mille marcs; & que quelque circonstance fût que chacun, en Espagne & en France, voulût tout-à coup retirer son argent: que feroient les opérations du change? Elles acquitteroient réciproquement

(n) Il faut entendre ce passage ainsi. Si en France, il y a de plus grosses sommes à retirer de la Hollande qu'il y en a à y remettre, l'argent est dit être rare & *vicissim*. (R. d'un A.)

ment ces deux nations de la somme de cent mille marcs ; mais la France devroit toujours dix mille marcs en Espagne , & les Espagnols auroient toujours des lettres sur la France pour dix mille marcs ; & la France n'en auroit point du tout sur l'Espagne.

Que si la Hollande étoit dans un cas contraire avec la France , & que pour solde elle lui dût 10000 marcs , la France pourroit payer l'Espagne de deux manieres , ou en donnant à ses créanciers en Espagne des lettres sur ses débiteurs de Hollande pour 10000 marcs , ou bien en envoyant 10000 marcs d'argent en especes en Espagne.

Il suit de-là que , quand un état a besoin de remettre une somme d'argent dans un autre pays , il est indifférent , par la nature de la chose , que l'on y voiture de l'argent , ou que l'on prenne des lettres de change. L'avantage de ces deux manieres de payer , dépend uniquement des circonstances actuelles : il faudra voir ce qui , dans ce moment , donnera plus de gros en Hollande , ou l'argent porté en especes (†) , ou une lettre sur la Hollande de pareille somme.

Lorsque même titre & même poids d'argent en France me rendent même poids & même titre d'argent en Hollande,
on

(†) Les frais de la voiture & de l'assurance déduits.

on dit que le change est au pair. Dans l'état actuel des monnoies (§), le pair est à peu près à cinquante - quatre gros par écus : lorsque le change sera au - dessus de cinquante - quatre gros, on dira qu'il est haut ; lorsqu'il sera au - dessous, on dira qu'il est bas.

Pour savoir si, dans une certaine situation du change, l'état gagne ou perd, il faut le considérer comme débiteur, comme créancier, comme vendeur, comme acheteur. Lorsque le change est plus bas que le pair, il perd comme débiteur, il gagne comme créancier ; il perd comme acheteur, il gagne comme vendeur. On sent bien qu'il perd comme débiteur ; par exemple, la France devant à la Hollande un certain nombre de gros, moins son écu vaudra de gros, plus il lui faudra d'écus pour payer : au contraire, si la France est créancière d'un certain nombre de gros, moins chaque écu vaudra de gros, plus elle recevra d'écus. L'état perd encore comme acheteur ; car il faut toujours le même nombre de gros pour acheter la même quantité de marchandises ; & lorsque le change baisse, chaque écu de France donne moins de gros. Par la même raison, l'état gagne comme vendeur : je vends ma
mar-

(§) En 1744.

France , pour acheter les mêmes marchandises : mais le marchand François qui sentira la perte qu'il feroit , voudra donner moins de la marchandise de Hollande ; il se fera donc une communication de perte entre le marchand François & le marchand Hollandois ; l'état se mettra insensiblement dans la balance , & l'abaissement du change n'aura pas tous les inconvéniens qu'on devoit craindre.

Lorsque le change est plus bas que le pair , un négociant peut , sans diminuer sa fortune , remettre ses fonds dans les pays étrangers ; parce qu'en les faisant revenir , il regagne ce qu'il a perdu : mais un prince qui n'envoie dans les pays étrangers qu'un argent qui ne doit jamais revenir , perd toujours.

Lorsque les négocians font beaucoup d'affaires dans un pays , le change y hausse infailliblement. Cela vient de ce qu'on y prend beaucoup d'engagemens , & qu'on y achete beaucoup de marchandises ; & l'on tire sur le pays étranger pour les payer.

Si un prince fait de grands amas d'argent dans son état , l'argent y pourra être rare réellement , & commun relativement ; par exemple , si dans le même temps cet état avoit à payer beaucoup de marchandises

ses dans le pays étranger , le change baisseroit , quoique l'argent fût rare.

Le change de toutes les places tend toujours à se mettre à une certaine proportion, & cela est dans la nature de la chose même. Si le change de l'Irlande à l'Angleterre est plus bas que le pair , & que celui de l'Angleterre à la Hollande soit aussi plus bas que le pair , celui de l'Irlande à la Hollande fera encore plus bas , c'est-à-dire, en raison composée de celui d'Irlande à l'Angleterre , & de celui de l'Angleterre à la Hollande ; car un Hollandois qui peut faire venir ses fonds indirectement d'Irlande par l'Angleterre , ne voudra pas payer plus cher pour les faire venir directement. Je dis que cela devroit être ainsi : mais cela n'est pourtant pas exactement ainsi ; il y a toujours des circonstances qui font varier ces choses ; & la différence du profit qu'il y a à tirer par une place , ou à tirer par une autre, fait l'art & l'habileté particulière des banquiers, dont il n'est point question ici.

Lorsqu'un état hausse sa monnoie ; par exemple , lorsqu'il appelle six livres ou deux écus , ce qu'il n'appelloit que trois livres ou un écu , cette dénomination nouvelle , qui n'ajoute rien de réel à l'écu , ne doit pas procurer un seul gros de plus par le change. On ne devroit avoir pour les
deux

deux écus nouveaux, que la même quantité de gros que l'on recevoit pour l'ancien; & si cela n'est pas, ce n'est point l'effet de la fixation en elle-même, mais de celui qu'elle produit comme nouvelle, & de celui qu'elle a comme subite. Le change tient à des affaires commencées, & ne se met en règle qu'après un certain temps.

Lorsqu'un état, au lieu de hauffer simplement sa monnoie par une loi, fait une nouvelle refonte, afin de faire, d'une monnoie forte une monnoie plus foible, il arrive que, pendant le temps de l'opération, il y a deux fortes de monnoie, la forte qui est la vieille, & la foible qui est la nouvelle; & comme la forte est décriée & ne se reçoit qu'à la monnoie, & que par conséquent les lettres de change doivent se payer en especes nouvelles, il semble que le change devroit se régler sur l'espece nouvelle. Si par exemple, l'affoiblissement en France étoit de moitié, & que l'ancien écu de trois livres donnât soixante gros en Hollande, le nouvel écu ne devroit donner que trente gros; d'un autre côté, il semble que le change devroit se régler sur la valeur de l'espece vieille, parce que le banquier qui a de l'argent & qui prend des lettres, est obligé d'aller porter à la mon-

monnoie des especes vieilles pour en avoir de nouvelles sur lesquelles il perd : le change se mettra donc entre la valeur de l'espece nouvelle & celle de l'espece vieille ; la valeur de l'espece vieille tombe , pour ainsi dire , & parce qu'il y a déjà dans le commerce de l'espece nouvelle , & parce que le banquier ne peut pas tenir rigueur , ayant intérêt de faire sortir promptement l'argent vieux de sa caisse pour le faire travailler , & y étant même forcé pour faire ses paiemens : d'un autre côté , la valeur de l'espece nouvelle s'élève , pour ainsi dire , parce que le banquier avec de l'espece nouvelle se trouve dans une circonstance où nous allons faire voir qu'il peut avec un grand avantage s'en procurer de la vieille : le change se mettra donc , comme j'ai dit , entre l'espece nouvelle & l'espece vieille. Pour lors les banquiers ont du profit à faire sortir l'espece vieille de l'état , parce qu'ils se procurent par-là le même avantage que donneroit un change réglé sur l'espece vieille , c'est-à-dire , beaucoup de gros en Hollande , & qu'ils ont un retour en change réglé entre l'espece nouvelle & l'espece vieille , c'est-à-dire plus bas ; ce qui procure beaucoup d'écus en France.

Je suppose que trois livres d'espece vieille rendent par le change actuel quarante-cinq gros, & qu'en transportant ce même écu en Hollande, on en ait soixant : mais avec une lettre de quarante-cinq gros, on se procurera un écu de trois livres en France, lequel transporté en especes vieilles en Hollande donnera encore soixante gros ; toute l'espece vieille sortira donc de l'état qui fait la refonte, & le profit en fera pour les banquiers.

Pour remédier à cela, on sera forcé de faire une opération nouvelle. L'état qui fait la refonte, enverra lui-même une grande quantité d'espece vieille chez la nation qui regle le change ; & s'y procurant un crédit, il fera monter le change au point qu'on aura, à peu de chose près, autant de gros par le change d'un écu de trois livres qu'on en auroit en faisant sortir un écu de trois livres en especes vieilles hors du pays. Je dis à peu de chose près, parce que, lorsque le profit sera modique, on ne sera point tenté de faire sortir l'espece, à cause des frais de la voiture, & des risques de la confiscation.

Il est bon de donner une idée bien claire de ceci. Le sieur *Bernard*, ou tout autre banquier que l'état voudra employer, propose ses lettres sur la Hollande, & les don-

ne à un , deux , trois gros plus haut que le change actuel ; il a fait une provision dans les pays étrangers ; par le moyen des especes vieilles qu'il a fait continuellement voiturer ; il a donc fait hauffer le change au point que nous venons de dire : cependant , à force de donner de ses lettres , il se faisit de toutes les especes nouvelles , & force les autres banquiers qui ont des paiemens à faire , à porter leurs especes vieilles à la monnoie ; & de plus , comme il a eu insensiblement tout l'argent , il contraint à leur tour les autres banquiers à lui donner des lettres à un change très - haut : le profit de la fin l'indemnise en grande partie de la perte du commencement.

On sent que , pendant toute cette opération , l'état doit souffrir une violente crise. L'argent y deviendra très rare , 1°. parce qu'il faut en décrier la plus grande partie ; 2°. parce qu'il en faudra transporter une partie dans les pays étrangers ; 3°. parce que tout le monde le resserrera , personne ne voulant laisser au prince un profit qu'on espere avoir soi - même. Il est dangereux de la faire avec lenteur : il est dangereux de la faire avec promptitude. Si le gain qu'on suppose est immo-

déré , les inconvéniens augmentent à mesure.

On a vu ci-dessus que , quand le change étoit plus bas que l'espece , il y avoit du profit à faire sortir l'argent : par la même raison , lorsqu'il est plus haut que l'espece , il y a du profit à le faire revenir.

Mais il y a un cas où on trouve du profit à faire sortir l'espece , quoique le change soit au pair : c'est lorsqu'on l'envoie dans les pays étrangers , pour la faire remarquer ou refondre. Quand elle est revenue , on fait , soit qu'on l'emploie dans le pays , soit qu'on prenne des lettres pour l'étranger , le profit de la monnoie.

S'il arrivoit que dans un état on fit une compagnie qui eût un nombre très-considérable d'actions , & qu'on eût fait dans quelques mois de temps hausser ces actions vingt ou vingt-cinq fois au-delà de la valeur du premier achat , & que ce même état eût établi une banque dont les billets dussent faire la fonction de monnoie , & que la valeur numéraire de ces billets fût prodigieuse pour répondre à la prodigieuse valeur numéraire des actions (c'est le système de Mr. Law) , il suivroit de la nature de la chose que ces actions & billets s'anéantiroient de la même

me maniere qu'ils se feroient établis. On n'auroit pu faire monter tout-à-coup les actions vingt ou vingt-cinq fois plus haut que leur premiere valeur, fans donner à beaucoup de gens le moyen de se procurer d'immenses richesses en papier : chacun chercheroit à assurer sa fortune ; & comme le change donne la voie la plus facile pour la dénaturer, ou pour la transporter où l'on veut, on remettroit fans cesse une partie de ses effets chez la nation qui regle le change. Un projet continuel de remettre dans les pays étrangers, feroit baisser le change. Supposons que, du temps du systême, dans le rapport du titre & du poids de la monnoie d'argent, le taux du change fût de quarante gros par écu, lorsqu'un papier innombrable fut devenu monnoie, on n'aura plus voulu donner que trente-neuf gros par écu, ensuite que trente-huit, trente-sept, &c. Cela alla si loin, que l'on ne donna plus que huit gros, & qu'enfin il n'y eut plus de change.

C'étoit le change qui devoit en ce cas régler en France la proportion de l'argent avec le papier. Je suppose que, par le poids & le titre de l'argent, l'écu de trois livres d'argent valût quarante gros, & que le change se faisant en papier, l'écu de

trois livres en papier ne valût que huit gros, la différence étoit de quatre cinquièmes. L'écu de trois livres en papier valoit donc quatre cinquièmes de moins que l'écu de trois livres en argent.

CHAPITRE XI.

Des opérations que les Romains firent sur les monnoies.

QUELQUES coups d'autorité que l'on ait faits de nos jours en France sur les monnoies dans deux ministères consécutifs, les Romains en firent de plus grands, non pas dans le temps de cette république corrompue, ni dans celui de cette république qui n'étoit qu'une anarchie; mais lorsque, dans la force de son institution, par sa sagesse comme par son courage, après avoir vaincu les villes d'Italie, elle disputoit l'empire aux Carthaginois.

Et je suis bien aise d'approfondir un peu cette matière, afin qu'on ne fasse pas un exemple de ce qui n'en est point un.

Dans la première guerre Punique (*) Pas, qui devoit être de douze onces de cuivre, n'en pesa plus que deux; & dans la

(*) Plinè, hist. nat. Liv. XXXIII, art. 13.

la seconde, il ne fut plus que d'une. Ce retranchement répond à ce que nous appelons aujourd'hui augmentations des monnoies: ôter d'un écu de six livres la moitié de l'argent pour en faire deux, ou le faire valoir douze livres, c'est précisément la même chose.

Il ne nous reste point de monument de la manière dont les Romains firent leur opération dans la première guerre Punique: mais ce qu'ils firent dans la seconde, nous marque une sagesse admirable. La république ne se trouvoit point en état d'acquitter ses dettes; l'as pesoit deux onces de cuivre; & le denier valant dix as, valoit vingt onces de cuivre. La république fit des as (†) d'une once de cuivre, elle gagna la moitié sur ses créanciers, elle paya un denier avec ces dix onces de cuivre. Cette opération donna une grande secousse à l'état, il falloit la donner la moindre qu'il étoit possible; elle contenoit une injustice, il falloit qu'elle fût la moindre qu'il étoit possible; elle avoit pour objet la libération de la république envers ses citoyens, il ne falloit donc pas qu'elle eût celui de la libération des citoyens entr'eux: cela fit faire une seconde opération;

&

(†) *Pline*, hist. nat. Liv. XXXIII, art. 13.

& l'on ordonna que le denier qui n'avoit été jusques-là que dix as, en contiendrait seize ; il résulta de cette double opération, que, pendant que les créanciers de la république perdoient la moitié (†), ceux des particuliers ne perdoient qu'un cinquième (§), les marchandises n'augmentoient que d'un cinquième, le changement réel dans la monnoie n'étoit que d'un cinquième ; on voit les autres conséquences.

Les Romains se conduisirent donc mieux que nous, qui, dans nos opérations, avons enveloppé & les fortunes publiques & les fortunes particulières. Ce n'est pas tout : on va voir qu'ils les firent dans des circonstances plus favorables que nous.

CHAPITRE XII.

Circonstances dans lesquelles les Romains firent leurs opérations sur la monnoie.

IL y avoit anciennement très-peu d'or & d'argent en Italie ; ce pays a peu ou point de mines d'or & d'argent : lorsque Rome fut prise par les Gaulois, il ne s'y trouva que mille (*) livres d'or. Cependant

(†) Ils recevoient dix onces de cuivre pour vingt.

(§) Ils recevoient seize onces de cuivre pour vingt.

(*) Plinè, Liv. XXXIII, art. 5.

dant les Romains avoient saccagé plusieurs villes puissantes, & ils en avoient transporté les richesses chez eux. Ils ne se servirent long-temps que de monnoie de cuivre: ce ne fut qu'après la paix de *Pyrrhus*, qu'ils eurent assez d'argent pour en faire de la monnoie (†): ils firent des deniers de ce métal, qui valoient dix as (‡), ou dix livres de cuivre: pour lors la proportion de l'argent au cuivre étoit comme 1 à 960; car le denier Romain valant dix as ou dix livres de cuivre, il valoit cent vingt onces de cuivre; & le même denier valant un huitieme (§) d'once d'argent, cela faisoit la proportion que nous venons de dire.

Rome devenue maîtresse de cette partie de l'Italie la plus voisine de la Grece & de la Sicile, se trouva peu à peu entre deux peuples riches; les Grecs & les Carthaginois; l'argent augmenta chez elle; & la proportion de 1 à 960 entre l'argent & le cuivre ne pouvant plus se soutenir, elle
fit

(†) *Freinshemius*, Liv. V. de la seconde décade.

(‡) *Ibid. loco citato*: Ils frapperent aussi, dit le même auteur, des demi appellés quinaires, & des quarts appellés sesterces.

(§) Un huitieme selon *Budée*, un septieme selon d'autres auteurs.

fit diverses opérations sur les monnoies, que nous ne connoissons pas. Nous savons seulement qu'au commencement de la seconde guerre Punique, le denier (**) Romain ne valoit plus que vingt onces de cuivre; & qu'ainsi la proportion entre l'argent & le cuivre n'étoit plus que comme 1 est à 160; la réduction étoit bien considérable, puisque la république gagna cinq sixiemes sur toute la monnoie de cuivre; mais on ne fit que ce que demandoit la nature des choses, & rétablir la proportion entre les métaux qui servoient de monnoie.

La paix qui termina la premiere guerre Punique, avoit laissé les Romains maîtres de la Sicile. Bientôt ils entrèrent en Sardaigne, ils commencerent à connoître l'Espagne: la masse de l'argent augmenta encore à Rome; on y fit l'opération qui réduisit (††) le denier d'argent de vingt onces à seize; & elle eut cet effet, qu'elle remit en proportion l'argent & le cuivre; cette proportion étoit comme 1 est à 160, elle fut comme 1 est à 128.

Examinez les Romains; vous ne les trouverez jamais si supérieurs que dans le choix
des

(**) *Pline*, hist. nat. Liv. XXXIII, art. 13.

(††) *Ibid.*

des circonstances dans lesquelles ils firent les biens & les maux.

CHAPITRE XIII.

Opérations sur les monnoies, du temps des empereurs.

DANS les opérations que l'on fit sur les monnoies du temps de la république, on procéda par voie de retranchement : l'état confioit au peuple ses besoins, & ne prétendoit pas le séduire. Sous les empereurs, on procéda par voie d'alliage : ces princes réduits au désespoir par leurs libéralités mêmes, se virent obligés d'altérer les monnoies ; voie indirecte, qui diminuoit le mal, & sembloit ne le pas toucher : on retiroit une partie du don, & on cachoit la main ; & sans parler de diminution de la paie ou des largesses, elles se trouvoient diminuées.

On voit encore dans les cabinets (*) des médailles qu'on appelle fourrées, qui n'ont qu'une lame d'argent qui couvre le
cuivre

(*) Voyez la science des médailles du P. Joubert, édit. de Paris, 1739, pag. 59.

Le commerce même contredit ses loix. Le peuple n'est composé que d'esclaves attachés aux terres, & d'esclaves qu'on appelle ecclésiastiques ou gentilshommes, parce qu'ils sont les seigneurs de ces esclaves ; il ne reste donc guere personne pour le tiers-état, qui doit former les ouvriers & les marchands.

CHAPITRE XV.

Usage de quelques pays d'Italie.

DANS quelques pays d'Italie on a fait des loix pour empêcher les sujets de vendre les fonds de terre pour transporter leur argent dans les pays étrangers. Ces loix pouvoient être bonnes lorsque les richesses de chaque état étoient tellement à lui, qu'il y avoit beaucoup de difficulté à les faire passer à un autre. Mais depuis que, par l'usage du change, les richesses ne sont en quelque façon à aucun état en particulier, & qu'il y a tant de facilité à les transporter d'un pays à un autre, c'est une mauvaise loi que celle qui ne permet pas de disposer pour ses affaires de ses fonds de terres, lorsqu'on peut disposer de son argent. Cette loi est mauvaise, parce qu'elle donne de l'avantage aux effets

effets mobiliers sur les fonds de terre, parce qu'elle dégoûte les étrangers de venir s'établir dans le pays, & enfin parce qu'on peut l'é luder.

CHAPITRE XVI.

Du secours que l'état peut tirer des banquiers.

LES banquiers sont faits pour changer de l'argent, & non pas pour en prêter. Si le prince ne s'en sert que pour changer son argent, comme il ne fait que de grosses affaires, le moindre profit qu'il leur donne pour leurs remises devient un objet considérable; & si on lui demande de gros profits, il peut être sûr que c'est un défaut de l'administration. Quand au contraire ils sont employés à faire des avances, leur art consiste à se procurer de gros profits de leur argent, sans qu'on puisse les accuser d'usure.

CHAPITRE XVII.

Des dettes publiques.

QUELQUES gens ont cru qu'il étoit bon, qu'un état dût à lui-même : ils ont

470 DE L'ESPRIT DES LOIX,

ont pensé que cela multiplioit les richesses, en augmentant la circulation.

Je crois qu'on a confondu un papier circulant qui représente la monnoie, ou un papier circulant qui est le signe des profits qu'une compagnie a faits ou fera sur le commerce, avec un papier qui représente une dette. Les deux premiers sont très-avantageux à l'état : le dernier ne peut l'être ; & tout ce qu'on peut en attendre, c'est qu'il soit un bon gage pour les particuliers de la dette de la nation, c'est-à-dire, qu'il en procure le paiement. Mais voici les inconvéniens qui en résultent.

1°. Si les étrangers possèdent beaucoup de papiers qui représentent une dette, ils tirent tous les ans de la nation une somme considérable pour les intérêts.

2°. Dans une nation ainsi perpétuellement débitrice, le change doit être très-bas.

3°. L'impôt levé pour le paiement des intérêts de la dette, fait tort aux manufactures, en rendant la main de l'ouvrier plus chère.

4°. On ôte les revenus véritables de l'état à ceux qui ont de l'activité & de l'industrie, pour les transporter aux gens oisifs, c'est-à-dire, qu'on donne des commodi-

LIV. XXII. CHAP. XVII. 471

modités pour travailler à ceux qui ne travaillent point , & des difficultés pour travailler à ceux qui travaillent (*p*).

Voilà les inconvéniens : je n'en connois point les avantages. Dix personnes ont chacune mille écus de revenu en fonds de terre ou en industrie ; cela fait pour la nation , à cinq pour cent , un capital de deux cent mille écus. Si ces dix personnes emploient la moitié de leur revenu , c'est - à - dire , cinq mille écus , pour payer les intérêts de cent mille écus qu'elles ont empruntés à d'autres , cela ne fait encore pour l'état que deux cent mille écus ;
c'est,

(*p*) On ne peut faire assez d'attention aux réflexions que l'Auteur vient de faire sur les dettes nationales. J'ai entendu dire & répéter plus d'une fois qu'il n'y a aucun inconvénient à les multiplier , pourvu qu'on trouve des fonds suffisans pour le paiement des intérêts. On cite l'Angleterre pour exemple. Je ne déciderai point si cette politique qu'on attribue aux Anglois est un modèle à imiter : j'ajouterai seulement aux remarques de Mr. de MONTESQUIEU , que l'accroissement des dettes nationales devant produire un accroissement d'impôts & de charges , le moyen de subsister en deviendra nécessairement plus difficile , & plus onéreux. Or tout le monde est en état de juger , si cela ne doit point produire à la longue un déclin dans tout ce qui a rapport aux fabriques & à toutes les productions qui demandent la main de l'ouvrier. (*R. d'un A.*)

472 DE L'ESPRIT DES LOIX ,

c'est , dans le langage des algébristes ,
 $200000 \text{ écus} - 100000 \text{ écus} + 10000 \text{ écus} = 200000 \text{ écus}.$

Ce qui peut jetter dans l'erreur , c'est qu'un papier qui représente la dette d'une nation , est un signe de richesse ; car il n'y a qu'un état riche qui puisse soutenir un tel papier sans tomber dans la décadence : que s'il n'y tombe pas , il faut que l'état ait de grandes richesses d'ailleurs. On dit qu'il n'y a point de mal , parce qu'il y a des ressources contre ce mal ; & on dit le mal est un bien , parce que les ressources surpassent le mal.

C H A P I T R E XVIII.

Du paiement des dettes publiques.

IL faut qu'il y ait une proportion entre l'état créancier & l'état débiteur. L'état peut être créancier à l'infini , mais il ne peut être débiteur qu'à un certain degré ; & quand on est parvenu à passer ce degré , le titre de créancier s'évanouit .

Si cet état a encore un crédit qui n'ait point reçu d'atteinte , il pourra faire ce qu'on a pratiqué si heureusement dans un état (*) d'Europe , c'est de se procurer une
grande

(*) L'Angleterre.

grande quantité d'espèces , & d'offrir à tous les particuliers leur remboursement , à moins qu'ils ne veuillent réduire l'intérêt. En effet , comme , lorsque l'état emprunte, ce sont les particuliers qui fixent le taux de l'intérêt ; lorsque l'état veut payer , c'est à lui à le fixer.

Il ne suffit pas de réduire l'intérêt ; il faut que le bénéfice de la réduction forme un fonds d'amortissement pour payer chaque année une partie des capitaux ; opération d'autant plus heureuse , que le succès en augmente tous les jours.

Lorsque le crédit de l'état n'est pas entier , c'est une nouvelle raison pour chercher à former un fonds d'amortissement ; parce que ce fonds une fois établi , rend bientôt la confiance.

Si l'état est une république , dont le gouvernement comporte par sa nature que l'on y fasse des projets pour long - temps , le capital du fonds d'amortissement peut être peu considérable : il faut , dans une monarchie , que ce capital soit plus grand.

2°. Les réglemens doivent être tels que tous les citoyens de l'état portent le poids de l'établissement de ce fonds , parce qu'ils ont tous le poids de l'établissement de la dette ; le créancier de l'état , par les sommes

mes qu'il contribue, payant lui-même à lui-même.

3°. Il y a quatre classes de gens qui paient les dettes de l'état : les propriétaires des fonds de terre, ceux qui exercent leur industrie par le négoce, les laboureurs & artisans, enfin les rentiers de l'état ou des particuliers. De ces quatre classes, la dernière, dans un cas de nécessité, sembleroit devoir être la moins ménagée ; parce que c'est une classe entièrement passive dans l'état, tandis que ce même état est soutenu par la force active des trois autres. Mais, comme on ne peut la charger plus, sans détruire la confiance publique, dont l'état en général & ces trois classes en particulier ont un souverain besoin ; comme la foi publique ne peut manquer à un certain nombre de citoyens, sans paroître manquer à tous ; comme la classe des créanciers est toujours la plus exposée aux projets des ministres, & qu'elle est toujours sous les yeux & sous la main ; il faut que l'état lui accorde une singulière protection, & que la partie débitrice n'ait jamais le moindre avantage sur celle qui est créancière.

CHAPITRE XIX.

Des prêts à intérêt.

L'ARGENT est le signe des valeurs. Il est clair que celui qui a besoin de ce signe , doit le louer comme il fait toutes les choses dont il peut avoir besoin. Toute la différence est , que les autres choses peuvent , ou se louer , ou s'acheter ; au lieu que l'argent , qui est le prix des choses , se loue & ne s'achete pas (*).

C'est bien une action très-bonne de prêter à un autre son argent sans intérêt ; mais on sent que ce ne peut être qu'un conseil de religion , & non une loi civile.

Pour que le commerce puisse se bien faire , il faut que l'argent ait un pris , mais que ce prix soit peu considérable. S'il est trop haut , le négociant , qui voit qu'il lui en coûteroit plus en intérêts qu'il ne pourroit gagner dans son commerce , n'entreprend rien ; si l'argent n'a point de prix , personne n'en prête , & le négociant n'entreprend rien non plus.

Je

(*) On ne parle point des cas où l'or & l'argent sont considérés comme marchandises.

Je me trompe , quand je dis que personne n'en prête. Il faut toujours que les affaires de la société aillent ; l'usure s'établit , mais avec les désordres que l'on a éprouvés dans tous les temps.

La loi de Mahomet confond l'usure avec le prêt à intérêt. L'usure augmente dans les pays Mahométans à proportion de la sévérité de la défense : le prêteur s'indemnise du péril de la contravention.

Dans ces pays d'orient , la plupart des hommes n'ont rien d'assuré : il n'y a presque point de rapport entre la possession actuelle d'une somme , & l'espérance de la r'avoir après l'avoir prêtée : l'usure y augmente donc à proportion du péril de l'insolvabilité.

CHAPITRE XX.

Des usures maritimes.

LA grandeur de l'usure maritime est fondée sur deux choses ; le péril de la mer, qui fait qu'on ne s'expose à prêter son argent que pour en avoir beaucoup davantage ; & la facilité que le commerce donne à l'emprunteur , de faire promptement de grandes affaires , & en grand nombre : au-
lieu

lieu que les ufures de terre n'étant fondées sur aucune de ces deux raisons, sont ou proscrites par les législateurs, ou, ce qui est plus sensé, réduites à de justes bornes.

CHAPITRE XXI.

Du prêt par contrat, & de l'usure chez les Romains.

OUTRE le prêt fait pour le commerce, il y a encore une espece de prêt fait par un contrat civil, d'où résulte un intérêt ou usure.

Le peuple, chez les Romains, augmentant tous les jours sa puissance, les magistrats chercherent à le flatter, & à lui faire les loix qui lui étoient les plus agréables. Il retrancha les capitaux; il diminua les intérêts; il défendit d'en prendre; il ôta les contraintes par corps: enfin l'abolition des dettes fut mise en question toutes les fois qu'un tribun voulut se rendre populaire.

Ces continuels changemens, soit par des loix, soit par des plébiscites, naturaliserent à Rome l'usure; car les créanciers voyant le peuple leur débiteur, leur législateur & leur juge, n'eurent plus de confiance

fiance dans les contrats. Le peuple, comme un débiteur décrédité, ne tentoit à lui prêter que par de gros profits; d'autant plus que, si les loix ne venoient que de temps en temps, les plaintes du peuple étoient continuelles & intimidotent toujours les créanciers. Cela fit que tous les moyens honnêtes de prêter & d'emprunter furent abolis à Rome, & qu'une usure affreuse, toujours foudroyée (†) & toujours renaissante, s'y établit. Le mal venoit de ce que les choses n'avoient pas été ménagées. Les loix extrêmes dans le bien font naître le mal extrême : il fallut payer pour le prêt de l'argent, & pour le danger des peines de la loi.

CHAPITRE XXII.

Continuation du même sujet.

LES premiers Romains n'eurent point de loix pour régler le taux de (*) l'usure. Dans les démêlés qui se formerent là-dessus entre les plébéiens & les patriciens, dans

(†) Tacite, annal. Liv. VI.

(*) Usure & intérêt signifioient la même chose chez les Romains.

dans la fédition (†) même du mont Sacré, on n'allégua d'un côté que la foi, & de l'autre que la dureté des contrats.

On fuivoit donc les conventions particulières; & je crois que les plus ordinaires étoient de douze pour cent par an. Ma raison est que dans le langage (‡) ancien chez les Romains, l'intérêt à six pour cent étoit appelé la moitié de l'ufure, l'intérêt à trois pour cent le quart de l'ufure: l'ufure totale étoit donc l'intérêt à douze pour cent.

Que si l'on demande comment de si grosses ufures avoient pu s'établir chez un peuple qui étoit presque fans commerce, je dirai que ce peuple, très-souvent obligé d'aller fans folde à la guerre, avoit très-souvent besoin d'emprunter; & que faisant fans cesse des expéditions heureuses, il avoit très-souvent la facilité de payer. Et cela se sent bien dans le récit des démêlés qui s'éleverent à cet égard: on n'y disconvient point de l'avarice de ceux qui prêtoient; mais on dit que ceux qui se plai-

(†) Voyez *Denys d'Halic.* qui l'a si bien décrit.

(‡) *Usura semisses, trientes, quadrantes.* Voyez là-dessus les divers traités du digeste & du code de *usuris*; & sur-tout la loi XVII, avec sa note, au ff. de *usuris*.

plaignoient auroient pu payer s'ils avoient eu une conduite réglée (§).

On faisoit donc des loix qui n'influoient que sur la situation actuelle : on ordonnoit , par exemple , que ceux qui s'enrôléroient pour la guerre que l'on avoit à soutenir , se feroient point poursuivis par leurs créanciers ; que ceux qui étoient dans les fers feroient délivrés ; que les plus indigens feroient menés dans les colonies : quelquefois on ouvroit le trésor public. Le peuple s'appaisoit par le soulagement des maux présens ; & comme il ne demandoit rien pour la suite , le sénat n'avoit garde de le prévenir.

Dans le temps que le sénat défendoit avec tant de constance la cause des usures , l'amour de la pauvreté , de la frugalité , de la médiocrité , étoit extrême chez les Romains ; mais telle étoit la constitution , que les principaux citoyens portoient toutes les charges de état , & que le bas peuple ne payoit rien. Quel moyen de priver ceux-là du droit de poursuivre leurs débiteurs , & de leur demander d'acquitter leurs charges , & de subvenir aux besoins pressans de la république ?

Tacite

(§) Voyez les discours d'*Appius* là-dessus , dans *Denys d'Halicarnasse*.

Tacite (**) dit que la loi des douze tables fixa l'intérêt à un pour cent, par an. Il est visible qu'il s'est trompé, & qu'il a pris pour la loi des douze tables une autre loi dont je vais parler. Si la loi des douze tables avoit réglé cela, comment, dans les disputes qui s'éleverent depuis entre les créanciers & les débiteurs, ne se feroit-on pas servi de son autorité? On ne trouve aucun vestige de cette loi sur le prêt à intérêt: & pour peu qu'on soit versé dans l'histoire de Rome, on verra qu'une loi pareille ne devoit point être l'ouvrage des décemvirs.

La loi Licinienne (††) faite quatre-vingt-cinq ans après la loi des douze tables, fut une de ces loix passageres dont nous avons parlé. Elle ordonna qu'on retrancheroit du capital ce qui avoit été payé pour les intérêts, & que le reste feroit acquité en trois paiemens égaux.

L'an 398 de Rome, les tribuns *Duellius* & *Ménénus* firent passer une loi qui réduisoit les intérêts à un (††) pour cent
par

(**) Annales, liv. VI.

(††) L'an de Rome 388. *Tite-Live*, Liv. VI.

(††) *Unciaria usura*. *Tite-Live*, Liv VII. Voyez la défense de l'esprit des loix, art. *usure*.

par an. C'est cette loi que *Tacite* (§§) confond avec la loi des douze tables, & c'est la première qui ait été faite chez les Romains pour fixer le taux de l'intérêt. Dix ans après (**), cette usure fut réduite à la moitié (+++); dans la suite on l'ôta tout-à-fait (+++); & si nous en croyons quelques auteurs qu'avoit vus *Tite-Live*, ce fut sous le consulat (§§§) de *C. Martius Rutilius* & de *Q. Servilius*, l'an 413 de Rome.

Il en fut de cette loi comme de toutes celles où le législateur a porté les choses à l'excès : on trouva un moyen de l'éluder. Il en fallut faire beaucoup d'autres pour la confirmer, corriger, tempérer. Tantôt on quitta les loix pour suivre les usages (*), tantôt on quitta les usages pour suivre les loix : mais dans ce cas l'usage devoit aisément

(§§) *Annal. Liv. VI.*

(**) Sous le consulat de *L. Manlius Torquatus*, & de *C. Plautius*, selon *Tite-Live*, Liv. VII; & c'est la loi dont parle *Tacite*, *annal. Liv. VI.*

(+++) *Semiunciaria usura.*

(+++ Comme le dit *Tacite*, *annal. Liv. VI.*

(§§§) La loi en fut faite à la poursuite de *M. Genucius*, tribun du peuple. *Tite-Live*, Liv. VII, à la fin.

(*) *Veteri jam more senus receptum erat.* *Ap-pien*, de la guerre civile, Liv. I.

mient prévaloir.) Quand un homme emprunte, il trouve un obstacle dans la loi même qui est faite en sa faveur, cette loi a contr'elle, & celui qu'elle secourt, & celui qu'elle condamne. Le préteur *Sempronius Asellus* ayant permis (†) aux débiteurs d'agir en conséquence des loix, fut tué par les créanciers (‡), pour avoir voulu rappeler la mémoire d'une rigidité qu'on ne pouvoit plus soutenir.

Je quitte la ville, pour jeter un peu les yeux sur les provinces.

J'ai dit ailleurs (§), que les provinces Romaines étoient désolées par un gouvernement despotique & dur. Ce n'est pas tout : elles l'étoient encore par des usures affreuses.

Cicéron dit (**) que ceux de Salamine vouloient emprunter de l'argent à Rome, & qu'ils ne le pouvoient pas à cause de la loi Gabinienne. Il faut que je cherche ce que c'étoit que cette loi.

Lors-

(†) *Permisset eos legibus agere.* Appien, de la guerre civile, Liv. I; & l'építome de *Tite-Live*, Livre LXIV.

(‡) L'an de Rome 663.

(§) Liv. XI, ch. XIX.

(**) Lettres à *Atticus*, Liv. V, lett. 21.

Lorsque les prêts à intérêt eurent été défendus à Rome, on imagina (††) toutes sortes de moyens pour éluder la loi : & comme les alliés (‡‡) & ceux de la nation Latine n'étoient point assujettis aux loix civiles des Romains, on se servit d'un Latin, ou d'un allié, qui prêtoit son nom, & paroissoit être le créancier. La loi n'avoit donc fait que soumettre les créanciers à une formalité, & le peuple n'étoit pas soulagé.

Le peuple se plaignoit de cette fraude ; & *Marcus Sempronius*, tribun du peuple, par l'autorité du sénat, fit faire un plébiscite (§§) qui portoit, qu'en fait de prêts, les loix, qui défendoient les prêts à usure entre un citoyen Romain & un autre citoyen Romain, auroient également lieu entre un citoyen & un allié, ou un Latin.

Dans ces temps-là, on appelloit alliés les peuples de l'Italie, proprement dite, qui s'étendoit jusqu'à l'Arno & le Rubicon, & qui n'étoit point gouvernée en provinces Romaines.

Tacite

(††) *Tite - Live.*

(‡‡) *Ibid.*

(§§) L'an 561. de Rome. Voyez *Tite - Live.*

Tacite (***) dit qu'on faisoit toujours de nouvelles fraudes aux loix faites pour arrêter les usures. Quand on ne put plus prêter ni emprunter sous le nom d'un allié, il fut aisé de faire paroître un homme des provinces, qui prêtoit son nom.

Il falloit une nouvelle loi contre ces abus; & *Gabinus* (†††) faisant la loi fameuse qui avoit pour objet d'arrêter la corruption dans les suffrages, dut naturellement penser que le meilleur moyen pour y parvenir, étoit de décourager les emprunts: ces deux choses étoient naturellement liées; car les usures augmentoient (†††) toujours au temps des élections, parce qu'on avoit besoin d'argent pour gagner des voix. On voit bien que la loi Gabinienne avoit étendu le sénatus-consulte Sempronien aux provinciaux, puisque les Salaminiens ne pouvoient emprunter de l'argent à Rome à cause de loi. *Brutus*, sous des noms empruntés, leur en prêta (§§§) à quatre pour cent par

(***) *Annal.* Liv. VI.

(†††) L'an 615 de Rome.

(†††) Voyez les lettres de *Cicéron* à *Atticus*, Liv. IV, lett. 15 & 16.

(§§§) *Cicéron* à *Atticus*, Liv. VI, lett. 1.

par mois (*), & obtint pour cela deux sénatus-consultes ; dans le premier desquels il étoit dit que ce prêt ne feroit pas regardé comme une fraude (†) faite à la loi, & que le gouverneur de Silicie jugeroit en conformité des conventions portées par le billet des Salaminien.

Le prêt à intérêt étant interdit par la loi Gabinienne entre les gens des provinces & les citoyens Romains, & ceux-ci ayant pour lors tout l'argent de l'univers entre leurs mains, il fallut les tenter par de grosses ufures, qui fissent disparoître aux yeux de l'avarice de danger de perdre la dette. Et comme il y avoit à Rome des gens puissans, qui intimidoient les magistrats, & faisoient taire les loix, ils furent plus hardis à prêter & plus hardis à exiger de grosses ufures. Cela fit que les provinces furent tour à tour ravagées par tous ceux qui avoient du crédit à Rome : & comme chaque gouverneur faisoit

(*) Pompée, qui avoit prêté au roi Ariobarfane six cent talens, se faisoit payer trente-trois talens Attiques tous les trente jours. Cicéron à Atticus, Liv. III, lett. 21 : Liv. VI, lett. 1.

(†) *Ut neque Salaminis, neque cui eis dedisset, fraudi esset. Ibid.*

soit son édit (†) en entrant dans sa province, dans lequel il mettoit à l'usure le taux qu'il lui plaisoit, l'avarice prêtoit la main à la législation, & la législation à l'avarice.

Il faut que les affaires aillent ; & un état est perdu, si tout y est dans l'inaction. Il y avoit des occasions où il falloit que les villes, les corps, les sociétés des villes, les particuliers empruntassent : & on n'avoit que trop besoin d'emprunter, ne fut-ce que pour subvenir aux ravages des armées, aux rapines des magistrats, aux concussions des gens d'affaires, & aux mauvais usages qui s'établisoient tous les jours ; car on ne fut jamais si riche, ni si pauvre. Le sénat, qui avoit la puissance exécutive, donnoit, par nécessité, souvent par faveur, la permission d'emprunter des citoyens Romains, & faisoit là-dessus des sénatus-consultes. Mais ces sénatus-consultes mêmes étoient décrédités par la loi :
ces

(†) L'édit de Cicéron la fixoit à un pour cent par mois, avec l'usure de l'usure au bout de l'an. Quant aux fermiers de la république, il les engageoit à donner un délai à leurs débiteurs : si ceux-ci ne payoient pas au temps fixé, il adjugeoit l'usure portée par le billet. *Cicéron à Atticus, Liv. VI, lett. 1.*

ces sénatus - consultes (§) pouvoient donner occasion au peuple de demander de nouvelles tables ; ce qui , augmentant le danger de la perte du capital , augmentoit encore l'usure. Je le dirai toujours ; c'est la modération qui gouverne les hommes , & non pas les excès.

Celui - là paie moins , dit *Ulpien* (**), qui paie plus tard. C'est ce principe qui conduisit les législateurs après la destruction de la république Romaine.

(§) Voyez ce que dit *Lucrécius* , lett. 21. à *Atticus* , Liv. V. Il y eut même un sénatus - consulte général , pour fixer l'usure à un pour cent par mois. Voyez la même lettre.

(**) *Leg. XII, ff. de verbor. signif.*

Fin du Tome second.



69701557

